

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Lundi 17 février 2014**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 17 février 2014

Procès-verbal

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène MANDROUX

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

pour : 56

contre :

abstentions :

adopté à l'unanimité.

Madame le Maire : Mes chers collègues, ce Conseil municipal, le dernier du mandat, est pour moi l'occasion d'évoquer avec vous tous, majorité et opposition, le chemin que nous avons parcouru ensemble depuis 2008. Un chemin riche de nouvelles initiatives, de nouvelles actions et de projets en devenir. Un chemin parcouru au cœur d'une époque complexe, marquée par des turbulences économiques sévères, l'augmentation du

chômage et une croissance étale. Cette situation n'a pas été sans conséquences sur la santé des États européens dont certains, au bord de la cessation de paiement, sont aujourd'hui sous surveillance budgétaire. Dans ce contexte difficile, nous avons dû conduire le devenir de Montpellier. Sa croissance a été soutenue à un rythme élevé. Aujourd'hui, notre ville compte près de 270 000 habitants, soit 40 000 de plus depuis 2004. Selon l'INSEE, elle devrait prochainement devenir la septième ville française, devant Strasbourg. Un chiffre qui témoigne, si cela était encore nécessaire, du dynamisme de Montpellier qui demeure une des villes les plus attractives et les plus attirantes de l'Hexagone. Un tel développement n'a été rendu possible que par la mise en œuvre d'une politique ambitieuse avec l'ouverture de nouveaux grands équipements, notamment cet Hôtel de ville au service des montpelliérains pour la durée de ce siècle. La Ville a également fourni un effort sans précédent dans l'aménagement de son espace public. Ici, nous avons construit le nouveau Pont de la République imaginé par Rudy RICCIOTTI. Au centre-ville, nous avons aménagé le plus grand espace piéton français. Nous avons également créé des conditions de construction de plus de 15 000 logements à l'ouest de Montpellier, à l'EAI, qui permettra d'offrir un quartier entièrement innovant de 35 ha et un parc ouvert sur l'avenue de Toulouse pour tous les montpelliérains. Cet effort considérable s'est accompagné d'un souci permanent de préservation et d'aménagement de l'environnement. Je pense notamment à l'Agriparc du Mas Nouguier, au Parc Montcalm, au Jardin de la Reine tout récemment, au parcours de la Marathonienne, à la mise aux normes du Parc Darwin, à Font Colombe et plus près encore, le Parc Georges Charpak. Ensemble, nous avons porté une attention particulière à la préservation de la biodiversité, pour le maintien d'un environnement urbain, équilibré et sain. À ce titre, la ville de Montpellier a été sollicitée par le Chef de l'État pour accompagner la délégation présidentielle au sommet de la terre à Rio en 2011, capitale européenne de la biodiversité.

Nous avons également continué d'agrémenter la ville de gestes architecturaux de premier ordre, au point de faire référence dans le monde de l'architecture. À Montpellier, l'urbanisme de caractère est un parti pris depuis 1982 avec Ricardo BOFILL. Nous avons suivi avec Jean NOUVEL, avec Christian DE PORTZAMPARC, Carmen SANTANA, Zaha HADID, Manuelle GAUTRAND, Farshid MOUSSAVI, Massimiliano FUKSAS, Nicolas MICHELIN, Pierre TOURRE, Marc LEHMANN, Jacques FERRIER et tout dernièrement, Christophe GULIZZI. Montpellier aime l'architecture et les architectes aiment Montpellier. L'ensemble de ce travail, vous le savez, nous a permis en 2012 d'être la seule ville de France à figurer dans le New York Times parmi les 45 destinations à visiter justement pour la qualité de son architecture.

Cette évocation ne saurait être complète sans citer les opérations ANRU, auxquelles nous nous sommes attachés avec beaucoup d'endurance, de persistance, de volonté depuis 10 ans. Opération délicate, mais ô combien indispensable de rénovation urbaine, notamment dans le quartier du Petit Bard. Leur aboutissement définitif sera bientôt achevé par la destruction, dans les prochaines semaines, de la fameuse tour H.

Faut-il le rappeler, l'urbanisme n'est rien s'il n'est au service d'une société. Construire une ville, vous le savez, ne saurait suffire. Il nous appartient de l'animer, de lui donner vie, de lui donner du sens. Nous devons créer des lieux d'échanges, de rencontres, des moments de liesse et de concorde. C'est bien là que réside tout le sens de cet urbanisme ouvert, vivant, dans lequel l'humain retrouve sa place dans l'urbain.

Tel a donc été le dessein de la politique événementielle, culturelle et sportive qui a été proposée aux Montpelliéraines et Montpelliérains : la comédie du livre, l'Agora des savoirs, les ZAT, la Panacée, et je vous invite à l'inauguration de l'exposition Linda Mac CARTNEY, jeudi 20 février à 18h30 au pavillon populaire. Nous avons eu également les Estivales, les Hivernales, les Jardins du Peyrou, la 100^e édition du Tour de France, le Festival des sports extrêmes, le FISE, qui maintenant s'expatrie aussi bien à Rio qu'à Chengdu. Cette politique sportive, sachez-le, a d'ailleurs été reconnue nationalement par l'Académie des sports. Cette académie, pour la première fois depuis qu'elle existe, c'est-à-dire il y a plus de 70 ans, a décidé de remettre ce prix à une ville : Montpellier.

Aujourd'hui, nous sommes la seule ville à avoir obtenu cette reconnaissance de l'Académie des sports.

Ceci étant, par-delà ces réalisations, ces réussites, ces succès, ce que nous avons rendu possible est bien plus important, bien plus ambitieux, car notre place d'élus nous invite à regarder bien au-delà des contingences et des apparences. Nous nous sommes mis au service d'un projet de société, projet de société fondé sur nos valeurs. Nous avons su mettre en œuvre une politique inspirée par la société montpelliéraine, riche de sa jeunesse, riche de sa diversité, riche de ses différences. Ensemble, nous avons créé les conditions de rencontres et de confrontations. C'est ainsi que des lieux d'échanges avec les concitoyens sont nés, comme le Conseil consultatif de la jeunesse, le Conseil des sages, le Conseil consultatif des résidents étrangers.

Une telle politique a pris forme, a fait fond sur une ville idéale, et un idéal de ville. Un idéal de partage, de compréhension, de diversité, l'ambition d'établir une société humaniste, éclairée, ouverte et accueillante pour que la différence de l'autre ne soit pas vécue comme une rupture mais comme une chance, un possible. Fidèles à notre esprit montpelliérain, cet esprit qui nous anime et qui nous inspire, nous avons inscrit la tolérance sur le fronton de nos édifices, de nos rêves et de nos institutions, car il n'existe pas de politique qui ne fasse fond sur la question de la différence, pas de politique autre que la politique de l'autre. Pour mieux le rappeler, nous avons écrit le mot « tolérance » en lettres sculptées à l'entrée du Parc Georges Charpak. Pour mieux se le rappeler, pensons que Montpellier restera à jamais la première ville de France qui aura fait tomber une discrimination majeure en célébrant le premier mariage pour tous.

Si nous souhaitons que nos concitoyens retrouvent le chemin des urnes, en tant qu'élus, nous devons nous élever au-dessus de notre condition, parfois égoïste, souvent individualiste et toujours individuelle, pour penser la société dont nous avons la charge. Plus que tout, nous sommes les garants, les responsables d'une société et du contrat qui la fonde, de sa cohésion, de sa consistance. Nous avons la responsabilité d'imaginer, de rendre possible, de créer les conditions d'une société éclairée, cosmopolite, métissée, car notre profit est le bien-être des autres, des citoyens. La politique fait œuvre de culture au sens où il lui incombe de donner naissance à un horizon commun, à un idéal, de trouver les raisons d'une alliance, de donner naissance au désir de partager ensemble une histoire, un territoire, un devenir. C'est à ce prix que la politique ne sera pas, comme le disait Camus, une « machine à désespérer les hommes ».

Enfin, et je finirai par là, nous sommes réunis ce soir pour le 52^e Conseil municipal de ce mandat. Cette assemblée est le lieu de la délibération collective, le réceptacle de nos convictions, de nos différences, et le creuset de la démocratie locale. Le Conseil municipal se constitue avant tout comme un espace de parole. Je voudrais en conséquence remercier ici chacun des élus, majorité et opposition, pour la qualité générale des débats, vous remercier d'avoir fait valoir vos différences, vos divergences, et vos diversités en respectant la parole de l'autre. La tolérance commence en ce lieu, où notre devoir est de débattre de l'intérêt général, intérêt qui nous transcende en tant qu'individus et qui nous fonde en tant qu'élus.

Vous avez été les gardiens de cette promesse qui donne saveur et sens à la démocratie locale. En ce lieu, vous avez répondu de votre place d'élus locaux. Grâce à votre travail en cette assemblée, l'intérêt général s'est élevé au rang de volonté générale. Une volonté qui a charge de faire loi, comme nous le rappelle l'article six de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789.

Mes chers collègues, avant de vous inviter à ouvrir une dernière fois nos travaux, je tiens à remercier les 4000 agents de la ville de Montpellier qui, sous la direction de M. Jules NYSSSEN, ont montré professionnalisme et dévouement. Pour preuve, en 2013 Montpellier a obtenu une nouvelle fois la certification Quali'ville décernée par l'AFNOR pour la qualité de l'accueil et les prestations délivrées à l'usager.

Je remercierai également la SERM et son directeur M. Thierry LAGET pour leur efficacité dans des dossiers plus que complexes, comme les dossiers ANRU sur le Petit Bard, ou encore récemment la réhabilitation du Boulevard du Jeu de Paume.

Comme Jean Jaurès a pu l'énoncer, « il ne faut avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent, et une confiance inébranlable pour l'avenir ». J'ai confiance pour l'avenir de Montpellier. Merci à vous tous, bien évidemment bon vent à celles et ceux d'entre vous qui participeront à la prochaine aventure municipale. Maintenant mes chers collègues, ouvrons ensemble ces débats pour le mieux-être des citoyens, pour le bien-être des Montpelliérains. Je vous remercie.
[applaudissements]

Perla DANAN : Madame le Maire, quelques mots simplement pour vous remercier de la confiance. *[interjection]* Y a-t-il un problème ? Je reprends. Quelques mots simplement pour vous remercier de la confiance que vous m'avez faite pour ce mandat et de l'opportunité que j'ai eue de servir les Montpelliérains. Je pensais qu'il s'agissait d'un lieu de parole, mais il me semble que la parole dogmatique semble primer sur la parole libre, *[exclamations]* donc je regrette, cela n'était pas du tout la teneur ce que je voulais dire, mais je trouve vraiment que cela ne vole pas très haut. C'est vraiment très dommage. J'avais des paroles très positives à dire et c'est dommage. Puisque mes collègues ne peuvent passer un quart de seconde à écouter ce que j'avais à leur dire, je dois dire que j'ai servi les Montpelliérains, Madame le Maire, avec un bilan extrêmement positif comme les appels que je reçois me le certifient et me le confirment. Je continuerai à servir les Montpelliérains, ni à droite, ni à gauche, en société civile axée sur les projets valables pour la ville. Il est temps que Montpellier la rassemblée puisse s'exprimer. Je vous remercie.

Madame le Maire : Chers collègues, je pense que ce n'est pas le moment, pour ce dernier Conseil municipal, de s'invectiver. Soyez respectueux.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Monsieur Jacques MARTIN entre en séance.

Madame DE LA GRANGE et Monsieur SUDRES sortent de la séance.

Monsieur MAJDOUL quitte définitivement la séance.

1- Nouveaux temps scolaires

Présentation des principes structurants du Projet Educatif de Territoire

Jean-Louis GELY :

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil Municipal a affirmé son soutien à la refondation de l'école engagée par le gouvernement et a prévu, comme le permet le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013, la mise en œuvre concrète des nouveaux rythmes scolaires à la rentrée de septembre 2014, afin de prendre le temps de concerter l'ensemble de la communauté éducative.

Lancée dès le mois d'avril 2013 et inscrite dans le prolongement du dialogue engagé dans le cadre du projet éducatif local, cette concertation était indispensable pour préparer dans les meilleures conditions la réforme des rythmes scolaires selon la nouvelle ambition que représente le Projet Éducatif du Territoire (PEdT), dont l'élaboration est confiée à la commune. Ce dispositif, inscrit dans le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école, rejoint parfaitement la démarche initiée par la Ville de Montpellier, afin de structurer sa politique de réussite éducative et de mettre en cohérence l'ensemble de ses activités et de ses temps éducatifs.

Le dispositif de concertation

Le dispositif de concertation a associé et mobilisé les partenaires éducatifs, institutionnels, sociaux et associatifs au travers de la mise en place :

- de réunions thématiques, pilotées par le service Éducation de la Ville, sur les thèmes des temps de l'enfant, de l'aide au travail de l'élève et de l'accès aux loisirs éducatif. 103 personnes y ont participé, représentant les élus et les services municipaux, les parents d'élèves, des associations (notamment du mouvement de l'éducation populaire), les syndicats communaux, les syndicats enseignants, l'Éducation nationale, la CAF, la DDCS (cohésion sociale / État), la DRAC (affaires culturelles / État), la DDPJJ (protection judiciaire de la jeunesse / État) et le GIP DSUA (Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier) ;
- de nombreuses rencontres bilatérales avec chacun des partenaires institutionnels, sociaux et associatifs : directeurs d'écoles, syndicats communaux, syndicats d'enseignants, fédérations de parents d'élèves, DDEN, associations d'éducation populaire, etc. ;
- de la consultation des conseils d'écoles par le biais d'une enquête, diffusée en juin 2013 puis en octobre 2013, portant sur les trois thèmes dégagés par les groupes de concertation ;
- de quatre rencontres, durant une demi-journée chacune, organisées avec les membres des conseils d'école, les samedis 30 novembre et 7 décembre, qui ont rassemblé plus de 350 personnes ;
- d'un espace collaboratif ouvert à l'ensemble des participants aux concertations ;
- d'une page dédiée, sur le site internet de la Ville de Montpellier, destiné à l'information de l'ensemble de la population.

L'organisation du temps scolaire (OTS)

Les conseils d'école, d'une part, et Mme le Maire de la Ville de Montpellier, d'autre part, ont transmis avant fin janvier 2014, comme demandé, leur proposition d'organisation des temps scolaires à la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN), pour décision.

La Ville propose que l'enseignement débute à 8 heures 45 pour s'achever à 11 heures 45, du lundi au vendredi – avec les mêmes horaires le mercredi matin, pour le meilleur équilibre des enfants et une bonne visibilité pour les familles – et se poursuive les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi de 13 heures 45 à 16 heures. Cette proposition est conforme aux bases départementales définies par la DASEN, qui prévoient une durée d'enseignement de 5 heures et 15 minutes par jour et de 3 heures le mercredi matin.

La durée de la pause méridienne est ainsi allongée à 2 heures, ce qui est particulièrement appréciable pour les nombreuses écoles où un double service de restauration est nécessaire.

La Ville de Montpellier est cependant en mesure d'accepter, à titre dérogatoire et sur demande motivée des conseils d'école, un décalage de 15 minutes le matin, permettant ainsi une organisation variable (8 h 30 / 11 h 30 ou 9 h / 12 h). Une réduction de la pause méridienne d'un quart d'heure est donc possible pour les écoles où un seul service de restauration est organisé.

Dans tous les cas, pour des impératifs de gestion des ressources matérielles et humaines de la collectivité, la Ville tient à poser comme invariants les horaires des enseignements de l'après-midi, de 13 heures 45 à 16 heures.

Un avant-Projet Éducatif de Territoire

Les objectifs éducatifs du PEdT sont étroitement liés aux cinq priorités éducatives de la Ville, à savoir :

- l'Identité : les outils d'une citoyenneté active, la lecture et l'écriture prolongées par l'initiation à la pratique des arts vivants ;
- la Citoyenneté : acquérir par des comportements civiques la conscience de vivre en société, l'éducation comportementale et citoyenne, pour son bien-être, pour relayer concrètement des messages et démarches civiques auprès des autres, des adultes ;
- l'Éveil : l'éveil, la raison, la curiosité, l'épanouissement, l'initiation pratique et ludique à la culture scientifique et technique et au développement durable, au carrefour de toutes les activités humaines, pour veiller l'esprit critique, constater et valoriser la complémentarité entre capacités intellectuelles et manuelles ; une première approche pour l'apprentissage d'autres langues vivantes ;
- l'Intégration : la République en partage, quelles que soient ses origines, la mémoire collective historique et l'appropriation d'un destin commun, inscrits dans le territoire de son lieu de vie (découverte et appropriation de « ses » territoires locaux et régionaux et du patrimoine associé) ;
- la Socialisation : l'intégration sociétale par des pratiques collectives, sportives et culturelles, la pratique des sports collectifs et du spectacle vivant, pour socialiser les rapports de force, admettre les différences et flatter leurs complémentarités.

Ces priorités, déjà affirmées, depuis 2010, dans le cadre du Projet Éducatif Local, ont été réaffirmées dans la délibération du 25 mars 2013.

La réforme des temps scolaires offre un champ d'application nouveau à la mise en œuvre de ces principes, dans la mesure où les temps périscolaires seront plus longs et améliorés dans leur contenu. Dans ce cadre, l'organisation périscolaire doit contribuer à corriger l'inégalité d'accès aux activités éducatives et de loisirs, en favorisant l'initiation et la découverte d'activités nouvelles, qui pourront, au choix des parents, être prolongées pendant les temps extrascolaires.

À partir d'un diagnostic préalable, en cours, le projet définitif précisera les modalités de mise en œuvre et le mode d'évaluation et, notamment, les taux d'encadrement et la qualification des intervenants, les activités proposées et les conditions d'accès des enfants à celles-ci, ainsi que le statut de chacun des temps.

Sur la base des **priorités éducatives de la Ville**, la concertation a permis d'affiner **les principes du futur Projet Éducatif de Territoire**, définis comme suit :

- Constituer des territoires éducatifs regroupant trois à quatre groupes scolaires autour des équipements et structures de proximité, pour permettre la mise en cohérence des différents temps de l'enfant et faciliter ainsi, en relation avec le comité de pilotage communal, un pilotage de proximité du projet, en laissant toute leur place aux initiatives locales ;
- Identifier des axes prioritaires relatifs à la spécificité de l'école maternelle, le rythme spécifique du jeune enfant, au souci de l'aide au travail de l'élève, en relation avec les enseignants et les parents, à l'accès renforcé aux activités sportives, culturelles et de loisirs de qualité et à l'accès au numérique et aux nouvelles technologies ;
- Renforcer la qualité des interventions proposées sur les temps périscolaires ;
- Accorder la plus grande vigilance à la qualité des intervenants participant au projet, qu'ils soient associatifs ou internes à la Ville, cette dernière ayant créé une véritable filière professionnelle mise à disposition des groupes scolaires. Cette filière est constituée à ce jour de 258 agents titulaires de la fonction publique

territoriale : 7 responsables de l'accueil loisir municipal, positionnés sur chacun des quartiers de la ville, 21 responsables d'Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) et 12 adjoints, 62 responsables d'accueil de loisirs associés à l'école, positionnés dans chacun des groupes scolaires de la ville, 156 animateurs titulaires *a minima* du BAFA (Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur) intervenant en temps périscolaire et extrascolaire.

Après approbation par le Conseil Municipal, le PEdT sera proposé, d'ici au 12 mai 2014, à la signature du Préfet, de la Directrice académique des services de l'éducation nationale et du Directeur de la Caisse d'allocations familiales, conformément au courrier du 13 janvier 2014 adressé par ces trois institutions à Madame le Maire de la Ville de Montpellier.

D'ores et déjà, et outre sa proposition d'organisation des temps scolaires, la Ville souhaite affirmer les axes structurants de sa démarche de mise en place des nouveaux temps scolaires, qui constitueront les points forts du futur PEdT.

- La mobilisation des acteurs locaux pour des activités éducatives périscolaires :

Afin de proposer à tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de la ville des activités périscolaires diversifiées et de qualité, la Ville s'appuiera sur les ressources et dynamiques locales, les personnels de la Ville dans les domaines éducatifs, culturels, sportifs et de loisirs, ainsi que les enseignants et le tissu associatif. Elle mobilisera également l'ensemble des équipements accessibles sur son territoire.

Les associations qui désirent collaborer à ce projet sont appelées à exprimer leurs propositions dans le cadre de l'appel à projets en cours, lancé par la Ville.

- L'organisation des cycles éducatifs périscolaires :

La Ville de Montpellier continuera d'accueillir les enfants sur l'ensemble des nouveaux temps périscolaires : le matin avant la classe, durant le temps méridien et de restauration scolaire, le soir après la classe, les lundis, mardis, jeudis et vendredi, ainsi que le mercredi matin avant la classe.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme, les activités périscolaires municipales s'organiseront autour des éléments suivants :

- **un départ échelonné** sera possible à l'issue des temps scolaires, les lundis, mardis jeudis et vendredis à partir de 16 heures, sur une plage d'½ heure, ainsi que le mercredi à partir de 11 h 45, sur une plage d'¼ d'heure, pour créer des conditions plus propices aux parents qui souhaitent venir chercher leurs enfants à l'école.

- **des ateliers éducatifs** seront proposés les lundis, mardis, jeudis et vendredis, le soir après l'école. Leur durée est estimée à 1 h 30, temps nécessaire pour organiser des ateliers de qualité sur les thèmes suivants :

- l'aide au travail de l'élève ;
- la découverte et l'initiation à différentes disciplines dans les domaines du sport, de la culture, de la nature et de l'environnement, de la société et du « vivre ensemble » ;
- la préservation de temps « pour soi », basée sur des jeux et des moments de détente.

Ces différents types d'activités seront proposés dans le cadre de cycles éducatifs, dans lesquels les enfants s'inscriront en fonction de leur âge. Ils se dérouleront sur la semaine et se succéderont par périodes, de vacances à vacances, tout au long de l'année scolaire.

- **la structuration des accueils municipaux périscolaires** en Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) s'inscrit dans une démarche de qualité des activités et de l'encadrement des enfants, dans le strict respect des prescriptions réglementaires.

- **la réorganisation des Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)**

La modification du rythme hebdomadaire du temps scolaire, avec l'organisation de cours le mercredi matin, modifie l'organisation des Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) du mercredi.

Les enfants inscrits pourront accéder à leurs centres de loisirs dès la fin de l'école. Un service de restauration y sera assuré, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Sur la base de l'organisation des temps scolaires décidée par la DASEN, la Ville ouvrira une nouvelle phase de travail, en concertation avec les partenaires concernés. Elle permettra de définir précisément l'offre et

l'organisation des temps périscolaires, l'affectation des moyens par territoire (implication des personnels communaux, conventionnement des associations, mises à disposition d'équipements), l'étude des propositions des différentes composantes de la communauté éducative, en vue de compléter le Projet Éducatif de Territoire (PEdT).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2014, la nouvelle organisation des temps scolaires telle que décidée par la DASEN, sur la base des propositions transmises ;
- D'approuver les principes structurants de l'avant-projet de PEDT ;
- De prendre acte de la poursuite de la démarche d'élaboration du PEDT.

Pour : 44

Contre : 8

Abstentions : 2

Adopté à la majorité.

Madame le Maire : Ce Conseil commence par deux affaires. Ce sont certainement les deux affaires essentielles de ce Conseil. L'affaire numéro un, présentée par M. GELY, concerne les nouveaux temps scolaires. M. GELY va vous expliquer les créneaux sur lesquels nous avons débattu, et les créneaux que nous avons choisis. Il faut savoir que ce projet éducatif du territoire sera proposé d'ici au 12 mai à la signature du Préfet, à la signature de la Directrice académique des services de l'Éducation nationale et au Directeur de la CAF. Aujourd'hui, il ne s'agit que d'une présentation des créneaux horaires que nous devons soumettre à la décision des trois personnes que je viens de vous citer. La parole est à M. GELY.

Jean-Louis GELY : Madame le Maire, mes chers collègues, tout d'abord Madame le Maire permettez-moi de vous remercier pour le soutien que vous avez toujours apporté à la délégation que je porte, aux objectifs que nous avons fixés dans la droite ligne de l'appellation que vous avez souhaitée pour cette délégation. La réussite éducative n'est pas une expression gadget, mais une expression qui a du sens. Elle rassemble à la fois la compétence décentralisée des affaires scolaires, la construction, l'équipement, l'investissement, le fonctionnement des écoles de premier degré, maternelles et élémentaires, ainsi que le projet éducatif.

En ce sens, une nouveauté existait par rapport aux situations antérieures. Vous savez qu'un certain nombre de communes ont pris, depuis plusieurs années, l'initiative de mettre en place des dispositions qui donnent du sens à leur investissement dans ce que nous appelons les temps périscolaires et extrascolaires, c'est-à-dire ce qui se trouve autour de l'école, qui est, je le dis toujours et il faut l'affirmer avec force, le vaisseau amiral de l'éducation : l'enseignement, l'instruction, la pédagogie. Il s'agit du travail de l'Éducation nationale, et des professeurs singulièrement dans le premier degré, c'est-à-dire les Professeurs des écoles.

Toutefois, l'éducation est l'affaire de tous. L'affaire des familles au premier chef, nous devons le rappeler avec force, car il s'agit d'un destin inégalement partagé dans les sphères privées, pour des raisons objectives ou subjectives, mais parfois également car des moyens sont nécessaires pour pouvoir s'occuper de ses enfants. C'est l'affaire des associations, cela va sans dire, l'affaire des institutions, je pense singulièrement à la Caisse d'allocations familiales qui est un fort prestataire pour le temps périscolaire, mais c'est aussi l'affaire des institutions, des collectivités locales, et singulièrement pour le premier degré, des communes.

Vous savez que nous nous étions engagés, je le disais à l'instar d'un certain nombre de communes, qui sont également sur ces schémas depuis longtemps pour certaines d'entre elles, je pense à Brest en particulier, qui fait figure de pionnière, sur l'élaboration concertée de ce que nous appelons un projet éducatif local, c'est-à-dire la possibilité d'articuler le temps scolaire et le temps périscolaire, de donner du sens aux interventions éducatives de la commune, qui sont, il faut le dire, parfois perçus comme vagues ou ne correspondant pas à des priorités ou des objectifs clairement définis. Pour cela, nous avons dégagé des outils, des ressources, notamment sur le plan des personnels, qui vont donner, j'en suis convaincu et c'est déjà le cas, leurs fruits au bénéfice de la collectivité. Je pense à deux éléments importants : la dé-précarisation des personnels d'entretien et de restauration scolaire, c'est-à-dire leur mise à temps complet et leur titularisation dans le corps de la Fonction publique territoriale, et la création d'une filière professionnalisée d'animateur, ce qui n'est pas le cas

dans toutes les communes, avec dans un premier temps la titularisation de 160 de ces animateurs, auquel nous devons ajouter 60, autrefois Animateurs permanents, maintenant appelés Responsables d'accueil de loisir associés à l'école, RALAE, ou Responsables d'accueil de loisir sans hébergement, RALSH. Vous savez qu'en France, nous adorons les acronymes donc je ne me prive pas de les citer à mon tour. Au total, ce sont 220 agents porteurs de compétences fortes qui s'activent dans le cadre de cette filière professionnalisée.

Par ailleurs, une démarche forte du Gouvernement est intervenue avec l'adoption de la Loi dite de refondation de l'école, Loi d'orientation de l'Éducation nationale, et d'un décret l'accompagnant, qui porte de nouveaux rythmes scolaires, et par conséquent qui définit en contrepoint un nouveau rythme éducatif, notamment de nouveaux rythmes pour ce qui correspond à la compétence des collectivités locales.

Je veux dire de façon très nette, afin de dissiper toute ambiguïté ou tout malentendu, que ce décret s'appliquera. J'entends dire, de-ci de-là, que certains chercheraient à reporter d'une année la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, mais c'est absolument impossible. Cela est juridiquement impossible. Je dirais d'ailleurs que pour proposer des choses pareilles, il faut ne pas se sentir dans la peau de quelqu'un qui pourrait exercer des responsabilités publiques demain, tout d'abord, car cela est attentatoire à l'exercice bien compris de l'acte républicain qui consiste à appliquer les lois et décrets, qu'il s'agisse du pouvoir législatif ou du pouvoir réglementaire. C'est le B-A BA de ce que nous apprenons dans les écoles, Nom de Dieu. Nous faisons de l'éducation civique. *[interjection]* Mon cher M. DOMERGUE, cette expression est sécularisée et se trouve dans les dictionnaires. J'assume mon éducation. Revenons à l'essentiel, ne m'attirez pas vers l'accessoire.

Nom de Dieu disais-je, un homme charmant par ailleurs. Nous avons besoin d'un peu d'humour aussi dans la Fonction publique. Donc, je reviens à mes fondamentaux.

L'application des textes est le respect du cadre républicain. Nous cherchons à l'instiller, je pense que nous serons tous d'accord sur les bancs de cette assemblée, auprès des jeunes, des enfants dans les écoles. Les acteurs publics ne doivent pas se mettre en défaut avec cette règle d'or : le respect des lois et des décrets de la République. Dans tous les cas, nous devons affirmer que l'Éducation nationale fixe les horaires et la règle du jeu du temps scolaire. Si le décret PEILLON avait fourni la possibilité aux collectivités, qui sont directement concernées par l'organisation de leur propre temps périscolaire, la faculté de faire reporter d'un an le démarrage de cette réforme, ce que la ville de Montpellier a choisi de faire en toute connaissance de cause et avec des arguments rationnels et bien pesés, la Loi s'applique à partir de 2014. Je vous signale que la Directrice académique des services de l'Éducation nationale va fixer dans quelques jours, probablement à l'occasion du Comité départemental de l'Éducation nationale du 27 février, ce que nous appelons l'organisation du temps scolaire, c'est-à-dire les horaires pour chaque groupe scolaire en liaison et en coordination bien sûr avec les communes. Cette organisation du temps scolaire intégrera la réforme des rythmes scolaires, puisque nous aurons les lundi, mardi, jeudi, vendredi, cinq heures et quart au lieu de six heures d'enseignement, et le mercredi matin trois heures d'enseignement. De toute façon, l'État est à la commande et applique la mise en œuvre de ces textes.

Puisque je parle de l'organisation du temps scolaire, vous savez que les communes ont été appelées à donner leur point de vue sur cette organisation. Je le dirai dans le courant de mon exposé, je vais essayer de ne pas être trop long mais cela sera difficile car nous avons fait beaucoup de choses, que ce que nous avons proposé *in fine* à la Direction académique (l'Éducation nationale prend ensuite ses responsabilités et fixe cette organisation), nous l'avons fait après de multiples séances d'échanges et de concertation. J'en ai une liste qui d'ailleurs qui n'est pas exhaustive. Depuis un an, c'est-à-dire depuis le Conseil municipal du 25 mars, où nous avons acté le démarrage de cette réforme en 2014 et la mise en œuvre d'un projet éducatif de territoire, nous avons là une bonne cinquantaine de réunions et de rendez-vous particuliers ou collectifs avec tous les partenaires institutionnels, associatifs et usagers du monde éducatif, que ce soient les institutions, l'Éducation nationale, les services préfectoraux dédiés à la jeunesse et au sport, à la cohésion sociale, les syndicats communaux, les syndicats d'enseignants, les fédérations de parents d'élèves, la Caisse des allocations familiales, les associations d'éducation populaire, les associations gestionnaires de centres de loisirs, les délégués départementaux de l'Éducation nationale, et j'en passe.

Nous avons, pendant toute l'année 2013 jusqu'au début 2014, organisé plusieurs cycles de concertations qui nous ont permis d'approcher à la fois l'organisation générale, en relation bien sûr avec notamment les Inspecteurs de l'Éducation nationale de la circonscription, et les contenus et modalités d'organisation des temps périscolaires. Nous avons donc proposé de notre côté à la Directrice académique l'organisation temporelle suivante : le matin, trois heures d'enseignement de 8:45 à 11:45. L'après-midi, un horaire qui ira de 13:45 à 16:00, au lieu de 16:45 actuellement. Ces trois quarts d'heure sont en défaut par rapport à la situation antérieure, et le mercredi matin, comme les quatre autres matinées de la semaine, 8:45 à 11:45. Ceci avec une

disposition de souplesse importante qui consiste pour les conseils d'école qui le demanderaient, la possibilité le matin de commencer un quart d'heure avant ou un quart d'heure après cet horaire médian, c'est-à-dire à 8:30 jusque 11:30, ou bien à 9:00 jusqu'à 12:00. Pour les écoles qui appliqueraient l'horaire médian que nous proposons, vous remarquerez que nous accroissons d'un quart d'heure la pause méridienne, qui permettra dans les restaurants scolaires majoritaires à Montpellier où il existe deux services de restauration, de pouvoir faire en sorte que les enfants prennent leur repas dans de bonnes conditions, et aussi que nos agents qui les encadrent ne soient pas à leur tour pressés par le stress ou par des difficultés numériques.

Bien évidemment, vous le comprendrez, les modalités différentes en termes d'horaires le matin tiennent compte du fait qu'il existe un ou deux services de restauration scolaire dans tel ou tel groupe scolaire. Je pense que cette liberté, mais je ne veux pas préjuger de la décision que prendra Madame la Directrice des services de l'Éducation nationale, pourra être de nature à répondre aux demandes de la très très grande majorité, sinon de la quasi-totalité des conseils d'école, dont j'ai pu observer, étant informé des propositions qui ont été faites, qu'à 95 %, les horaires demandés sont soit 8:30, soit 8:45, soit 9:00.

Je voudrais insister sur deux éléments eux aussi très importants sur le plan pratique. Vous avez, l'après-midi, la fin des cours à 16:00. Les nouveaux temps d'activités périscolaires commenceront donc là. Aujourd'hui, les premiers temps périscolaires commencent à 16:45 avec une garderie en maternelle, une étude surveillée en élémentaire. Tout d'abord, nous avons choisi, à l'issue des concertations qui ont été menées, de proposer un temps d'activités périscolaires non pas de trois quarts d'heure, correspondant aux trois quarts d'heure de cours qui ne seront plus assurées les lundis, mardis, jeudis et vendredis, mais de une heure et demie. Pourquoi une heure et demie ? Pour pouvoir avoir un espace-temps éducatif significatif, et qui permette aussi, par exemple, aux enfants, en particulier de l'élémentaire, de pouvoir exercer des activités éducatives en dehors du site du groupe scolaire. Soit dans un espace sportif, soit dans un espace culturel qui ne soit pas distant de plus d'un quart d'heure à pied, avec un « Car à pattes », du groupe scolaire, soit avec des transports collectifs pour aller par exemple dans les équipements annexés à l'éducation dont l'Agglomération a la compétence, je pense au Planétarium, à l'Aquarium, ou à des dispositifs de ce type.

Bien évidemment, le temps périscolaire demeure un temps volontaire. Par conséquent, les familles qui souhaitent reprendre leurs enfants dès la fin des cours à partir de 16:00 auront la possibilité de le faire dans le cadre d'un espace dit de « récupération perlée » entre 16:00 et 16:30. Cet espace-temps d'une demi-heure est tout à fait loisible pour que les parents qui souhaitent reprendre leurs enfants indépendamment du temps d'activités périscolaires puissent le faire. Le mercredi matin, nous avons une nouvelle situation. Vous savez qu'aujourd'hui, tout le mercredi est occupé par les Centres et Accueils de loisirs. Comme ces trois heures du matin seront scolarisées, le Centre de loisirs ne sera plus proposé que l'après-midi. Cela a trois conséquences. La première conséquence est la récupération des enfants qui ne restent pas au Centre de loisirs. Aujourd'hui, pour vous donner un ordre de grandeur, entre les Centres de loisir gérés par la Ville et ceux gérés par des associations, un peu plus de 2000 enfants sur les 20 000 inscrits sur la totalité de la ville sont inscrits aux Accueils de loisirs, dont la majorité, hormis le Centre Astérix qui est un centre municipal établi à Grammont, se déroulent à l'intérieur de certains groupes scolaires.

Nous aurons donc là aussi un accueil perlé qui sera proposé à la fin des cours du matin. Je veux rectifier une erreur qui s'est faite dans la frappe du projet de délibération de texte que vous avez vu. Ce ne sera pas un espace de récupération d'un quart d'heure, mais de trois quarts d'heure. En réalité, l'idée est de faire en sorte que les parents puissent venir jusqu'à 12:30 pour récupérer leur progéniture s'il le souhaite. Bien évidemment, nous ne serons pas en mesure d'assurer une cantine pour l'ensemble des élèves de la ville, en revanche elle sera toujours proposée à ceux qui s'inscriront dans les Centres de loisirs, et sera exercée sur le site où se rendront les enfants pour aller au Centre de loisirs. Voilà, si vous voulez, l'économie générale de la proposition de la Ville pour l'organisation des temps scolaires. Naturellement, nous verrons au moment du CDEN du 27 février quelles seront les décisions définitives de la Direction académique.

Les rythmes scolaires et les rythmes éducatifs représentent une partie du projet éducatif des territoires. D'ailleurs, la Loi d'orientation ne se résume pas à la question des rythmes scolaires, qui est portée elle-même par un décret. L'intérêt d'avoir un projet, je l'ai dit à plusieurs reprises donc je vais passer rapidement sur cette question, est de pouvoir tout d'abord rassembler tous les acteurs du milieu éducatif que j'ai cités tout à l'heure, et d'ailleurs toutes les entités que j'ai citées sont représentées au sein d'un Comité de pilotage du projet éducatif de territoire que nous avons installé au mois d'avril 2013, après la délibération du 25 mars que nous avons faite. Nous avons réuni ce Comité de pilotage déjà à trois reprises. L'avant-projet éducatif de territoire va aboutir, comme l'aurait dit M. LAPALISSE, à un projet éducatif de territoire.

Je voudrais rappeler deux choses : le 31 mars n'est pas le début de la prochaine année scolaire, mais le début de la nouvelle mandature municipale. Le début de l'année scolaire prochaine, je le rappelle, est fixé au début du mois de septembre 2014, et non pas au 31 mars. Cela signifie qu'il est tout à fait normal que le dispositif à ce stade ne soit pas complètement achevé. Il est en bonne voie, et il est prévu d'une part que le projet éducatif de territoire, comme l'a dit Mme le Maire, et ce selon les considérations des Ministères qui l'imposent, soit signé à la mi-mai, le 12 mai exactement, de l'année 2014. Cela se fera sous l'empire de la nouvelle municipalité. Naturellement, nous allons continuer à discuter car tout ce qui sous-tend la mise en place du dispositif actuel, et je remercie ceux parmi mes collègues, tous n'ont pas été à la tâche mais certains d'entre eux l'ont été, qui ont participé peu ou prou à l'une ou l'autre des réunions de concertation que nous avons conduites au niveau du comité de pilotage, où notamment encore en novembre et en décembre avec la totalité des élus aux conseils d'école des 122 écoles de la ville de Montpellier.

Bien évidemment, les échanges et la concertation sous-tendent ce dispositif. Voilà une méthodologie que certains doivent se mettre dans la tête. Il ne s'agit pas d'une potion amère, d'une contrainte, même si cela est exigeant car je vous l'ai dit, nous avons fait une cinquantaine ou une soixantaine de réunions. Ceci est parfaitement normal, ce n'est pas un exploit et il y en aura d'autres avant la fin de ce mandat. Il s'agit également d'une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour être aussi efficaces que possible.

Je voulais vous dire encore une chose à ce sujet. Bien sûr que lorsqu'une réforme touche à la vie quotidienne des ménages, elle est toujours déstabilisante. Mes collègues de Gauche connaissent bien cette phrase : « le vieux, la crise, le neuf ». Cependant, la crise n'est pas nécessairement le capharnaüm, mais peut être une déstabilisation constructive. *[interjection]* Oui, une déstabilisation constructive, cher M. DOMERGUE. Nous sommes dans un cadre très républicain et très démocratique, vous le savez, et vous savez très bien de quoi je veux parler, ne faites donc pas celui qui ne comprend pas. Il est nécessaire de modifier certains comportements, ou de les faire évoluer avec la garantie offerte par la puissance publique et notamment la collectivité locale en termes d'adaptation, de donner aux enfants la possibilité d'avoir un meilleur rythme d'apprentissage.

Aujourd'hui, les enfants dans le premier degré ont six heures de cours par jour. Ceux qui figure parmi les 15 % fléchés par leurs enseignants comme devant participer à des dispositifs d'aide personnalisée ont une demi-heure de plus, donc six heures et demie. Je crois qu'ils sont au-delà du maximum légal en termes d'heures de travail par jour que doivent supporter les élèves. L'objectif est donc déjà de desserrer cette contrainte en termes d'apprentissages fondamentaux. Certains me disent que les enfants qui resteront aux temps d'activités périscolaires, avec le mercredi matin scolarisé, passeront plus de temps ou au moins autant, à l'intérieur des écoles.

Ils y passeront peut-être autant de temps, mais pour des activités qui ne sont pas du tout de même nature que celles qu'ils suivent à l'intérieur des cours. Il ne s'agira pas d'apprentissages fondamentaux. Il s'agira, et je veux le citer autour des cinq priorités que nous avons établies, d'un dispositif très souple, très lâche, très ouvert, qui vise l'épanouissement et même tout ce qui attise la curiosité par le biais d'expression ludique, en bref quelque chose qui donne envie, et qui généralement fidélise la participation des enfants, car ce qui se fait les intéresse.

Nous avons donc fixé cinq grandes priorités :

- La langue française, tout ce qui est lié à la lecture, à l'écriture, au théâtre, aux arts vivants,
- La citoyenneté et à tout ce qui concerne les comportements civiques, l'éducation citoyenne, que j'ai évoquée au début de mon propos et qui à mon avis doit toujours figurer en arrière-plan de notre réflexion et de notre action,
- La culture scientifique et technique et le développement durable, ainsi que l'approche d'une langue vivante étrangère, ce qui est très important, en relation avec ce que fait l'Éducation nationale qui de plus en plus cherche à induire des apprentissages de langues en termes d'enseignement, au sein du premier degré, en matière d'anglais, d'allemand, de chinois, et nous avons beaucoup travaillé avec l'ancien Recteur M. PHILIPPE sur ces questions.
- L'intégration, l'appropriation du territoire, l'appropriation du patrimoine architectural et collectif. Beaucoup de choses très intéressantes sont à faire en articulation avec ce qui peut se faire dans le temps scolaire.
- La socialisation par la pratique des sports collectifs et du spectacle vivant.

Voilà donc les cinq grandes priorités sur la base desquelles nous avons déterminé trois grandes catégories d'activités éducatives. Tout d'abord, et c'est important, ce que nous appelons l'aide au travail de l'élève, qui concerne uniquement les élèves des écoles élémentaires. Les enseignements volontaires, comme c'est le cas

aujourd'hui dans le cadre des études surveillées, seront appelés à collaborer. Je reviendrai tout à l'heure sur l'identification de la ressource sur ces temps périscolaires.

Ensuite, des animations éducatives qui ont vocation à apporter des réponses adaptées aux besoins de détente, de calme, de tranquillité des enfants scolarisés, en particulier en maternelle, avec ce que nous appelons du temps pour soi, car nous devons aussi admettre que ces espace-temps ne comportent pas systématiquement des activités mais aussi des jeux plus calmes, des activités apaisantes, donc des jeux et de la détente.

Ensuite, les ateliers éducatifs dont nous parlons dans le cadre des nouveaux temps d'activités périscolaires, correspondant aux cinq priorités que j'ai évoquées, durant lesquelles seront pratiquées des activités sportives, un accès à la culture, des activités liées à la science, la nature et à l'environnement, ainsi que des activités liées à la société et au vivre-ensemble.

Je voudrais dire dans le même temps, puisque nous allons parler des moyens et ressources, que nous avons plusieurs sources de participation à ces travaux d'animation. Nous avons tout d'abord, je l'ai dit tout à l'heure, les animateurs de la ville de Montpellier. Aujourd'hui nous avons au total près de 260 animateurs municipaux en capacité de prendre en compte ces activités, et qui le font déjà dans le cadre des temps périscolaires que nous organisons à l'heure actuelle. Nous avons 180 enseignants positionnés sur les temps d'études surveillées, qui peut bien évidemment participer, soit en tant qu'animateurs dans le cadre d'activités périscolaires, soit dans la partie plus particulièrement adressée au travail de l'élève. Nous avons également les animateurs des associations qui gèrent les Centres de loisirs le mercredi matin, et que nous avons souhaité, après en avoir longtemps discuté avec eux, reporter sur les nouveaux temps d'activités périscolaires, les quatre jours de la semaine. Ils avaient quatre heures d'activités d'animation le mercredi matin, ils ont maintenant six heures d'activités périscolaires en fin de journée, les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Nous avons là un réservoir, une ressource d'environ 200 animateurs. Si bien qu'aujourd'hui, nous pouvons compter sur un socle de 650 à 700 animateurs. Nous avons lancé, vous le savez peut-être, un appel à projet auprès de 350 associations qui ont déjà commencé à répondre. La date limite est fixée au 14 mars. J'ai réuni mercredi dernier 250 associations dans la salle des rencontres, où j'ai perçu également une volonté de ce milieu associatif de s'investir de façon plus cohérente et plus appliquée dans les activités périscolaires que ce n'était le cas jusqu'ici. Je pense que nous avons là un gisement en termes d'investissement, pour des emplois d'animation dans le milieu associatif, des associations qui ont déjà une expérience, un positionnement stratégique dans nos quartiers, et qui seront, je pense, des partenaires très importants de la donnée éducative dans le cadre de nos temps périscolaires et extrascolaires. Je veux donc dire qu'en termes de ressources humaines liées à l'animation sur ces nouveaux temps, je n'ai pas d'inquiétude particulière. Je pense que la mayonnaise prend et que nous aurons la ressource qualitative, c'est-à-dire avec les compétences et les diplômes nécessaires, pour pouvoir encadrer les enfants sur ces nouveaux temps d'activités périscolaires.

Je conclurai maintenant mon intervention car j'ai déjà été trop long *[interjection]*. Je vais parler encore une demi-heure de plus, puisque je vois que vous appréciez *[interjection]*. Vous pouvez sortir, cela n'est pas interdit. Il y a même quelques bouteilles d'eau. Je ne vais pas conclure, mais passer à la deuxième partie. C'est amusant de vous voir marmonner ainsi.

En ce qui concerne les moyens, je pense qu'aborder cette question par le guichet, c'est le cas de le dire, de la finance est une erreur profonde. Mon cher M. DOMERGUE, je vous retrouve bien là. Vous avez une mentalité de comptable. Vous avez une vision comptable de l'éducation. Cela ne m'étonne pas d'ailleurs lorsque je vois les dégâts que vous avez faits sous la mandature Sarkozy en termes de postes au niveau national. Vous avez une vision comptable des choses, et non une vision politique *[interjection]*. Bien sûr. Vous irez expliquer cela aux animateurs, aux associations, aux acteurs éducatifs et même aux professeurs. L'intérêt des enfants, c'est ce dont je parle. Je crois que pour vous, il s'agit d'une variable d'ajustement. Pour nous, c'est un objectif absolument primordial. Nous le voyons ainsi et si les acteurs publics ne sont pas capables de prendre en compte ce type de dispositifs, qui sont un investissement pour l'avenir, qui ne se quantifient pas du jour au lendemain, c'est aussi de cette façon que nous pouvons contribuer à l'équilibre des quartiers, à la cohésion sociale urbaine, à faire en sorte que dès l'élémentaire, les enfants soient encadrés, y compris en dehors des temps scolaires, et ne soient pas tentés, pour ceux qui sont dans les familles les plus modestes ou dans les quartiers les plus difficiles, de se retrouver dans la rue ou encadrés par des dispositifs un peu plus douteux. Il s'agit de cela. Il s'agit donc d'un double investissement, social et sociétal.

Il s'agit également d'un investissement en termes d'emploi, d'animateurs, d'emplois associatifs et par conséquent, il est de la compétence de la collectivité locale que de s'investir davantage dans ce secteur. Vous connaissez mon opinion depuis longtemps sur la manière d'orienter le budget et les finances publiques d'une collectivité comme notre commune. Il s'agit d'être plus en phase avec les priorités du terrain, avec la demande

sociale, et l'éducation est une des principales compétences de la commune. Non seulement par la compétence réglementaire, la compétence décentralisée, mais aussi par tout ce qui l'accompagne, car nous ne pouvons pas, je l'ai dit au départ, nous occuper uniquement des murs et du cadre. Bien sûr qu'il est nécessaire de s'en occuper, nous le faisons. Mais nous devons nous occuper des contenus. L'éducation est nationale bien sûr, et l'enseignement en est le vaisseau amiral, elle est familiale, et la collectivité... *[interjection]*. Non, je ne suis pas marxiste, je suis un social-démocrate bon teint, vous le savez bien.

Madame le Maire : S'il vous plaît, ne faites pas de colloques entre vous. S'il vous plaît. Terminez votre intervention. M. DOMERGUE parlera ensuite. Il a prévu de parler. M. GELY, finissez et ne répondez pas à M. DOMERGUE.

Jean-Louis GELY : Rassurez-vous M. DOMERGUE *[interjection]*. C'est odieux. Attention, n'insultez pas Dieu non plus. Vous n'avez aucun humour, franchement vous êtes un cas désespéré. Je voudrais vous dire, contrairement à ce que dit M. DOMERGUE en me relançant – tant pis pour lui, je vais être plus long – que la collectivité apporte un complément dynamique, notamment pour les enfants dont les familles n'ont pas les moyens ou la possibilité d'assurer des activités pour leurs enfants. Voilà de quoi il s'agit. Par conséquent, je crois que le coût qui sera affiché pour la collectivité est un coût parfaitement acceptable à l'échelle du budget de notre collectivité, à condition bien sûr de procéder à des orientations qui permettent de privilégier les dispositifs de proximité et les dispositifs qui correspondent à une demande sociale. Je m'arrête là M. DOMERGUE, soyez rassurés, j'aurais pu parler plus longtemps mais je vois que ce sujet ne vous intéresse que modérément.

Francis VIGUIE : Bonsoir. Effectivement ce sujet est extrêmement important puisque évidemment, il n'est pas sans conséquences sur la vie des Montpelliérains, des enfants bien sûr mais aussi des parents. Il s'agit donc d'un sujet majeur. Je commencerai par ce que M. GELY a développé. Il est évident qu'il s'agit d'un projet national. Première remarque, ce n'est pas parce que nous sommes dans les temps électoraux, puisque déjà lors du débat l'année dernière sur ce point, nous avons fait des remarques de fond sur ce projet. Pour nous, il ne s'agit pas d'une position idéologique sur les quatre jours. Nous sommes tout à fait ouverts à discuter des quatre jours et demie. L'enjeu est bien, de ce point de vue, de savoir quelles sont les priorités pour l'école afin d'assurer cet enjeu. Pour nous, la question est : à l'échelle de l'école aujourd'hui en termes de priorité, quels moyens sont donnés, quelle refonte des programmes, quels enjeux à l'échelle globale ? Voilà le fond de l'affaire. Une priorité, cela se voit.

Pour nous, un premier problème majeur existe là : vous traitez cela à la légère, M. GELY, ce que je regrette car lorsque vous nous dites qu'il n'y a pas de vision comptable, je dirais que l'État dans cette affaire a tout de même une certaine vision comptable, puisqu'en gros sur le projet, il remet à la décharge des communes, donc ce sont les communes qui vont payer. Pour nous, il existe donc un premier problème, et nous le refusons, qui est une sorte de municipalisation de l'Éducation nationale *[interjection]*. Je termine. Je ne vous ai pas interrompu. Nous sommes pour que l'Éducation nationale soit un cadre national et que les activités périscolaires soient un des enjeux nationaux de l'éveil de l'enfant et ainsi de suite, et soient donc intégrées dans le cadre de cette Éducation nationale publique, laïque.

Nous nous retrouverons sinon dans une situation, j'y reviendrai, de différence entre les communes les plus riches et les plus pauvres, avec des conséquences évidemment pour les enfants car les mêmes choses ne seront pas proposées. Nous avons même des communes où les parents payent, comme vous le savez fort bien, puisque une tête de liste importante est ici présente. Il existe une participation des parents, ce qui pour nous est une chose inadmissible. *[interjection]* M. DOMERGUE, je ne vous interromps pas, laissez-moi développer cette affaire. Pour nous, il existe une question de fond, j'en viendrai après aux aspects locaux puisqu'ils sont les conséquences, et nous sommes pour la suspension de ce projet de modification des rythmes scolaires. Nous considérons qu'il est important que le Gouvernement entende ceci.

Dernière chose, M. GELY, puisque vous semblez avoir la mémoire courte, nous ne pouvons admettre le côté « c'est la loi, cela va s'appliquer, circulez, il n'y a rien à voir ». Je le regrette beaucoup, mais vous venez de voir ce Gouvernement reculer en retirant un projet de loi devant des manifestants les plus réactionnaires que nous avons dans ce pays, et je regrette que la loi sur la famille ait été retirée. Je pense que nous devons maintenant entendre et intégrer un certain nombre de choses qui sont dites par les parents, par les syndicats enseignants, par les personnels des collectivités locales, je vais y revenir, qui sont tout de même pour nous des points importants.

Vous avez là déroulé le fil. Tout le monde se concerte, discute, mais peut-être pas avec les mêmes personnes, ou bien différemment, même si, je vais y revenir, vous avez entendu un certain nombre d'acteurs avec lesquels nous avons également discuté. Pour nous, avant de voter, nous sommes à sept mois et demi de la mise en place, il serait bon de savoir quel coût global cela aura pour notre mairie. Il serait tout de même bon de le savoir. Je ne vais pas répéter ce qui a été dit à la présentation du budget, mais nous sommes dans une situation très difficile, très serrée, et nous ne parlons pas là de quelques centaines d'euros, mais de sommes franchement conséquentes. Il serait bon de les connaître, et nous le savons à peu près.

Que disent les enseignants ? Actuellement, ils sont entre l'abrogation et la suspension de ce projet. Que dit le personnel communal ? Tout le monde se souvient ici assez bien des tensions fortes lors du passage des quatre jours et demi à quatre jours, avec les bouleversements que cela a supposé pour l'organisation du travail des personnels de la mairie. Nous allons recommencer. Où en sont les associations de parents ?

Dernière chose, il serait bon de savoir, à sept mois et demie et aussi pour les parents, s'il existe une gratuité ou pas. Je l'ai entendu oralement, mais je me méfie de l'oral, car lorsque les choses sont écrites cela peut déjà être difficile, mais lorsque cela n'est pas écrit, c'est encore pire. Y aura-t-il gratuité ou pas ? Dans le texte qui nous est proposé, ces réponses ne figurent pas.

Je redis, et je vais terminer sur cela, que pour nous il est important de savoir et d'avoir des réponses à cela. Au-delà de ce que j'ai dit sur le fond de l'affaire par rapport au projet national, nous sommes pour la suspension de cette loi et pour avoir un débat de fond sur la refondation de l'école, les moyens, la priorité. Deuxièmement, nous sommes pour entendre aujourd'hui ce qui est dit. Vous le savez aussi bien que moi. Aujourd'hui, les Directeurs d'écoles ne sont pas au courant. Il n'existe pas de plan interne dans les écoles pour les Directeurs. Des inquiétudes importantes existent, en particulier chez les parents. Vous le savez très bien M. GELY, puisque autour d'un questionnaire envoyé à partir de l'école Chaplin, 500 parents avaient répondu. Je sais que vous les avez rencontrés. Les parents élus de l'école Garibaldi demandent maintenant à surseoir. Vous devez entendre ces choses, et nous ne pouvons pas faire simplement une application de la loi pure et ferme. Cela ne marche pas ainsi, et pour nous l'enjeu est là.

Enfin, je ne comprends pas vraiment combien d'embauches cela représente. Ces choses devront être précisées, car dans le texte vous rajoutez à la louche 650 à 700 animateurs. Qu'est-ce que cela suppose ? Dans le texte que vous nous avez proposé, vous parlez de 258 agents titulaires déjà en poste. Je suppose donc que ces gens travaillent. Ils ne regardent pas l'air du temps. Cela veut dire que cela ne suffira pas, ou bien vous allez modifier ce qu'ils font, les déplacer ailleurs, etc. Pour nous, pour ces deux raisons, le problème national qui est une question de fond, nous avons un désaccord sur la municipalisation de l'école, nous sommes pour une école nationale, et deuxièmement au niveau local nous ne pouvons donner un chèque en blanc avec un texte qui donne des idées assez généreuses et intéressantes mais qui ne répond pas sur le fond des questions politiques que se posent tout le monde et qui sont au cœur du débat. Nous ne pouvons donc pas voter, et voterons contre cette proposition de délibération.

Jacques DOMERGUE : Mme le Maire, me donnez-vous le même temps de parole que M. GELY ? Je le ferai sans blasphémer et en restant extrêmement courtois. M. GELY, vous pouvez expliquer pendant deux heures qu'une connerie est une connerie, mais lorsque le Gouvernement fait une erreur, il nous faut le reconnaître. Sur ce dossier, l'erreur est manifeste. La question que nous pouvons nous poser est : êtes-vous allé voir ailleurs comment cela se passe ? Notamment dans les grandes villes qui l'ont mise en place, comme Paris, des personnes ici dans cette salle peuvent vous faire des témoignages en aparté pour vous expliquer comment cela se passe, les dysfonctionnements permanents que ressentent les familles et dont sont victimes les enfants.

Sur ce point, que devons-nous vous dire ? Si vous voulez me faire dire que les enfants ont trop d'heures de cours, je suis d'accord avec cela. En bas âge, les enfants ont trop d'heures de cours. Votre ministre est en mal de notoriété, il est d'ailleurs tellement convaincu que sa réforme n'aboutira pas qu'il est candidat aux élections européennes et va probablement quitter le ministère de l'Éducation nationale d'ici quelques mois. Si vous voulez un système à l'anglo-saxonne, pourquoi pas, car dans les pays anglo-saxons, le nombre d'heures de cours est limité par rapport à ce que nous avons en France. Par contre, les activités périscolaires ne sont pas spécifiquement dans le domaine de l'école, mais peuvent être directement dans la suite du travail scolaire, sont ouvertes pour les activités culturelles, sportives, éducatives, civiques, tout ce que vous voulez.

Personnellement, mes enfants sont allés à l'école aux États-Unis. À 1h00 de l'après-midi, c'est terminé pour les petits. En France nous allons continuer jusqu'à 4h00 du soir. Ce qui est préjudiciable dans ce dossier est que vous êtes en train de traiter les rythmes scolaires exactement comme vous avez traité le problème des 35

heures. Vous voyez qu'aujourd'hui, nous sommes en train d'en revenir car à force de découper en 45 minutes... Savez-vous le temps qu'il faut pour aller d'une classe à une autre ? Que représentent ces 45 minutes ? Cela ne veut plus rien dire. Je crois que c'est une mauvaise réforme, nous l'avons dit et nous l'affirmons à nouveau. M. GELY, vous dites « nous ne pouvons pas, car c'est la Loi », mais n'étiez-vous pas le premier à prôner la désobéissance civique, tel un gavroche sur les barricades, lorsque le précédent Gouvernement voulait mettre en place le service minimum à l'école ? Vous disiez « ce n'est pas parce que c'est la Loi que nous devons l'appliquer. À Montpellier nous serons contre, car nous sommes contre tout ».

Ici à Montpellier, lorsqu'une réforme est mauvaise, nous le disons haut et fort. Cette réforme est mauvaise pour les enfants et l'école est faite avant tout pour les enfants. Tous ceux qui l'ont mise en place le disent : les enfants sont exténués. Ils sont désarçonnés car ils n'ont jamais le même éducateur. Ils voient des visages différents et ne s'y retrouvent plus. Mauvaise pour les enfants, épuisés. Mauvaise pour les enseignants qui ont également un dysfonctionnement dans leur mode d'activités, M. VIGUIE l'a souligné. Mauvaise pour les parents qui sont déstabilisés. Vous direz que les parents, cela ne compte pas, sauf quand ils deviennent électeurs.

Aujourd'hui, nous ne pouvons considérer que nous allons transférer la responsabilité d'un Gouvernement défaillant sur les collectivités locales, et notamment sur les mairies. Vous avez oublié de parler du financement, mais celui-ci est tout de même important. Vous disiez vous-même lors du précédent débat que cela va nous coûter 150 € par enfant. Si je fais le décompte du nombre d'enfants sur la ville de Montpellier, cela représente 3,15 M€ que nous allons devoir trouver pour financer ces activités. Vous nous dites que nous les avons dans les poches, que nous avons suffisamment d'éducateurs. Cependant, soit vos éducateurs ne font rien et à ce moment vous allez les occuper, soit ils sont déjà en activité et vous devrez donc embaucher des éducateurs supplémentaires. Nous avons évalué que 567 éducateurs devront être mis en place. Je peux vous montrer ces chiffres.

Quant à celui qui prône la gratuité de ces mesures à Montpellier dans le cadre de la campagne municipale, il faut savoir que dans la ville de Cournonsec, les familles ont aujourd'hui à s'acquitter, pour des activités périscolaires, qui sont payantes, de 266,40 € pour les jours scolaires et pour les 36 mercredis supplémentaires, de 30,36 €. Si nous voulons cela à Montpellier, nous devons avoir les moyens de le financer. Or, vous l'avez dit, nous n'avons pas les moyens de financer 3,15 M€, voire plus.

Cela veut dire, M. GELY, qu'une réforme qui n'est pas prête, qui déstabilise tout, une réforme qui divise et non qui rassemble comme vous sembliez le dire, est une mauvaise réforme, en tout cas qui n'est pas mûre aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, je l'ai dit et je le redis devant vous, ce sera un des enjeux de l'élection municipale. Nous avons un discours clair sur cette question. Nous demanderons aux Montpelliérains de se positionner une fois la municipalité ayant changé de camp. Pourquoi ? Parce qu'il est de notre devoir de mettre en face les responsabilités pour dire aux Montpelliérains, « si vous voulez que cette réforme soit mise en place, il faudra augmenter la fiscalité » et vous le savez comme moi, aujourd'hui tous les Montpelliérains sont exsangues. La fiscalité est dissuasive sur la ville de Montpellier et les plus modestes qui paient des impôts, car ils payent aussi des impôts, ont des difficultés pour arriver à la fin du mois. Ce sera un référendum d'initiative populaire que nous proposerons aux Montpelliérains, car il y va de l'intérêt général et de l'intérêt de la démocratie. Vous vous trompez lorsque vous voulez imposer cette réforme. Même si elle vient du Gouvernement, elle a été proposée par décret, imposée par décret, elle n'a pas été discutée devant le Parlement, et je suis convaincu que si elle était venue devant le Parlement, nos collègues députés auraient compris que l'intérêt des enfants comme celui des familles était d'aller vers une autre solution.

Eva BECCARIA : Puisque M. DOMERGUE dit qu'il faut regarder ailleurs, je vais pouvoir témoigner d'un certain vécu dans d'autres pays et d'autres organisations scolaires. Il est bien connu que la France a une des meilleures écoles du monde, mais aujourd'hui le monde évolue. L'enfant évolue, nous devons donc évoluer avec lui. Je pense que Vincent PEILLON et le Gouvernement ont eu mille fois raison de poser cette question car aujourd'hui, un enfant qui entre à l'école à l'âge de trois ans et sort à 23 ans en moyenne entre l'école, le lycées, les différentes formations à l'Université, passe 20 ans à l'école. Nous devons nous poser la question des rythmes et de l'organisation de la journée, de la semaine, et de l'année. Pour cette raison, la ville de Montpellier a grandement compris ce problème, a réfléchi et a mis en place vraiment quelque chose de formidable. En dehors de la politique, nous devons tout de même penser à l'enfant, M. DOMERGUE. Je pense que dans d'autres pays où la scolarité se fait en demi-journée et où les activités sont l'après-midi, les enfants s'en portent très bien au bout du compte... *[interjection]* Je n'ai plus rien à dire.

Michael DELAFOSSE : Mme le Maire, je crois effectivement qu'il s'agit d'un débat très important. Nous sommes dans le calendrier voulu par le législateur, par le Ministre de l'éducation qui a laissé le choix aux communes soit à la rentrée passée, soit celle à venir pour mettre en œuvre cette réforme. Depuis plusieurs mois, un processus de concertation a lieu. J'y ai participé puisque je siége dans des écoles par intérêt, en tant qu'élu. Comme dans toute grande réforme, tout grand chantier, tout grand changement, des appréhensions, des questions, des oppositions existent, mais aussi une adhésion. Certaines personnes souhaitent voir évoluer les rythmes scolaires et pensent que c'est une bonne réforme. Je pense, et nous sommes nombreux dans cette salle à penser que c'est une excellente réforme qui s'appuie sur les travaux de l'Académie de médecine sur les rythmes de l'enfant. Vous avez souvent rappelé Mme le Maire, lors de points dans la presse ou de discours publics, combien avait été dévastateur le choix du précédent Gouvernement dans lequel l'intérêt de l'enfant était inexistant lorsqu'il a supprimé 60 000 postes dans l'Éducation nationale, supprimé la formation des maîtres pour les aider à accomplir leur mission, avec quel résultat ? L'enquête PISA, qui montre que notre pays en matière d'éducation décroche. Pas tous les enfants, seulement les enfants les plus modestes, les plus fragiles, eux étaient en très grande difficulté.

Nous devons aux Montpelliérains quelques vérités. M. DOMERGUE, vous qui avez été député, qui prétendez défendre l'intérêt de l'enfant, vous avez soutenu toutes ces réformes néfastes pour l'école. Nous proposons d'adapter les temps scolaires avec une logique qui est de dire que l'école est en difficulté, que donc la ville de Montpellier est à côté de l'école de la République pour essayer de se réformer et d'évoluer. Elle dit que l'éducation doit rester nationale, appliquer les programmes nationaux est la mission des professeurs dans leur liberté pédagogique. Elle propose cependant d'être partenaire du temps périscolaire pour essayer d'avoir quelles ambitions ? Pour essayer de donner aux enfants l'envie de cultiver leur curiosité. J'étais avec Jean-Louis GELY, qui a mené d'une main de maître une concertation avec 200 acteurs associatifs présents dans tous les domaines : environnement, aide à la parentalité, aide à l'apprentissage de l'écriture, sport, culture, numérique, qui était là pour dire que nous sommes prêts à être partenaires de l'acte éducatif au côté de la mairie, et donc de mobiliser nos forces pour essayer de faire réussir les enfants, pour qu'ils soient dans ce temps périscolaire si les parents le souhaitent. Nous sommes convaincus que l'acte d'éduquer est un vœu des parents, car les parents aspirent à ce que leurs enfants réussissent, ils le disent. Il vaut donc mieux qu'ils soient dans ces temps périscolaires et dans le temps scolaire que devant la télévision, que laissés parfois seuls parce que la famille traverse parfois des difficultés. *[interjection]* Monsieur DOMERGUE, vous ne vous honorez pas en disant cela. Ne mettez pas en cause les enseignants. De toute façon, ils ne voteront pas pour vous.

Mme le Maire : M. DELAFOSSE, ne répondez pas. Finissez votre intervention.

Michael DELAFOSSE : Excusez-moi. Ce climat électoral me donne un peu envie. Revenons aux affaires. Je crois qu'il est important, mes chers collègues, de dire et d'appuyer cette réforme, de rester dans le cadre donné par la Loi et de la mettre en œuvre. Les concertations ont lieu, et elles vont se poursuivre. Il est important d'affirmer le choix de la gratuité, car ce choix appartiendra à la prochaine municipalité. Je le dis bien aux Montpelliérains : choisissez l'équipe qui fera de l'école une priorité, de l'éducation des petits montpelliérains et des petites montpelliéraines une priorité.

Mme le Maire : M. DELAFOSSE, nous ne sommes pas en campagne électorale. M. SAUREL demande la parole ensuite. La parole est à M. DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Je suis candidat pour le parti socialiste. Nous défendons cette réforme. Je terminerai là-dessus. Je crois que gouverner consiste à choisir et à assumer des choix. Nous devons donc assumer le choix de mettre en place cette réforme des rythmes scolaires en concertation. Lorsque nous l'avons fait, c'est dans le seul intérêt de l'enfant et l'ensemble des personnels sont mobilisés dans cet intérêt. Dans cette assemblée, quelques bonimenteurs se sont exprimés et donc quelques pendules devaient être mises à l'heure.

Philippe SAUREL : L'objectif, Mme le Maire, de toute réforme de l'éducation est la réussite des élèves. Je considère pour ma part que ce projet trop flou ne garantit pas que les enfants en tirent vraiment bénéfice par rapport à la situation actuelle. Pour cette raison je souhaite en savoir beaucoup plus et donc je m'abstiendrai.

Nicole BIGAS : Mme le Maire, mes chers amis, veuillez m'excuser pour ma voix enrouée. Je souhaitais intervenir car vous le savez, nous sommes aujourd'hui au niveau de l'Agglomération pilotes sur cette réforme

des rythmes scolaires, et nous avons déjà une dizaine de communes qui sont parties sur cette réforme. Nous avons fait un premier bilan. Il est apparu que l'offre a été appréciée par les communes qui sont parties. Elle a contribué d'une façon notable à l'amélioration de la qualité éducative portée sur ces communes et dans ces écoles. Elle a inscrit fortement cette politique scolaire d'enseignement éducatif et culturel au sein des politiques locales. Nous avons enfin avec ce projet éducatif territorial la vraie mesure de ce que peuvent apporter conjointement sur un territoire une Agglomération et les Communes, dont la Ville-centre. M. VIGUIE parlait justement de l'inégalité et du risque de difficultés en fonction des lieux, communes ou enfants. Dans une réforme qui se veut généralisée, globalisée et partagée, l'intérêt de souscrire dès 2014 à cette deuxième vague est que l'Agglomération a les moyens d'apporter une contribution qui va faciliter la cohérence, en permettant l'accessibilité aux établissements et aux équipements culturels et sportifs, de développement durable, d'écologie, de transports, par l'intermédiaire de moyens, bus et autres, et de travailler par cycles et par secteurs de manière à nous rapprocher des centres d'enseignement existants dans les communes ou dans les quartiers.

Je ne vais pas détailler tout cela, mais sachez que sur le premier bilan de cette étape 2013, cela a été fortement apprécié et je peux vous dire aujourd'hui que si nous disions à ces communes que nous revenons sur l'ancien mode d'enseignement, elles ne seraient plus d'accord.

Le deuxième point, je souhaitais dire, puisque nous avons entendu dire tout à l'heure que cette réforme est floue, non définie et constitue un risque pour les enfants, que vous avez tous oubliés que cette réforme est partie du fait que justement l'enfant, dans le rythme scolaire aujourd'hui, n'est pas du tout en harmonie avec son propre cycle de vie et de réflexion, et que cette réforme s'est voulue au départ essentiellement pour aider et protéger l'enfant. Il ne faudrait pas masquer cette évidence en mettant en avant le bienfait, le bonheur ou la tranquillité des parents, ou bienfait, bonheur ou la tranquillité des enseignants. Toute réforme amène souvent des difficultés car nous devons nous remettre en question. La remise en question des adultes est difficile, mais nous ne devons pas pour autant nous emparer du soi-disant devenir des enfants pour dire qu'ils ne sont pas satisfaits dans cette nouvelle réforme, c'est faux.

Je voudrais simplement dire également que le bénéfice pour nous est important, car pour la première fois dans ce type de réforme nous pouvons apporter à des enfants ce qu'ils n'ont peut-être pour beaucoup d'entre eux jamais eu la possibilité d'avoir, c'est-à-dire l'ouverture d'esprit, la connaissance de pratiques sportives, la connaissance de pratiques culturelles, la connaissance de pratiques citoyennes et civiles, auxquelles beaucoup d'enfants certainement dans ces familles ne peuvent avoir accès. Rien que pour cela, cela est essentiel dans l'éducation d'un enfant. Nous savons tous que dans l'éducation de la première enfance se tracent les gènes d'une vie d'adulte bien formé et bien senti.

Vous avez ensuite abordé, je vais faire court, le fait que l'un des aspects importants d'une politique municipale entre autres, soit de faire en sorte qu'elle génère des emplois. Nous l'avons abordé, M. GELY l'a brièvement abordé, mais il est clair que faire un appel à projet auprès de 150 à 200 associations pour la ville-centre et un millier sur le territoire de l'agglomération, est une avancée non négligeable dans le développement de l'emploi tel que nous le préconisons. À travers cet appel à projet, cette souscription de compétences auprès du secteur associatif sur ces jeunes enfants et sur ces écoles, nous avons là une possibilité de répondre à de nombreux emplois, et ce n'est pas le moindre des avantages de cette réforme.

Vous avez dit également, M. VIGUIE, que nous n'avons pas abordé le coût. Il a été esquissé et tout le monde sait à peu près ce que cela va nous coûter sur la ville de Montpellier, même si aujourd'hui nous avons peut-être et sûrement des priorités à dresser sur les budgets de la ville dans le mandat à venir. Il est évident que cette dépense n'est pas une dépense mais plutôt un investissement, trop important pour dire qu'il est trop lourd à porter. Nous devons simplement prioriser, et lisser les investissements qui sont prévus par ailleurs dans la ville de Montpellier. Il suffit de les lisser d'au moins 10 % chacun pour retrouver le financement nécessaire à cette réforme. Ce n'est pas quelque chose d'impossible mais de tout à fait faisable et maîtrisable, donc tout à fait logique.

Je conclurai enfin en disant que cette réforme divise, vous l'avez dit M. DOMERGUE. Simplement je voulais dire que ce sont toujours les mêmes qui sont divisés, non pas le Gouvernement mais les contestataires. Les contestataires, les conservateurs, les réactionnaires dont vous faites partie, comme ceux qui se sont divisés par rapport au mariage, par rapport à la famille, et ceux qui divisent aujourd'hui par rapport à l'école. Nous retrouvons là les mêmes valeurs, les mêmes principes fondamentaux d'une vie en société que vous avez systématiquement depuis plusieurs mois mis en exergue et critiqués. *[interjection]* Vous êtes bien placés, vous, certainement. Messieurs, arrêtez de parler de division lorsque vous-même la prenez depuis des mois sur

les valeurs fondamentales d'une vie en société et d'une vie tout court, réussie, heureuse. Je vous remercie.
[applaudissements]

Max LEVITA : Mme le Maire, il est un peu compliqué d'intervenir dans cette ambiance et en plus dans la situation préélectorale dans laquelle nous sommes, où ce débat est bien sûr utilisé pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les enfants et les rythmes scolaires. Je ne voudrais pas être assimilé à M. DOMERGUE, je veux bien être assimilé à M. VIGUIE par contre. Je suis assez proche de ce qu'il a dit. Je voudrais dire tout de même qu'il me semble qu'aujourd'hui, nous sommes le 17 février 2014, il me semble qu'il n'est pas scandaleux de reconnaître que cette réforme rencontre peu de soutien, voire très peu de soutien. [interjection] M. DOMERGUE, ne me ruinez pas. Soutenez-moi mais en silence, je vous prie. Cette réforme, à mon humble avis, de ceux que je rencontre, personne n'en veut, ni les enseignants, ni les parents d'élèves, ni notre personnel. À vrai dire, les enfants devraient donner leur sentiment, mais nous considérons qu'ils sont trop jeunes pour cela, donc nous décidons pour eux. Sur notre lancée, nous décidons pour tout le monde. Je dois dire mes chers collègues, et en particulier mes collègues du parti socialiste, que je me suis toujours méfié instinctivement de ceux qui veulent faire le bonheur des gens sans leur participation.

Certains parlent de satisfaction. Personnellement je lis les rapports. Je suis un mangeur de rapports. Un rapport vient tout de même d'être présenté par le syndicat des enseignants de l'école primaire, le SNUipp-FSU. Je lis ce rapport disponible sur Internet, il a été publié le 12 février. Si vous le lisez mes chers collègues, vous lirez que seulement 25 % des enseignants considèrent que l'organisation dans la journée et la semaine est plus satisfaisante. Il s'agit d'une enquête dans les villes qui ont mis en place ce système. Cela veut dire 75 % qui ne sont pas contents. Si nous regardons les conditions de travail des enseignants, je ne suis pas leur représentant, je suis retraité de l'Éducation nationale, mais 75 % des collègues déclarent avoir des conditions de travail dégradées. [interjection] Je vous en prie, j'essaie simplement d'apporter ma petite pierre. Si nous regardons sur le problème de l'utilisation des locaux, qui est un problème tout de même très compliqué, car pour les enseignants, c'est leur domaine. En général lorsque la classe est finie, ils préparent la classe du lendemain là où nous venons les envahir. Mes chers collègues, je vous invite à lire ce rapport, qui a de quoi interpellé calmement et sereinement. Je vous invite à le faire.

Le second point sur lequel je souhaite intervenir est que mon collègue Jean-Louis GELY parle des comptables. Comme le disait mon maître, le professeur Jules MILLOT, un comptable est un con derrière une table. J'accepte. Ceci étant, dans l'évaluation, M. DOMERGUE est loin de connaître l'évaluation du coût. Le problème que nous avons est que nous savons traiter 10 000 enfants, et nous avons 20 000 enfants. Le Midi Libre m'a fait dire 40 000, je n'ai jamais dit ce chiffre. Nous avons 20 000 enfants. Nous savons en traiter 10 000 entre et pendant la période des repas. En dehors, nous n'en traitons pas 10 000. Nous sommes donc placés là devant un singulier paradoxe et un singulier problème. Dans tout ce que vous avez dit, vous avez raison. L'école est un investissement, je suis d'accord. Vous avez parfaitement raison. Il faut investir le maximum de ce que nous pouvons, je suis d'accord. Encore faut-il connaître quel est ce maximum possible. Nous sommes placés devant un problème redoutable : plus nous présenterons un programme attirant, plus nous aurons d'enfants qui viendront participer à nos ateliers. Dans ce cas, le coût n'est pas de 3 M€ mais peut grimper jusqu'à 8 M€.

Mes chers collègues, vous pouvez dire ce que vous voulez. Bien sûr, vous avez parfaitement raison, nous devons faire le maximum pour les enfants, j'en suis d'accord. Cependant, nous allons devoir très singulièrement couper ailleurs. Dans le cadre de la campagne électorale puisque nous y sommes, mes chers collègues, nous devrions peut-être dire où nous allons couper. Voici un appel que j'adresse à tous les candidats. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Madame le Maire : Je pense que nous savons que ce premier sujet à l'ordre du jour allait animer le débat. Je pense que les débats ont été assez riches en fonction des opinions des uns et des autres. Vous m'autoriserez à ne pas exprimer mon opinion, je peux vous dire que de façon globale et générale, les vérités ont été présentées par plusieurs d'entre vous qui ne sont pas du même bord. Je rejoins M. LEVITA. Je suis d'accord avec certaines choses que M. VIGUIE a dites, des vérités de M. GELY, mais également d'autres propos qui ont été tenus. Il est vrai que cette réforme des rythmes scolaires mérite un grand temps de réflexion. Le seul bémol que j'ajouterai est que je regrette que les temps qui sont proposés, ces nouveaux temps scolaires, soient les mêmes pour les primaires et pour les maternelles. Je le regrette, car le temps de l'enfant selon son âge et sa maturité, selon qu'il a 3, 4 ou 9 ans, l'enfant n'a pas la même capacité d'absorber ce que nous lui enseignons. Je pense que M. Hervé MARTIN doit être de mon avis, puisque lui aussi est un enseignant. Je pense que nous

devrions peut-être réfléchir à des horaires différents selon les maternelles et selon les primaires, car l'enfant n'a pas du tout la même maturité. Je mets donc au vote, à moins que M. GELY ne veuille répondre ?

Jean-Louis GELY : Je voudrais simplement vous dire que des choses me surprennent quelque peu. Que l'UMP tienne un tel discours... *[interjection]*

Madame le Maire : Répondez si vous voulez, mais je vous rappellerai que c'est l'adjoint à la réussite éducative qui parle.

Jean-Louis GELY : Un adjoint socialiste, donc j'assume mon étiquette politique. Socialiste, je ne sais pas, adjoint si, je l'espère, je le pense et je le subodore, mais socialiste également, je vous rassure. Je voulais dire que l'UMP tienne ce discours, je peux le comprendre. Il est cohérent dans ses idées. En revanche, je suis surpris lorsque j'entends les discours de mon collègue Max LEVITA avec qui pour l'instant...

Madame le Maire : M. GELY, ne mettez pas en cause les personnes s'il vous plaît.

Jean-Louis GELY : Dans le journal, je suis cité nominativement sur un pan de ma vie personnelle qui n'a pas d'intérêt particulier et que j'assume parfaitement. Il est dit que je suis incompetent car je n'ai pas d'enfants. C'est extraordinaire. *[interjection]* Le journaliste a donc mal traduit vos propos ? Dont acte. Vous me rassurez, car cela me chagrinait, M. LEVITA. Cela dit j'assume, je n'ai pas de problème avec cela.

Madame le Maire : Je vous demanderai de ne pas régler ici vos problèmes, sinon je mets aux voix l'affaire numéro une et je passe à l'affaire numéro deux. Alors répondez, mais n'attaquez pas les personnes.

Jean-Louis GELY : Mais je n'attaque personne, ai-je attaqué quelqu'un ? *[brouhaha]* Je regrette simplement que des discours me soient tenus aujourd'hui alors que ce processus est en marche depuis un an, et que souvent ceux qui viennent tenir les discours aujourd'hui n'ont pas été participatifs dans le processus. Nous en avons parlé dans les assemblées collectives, au bureau municipal, dans les groupes politiques, jamais ces choses ne sont venues sur le tapis. Je trouve cela un peu curieux et lorsque certains me parlent de circonstances électorales, je dis effectivement qu'il s'agit d'un moment difficile pour parler de ces questions, car j'ai les mains dans le cambouis et que pendant le chantier, le commerce continue. Je continue à travailler sur ce dossier comme je le fais depuis un an et même plus encore avec les partenaires du milieu éducatif qui ne sont pas aussi univoques que vous voulez bien le dire. Je connais les discours des syndicats enseignant, je les respecte, j'ai beaucoup de contacts avec eux. J'ai observé également que leurs représentants ont participé de façon très constructive aux séances de concertation que nous avons menées.

Je voudrais vous dire aussi qu'indépendamment de la question *stricto sensu* des rythmes scolaires, oui je le prétends, nous avons progressé. Nous avons progressé considérablement dans l'approche éducative complémentaire du temps scolaire et du temps périscolaire. Je vais vous dire une chose, M. VIGUIE, vous qui craignez la municipalisation des écoles. Rassurez-vous, il n'y aura pas de municipalisation des écoles. Il n'y aura pas de municipalisation de l'Éducation nationale, le temps scolaire reste le temps scolaire. Il est globalement le même à l'échelle de la semaine, réparti différemment sur les jours de la semaine. C'est également un problème, je ne le conteste pas, nous devons aussi regarder les rapports entre les périodes travaillées et les périodes de congé. Je suis d'accord, c'est un autre volet du dispositif. Toutefois, nous devons bien partir d'un point de départ. Les temps périscolaires sont donc bien de la compétence des collectivités, mais vous savez que le métier de professeur et celui d'animateur sont deux métiers différents, chacun avec leurs compétences. J'entends certains discours, que je comprends parfaitement de la part des enseignants, ceux-ci peuvent sans doute faire de l'animation. Les animateurs peuvent plus difficilement faire de l'enseignement. L'objectif est également l'articulation entre le temps scolaire et le temps périscolaire. Cette réforme le permet, nous progressons. Nous avons entendu parler et nous allons mettre en place des dispositifs de réflexion commune entre les personnels de l'Éducation nationale et ceux des collectivités territoriales, de telle sorte qu'ils se comprennent mieux dans le respect de leurs compétences respectives, qui ne sont pas les mêmes, et que nous puissions travailler en concert, que le temps périscolaire ne soit pas isolé par rapport au temps scolaire, que ces temps se parlent. Simplement, le type d'action éducative n'est pas le même dans un espace et dans l'autre. Par conséquent, nous devons regarder les choses de façon positive.

Je terminerai sur un point important. Oui, ces temps seront gratuits. Le nouveau temps d'activité périscolaire sera d'accès gratuit. Je vous le dis, je m'y engage pour la liste à laquelle je me rallie, *[interjection]* Je parle de Montpellier. À Montpellier, ce serait gratuit car nous ne pouvons pas faire un dispositif de sélection par l'argent. Cela n'est pas tant le rapport que produit la tarification sociale d'un temps périscolaire. Tout le monde sait que lorsqu'il existe un temps périscolaire, ce sont toujours les foyers les plus modestes qui ne viennent pas inscrire leurs enfants sur des temps d'activité de ce type. En revanche, nous devons considérer ce temps comme un temps véritablement éducatif. Un engagement sera donc nécessaire à ce que les enfants suivent ces temps périscolaire entre deux périodes de vacances, afin qu'il n'y ait pas de rupture et que nous puissions avoir une cohérence et une cohésion. Je voudrais vous dire que vous avez tort de présenter cela comme une potion amère. Je ne suis pas une personne qui régent et qui caporalise. Je ne crois pas avoir cette réputation. Vous ne vous investissez pas dans le milieu éducatif, vous ne le savez pas. Je peux vous dire que ce n'est pas une manière de faire. Lorsque nous faisons pendant plus d'un an toutes les concertations que nous faisons, il s'agit du contraire de la caporalisation. Je terminerai en vous disant que lorsque nous sommes passés de quatre jours et demi en 2008 à quatre jours, tout le monde s'est plaint. Une révolte a eu lieu, des conflits ont éclaté partout et les collectivités ont dû manager leur fonctionnement du jour au lendemain, car nous avons appris ce changement de situation un mois et demi avant la rentrée scolaire qui suivait. Tout le monde s'est accordé à dire que les quatre jours n'étaient pas un dispositif adapté pour des enseignements appropriés auprès des enfants. Je n'ai pas rêvé, je vous renvoie à toute la littérature qui a été produite à l'époque, au-delà même des chronobiologistes et de l'Académie de médecine. Nous devons avoir à un moment donné un peu de suite dans les idées et de conséquence dans nos actes. Je vous remercie. *[applaudissements]*

Pour : 44

Contre : 8

Abstentions : 2

Adopté à la majorité

Messieurs TSITSONIS et DOMERGUE (avec procuration) sortent de la séance.

2-Approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du secteur sauvegardé

Michaël DELAFOSSE :

Le périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier, créé le 11 août 1967 et étendu à deux reprises le 23 septembre 1981 et le 11 avril 2001, est doté pour le secteur initial d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) obsolète, approuvé le 1^{er} septembre 1977 et les 2 extensions doivent être dotées du même règlement d'urbanisme que le secteur sauvegardé initial.

Par délibération en date du 26 mars 1999, le Conseil municipal sollicitait expressément auprès de l'Etat, la réactivation de la révision du PSMV.

Suivi de l'étude :

Confiée à Alexandre Mélinos par la Direction régionale des affaires culturelles en 2007, l'étude a été l'occasion de faire un inventaire précis du patrimoine grâce à la visite des immeubles du secteur sauvegardé.

Après plus de quatre années d'étude, la révision du PSMV du secteur sauvegardé initial et son élargissement aux extensions a permis d'identifier les éléments patrimoniaux à préserver, les interventions ayant porté atteinte au patrimoine et de définir les évolutions possibles du bâti.

Contenu du PSMV :

Le dossier remis comprend un rapport de présentation, un règlement, un plan, des annexes, des fiches de prescriptions par immeuble.

En complément des documents contractuels, l'équipe en charge de l'étude s'est intéressée aux spécificités de la ville et a étudié en détail la topographie historique et les espaces voûtés de l'Ecusson.

Bilan de la concertation :

Par courrier du 2 juillet 2008 et arrêté préfectoral du 23 juillet 2008, les modalités de la concertation ont été définies comme suit :

- publication d'au moins un article de presse dans le journal municipal,
- organisation d'au moins trois réunions publiques,
- réalisation d'une exposition dans le hall de la mission Grand Cœur présentant les enjeux et le déroulé de l'opération pendant une durée d'au moins trois semaines (quinze jours ouverts), durant laquelle un registre sera mis à disposition du public.

Au cours de l'étude la concertation a donné lieu à :

- la publication de nombreux articles de presse dont plusieurs dans le journal municipal,
- l'organisation de six réunions publiques,
- la réalisation d'une exposition dans le hall de la mission Grand Cœur présentant les enjeux et le déroulé de l'opération pendant une durée de plus d'une année, durant laquelle un registre a été mis à disposition du public.

Lors des différentes réunions publiques, les intervenants ont présenté le travail réalisé et ont rappelé les objectifs du PSMV. La nouvelle réglementation applicable à chaque immeuble du secteur a été expliquée en terme d'autorisations de travaux mais aussi en rapport avec les thématiques propres au centre ancien (habitabilité des immeubles, performance énergétique du bâti ancien, amélioration du confort des usagers, lutte contre les incivilités, traitement des espaces publics, des devantures commerciales, ...)

Les échanges avec les habitants, usagers et représentants d'associations ont notamment porté sur les thèmes suivants : action de la Ville pour lutter contre les nombreuses infractions constatées, insertion du réseau de tramway dans le centre ancien, traitement des espaces publics, réglementation des terrasses commerciales, devenir de bâtiments non occupés, protection du paysage.

La concertation sur la révision du PSMV a donc touché un large public. Les questions et échanges ont été nombreux, traduisant un vif intérêt des participants pour le patrimoine historique de Montpellier, sa mise en valeur et son adaptation aux conditions de confort modernes. Le projet de PSMV paraît dans l'ensemble bien accepté et n'a pas fait l'objet d'opposition particulière.

Procédure d'approbation :

La commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) constituée le 26 juin 2008 par arrêté préfectoral a été réunie à quatre reprises au cours de l'étude sous la présidence de Mme le Maire les 24 octobre 2008, 6 janvier 2010, 16 juin 2010 et 22 janvier 2014. Cette dernière a validé le projet de PSMV.

Le projet de PSMV va maintenant être présenté à la Commission nationale du secteur sauvegardé (CNSS) pour avis puis soumis à enquête publique, avant consultation des présidents des organes délibérants des collectivités publiques, des établissements publics, des organismes associés et des associations agréées ainsi que les maires ou leur représentants qui l'auraient demandé. Toute personne qualifiée pourra aussi être entendu.

Après approbation par arrêté préfectoral, l'ensemble du secteur sauvegardé sera ainsi doté d'un règlement cohérent respectant le bâti ancien et adapté aux modes de vie d'aujourd'hui.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de PSMV,
- d'entériner le bilan de la concertation,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Département la présentation du projet de PSMV à la CNSS,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Département la mise à l'enquête publique du projet de PSMV,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame le Maire : Nous passons à l'affaire numéro deux. Il s'agit également d'une affaire importante de la soirée. Cette affaire concerne le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé. Ce secteur sauvegardé avait été mis en place en 1967. Je ne sais pas si vous réalisez depuis le temps. Cette mission avait été confiée à M. MELISSINOS par la DRAC qui était responsable en 2007. Nous devons savoir que cette commission désigne de façon très précise le futur plan d'urbanisme du secteur concerné. Cela concerne notamment le respect des anciens bâtiments. M. DELAFOSSE va vous parler de ces objectifs de respecter le patrimoine tout en le faisant évoluer par rapport à la vie d'aujourd'hui. La parole est à M. DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Vous avez bien introduit l'enjeu. Ce document d'urbanisme, qui est un document conjoint entre la ville de Montpellier d'une part et la DRAC d'autre part, sous l'autorité du Ministère, vous est proposé à délibération. Ce document fixe les nouvelles règles d'urbanisme dans l'Ecusson, ou réadapte un certain nombre de règles, car l'Ecusson est un patrimoine que nous recevons en héritage, qui est aujourd'hui pleinement approprié par les Montpelliérains et dont nous devons tout faire pour préserver sa valeur patrimoniale, tout en accompagnant les éléments de la vie contemporaine. Comment, par exemple, je me tourne vers ma collègue Mme Magalie COUVERT, pouvons-nous installer des éléments pour les personnes en situation de handicap ? Comment l'habitat insalubre qui a pu se déployer dans certains endroits peut faire l'objet de réaménagements ? Comment pouvons-nous également revitaliser notre patrimoine lorsque celui-ci a été dégradé par un climatiseur mal positionné au nom du confort d'été, etc. Cela précise donc l'ensemble de ces règles. Avant de vous en parler, je voudrais souligner le travail remarquable de recensement, qui sera disponible gratuitement sur Internet pour l'ensemble des Montpelliérains attachés au patrimoine, et qui a été effectué par Alexandre MELISSINOS que nous avons mandaté pour cela sur le patrimoine de Montpellier. Vous avez ici quelques photographies remarquables.

Je pense évidemment aux voûtes qui peuvent exister, près de 1700 ont été recensées, ces escaliers, ces halls d'immeubles qui ont fait l'objet d'un recensement méticuleux car le règlement d'urbanisme s'applique à la fois sur l'extérieur, sur les règles de constructibilité mais aussi à l'intérieur. Pour chaque bâtiment de l'écusson a été établie une fiche qui fixe les règles, ce qui est autorisé ou pas, et ce qui doit être éventuellement réhabilité. Cette présentation illustre très bien la démarche, avant et après un travail de réhabilitation. Beaucoup de travail nous attend encore dans l'écusson du point de vue du patrimoine.

L'enjeu est bien la diversité des cas et nous avons là un exemple de ce qui n'est pas à faire sur les fenêtres : installer du PVC qui certes peut paraître un peu moins cher, mais au-delà des prescriptions en termes de santé, ne participe pas de la remise en patrimoine de l'écusson. De la même manière, le travail sur les devantures commerciales que nous menons conjointement avec Marc DUFOUR et les aides du FISAC, comment essayer de les révéler à partir de fiches, de documents qui permettent de corriger éventuellement les imperfections, ou les fameux climatiseurs dont je vous parlais.

Cela définit bien l'ensemble de ces règles qui disent la chose suivante, le compromis est le suivant : l'Ecusson doit être un lieu de vie. Des familles doit pouvoir s'y installer, il ne doit ni se « muséifier », ni se « gentrifier ». Il doit être un quartier de Montpellier, mais il s'agit d'un quartier singulier, celui que nous recevons en héritage, le cœur de Montpellier. Chaque fois qu'il se transforme, qu'il évolue, notre souci est de pouvoir réhabiliter le patrimoine, et voilà un exemple très réussi qui est la Panacée : une architecture contemporaine qui a su tenir compte des évolutions patrimoniales. Ce plan fait référence et comme vous le voyez chaque parcelle est ici repérée, les espaces verts protégés, sanctuarisés. D'autres plans concernent les parcelles, l'habitat, qui fixent pour chacune un règlement.

Je termine ce propos et suis tout à fait disposé à répondre aux questions le cas échéant, pour remercier vraiment toute l'équipe de M. MELISSINOS, les services d'urbanisme de la mission du grand cœur, les propriétaires qui ont chaque fois ouvert leurs portes pour nous accompagner dans ce travail de titan qui a duré 13 ans. Il arrive aujourd'hui à son terme, qui va guider l'évolution de l'écusson. J'invite aussi à saluer le travail de recherches historiques menées conjointement avec les services de la DRAC qui manifestaient récemment et qui méritent soutien, car il s'agit d'un travail méconnu mais ô combien important qui nous permet de

progresser également sur l'histoire de la ville. Vous avez les hypothèses différentes de notre commune clôture qui sont représentées, donc la recherche a pu avancer.

Une fois adopté ce document, nous devons le faire vivre, et donc mener un travail. Je suis sûr, cher M. GELY, par exemple que dans la réforme des rythmes scolaires, les associations de diffusion de la connaissance du patrimoine pourront s'en donner à cœur joie. La mission grand cœur aura un rôle à jouer, et de l'avis du président Yves DAUGE, qui préside l'association Villes d'art et d'histoire, qui est venue à Montpellier en colloque sous votre autorité Mme le Maire au mois de juin dernier, avec une mobilisation des acteurs, municipalité, propriétaires à Montpellier, pour notre Ecusson, nous sommes capables de faire de grandes choses, encore faut-il que la règle soit connue et partagée, sans quoi il nous faudra toujours faire preuve de fermeté face aux infractions. Il vous est donc proposé d'adopter le nouveau règlement et j'espère un vote unanime à l'image de celui que nous avons eu avec la DRAC.

Madame le Maire : Effectivement, sachez que la Commission locale du secteur sauvegardé l'a approuvé le 22 janvier de cette année et normalement cela va être soumis à la Commission nationale du secteur sauvegardé dans un deuxième temps. Il sera ensuite soumis à enquête publique dans un troisième temps. Voilà la marche à suivre. Avez-vous des questions à poser à M. DELAFOSSE par rapport à notre patrimoine, qui est, paraît-il d'après M. MELISSINOS, d'une très très grande richesse ? Nous ne soupçonnions pas tout ce que nous pouvions découvrir derrière ces portes. Je remercie également l'équipe de M. MELISSINOS, car ils se sont rendus dans tous les appartements, sont allés voir tous les locataires et tous les propriétaires pour regarder ces merveilles que vous pouvez voir, et les propriétaires et locataires ont pris conscience de la valeur de leur patrimoine, ce qui a valorisé le patrimoine des Montpelliérains, et qu'ils sont devenus très fiers de ce qu'ils pouvaient posséder sans être conscients de cette richesse qu'était le patrimoine du centre-ville de la ville de Montpellier.

3- Cotisation pour l'année 2014 au Club des villes et territoires cyclables

Serge FLEURENCE:

Le club des villes cyclables est devenu en l'espace d'une vingtaine d'années un acteur majeur dans la promotion de politiques cyclables, de réalisations d'aménagements cyclables et du développement de la pratique des modes doux sur l'ensemble du territoire national et particulièrement à Montpellier.

Il rassemble aujourd'hui plus de 1300 Collectivités territoriales, Agglomérations, Villes, Départements et Régions. Sa démarche d'ouverture et de conciliation entre toutes les formes de modes de transport, associée à des compétences marquées aussi bien sur les plans technique, réglementaire que pédagogique, en font un acteur incontournable dans l'accompagnement de politiques en faveur du vélo et des modes alternatifs à l'automobile.

Présent dans l'organisation des Trophées du vélo dont l'écho, le club des villes cyclables participe également à la mise en place d'autres événements de renom tels que « Vélo-City », la « Semaine de la mobilité et de la sécurité routière », ou toutes autres actions et animations, de même que des congrès sur la pratique du vélo, très utiles pour enrichir les réflexions des collectivités sur le sujet.

Ses adhérents, dont la Ville de Montpellier fait partie, profitent de « Lettres » régulières d'information, de dépêches, de fiches conseils, sur nombre de sujets tels que le partage de la rue, les déplacements scolaires et domicile – travail ou bien le transport à la demande. Ils peuvent par ailleurs bénéficier d'un accompagnement dans la mise en œuvre des actions et des politiques locales de mobilité durable.

La qualité, l'énergie et les compétences déployées par ce club depuis environ 20 ans au service du vélo et des modes doux à l'échelle nationale et locale encourage la Ville à soutenir pleinement et financièrement ses actions.

Il est donc proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club des villes et territoires cyclables et de valider le versement de la cotisation d'un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) pour l'exercice 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion au Club des villes et territoires cyclables.
- d'accepter le versement de la cotisation au Club des villes et territoires cyclables d'un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) pour l'année 2014.
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 928241.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs TSITSONIS et DOMERGUE (avec procuration) reviennent en séance.

Mesdames BOYER, BENEZECH, BECCARIA, QVISTGAARD et Monsieur ARAGON sortent de la séance.

4- Cité de la Jeunesse
Comité Scientifique Consultatif
Convention de partenariat Ville de Montpellier / Institut National de la
Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP)
Autorisation de signatures
Modalités de fonctionnement

Michel PASSET :

La Ville de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique volontariste en direction des jeunes. A ce titre, par délibération en date du 9 novembre 2009, le Conseil Municipal a acté le projet de création d'une Cité de la Jeunesse dont la localisation est prévue au sein du nouveau quartier de l'« EAI ».

Le Conseil Montpellierain de la Jeunesse a défini les grandes lignes de ce projet dont la démarche a été récompensée en juin 2013 par le prix « dispositifs de participation innovants » de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ).

Le projet de Cité de la Jeunesse est actuellement en phase pré-opérationnelle et différentes instances ont été constituées afin d'associer les acteurs institutionnels et associatifs œuvrant en direction de la Jeunesse sur le territoire.

Dans ce cadre, il a été proposé la création d'un Comité Scientifique Consultatif, composé de personnalités universitaires reconnues nationalement et localement, dont les travaux permettront d'enrichir le projet de Cité de la Jeunesse, notamment autour de ses missions, son organisation et sa gouvernance.

L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) a accepté d'assister la Ville de Montpellier et son Conseil Montpellierain de la Jeunesse dans la mise en place de ce Comité Scientifique, et d'y participer afin d'accompagner les réflexions dans la mise en œuvre du projet de Cité de la Jeunesse. L'INJEP est un établissement public national placé sous la tutelle du Ministre chargé de la Jeunesse, qui a pour mission d'observer, d'analyser et d'évaluer les pratiques, les attentes des jeunes et les politiques publiques liées à la Jeunesse.

Afin d'établir les modalités de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'INJEP, il est proposé d'établir une convention spécifique définissant les modalités d'organisation, de fonctionnement du Comité et de participation de l'INJEP à celui-ci.

Dans ce cadre, la liste des membres du Comité sera établie par la Ville de Montpellier, en lien avec l'INJEP. Celui-ci se réunira en séance plénière au moins deux fois par an.

L'INJEP mobilisera deux chargés d'études et de recherche qui accompagneront la Ville de Montpellier dans la constitution du Comité et participeront aux travaux de celui-ci.

La convention précise par ailleurs les modalités de prise en charge de différents frais liés à la participation de l'INJEP au Comité, conformément aux dispositions définies par la Ville de Montpellier par différentes délibérations (n° 2010/573 et 2013/374) du Conseil municipal.

Ces mêmes modalités, définies par la Ville de Montpellier, seront appliquées aux membres du Comité Scientifique Consultatif ainsi qu'à des personnalités qui pourront être invités ponctuellement pour participer aux travaux du Comité.

Les frais concernés sont les suivants :

- Pour les frais de restauration, les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 30 € par repas (2 repas autorisés par jour),
- Pour les frais d'hébergement les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 180 €.
- Pour les frais de transports collectifs (train, avion, transports en commun), les dépenses autorisées sont plafonnées à 400 € pour le voyage Aller et 400 euros pour le voyage retour entre le lieu de résidence et la Ville de Montpellier (aller) et entre la Ville de Montpellier et le lieu de résidence (retour).
- Pour les déplacements en véhicule personnel, le remboursement se fait sur la base d'une indemnité kilométrique de 0,30 cts/km entre la Ville de résidence et Montpellier (aller), plafonnée à 400 € et de 0,30 cts/km entre Montpellier et la Ville de résidence (retour) plafonnée à 400 €.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec l'INJEP annexée à la présente délibération.
- d'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de séjour des membres du Comité Scientifique Consultatif et de toute personnalité invitée à ces travaux,
 - de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget 2014 du service jeunesse CRB 14000, fonction 924 222, nature 6257, ligne de crédit 16496.
- d'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames COUVERT et LABROUSSE sortent de la séance.

5- Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville

Michel PASSET :

La Ville de Montpellier, par la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de février, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **5 600 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Lorélia Somprou, étudiante

« *Lighiona* »

Production culturelle

Réaliser un documentaire de 52 mn sur le loup des Carpates en Roumanie : « De l'antiquité à nos jours, le loup mangeur d'homme est-il un mythe ou une réalité ? ».

Diffusion dans la Maison pour tous Albert Camus et les réseaux scolaires de la Ville.

Montant proposé : 1000 €

Elouan Le Dily, en recherche d'emploi

« *L'envol et l'âme* »

Production culturelle

Réaliser un premier long métrage dramatique.

A son 19^{ème} anniversaire, Emma, pour fuir l'ennui, accepte de se faire de l'argent facile. Ses rêves vont tourner au cauchemar.

Diffusion dans les festivals CINEMED et FestaFilm, Nestor Burma, UM3...

Montant proposé : 800 €

Nathan Vigne, en recherche d'emploi

« *Longue nuit* »

Production Culturelle

Réaliser un court-métrage d'une vingtaine de minutes.

En temps de guerre, huis clos dans une maison isolée, d'un amnésique et d'un inconnu.

Tournage prévu sur Montpellier et Murviel-lès-Montpellier.

Diffusion dans la Maison pour tous Frédéric Chopin, à l'IPEICC.

Montant proposé : 1000 €

Lambert Paris, étudiant

« *Lessen* »

Production culturelle

Enregistrer le premier album du groupe LESSEN de musique métal et post-hardcore et, organiser une release-party (concert gratuit pour fêter la sortie).

Album en écoute sur les bornes CD du service Jeunesse, participation à des manifestations Jeunesse.

Montant proposé : 500 €

Anaïs Dalle-Nogare, salariée

« *Naïa* »

Production culturelle

Enregistrer un premier EP et réaliser un clip vidéo.

De style jazz/soul et en collaboration avec le JAM.

Diffusion sur Divergence FM, partenariat avec Léo Lagrange, participation à des événements Ville.

Montant proposé : 1000 €

Marion Notte, en recherche d'emploi

« *Prémices* »

Production culturelle

Créer un spectacle autour des nouvelles d'Anton Tchekhov.

Projet artistique et pédagogique à destination du public Jeune.

Diffusion dans le réseau des Maisons pour tous de la Ville dès septembre 2014.

Montant proposé : 300 €

Sophie Thomas, salariée

« *Linge Records, on est dans de beaux draps* »

Production culturelle

Projet fédérateur et pluridisciplinaire pour sensibiliser le public aux musiques expérimentales et à la création contemporaine avec des expositions collectives, des installations sonores, vidéos, des concerts et des performances.

A la Galerie St Ravy du 28 mars au 8 avril avec une avant-première à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé : 1000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 600 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

6- Jeunesse

Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2014

Michel PASSET :

Dans le cadre de sa politique jeunesse et en lien avec son Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a décidé en 2013, d'adhérer à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ).

Cette association est née il y a vingt-deux ans d'une volonté d'élus locaux. Elle a pour objectif de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel que défini par la Convention internationale des droits de l'enfant.

C'est aujourd'hui un espace de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, de territoire, de lieu, de types et de taille de collectivités.

Elle permet également aux élus des collectivités territoriales (villes, intercommunalités, départements et régions) en charge de la délégation jeunesse, de se retrouver autour d'un réseau, afin de travailler ensemble sur les politiques publiques en direction des jeunes.

Pour le projet de la Cité de la Jeunesse, la Ville de Montpellier et son Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, ont reçu en 2013 un prix décerné par l'ANACEJ, catégorie "Jeunes Citoyens".

Par ailleurs, à l'invitation de la Ville de Montpellier, l'Assemblée Générale de l'ANACEJ devrait être organisée à Montpellier en juin 2014.

En conséquence, et au vu de l'intérêt pour la Ville de Montpellier des actions menées par l'association, il est proposé de renouveler cette adhésion pour l'exercice 2014.

Les crédits seront à prélever sur les crédits 2014 du service jeunesse, au chapitre 924, nature 6281.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
924	6281	Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	5 132,22 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'accepter le versement de la cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2014,
- de prélever la dépense pour un montant de 5 132,22 € sur les crédits inscrits au budget 2014 du service Jeunesse chapitre 924,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BECCARIA et QVISTGAARD reviennent en séance.

Madame DOMBRE-COSTE et Messieurs SAUREL, PASSET et DELAFOSSE sortent de la séance.

7- Cité des Métiers de Montpellier

Conventions relatives aux contributions des partenaires

Marc DUFOUR :

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience. Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels, spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public, et afin de permettre l'ouverture prochaine de la Cité des Métiers, des conventions relatives aux contributions des partenaires ont été approuvées par le conseil municipal du 16 décembre 2013 avec les acteurs suivants :

- la Communauté d'agglomération de Montpellier.
- La Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier.
- Pôle Emploi.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale de Montpellier.
- Face Hérault.
- La BGE (Boutique de gestion des entreprises).
- Cap Emploi.
- Les Universités Montpellier 1, Montpellier 2 et Montpellier 3.

La signature de ces conventions contractualise ainsi l'engagement des partenaires à mobiliser et mutualiser des moyens pour permettre le fonctionnement de la Cité des Métiers sur trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Événementiel autour d'ateliers et d'Informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

D'autres partenaires du projet ayant fait part de leur volonté de contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers, il convient de signer des conventions entre la Ville de Montpellier, détentrice à ce jour du Label Projet « Cité des Métiers », avec chacun d'entre-eux, selon les modalités suivantes :

- **La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Hérault** à hauteur d'une demi-journée par semaine sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **L'AFPA** (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) à hauteur de deux demi-journées par mois sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **Pléiades Emploi** (Association de développement de services à la personne), à hauteur de deux demi-journées par mois sur l'organisation de réunions d'information collectives ou l'organisation d'évènements, ainsi que la mise à disposition de documentation ;
- **NOUAS Association** (organisme de formation et d'insertion socioprofessionnelle) à hauteur de deux demi-journées par mois sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **Le CRIJ** (Centre Régional d'Information Jeunesse) sur l'organisation d'évènements et la mise à disposition de documentation.

Ces conventions, d'une durée de un an, prendront fin dès la constitution du Groupement d'Intérêt Public « Cité des Métiers ».

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions relatives aux contributions des partenaires au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier annexées à la présente délibération.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Marc DUFOUR : Je vous rappelle que nous avons délibéré le 22 juillet 2013 et approuvé à l'unanimité la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public de la Cité des métiers. Dans l'attente de la création effective de ce groupement d'intérêt public qui met un peu de temps à être mis en place, nous avons délibéré le 16 décembre dernier pour permettre l'ouverture de conventions relatives aux contributions des partenaires et conventions bilatérales qui ont été approuvées avec la communauté d'agglomération de Montpellier, la Mission locale des jeunes, Pôle emploi, la Chambre de commerce, Face Hérault, la Boutique de gestion des entreprises et Cap emploi, et les Universités Montpellier 1, 2 et 3. Plusieurs thèmes nous ont réunis pour créer des axes d'intervention sur le pôle conseil, un espace de documentation, un espace événementiel. Désormais, d'autres partenaires ont fait connaître leur avis. Il s'agit de la Chambre des métiers de l'Hérault, qui veut se joindre et signer une convention avec nous, l'Association pour la formation professionnelle des adultes, Pléiades emplois, NOUAS Association, qui est un organisme de formation et d'insertion socioprofessionnelle, et enfin le Centre régional d'information jeunesse. Ces conventions, qui comme les précédentes auront une durée d'un an, prendront fin dès que la constitution du groupement d'intérêt public sera effective. Je vous demande d'autoriser l'approbation de ces conventions relatives aux contributions des partenaires au fonctionnement de la Cité des métiers.

Christiane FOURTEAU : Mme le Maire, mes chers collègues, je suis ravie de la mise en place de cette Cité des métiers. La Mission locale des jeunes de l'agglomération de Montpellier a devancé la véritable organisation de la Cité des métiers et je peux vous dire que l'ensemble du personnel de l'antenne centre de la

Mission locale, mais également les jeunes reçus dans cette Mission locale sont ravis de ce nouvel emplacement. Il s'agit d'une chance pour les jeunes accueillis que d'avoir dans un futur très proche l'ensemble des partenaires travaillant sur l'emploi à portée de main. Ils n'ont plus à courir d'un endroit à un autre. Ils ont sur place tout ce qui leur est nécessaire pour une nouvelle orientation, tout au moins une orientation professionnelle. Je voudrais remercier les services, M. DUFOUR en premier lieu, et l'ensemble des services avec lesquels la Mission locale a travaillé mais également M. TSITSONIS. La Mission locale est installée de façon tout à fait convenable, ce n'était pas le cas jusqu'à présent. Un grand merci à tout le monde pour tous ces jeunes que nous recevons.

8- Emploi et insertion par l'économie Cotisation au réseau Cité des Métiers

Marc DUFOUR :

Le Réseau des Cités des Métiers, créé le 18 octobre 2001, a pour but :

- de fédérer les Cités des Métiers «labellisées»,
- d'assurer le lien avec celles qui sont candidates au label,
- d'assurer une représentation de ces structures auprès des institutions nationales et internationales,
- d'organiser l'échange des pratiques entre les différentes cités des métiers,
- de favoriser l'émergence et la conduite de projets communs,
- d'apporter un appui aux projets de création de plates-formes,
- de favoriser des études ou des actions de communication concernant l'insertion, la formation ou l'activité

professionnelles.

En lien avec l'ouverture prochaine de la Cité des Métiers de Montpellier, la Ville de Montpellier a obtenu le renouvellement du Label « Projet » pour une année supplémentaire, auprès du Réseau Cité des Métiers d'Universcience.

Il est donc proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau des Cités des Métiers et de valider le versement de la cotisation pour l'exercice 2014, d'un montant de 1 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association « Réseau des Cités des Métiers »,
- D'accepter le versement de la cotisation au Réseau des Cité des Métiers d'un montant de 1 000 €,
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 1000 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 925, nature 6281,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BENEZECH revient en séance.

9- MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subvention

Marc DUFOUR :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT).

Après validation du programme de travaux par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

SARL LE GRAIN DES MOTS, Mme Huille, 13 bd Jeu de Paume	4 721,50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>2 698,00 €</i>
<i>Part Etat (FISAC)</i>	<i>2 023,50 €</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 2 698,00 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

10- Convention d'occupation du domaine public - Manège de chevaux de bois de la Comédie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR :

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation d'un manège de chevaux de bois, pour une durée de 6 ans, place de la Comédie, a été lancé par la Ville au mois d'octobre pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 7 novembre 2013, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Daniel BEAUMONT, titulaire actuel de l'occupation du domaine public pour ce manège.

L'analyse des offres a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine et motivation du candidat.

2) Dossier commercial

- Visuel du manège (état général),
- Politique tarifaire,
- Horaires d'ouverture,
- Cohérence du projet par rapport au lieu (tranche d'âge du public visé, insertion dans le domaine public)

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par M Beaumont, professionnel dans son domaine qui exploite depuis 1988 le carrousel est très satisfaisante pour plusieurs motifs. M Beaumont est un professionnel reconnu et expérimenté dans son domaine d'activité. Il propose de mettre en service un nouveau carrousel avec une esthétique et des dimensions identiques à celui actuellement installé tout en maintenant les tarifs déjà pratiqués. Ce projet qu'il paraît tout à fait à même de porter financièrement est particulièrement adapté à la place de la Comédie, place emblématique de la Ville.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 10.080 euros annuels, réévalué de 3% au 1^{er} janvier de chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider l'attribution de la concession du manège de chevaux de bois de la place de la Comédie à Monsieur Daniel BEAUMONT,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

11-Convention d'occupation du domaine public - Skate park de la Mosson - Kiosque alimentaire - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR :

Un avis d'appel à candidature pour l'occupation d'un kiosque alimentaire attenant au skate park, situé Avenue Professeur Blayac à l'angle de la rue Emile Picard à Montpellier, d'une superficie d'environ 20 m2 et faisant partie du domaine public communal, a été lancé en novembre 2013 pour en désigner le futur exploitant.

A la clôture de l'appel d'offre, le 5 décembre 2013, deux dossiers de candidature ont été déposés : Monsieur El Houssain LOUALI et Monsieur Ahmid LAOUKIRI.

Les projets ont été analysés au regard des critères suivants indiqués dans l'appel d'offre :

Dossier personnel (20%)

- Expérience professionnelle dans le domaine de la restauration,
- Motivation du candidat.

Dossier commercial (40 %)

- Gamme de produits proposés,
- Politique tarifaire,
- Horaires d'ouverture,
- Cohérence du projet par rapport au lieu

Dossier financier (40 %)

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de Monsieur Ahmid LAOUKIRI est la plus intéressante au vu des critères ci-dessus. Il a une formation et une expérience professionnelle dans le domaine de la restauration. Le dossier commercial présenté en termes de carte, prix et horaires d'ouverture correspond au lieu. Le dossier financier présente des garanties plus fortes que celui de M Louali.

La concession porte sur une durée de 6 ans et montant de la redevance annuelle est fixé à 5 088 euros, réévalué de 3% au 1^{er} janvier de chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

De décider l'attribution de la concession du kiosque alimentaire du skate park de la Mosson à M Ahmid LAOUKIRI,

D'approuver le projet de convention joint,

D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BOYER et Monsieur PASSET reviennent en séance.

12- Mise en conformité du Parc Darwin - Mise en conformité de la zone technique

Attribution des marchés de travaux

Autorisation de signer les marchés et demandes d'aides financières

Philippe THINES :

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéen au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus d'un millier d'animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012, sur l'ensemble des installations a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération.

La priorité a été donnée à la zone technique du Zoo, qui comprend toutes les installations techniques nécessaires au bon fonctionnement de ce parc en toute sécurité pour le public, le personnel et les animaux. Elle porte principalement sur :

- La réorganisation et la reconstruction des bâtiments pour le personnel (vestiaires, sanitaires, bureaux, etc.) ;
- La réalisation d'installations de secours (PC de surveillance, véhicules de secours, local matériel de sécurité etc.) ;
- La création d'une clinique vétérinaire et de locaux de quarantaine animaux indispensables pour un zoo de cette taille ;
- La création d'ateliers techniques et d'abris pour véhicules d'entretien ;
- La création et la réorganisation des locaux de stockage ;
- Le traitement des eaux pluviales et usées, ainsi que le traitement des fumiers qui seront entièrement revus en coordination avec les services de l'Etat, dans l'objectif de disposer d'installations préservant cet environnement de très grande qualité.

Elle concerne également le déplacement et la construction des enclos des guépards à proximité de l'entrée principale, conformément aux exigences de sécurité notamment en termes d'incendie.

Le réaménagement de la zone technique a été organisé en trois phases, afin de pouvoir livrer séquentiellement des installations répondant aux normes de sécurité, d'hygiène et de confort actuelles, sans bouleverser le fonctionnement du parc.

La première phase comprend la création de nouveaux bâtiments : vestiaires, ateliers et réfectoire, ainsi que les voiries et réseaux correspondants ;

Afin de réaliser les travaux de cette phase, une consultation d'entreprises en lots séparés a été lancée pour un montant estimé de 2 134 000 € HT.

Lors de la commission d'appel d'offres du 04/02/2014, les lots suivants ont été attribués :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANT TOTAL RETENU DU MARCHE (en € HT)		
		BASE	PRESTATION SUPPLEMENT AIRE EVENTUELLE	BASE+PSE
Lot 1 – VRD et espaces verts	EIFFAGE	373 805,00	19 037,50	392 842,50
Lot 2 – gros oeuvre	LE MARCORY	249 835,26		249 835,26
Lot 3 – charpente métallique, bardage, couverture, serrurerie	CMA	375 963,62		375 963,62
Lot 4 – cloisons, doublages, faux-plafonds	SANS SUITE – RELANCE MAPA			
Lot 5 - menuiseries intérieures	ALVAREZ	86 119,00		86 119,00
Lot 6 - peinture	CORNIL	16 424,92		16 424,92
Lot 7 – revêtement de sol dur et faïences	SOMEREV	59 054,24		59 054,24
Lot 8 - electricité	JP ELEC	154 813,62		154 813,62
Lot 9 – chauffage, ventilation, plomberie, sanitaires	SANITHERMIC	200 000,00		200 000,00
Lot 10 – menuiseries extérieures	VIP	186 795,00		186 795,00
TOTAL en € HT		1 702 810,66		1 721 848,16

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'opération,
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer et à signer tous documents relatifs à cette opération de mise en conformité et d'agrandissement ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : Permis de construire – Permis de démolir ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2014 de la Ville de Montpellier – Chapitre 908,
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur SUDRES revient en séance.

13- PARC DARWIN

Adhésion à diverses associations et attribution de cotisations pour l'exercice 2014

Philippe THINES :

La Directive européenne 1999/22/ CE du 29 mars 1999, appelée « Directive Zoo », retranscrite par l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Ainsi ils sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées, mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine. On parle alors de conservation « in situ ».

La municipalité n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative.

L'adhésion à ces associations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication du zoo de Montpellier dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

C'est pourquoi il est proposé :

- **1** - de renouveler les adhésions aux organismes bénéficiaires les années précédentes : EAZA, ISIS, AFdPZ, AFVPZ, AEECL, Ordre des vétérinaires
- **2** - d'adhérer à six nouveaux organismes afin d'étendre le champ d'action et la notoriété du zoo de Montpellier

Fonds pour la Conservation du Guépard

Cheetah Conservation Fund (CCF)

<http://www.cheetah.org>

Créé en 1990, le *Cheetah Conservation Fund* (CCF) est internationalement reconnu dans ses démarches de conservation des guépards et de leurs milieux de vie. Le *CCF International Research and Education Center* est basé en Namibie, près de Grootfontein. Sa stratégie pour sauver le guépard sauvage repose sur trois volets : recherche, conservation et éducation, en commençant par des études à long terme pour comprendre et surveiller les facteurs affectant la survie du guépard. Les résultats de ces études servent à élaborer des politiques de conservation et des programmes pour soutenir ses populations. Le CCF travaille activement avec les communautés locales, nationales et internationales pour faire connaître, communiquer, éduquer et former.

Association Helpsimus

<http://www.helpsimus.org>

Helpsimus soutient des projets de conservation in situ pour le grand hapalémur intégrant les populations locales et organise des actions de sensibilisation à la conservation de l'espèce en Europe et à Madagascar.

L'association est aujourd'hui le soutien principal des projets « bamboo lemur » et « Ramaimbangy », et protège plus de 180 individus à Madagascar. Ses actions permettent l'emploi de plusieurs dizaines de personnes à Madagascar et ont un impact direct sur l'amélioration de l'éducation dans les zones d'activités des projets qu'elle soutient.

Fonds pour la Conservation des espèces et des écosystèmes sahélo-sahariens

Sahara Conservation Fund

<http://www.saharaconservation.org>

Le *Sahara Conservation Fund* (SCF) est une organisation non-gouvernementale, créée dans le but de promouvoir la conservation de la faune sauvage, des habitats et des autres ressources naturelles du Sahara et des steppes sahéliennes qui le bordent. SCF œuvre pour mettre en place sa vision : un Sahara bien conservé et géré, dans lequel les processus écologiques fonctionnent naturellement, avec des communautés végétales et des populations animales viables dans leurs aires de répartition historiques ; un Sahara qui profite à tous ses habitants et où le soutien pour cette préservation est assuré par des acteurs provenant de toutes les composantes de la société. Afin d'atteindre cet objectif, SCF établit des partenariats entre les gouvernements, les zoos, la communauté scientifique, les conventions internationales, les organisations non gouvernementales et les bailleurs de fonds, créant ainsi un réseau puissant partageant le même but : la conservation des déserts et de leur héritage naturel et culturel unique.

Fonds International pour la conservation des rhinocéros

Save the Rhino International

<http://www.savetherhino.org>

Lancée en 1992 et enregistrée en tant que « charity » auprès de la *Charity Commission for England and Wales* (n° 1035072) en 1994, cette institution a pour mission d'œuvrer en faveur de la conservation des populations viables de rhinocéros en voie de disparition en Afrique et en Asie. Pour ce faire, les financements privilégient la lutte anti-braconnage, la surveillance des populations sauvages de rhinocéros africains et asiatiques, les translocations d'individus et l'aide à l'élevage en semi-captivité. L'avenir de la faune étant aussi inextricablement lié aux communautés humaines qui partagent son habitat, les projets financés sur le terrain incluent toujours un volet éducatif et environnemental.

Fondation Namibie Nature

Namibia Nature Foundation

<http://www.nnf.org.na>

Les Zèbres de Hartmann, ou zèbres de montagne, sont particulièrement menacés dans la nature et leur répartition géographique restreinte en Namibie et Afrique du Sud. Contrairement au Zèbre de Grévy qui bénéficie d'importantes aides internationales, surtout au Kenya, peu de programmes de surveillance et de conservation in-situ sont malheureusement développés pour cette espèce. Le Professeur Morris Gosling suit les populations namibiennes de Zèbres de Hartmann depuis 2005 sur 5 localités et a développé un projet de conservation in-situ à travers les fonds de la *Rufford Foundation* puis, plus récemment, à travers la *Namibia Nature Foundation*. L'adhésion à cette fondation sera donc destinée à l'aide matérielle sur ce projet.

Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage

European Association of Zoo and Wildlife Veterinarians

<http://www.eazwv.org>

Cette association est le pendant européen de l'AFVPZ et fédère un réseau de professionnels utile et nécessaire aux vétérinaires de parcs zoologiques.

- **3** - de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2014 de manière suivante :

CHAPITRE	NATURE	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
928	6281	AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2 000 €
928	6281	Ordre des vétérinaires	959 €
928	6281	AFVPZ : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	69 €
928	6281	EAZWV : Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	240 €
928	6281	AFdPZ : Association Française des Parcs Zoologiques	3 250 €
928	6281	EAZA : European Association of Zoos and Aquaria	2 027 €
928	6281	ISIS : International Species Information Systems	1 800 €
928	6281	Cheetah Conservation Fund	1 500 €
928	6281	Helpsimus	1 500 €
928	6281	Sahara Conservation Fund	1 500 €
928	6281	Save the Rhino International	2 000 €
928	6281	Namibia Nature Foundation	1 500 €
928	6281	TOTAL	18 345 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adhérer aux associations : Cheetah Conservation Fund, Helpsimus, Sahara Conservation Fund, Save the Rhino International, Namibia Nature Foundation et EAZWV ;
- de désigner Madame le Maire en qualité de représentante de la ville de Montpellier au sein de ces associations avec faculté de se faire représenter par son Adjoint délégué ;
- d'accepter le versement de cotisations aux organismes référencés dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 18 345 € ;
- d'imputer cette dépense sur le budget de la Ville, ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Philippe THINES : Cette délibération est importante pour la préservation des espèces et les échanges entre les divers zoos et l'association. Nous avons tous à apprendre les uns des autres. Il donc est important de faire partie de ce réseau.

Annie BENEZECH : Je voulais simplement rappeler que cette histoire du petit girafon qui a été jeté en pâture aux lions dans un zoo et qui a fait la une des journaux. Jamais, avec cette association, ce genre de choses n'arriverait.

Michel PASSET : Je m'excuse Mme le Maire, mais comme nous parlons beaucoup des pompiers actuellement, je me permets de souligner que, et Serge FLEURENCE est au courant des difficultés que nous avons rencontrées pendant ces six ans, l'ensemble des bâtiments de la ville et l'ensemble des bâtiments administratifs, sauf une parenthèse difficile concernant les universités, sont en conformité avec la législation concernant les règles de sécurité. Je l'ai dit, il s'agit d'ailleurs d'un gros chantier que le Parc Darwin et sa mise en sécurité. Je dois souligner aussi qu'un véritable effort a été effectué dans la ville au niveau des privés, notamment en ce qui concerne les hôtels, ce qui amène Montpellier à se placer actuellement comme une ville où les bâtiments sont le plus conformes aux règles de sécurité et des normes qui évoluent d'ailleurs très souvent. Je tiens à dire que sous la présidence de la Préfecture, le travail effectué par les pompiers en ce domaine est particulièrement remarquable.

14- Convention de partenariat entre le syndicat du Bassin du Lez et la Ville

Philippe THINES :

Dans le cadre de son Plan Biodiversité 2010-2014 approuvé lors du Conseil municipal du 8 février 2010, la Ville de Montpellier s'est engagée pour la connaissance et la gestion de la biodiversité.

Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) créé par Arrêté Préfectoral le 13 juillet 2007 est un syndicat mixte d'études dont les objectifs sont de préserver la ressource en eau, les milieux aquatiques, les zones humides et leurs écosystèmes, améliorer l'information et sensibiliser aux problématiques de l'eau ainsi que réduire le risque inondation. Le SYBLE constitue donc un partenaire important de la Ville concernant la gestion des cours d'eau et des zones humides du territoire montpellierain.

Dans le cadre de son Plan Biodiversité et de la mise en œuvre des continuités écologiques sur son territoire (Trame verte et bleue), la Ville de Montpellier s'est engagée à améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel et notamment de ses zones humides et cours d'eau.

La Ville de Montpellier souhaite donc prolonger et développer son partenariat avec le SYBLE dans la continuité du partenariat engagé depuis 2011.

La présente convention définit les engagements réciproques du SYBLE et de la Ville de Montpellier pour promouvoir une gestion équilibrée et respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques, avec 3 axes principaux de collaboration :

- une réflexion sur le maintien et l'amélioration de la trame verte et bleue urbaine
- une réflexion sur une approche de gestion différenciée des pratiques phytosanitaires sur les espaces publics communaux
- une stratégie de communication afin de sensibiliser les montpelliérains aux enjeux de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'aux pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement,

Cette convention ne génère aucun engagement financier.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec le SYBLE
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**15-Convention de partenariat entre l'Association « Humanité et Biodiversité
» et la Ville de Montpellier**

Philippe THINES :

Dans le cadre de son Plan Biodiversité 2010-2014 approuvé lors du Conseil municipal du 8 février 2010, la Ville de Montpellier s'est engagée pour la connaissance et la gestion de la biodiversité.

L'association « Humanité et Biodiversité », créée en 1976 et présidée aujourd'hui par l'astrophysicien Hubert Reeves, a pour objet le renforcement de la perception et de la prise en compte par tous, des synergies et des liens indissociables entre humanité et biodiversité, fondés sur le respect entre les humains et les autres êtres vivants, en particulier les êtres sensibles.

Elle agit notamment pour :

- la préservation de la diversité du vivant et de sa capacité à évoluer, dans toutes ses composantes et à tous les niveaux,
- favoriser l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs d'activités, en prenant en compte les dimensions économique et sociale,
- favoriser le développement de la biodiversité et du capital naturel pour les générations actuelles et futures,
- encourager le développement de paysages riches en biodiversité et expression des sociétés humaines,
- contribuer à la reconnaissance d'un droit aux partages équitables des accès aux espaces naturels pour tous,
- inciter à de nouvelles formes de gouvernance et de mobilisation de la société.

Dans le cadre de son Plan Biodiversité et de la mise en œuvre des continuités écologiques sur son territoire (Trame verte et bleue), la Ville de Montpellier s'est engagée à améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel.

La Ville de Montpellier souhaite développer un partenariat avec l'association « Humanité et Biodiversité ».

La présente convention définit les engagements de l'association « Humanité et Biodiversité » et de la Ville de Montpellier :

- échanges sur les actions que peut mener une collectivité en matière de biodiversité permettant à l'association de se positionner dans les débats nationaux notamment sur les sujets en lien avec les politiques d'aménagement et d'urbanisme,
- participation mutuelle à des colloques, événements, séminaires, réflexions organisées par l'une ou l'autre des parties. L'association « Humanité et Biodiversité » associera notamment un représentant de la Ville de Montpellier à sa réflexion sur « territoires et biodiversité » et la Ville de Montpellier invitera l'association « Humanité et Biodiversité » à participer à l'organisation des Assises Nationales pour la Biodiversité qui auront lieu à Montpellier en juin 2014.
- présence d'un membre de l'association « Humanité et Biodiversité » au conseil scientifique consultatif sur la biodiversité de la Ville de Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec l'association « Humanité et Biodiversité »
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

16- Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2014

Christiane FOURTEAU :

Depuis 5 ans maintenant, dans le cadre des vœux à la population, la Ville de Montpellier a décidé de réduire les coûts d'organisation de cette cérémonie afin de redistribuer l'économie réalisée en direction des associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire qui connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires.

La Ville est en contact régulier avec un grand nombre d'associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, soit 60 000 €, les subventions complémentaires suivantes :

Association	Propositions
Banque alimentaire (1942)	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence (3090)	4 500 €
Restaurants du Cœur (1493)	9 000 €
Secours Catholique (666)	9 000 €
Secours Populaire Français (1068)	9 000 €
Société St Vincent de Paul (4326)	7 000 €

Avitarelle (1664)	4 000 €
A cœur ouvert (2110)	2 500 €
Le Refuge (3318)	2 000 €
Solidarité DOM TOM (2835)	3 000 €
Total	60 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 60 000 €;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;

d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs ARAGON et SAUREL reviennent en séance.

Madame BECCARIA sort de la séance.

17- Dénominations de voies et d'espaces publics

Philippe THINES :

Dans le cadre du programme de dénominations de voies et d'espaces publics de la Ville de Montpellier, il vous est proposé d'approuver les dénominations suivantes :

QUARTIER PRES D'ARENES

- Aiguerelles

Au droit de l'avenue de SAINT HILAIRE à proximité du groupe scolaire de la RAUZE, la place et le parking situés devant la Salle LADOUMEGUE (annexe de la Maison Pour Tous Boris VIAN) ne sont pas dénommés, nous proposons de les dénommer :

**Parvis Alain MIMOUN
1921-2013
Ancien combattant et athlète français**

Alain MIMOUN, né Ali MIMOUN OULD KACHA le 1er janvier 1921 à Maïder en Algérie et mort le 27 juin 2013 à Saint-Mandé, est un ancien combattant de la seconde guerre mondiale et un athlète français. Militaire de carrière, il combat sur de nombreux fronts de la frontière belge, en passant par la bataille du Mont Cassin où il sera blessé. Échappant de peu à l'amputation, il participera enfin au débarquement de Provence.

Revenu à la vie civile, il remporte dès 1947 ses premiers titres de champion de France dans de nombreuses disciplines de courses de fond. C'est en 1956 qu'il remportera son titre le plus prestigieux: la médaille d'or du marathon des jeux olympiques de Melbourne.

Jusqu'à l'âge de 92 ans, il courait toujours de dix à quinze kilomètres par jour. A sa mort, un hommage national lui a été rendu en présence du Président de la République dans la cour d'honneur des Invalides.

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- Pas du Loup

Deux allées situées à côté du collège Marcel PAGNOL, ne sont pas dénommées.

La première longe le collège en partant de son parvis (rue TOPAZE) et se termine sous la forme d'une petite place. **Nous proposons de la dénommer:**

Allée Honoré de BALZAC
1799-1850
Écrivain et journaliste français

Honoré de BALZAC, né Honoré BALZAC à Tours le 20 mai 1799 et mort à Paris le 18 août 1850, est un écrivain français. Il fut romancier, dramaturge, critique littéraire, critique d'art, essayiste, journaliste, imprimeur, et a laissé l'une des plus imposantes œuvres romanesques de la littérature française. Balzac a organisé ses œuvres en un vaste ensemble : la Comédie humaine, qui explore les différentes classes sociales et les individus qui les composent.

Travailleur forcené, fragilisant par des excès sa santé déjà précaire, endetté par des investissements hasardeux, fuyant ses créanciers sous de faux noms dans différentes demeures, Balzac a vécu de nombreuses liaisons féminines avant d'épouser, en 1850, la comtesse Hańska qu'il avait courtisée pendant plus de dix-sept ans.

~

La deuxième allée relie la Rue du Pas du Loup à la précédente, **nous proposons de la dénommer:**

Allée Aristide BRIAND
1862-1932
Homme politique et diplomate français

Aristide BRIAND, né le 28 mars 1862 à Nantes et mort le 7 mars 1932 à Paris, est un homme politique et diplomate français qui a été onze fois Président du Conseil et vingt fois ministre. Il a joué un rôle essentiel dans les relations internationales après la Première Guerre mondiale.

Il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1926, conjointement avec Gustav STRESEMANN, pour son action en faveur de la réconciliation entre la France et l'Allemagne (accords de Locarno, 1925). En 1928, poursuivant son rêve de paix par la sécurité collective, dont l'axe serait la Société des Nations, il signe avec l'Américain Frank BILLINGS KELLOGG le pacte Briand-Kellogg visant à mettre la guerre hors-la-loi. Mais sa construction diplomatique s'est écroulée dès le début des années 1930, marquées par la crise économique de 1929, la montée du nazisme et du nationalisme japonais.

QUARTIER HOPITAUX - FACULTES

- Plan des 4 Seigneurs

Un tunnel relie la Route de Ganges à l'avenue des Moulins, il permet d'éviter d'emprunter le Rond-Point de la Lyre, **nous proposons de le dénommer:**

Tunnel d'airain

C'est une référence à un recueil posthume de poèmes de Victor HUGO « Toute la lyre », les poèmes y sont réunis en sept livres comme les sept cordes de l'instrument traditionnel complété par un dernier livre dit « La corde d'airain »

L'airain est un métal rouge connu sous le nom de cuivre rouge, que l'on mélange avec la calamine pour faire le cuivre jaune, et avec l'étain pour faire le bronze ou la fonte. Il est symbole de la dureté.

~

Une voie permet de relier l'avenue des Moulins au rond-point de la Lyre en direction de la route de Mende ou du quartier Euromédecine, nous proposons de la dénommer :

Rue ALHAZEN 965-1039 Scientifique arabe

ALHACEN ou ALHAZEN, également connu sous le nom de IBN AL-HAYTHAM1 (Bassorah, 965 – Le Caire, 1039) est un mathématicien, philosophe et physicien arabe.

Un des premiers promoteurs de la méthode scientifique expérimentale, mais aussi un des premiers physiciens théoriques à utiliser les mathématiques, il s'illustre par ses travaux fondateurs dans les domaines de l'optique physiologique et de l'optique.

Certains, pour ces raisons, l'ont décrit comme le premier véritable scientifique: il a été un des premiers physiciens à étudier la lumière, un des premiers ingénieurs et un des premiers astronomes.

Son portrait figure également sur le billet iraquien de 10 000 dinars. Un autre hommage que l'on fit à Alhazen, fut de nommer l'astéroïde (59239) Alhazen en son honneur.

- Hôpitaux Facultés

Elément majeur de l'Opération Campus, le Pôle Balard est en cours d'aménagement, il s'agit de regrouper, sur le même site, les chercheurs et enseignants-chercheurs des trois instituts de chimie montpelliérains, les étudiants et les partenaires industriels. Un campus « intégré » de chimie de cette dimension sera unique en France. A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre, la Région Languedoc Roussillon a retenu l'équipe du Cabinet Trace Architectes associé aux architectes régionaux Boyer, Percheron et Assus pour construire l'espace formation du Campus Chimie Balard, intégrant à la fois la formation, la recherche et les entreprises. L'opération est financée dans le cadre de l'opération Campus et du contrat de projets Etat-Région. Au droit de cet équipement, le long de la rue du Professeur Emile JAMBRAU, un parvis va être aménagé, **nous proposons de le dénommer :**

Parvis Georges RICHARD 1909-1993 Recteur Bâtisseur Des universités modernes

Georges RICHARD est né en 1909 et décédé en 1993 ; il a été le recteur de l'Académie de Montpellier de 1958 à 1967. Chimiste organicien, le Professeur Georges RICHARD a été titulaire de la chaire de pharmacie clinique de la faculté de Nancy de 1945 à 1954 dont il deviendra le doyen en 1950. Il aura la charge de l'aménagement des nouveaux locaux de la faculté.

Après un passage à Besançon, il sera nommé à Montpellier et accompagnera la mutation des universités de Montpellier qui passeront pendant son mandat de 9 000 étudiants à 20 000.

Connu comme le « Recteur Bâtisseur », il est responsable de la construction de la quasi-totalité des universités actuelles: Sciences, Pharmacie et Lettres. La reconnaissance de son travail sera telle qu'il sera nommé recteur de l'académie de 1958 à 1967 puis de 1969 à 1979 alors que les recteurs ne sont habituellement nommés que pour 4 ans.

QUARTIER PORT MARIANNE

- Grammont

Une voie contourne le ZENITH en reliant l'Allée Manitas de PLATA à la rue Richard WRIGHT, **nous proposons de la dénommer :**

Rue Edmond FLEG
1874-1963
Intellectuel français

Edmond FLEGENHEIMER, dit Edmond FLEG, né le 26 novembre 1874 à Genève et mort le 15 octobre 1963 à Paris, était un écrivain, penseur, romancier, essayiste et homme de théâtre juif français du XXème siècle. Encore de nationalité suisse, il s'engage dans la légion étrangère pendant la première guerre mondiale. Il est l'auteur d'une vaste fresque poétique en quatre volumes. Il a également traduit une partie de la Bible en français : "Le Livre du Commencement : Genèse" (1946) et "Le livre de la sortie d'Égypte" (1963). Il a aussi été librettiste d'opéra pour Ernest BLOCH (Macbeth) et Georges ENESCO (Œdipe). Dès les années 1920, il fut le président d'honneur des Éclaireurs Israélites de France (E.I.F.), l'inspirateur et le conseiller de son fondateur Robert GAMZON. Il a été un grand combattant de l'antisémitisme et grand ouvrier du rapprochement et de la réconciliation entre Juifs et Chrétiens.

QUARTIER MOSSON

- Malbosc

Une allée fait le lien entre la passerelle AALIYAH (entre le Lycée Jean Monnet et le quartier Alco) et le Chemin de la Via Lemolicensis (chemin de Compostelle au niveau du rond-point de la Citoyenneté). Elle passe alors devant le Collège Alco, **nous proposons de la dénommer :**

Allée Paul RIVET
1876-1958
Ethnologue français

Paul RIVET est un médecin et ethnologue français né le 7 mai 1876 et mort le 21 mars 1958. Après une carrière comme ethnologue spécialisé dans les peuples du continent américain, il prendra la direction du Musée d'Ethnographie du Trocadéro qui deviendra le Musée de l'Homme installé dans le Palais de Chaillot. Il fut fondateur et président du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et élu conseiller de Paris en 1935. Il adresse le 14 juillet 1940 une lettre ouverte au Maréchal PETAIN, où il écrit : « Monsieur le Maréchal, le pays n'est pas avec vous, la France n'est plus avec vous ». Relevé de ses fonctions par le gouvernement de Vichy à l'automne 1940, il entre en résistance et poursuivi par la Gestapo, il fuit en Colombie, où il participe à la fondation de l'institut d'ethnologie colombien. Il est favorable à des négociations avec Ho Chi Minh pour conserver l'Indochine dans l'Union française et démissionnera de la conférence de Fontainebleau (juillet 1946). Signataire de « L'Appel pour le salut et le renouveau de l'Algérie française », il considère que l'inéluctable indépendance algérienne ne pourra être que progressive. À la demande de Guy MOLLET, il ira défendre les positions françaises sur l'Algérie devant l'ONU et dans les pays d'Amérique du Sud. Il était également membre de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, président du Conseil supérieur de la radiodiffusion et de la Commission française pour l'UNESCO.

QUARTIER CENTRE

- Antigone

L'allée Thomas SANKARA est une liaison piétonne entre le collège JOFFRE et le boulevard d'Antigone. A la demande de la famille, il est proposé de modifier la dénomination de cette allée en précisant que Monsieur SANKARA homme d'Etat africain fut Président du BURKINA FASO de 1983 à 1987.

**Allée Thomas SANKARA
1949-1987
Président du Burkina Faso 1983-1987**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame TROADEC-ROBERT sort de la séance.

Nancy CANAUD : Je voudrais vous remercier au nom de la famille du Recteur RICHARD qui est je crois dans les tribunes pour l'attribution du parvis dans la nouvelle zone du plan Opération campus. Ce parvis n'est pas encore aménagé, je pense que nous aurons le soin de l'inaugurer nous-mêmes lors du prochain mandat.

Madame le Maire : Je salue, puisque vous me dites qu'ils sont présents dans le public, la famille de M. RICHARD (1909-1993) qui était donc Recteur de l'Académie de Montpellier de 1958 à 1967.

**18- PRU Centre – Cité Gély
Aménagement d'une liaison piétonne à la salle de boxe Jean Farré
Marché à Procédure Adaptée
Autorisation de signer les marchés**

Philippe THINES :

Le projet de rénovation urbaine de la Cité Gély prévoit le réaménagement des espaces publics du quartier et la réorganisation des équipements publics.

Dans le cadre de ce projet la reconstruction de la salle de boxe Jean Farré vient d'être achevée en bordure du quartier, rue du Mas de Merle.

Afin d'ouvrir cet équipement public sur la Cité Gély, il a été prévu d'aménager un cheminement piéton accessible aux personnes à mobilité réduite qui relie la rue du Mas de Merle à la rue José Maria de Hérédia et permet d'offrir un nouvel accès à la salle de boxe.

Pour réaliser ce cheminement piéton accessible aux personnes à mobilité réduite il est nécessaire de reprendre l'ensemble du nivellement du secteur et réaménager l'espace environnant la salle de boxe.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières ;
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60%)
 - o Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 04 février 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : l'entreprise EUROVIA pour un montant total de 366 822,50 € HT ;
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise SPIE SUD-OUEST pour un montant de 33 503,40 € HT ;
- Lot 3 Espaces Verts : l'entreprise BRL ESPACES NATURELS pour un montant de 25 146,45 € HT

L'autorisation de programme pour cette opération est inscrite au budget de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

19- PRU Cévennes

Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis

**Marché à procédure adaptée
Autorisation de signer les marchés**

Philippe THINES :

Dans sa séance du 6 mai 2013, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud, entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis, dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain du quartier Cévennes – Petit Bard.

Dans la convention de groupement de commandes, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, de signer et d'exécuter les marchés.

La Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention, prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit changer sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et reprendre son réseau d'eau potable.

Compte tenu de l'encombrement du sous-sol et de l'imbrication de ces projets, il était souhaitable, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux.

Outre les réseaux humides, le projet prévoit le réaménagement de la rue Paul Rimbaud avec :

- la réduction de la largeur de la chaussée circulée à 6,00 m ;
- la création d'une piste cyclable à double sens côté nord de l'avenue ;
- la création de seuils d'entrées type « zone 30 » aux carrefours avec la rue d'Alco et la rue de la Gardiole ;
- la création de places de stationnement longitudinales ;
- la plantation d'arbres entre les places de stationnement ;
- l'enfouissement de tous les réseaux aériens jusqu'aux bâtiments ;
- Au droit du groupe scolaire du Petit Bard la création d'un parvis planté avec la création d'un plateau surélevé.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée dans le cadre d'un marché à procédure adaptée soumis à l'article 28-I du Code des Marchés Publics, selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières ;
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant dans le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise 60 % ;
 - o Prix des prestations 40 %.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 novembre 2013, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse du groupement d'entreprises **EIFFAGE TP / SOLATRAG / SOTEM / (UPEE7 sous-traitant)** pour un montant de travaux de 1 279 171,86 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2013I15.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'ensemble des membres du groupement, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

20- PAE TIERS ETAT

Aménagement de la 1ère phase de l'allée du Tiers Etat

Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES :

Au-delà des limites de la ZAC Consuls de Mer aujourd'hui achevée plusieurs opportunités foncières se sont présentées permettant de poursuivre le développement urbain du secteur, notamment le long de l'allée du Tiers-Etat, voie piétonne située en limite ouest de la ZAC Consuls de Mer, où plusieurs entités foncières présentent toutes les caractéristiques d'un secteur susceptible d'évoluer en secteur d'habitat collectif.

Ces terrains potentiellement constructibles sont uniquement desservis par l'allée du Tiers Etat, voie piétonne en impasse de 7,00 m de largeur, dépourvus de réseaux structurants.

Afin d'assurer la desserte de ces constructions tant en termes d'usage qu'en termes de raccordements aux réseaux, il a donc été nécessaire de prévoir le réaménagement complet de l'allée du Tiers Etat dans le cadre d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE), créé par délibération du Conseil Municipal du 16/12/2011.

Dans le cadre de ce PAE, la Ville s'est engagée à réaliser une première phase de l'allée du Tiers Etat pour assurer la desserte de la première opération de logements en cours de finition.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée, avec 3 lots (lot 1 voirie et réseau pluvial, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières ,
 - o Références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60%),
 - o Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 21 janvier 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie et réseau pluvial : l'entreprise COLAS pour un montant total de 206 263,20 € HT ;
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise CITEOS SAS TRAVESSET pour un montant de 54 842.50 € HT.

Le Lot 3 Espaces Verts a été déclaré sans suite.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, fonction 908-241.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

21- Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique - marché négocié - autorisation de signer le marché

Philippe THINES :

Le présent marché a pour objet les travaux de maintenance et de mise à niveau des équipements du contrôle d'accès centralisé de la zone piétonne du centre historique de la ville de Montpellier.

Compte tenu des éléments techniques de conception et de fabrication des équipements et des logiciels du contrôle d'accès au centre-ville existant, le marché ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

Il s'agit d'un marché à bons de commande négocié, sans mise en concurrence, passé selon une procédure négociée en application de l'article 35.II.8 du Code des Marchés Publics, se décomposant en deux lots :

- lot n° 1 : maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites ;
- lot n° 2 : maintenance des logiciels informatiques.

Ce marché est conclu pour une période initiale de un an à compter de sa notification , reconductible une fois, pour un an.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est le suivant :

Lot n° 1 :

- seuil minimum : 50 000 € HT
- seuil maximum : 400 000 € HT

Lot n° 2 :

- seuil minimum : 10 000 € HT
- seuil maximum : 50 000 € HT

Le jugement de l'offre se fonde sur les critères suivants :

Lot n° 1 :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%) ;
- prix des prestations (40%) ;

Lot n°2 :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (70%) ;
- prix des prestations (30%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 4 février 2014 a retenu l'offre économiquement avantageuse de la société CITINNOV pour le lot n° 1 - maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites, et pour le lot n° 2 - maintenance des logiciels informatiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0145 à la société CITINNOV :
 - pour le lot n° 1 : maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites ;
 - pour le lot n° 2 : maintenance des logiciels informatiques.
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 6156 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

22- Travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway - marchés à procédure adaptée - autorisation de signer les marchés

Philippe THINES :

Les présents marchés ont pour objet les travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore lumineuse des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway sur la ville de Montpellier.

Il s'agit de marchés à bons de commande passés selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, se décomposant en deux lots géographiques :

- lot n° 1 : secteur ouest ;
- lot n° 2 : secteur est.

Ces marchés sont conclus pour une période initiale de huit mois à compter de leur notification, reconductible trois fois, par périodes successives de un an (soit une durée totale de quarante-quatre mois).

Le montant total des commandes pour la durée initiale des marchés est le suivant :

- seuil minimum pour les lots n° 1 et n° 2 : 100 000 € HT ;
- seuil maximum pour les lots n° 1 et n° 2 : 600 000 € HT.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

* au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières ;
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise.

* au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %) ;
- niveau de prix (40 %).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 21 janvier 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- le groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 1 secteur ouest ;
- le groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 2 secteur est.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution des marchés n° 3D0515 :
 - au groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 1 ;
 - au groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 2.
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 6156 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

 Mesdames DE LA GRANGE, DOMBRE-COSTE, BENEZECH, TROADEC-ROBERT reviennent en séance.
 Madame BONIFACE-PASCAL sort de la séance.
 . -----

23- Convention financière Ville/Communauté d'Agglomération pour l'adaptation d'équipements de la Ville liés au tramway lignes 4 et 5

Philippe THINES :

Par délibération en date du 26 mars 2012, la commune de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération et son mandataire TAM à implanter sur le domaine public les ouvrages du tramway, pour l'extension de la ligne 4 et la création de la ligne 5, et à réaliser les travaux nécessaires.

Cette opération impacte des équipements très spécifiques de la Ville, dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par l'Agglomération. Il s'agit :

- du réseau « PEGASE » et de ses équipements, dont certaines parties des câbles de fibres optiques sont à dévier sur une dizaine de secteurs, et huit caméras de télésurveillance reliées au CSU sont à déplacer ;
- du système centralisé de gestion des carrefours à feux « PETRARQUE », à adapter et à étendre à tous les carrefours à feux concernés par l'extension de la ligne 4 et la ligne 5 du tramway, pour, d'une part, prendre en

compte la priorité des rames du tramway et pour, d'autre part, optimiser la sécurité et la gestion de la circulation générale.

Le même processus a d'ailleurs été mis en œuvre avec succès pour les lignes 1, 2, 3 et 4 du tramway.

Pour les interventions sur le réseau « PEGASE » et les caméras du système de surveillance urbain (CSU), seuls la Ville et son service technique gestionnaire ont qualité et compétence pour intervenir sur ce réseau, qui doit rester en service à toutes les étapes des modifications. La Ville reste donc maître d'ouvrage et maître d'œuvre des interventions rendues nécessaires pour l'implantation de l'extension de la ligne 4 et de la ligne 5 du tramway, sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Pour l'adaptation et l'extension du système « PETRARQUE », permettant d'assurer la priorité des rames de tramway aux feux tricolores, seule la Ville est gestionnaire de la circulation sur son territoire, avec des équipements complexes et adaptés. En conséquence, pour les opérations de régulation du trafic et de gestion des feux tricolores sur l'ensemble des secteurs concernés par le tracé du tramway, et l'adaptation du plan de circulation, il est nécessaire que la Ville de Montpellier conserve la maîtrise d'œuvre de ces travaux en les intégrant dans l'ensemble des prestations d'adaptation du système « PETRARQUE » existant.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération demande donc à la Ville de procéder à ces prestations, et en accepte le remboursement sur justificatifs, dans le cadre de la convention.

Le coût prévisionnel de ces deux opérations est établi à 1 600 700,00 € HT, soit 1 920 840,00 € TTC (valeur Janvier 2014), dont les détails et modalités d'actualisation sont décrits dans la convention.

La convention entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit en outre que les ouvrages réalisés sont propriété de la Ville, qui en assumera l'entretien et la gestion dès le prononcé de la réception des travaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Philippe THINES : Rien de particulier. Cela prouve que nous avons un bon partenariat avec l'Agglomération lorsqu'il s'agit de gérer les affaires des Montpelliérains.

Anne-Rose LE VAN : Bonjour. Je voulais prendre la parole car nous nous demandons sur quel tracé vont porter ces aménagements, car pour rappel sur la ligne cinq notamment, des questionnements et même des incertitudes existent sur le tracé. Une association a attaqué la DUP de la ligne cinq. Des promesses électorales ont également été faites de sanctuariser le Parc Montcalm. La question se pose dans ce cas de laisser circuler le tram au cœur du parc, puisqu'à l'origine du projet, le tram devait longer un quartier de logements. Le tram desservira là le parc. Au niveau du Front de Gauche, nous nous sommes positionnés clairement pour le tracé C, c'est-à-dire le long de la route de Lavérune, qui permet de servir le parc en moins de cinq minutes à pied, mais surtout qui dessert les quartiers populaires, Cité Paul Valéry, Pas du loup, qui auraient bien besoin d'être correctement desservis dans la ville. Vu le coût de ces travaux, nous ne comprenons pas pourquoi cette délibération est prise maintenant alors que ces questions concernant le tracé ne sont pas réglées.

Serge FLEURENCE : Dans tous les cas, nous devons bien décider tout de même pour la réalisation de la fin de la boucle qui est un morceau de la ligne cinq, que les Montpelliérains attendent avec impatience. *[interjection]* La boucle de la ligne quatre est un morceau de la ligne cinq. M. SUBRA sera plus clair que moi. Arrêtez de dire n'importe quoi, je vous en prie, car les journalistes le reprennent sans même vérifier. La ligne cinq ne traverse pas le parc. Elle passe en lisière du parc.

Jacques DOMERGUE : Je vais rectifier la vérité. *[brouhaha]* Je vais dire la vérité. Je vais rectifier ce qu'a dit M. FLEURENCE, car il est évident que sur ce dossier, je ne voulais pas parler du tramway mais des feux, mais peu importe. Sur ce dossier puisque vous l'évoquez, nous avons deux discours qui correspondent l'un au Président de l'Agglomération, et l'autre au candidat. Je m'explique. Le Président de l'Agglomération a entériné un tracé. Une DUP a été signée. Ce tracé passe en plein milieu du Parc Montcalm. *[interjection]* Prenez le plan M. SUBRA, et vous verrez.

Serge FLEURENCE : Laissez-le parler, car comme tout ce qu'il dit est complètement faux, laissez-le donc s'enfoncer, vous lui répondrez après, M. SUBRA.

Jacques DOMERGUE : Je m'enfonce, mais les Montpelliérains doivent le savoir. Dans le discours du Président, le tram traverse le parc, voilà qui rassure tout le monde. Cependant le discours du candidat dit que le tram ne traverse pas le parc, sauf que si nous ne le traversons pas, nous avons besoin d'une nouvelle DUP pour aller vers un nouveau tracé. Aujourd'hui, la portion qui va être démarrée et que vous étiquetez comme étant un segment de la ligne cinq, n'est autre que le bouclage de la boucle du centre-ville, qui est la portion numéro quatre. Vous me direz qu'entre quatre et cinq, une partie est commune : j'en conviens. Toutefois, puisque vous le dites, les Montpelliérains doivent savoir qu'aujourd'hui, le tramway, si la liste MOURE est élue, passera au milieu du parc, avec ou sans les Verts. Assumez-le.

Serge FLEURENCE : Avez-vous terminé M. DOMERGUE ? *[brouhaha]* Nous ne pouvons pas assumer vos erreurs. Vous les assumez vous-même. Je constate qu'il est temps que la campagne électorale finisse, car nous discutons de feux tricolores, et vous introduisez la ligne cinq. C'est l'art de faire entrer par la fenêtre ce que nous avons sorti par la porte. Si chaque fois que nous parlons d'un sujet pas très éloigné par exemple de la ligne cinq, vous introduisez la ligne cinq dans le débat, c'est un moyen de réintroduire dans ce Conseil municipal encore des choses dont nous n'avons pas à discuter au cours de cette délibération, je suis désolé. M. SUBRA vous êtes inscrit, je vous en prie, prenez la parole. Ensuite parlent encore M. PASSET et M. THINES.

Robert SUBRA : Merci M. le Président. Je m'attendais bien à cela, pour cette dernière séance. Autant essayer de clarifier quelque chose que nous ne suivons plus, au fur et à mesure, sans que je sache vraiment pourquoi. Mme LE VAN, il n'est pas question de dire que nous préférons tel ou tel tracé. Nous avons proposé à l'enquête publique un tracé. Nous ne l'avons pas proposé au doigt mouillé. Ce tracé dessert des logements et des emplois. Trois étaient possibles : par la route de Lavérune, dans le parc et un troisième par la route de Toulouse. Parmi les choses à desservir figure effectivement l'avenue Paul Valéry et c'est le cas avec le tracé proposé via la station Marcel Pagnol, mais nous avions également l'ensemble Providence Ovalie. Nous avons regardé les trois et les commissions d'enquêteurs ont accepté notre solution numéro deux sans aucune observation ni remarque. Nous n'avons donc pas à revenir aujourd'hui sur tel ou tel tracé. Aucune observation ni remarque ne figurent sur ce tracé qui a été proposé par les commissions d'enquêteurs. Je tiens à vous dire qu'avec Serge FLEURENCE, ils ont rencontré tout le monde des associations. Nous ne les avons pas désignés. Le tribunal administratif de Montpellier l'a désigné et c'est le tracé qu'a choisi la DUP. Je vais maintenant éclairer autant que faire se peut l'esprit de M. DOMERGUE, car de toute façon, depuis que je le connais et qu'il est élu, il n'a jamais rien compris au tramway et du reste, il ne l'a jamais emprunté, je crois même qu'il en a peur. Enfin, je vais essayer d'expliquer. Lorsque nous avons tracé la ligne de tramway à travers l'EAI, *[brouhaha]* Il s'agit du tramway de l'avenue de Toulouse. Je vais essayer d'éclaircir.

Serge FLEURENCE : M. DOMERGUE, asseyez-vous. Vous n'êtes pas à l'Assemblée ici, c'est terminé.

Robert SUBRA : *[brouhaha]* Je savais que j'aurais du mal à y arriver! Lorsque nous avons travaillé sur le passage de la ligne de tramway à travers la partie comprise entre la rue des Chasseurs et la rue de Bugarel, plusieurs tracés existaient compte tenu des demandes des commissions d'enquêteurs, ainsi que des personnes que nous avons rencontrées tout au long de l'enquête. Nous avons pris la décision de présenter un projet, et non pas deux. Il suffit d'aller à la Préfecture et de regarder le tracé. Allez-y, ce n'est pas difficile. Je dis même aux journalistes que je suis prêt à les conduire. Vous verrez que le tracé est en bordure nord du parc, il ne le traverse pas mais il le longe. J'ai entendu de sombres conneries...

Serge FLEURENCE : Arrêtez M. DOMERGUE, allez voir le tracé au lieu de gesticuler comme un sémaphore.

Robert SUBRA : Vous pouvez le consulter gratuitement. Par ailleurs, je reviendrai plus tard sur la position du Président, j'entends dire *[interjection]* J'entends dire que l'impact du tramway sur le parc...

Serge FLEURENCE : M. DUMONT, vous avez du public dans la tribune. Laissez-les écouter le débat, respectez ces personnes afin qu'elles puissent écouter le débat tranquillement, je vous en prie.

Robert SUBRA : Le tracé est en bordure de la limite du parc, très proche de rue Fontcouverte. Je puis vous dire si cela vous intéresse que l'impact de la ligne de tramway sur le parc dans sa bordure représente exactement 3200 m² engazonnés, où nous ne touchons rien. Si nous ne n'avions pas mis là, nous n'aurions pas eu la DUP. Nous ne sommes tout de même pas idiots, que croyez-vous ? Une autre étape existe ensuite. Conjointement, un projet de la Ville a eu lieu avec des logements en bordure de cette voie de tramway. Je ne suis pas le candidat Jean-Pierre MOURE, mais je sais qu'il a pris l'engagement avec nos camarades Verts de ne pas construire ces logements et de sanctuariser ce parc. Il s'agit d'un engagement politique, en général Jean-Pierre MOURE tient ses engagements. Contrairement à vous, remarquez, vous n'en tenez pas mais vous n'en avez pas à prendre. Je peux vous assurer qu'en ce qui concerne le passage du tramway à travers tout l'ensemble de l'EAI, cela a été fait et accepté sans aucune observation, ni sur l'EAI, ni sur le Parc Montcalm, ni sur la rue de Bugarel, avec tous les immeubles qui y sont, et tout le monde est satisfait, car cela dessert le plus d'emplois et le plus de personnes. Sans cela, nous n'aurions pas eu la DUP, et aujourd'hui vous triompheriez.

Michel PASSET : Au sujet de la ligne cinq, je suis un peu surpris par le débat. Aussi bien M. DOMERGUE que la majorité socialiste ou les Verts, vous voulez quand même plus de pouvoir aux intercommunalités (ce n'est pas mon opinion, mais le débat n'est pas là). Autant que je me souviens, M. SUBRA, le tracé de la ligne cinq a été adopté à l'unanimité par le Conseil d'agglomération. Dans ce Conseil d'agglomération figurent l'ensemble des composantes politiques ici présentes. Nous votons une chose à un endroit, et le contraire est dit 250 m à côté. Un certain problème de cohérence existe. *[interjection]* Laissez-moi terminer M. DOMERGUE, je ne vous ai pas coupé. Vous démontrez là... *[interjection]* Je suis bien content de m'en aller, car vous ne serez vraiment pas un Maire tolérant, vu le comportement que vous avez aujourd'hui. Je voudrais dire que nous ne pouvons tout de même changer d'opinion tous les 250 m.

Le dernier point sur lequel je voulais intervenir, par rapport à ceux qui font la démocratie, est que nous avons pris un engagement par rapport à l'emplacement de la Cité de la jeunesse dans lequel figure une donnée essentielle qui est le tracé de la ligne cinq, car ce sont des milliers de jeunes qui vont se déplacer entre les Universités et la Cité de la jeunesse. *[interjection]* Vous ne le savez pas ? Vous n'êtes pas très bon si vous ne le savez pas. Déjà, les jeunes ont pris du retard suite à une modification de la destination du bâtiment qui était réservé à la Cité de la jeunesse pour la construction d'un lycée, je n'y reviens pas. Nous ne devrions tout de même pas leur faire à nouveau le coup de leur dire que ce que vous avez promis hier n'est plus valable aujourd'hui.

Mme le Maire : M. THINES, en tant que rapporteur, voulez-vous ajouter quelque chose ?

Philippe THINES : Simplement pour dire qu'il ne s'agit pas du tout de parler du tracé puisque cela se passe à l'Agglomération, mais du déplacement des réseaux PEGASE et des fibres optiques, et de sécuriser les feux tricolores. Jusqu'à maintenant, il n'existe pas de feux tricolores dans le parc, cela ne concerne pas non plus ce tronçon. Il s'agit d'une question de sécurité pour effectuer les travaux.

**24- Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles,
bisannuelles, graines, orangeries.
Autorisation de signer l'avenant n°1 du marché OG57270**

Philippe THINES :

Par délibération du 26/07/2010, la Ville de Montpellier a confié les lots F, G et H du marché Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles, bisannuelles, graines, orangeries à la société PLAN ORNEMENTAL pour un montant de 56 000 € HT maxi.

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de PLAN ORNEMENTAL à BALL DUCRETET, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : fusion-absorption entre les deux sociétés.
A compter du 1^{er} octobre 2013, le nouveau titulaire du contrat s'est engagé à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

Ces modifications doivent être constatées par l'avenant n°1 du marché OG57270.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'avenant n°1 joint en annexe de la délibération.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**25- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D)
Demande de Subventions**

Régine SOUCHE :

Dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a engagé une démarche d'évaluation en continu de sa politique de prévention et de sécurité sur le territoire communal.

Pour ce faire, une Convention Industrielle de Formation et de Recherche (CIFRE) d'une durée de trois ans avec le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publique de Grenoble a été adoptée par délibération du Conseil Municipal n° 2012/68 en date du 6 février 2012.

L'objectif de ce partenariat est de s'inscrire dans une démarche cohérente et pérenne de l'évaluation de nos politiques publiques de prévention de la délinquance par l'intervention d'un doctorant en position d'évaluateur interne au sein de la collectivité.

Le financement de ce partenariat peut faire l'objet d'une demande de subvention complémentaire auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) destiné à financer la réalisation d'actions dans le cadre des plans de prévention de la délinquance et dans le cadre de la contractualisation mise en œuvre entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) ;
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**26- Marché d'intervention de sécurité - Gardiennage des bâtiments communaux - Ouverture et fermeture de locaux
Autorisation à signer le marché**

Régine SOUCHE :

La Ville de Montpellier a lancé un marché de services permettant de désigner un prestataire chargé des interventions de sécurité, du gardiennage des bâtiments communaux et de l'ouverture et fermeture de locaux.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 15 novembre 2013, un avis d'appel public à la concurrence pour une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 30 du code des Marchés Publics. Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 21 janvier 2014, a décidé d'attribuer le marché à la société désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Entreprise	Moyenne de la consommation annuelle en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
Générale Industrielle de Protection Languedoc Roussillon 34970 Lattes	450 000,00	140 213,64

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 21 janvier 2014,
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville : Fonction : 921120 – Nature : 6282,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité

27- Marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140

Lot n° 1 : Accueil et sécurité

Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée

Autorisation de signer l'Avenant de transfert entre les sociétés : Agence de Sécurité Intégrale et Isopro Sécurité Privée Sud-Ouest

Régine SOUCHE :

La société Agence de Sécurité Intégrale Immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 520 931 593 SARL au capital de 15 000 Euros sise 124 Avenue de Paris – 94800 Villejuif et mandataire du groupement d'entreprises solidaires : Agence de Sécurité Intégrale / Global Organisation Services / Alpha Protect cède son marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140 dans le cadre du rachat du fonds de commerce à la société Isopro Sécurité Privée Sud-Ouest immatriculée au RCS de Montpellier sous le n° 794 887 919 SARL au capital de 50 000 Euros sise 429 de l'industrie – 34000 Montpellier.

Il convient donc d'établir un avenant de transfert des marchés existants vers l'entreprise ISOPRO SECURITE PRIVEE SUD OUEST qui devient mandataire du groupement d'entreprises solidaires : Isopro Sécurité Privée Sud Ouest / Global Organisation Services / Alpha Protect et s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations des contrats initiaux concernant la sécurité et l'accompagnement évènementiel selon les deux lots suivants :

Libellé du lot	Numéro du marché	Notification initiale
Lot n° 1 : Accueil et sécurité	2i09114A	01/07/2013
Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée	2i09114B	01/07/2013

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant de transfert avec la société ISOPRO SECURITE PRIVEE SUD OUEST et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité

28- Convention de développement de l'émission Fête de la Musique le 21 juin 2014

Philippe SAUREL :

Dans le cadre des événements liés à la Fête de la Musique 2014 se déroulant le samedi 21 juin 2014, le groupe France Télévision a confié à la société DEGEL PROD la production d'un grand concert qui sera diffusé en première partie de soirée sur France 2 et proposé à la Ville de Montpellier de l'accueillir sur la place de la Comédie, de 20h45 à 0h00. La retransmission télévisée de ce concert s'adressera à un public pouvant aller jusqu'à 6 millions de téléspectateurs.

Ce concert sera ouvert à l'ensemble des Montpelliérains et totalement gratuit. Il contribuera à assurer la découverte et le rayonnement de Montpellier. Il accueillera des artistes de renommée nationale et internationale et associera des acteurs culturels du territoire Montpelliérain. Eu égard à l'intérêt de cette manifestation pour la Ville de Montpellier, la place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle seront mises à disposition du producteur à titre gratuit pendant 12 jours, ce qui correspond à une contribution valorisée à 453 000 €.

La convention intitulée «Convention de développement de l'émission, Fête de la Musique le 21 juin 2014 », fixe les conditions et les modalités d'organisation de l'émission et définit les engagements réciproques de chacune des parties.

Compte tenu de l'intérêt du projet et afin de soutenir l'organisation sur notre territoire d'un concert gratuit, télédiffusé sur une grande chaîne de télévision nationale, la Ville de Montpellier a décidé de contribuer au développement de la manifestation par un apport financier direct de 300 000 euros TTC. La convention précitée jointe en annexe précise les diverses contributions et apports en industrie consentis par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de développement de l'émission « fête de la musique 2014 » entre la société DEGEL PROD et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- De dire que la dépense correspondante, soit 300 000 € TTC sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 920 ;
- D'autoriser les diverses contributions et apports en nature décrits dans la convention ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles de Gaulle.;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

29- Cinéma Nestor Burma

Adoption du tarif de 4€ pour les spectateurs de moins de quatorze ans

Philippe SAUREL :

Depuis le 1er janvier 2014, la Fédération Nationale des Cinémas Français (FNCF) a proposé aux cinémas d'appliquer un tarif spécifique pour les spectateurs de moins de quatorze ans. Le montant est désormais de 4 euros (hors supplément 3D). Cette mesure a été rendue possible par la baisse de la TVA pour les cinémas, fixée depuis le 1^{er} janvier 2014 à 5.5%

Concernant les films à destination du Jeune Public labellisés « Ecran des Enfants » au Cinéma Nestor Burma, le tarif de 3 € pour tous les spectateurs sera maintenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le tarif de 4€ pour les spectateurs du cinéma Nestor Burma âgés de moins de quatorze ans ;
- De maintenir le tarif de 3€ pour tous les spectateurs de films labellisés « Ecran des Enfants »
- D'intégrer ce nouveau tarif de 4 € aux tarifs de la Ville pour l'année 2014 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

30- Comédie du Livre

Autorisation de dépôt de demande de subventions et aides directes à la venue d'auteurs invités par la Ville

Philippe SAUREL :

A l'occasion de la 29e édition de la Comédie du Livre, la Ville de Montpellier a décidé de mettre à l'honneur les 23, 24 et 25 mai 2014 les littératures nordiques contemporaines.

Pendant ces trois jours, une trentaine d'écrivains islandais, norvégiens, suédois, danois et finlandais, invités par la Ville de Montpellier, participeront à une très riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures.

Dans ce cadre, suite aux échanges avec les représentants des pays dont sont originaires les écrivains concernés, il s'est avéré la possibilité pour la Ville de Montpellier de solliciter auprès de leurs structures et instituts culturels,

des aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais de transport relatifs à la venue des auteurs. Les institutions sollicitées sont notamment :

- Pour la Norvège : Norla, Centre pour la littérature norvégienne à l'étranger
- Pour la Finlande : FILI, Finnish Literature Exchange
- Pour l'Islande : Islit, Icelandic literature center
- Pour la Suède : Swedish Art Council
- Pour le Danemark : Danish Arts Agency – literature centre
- Pour le Fonds Culturel Nordique : Norden, Nordic Culture Fund

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt, auprès des structures institutionnelles, instituts culturels et ambassades islandais, norvégiens, suédois, danois et finlandais, de dossiers de demandes d'aides relatives à la prise en charge ou au règlement des frais de transport et de séjours des auteurs invités dans le cadre de la Comédie du Livre ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- **D'approuver l'inscription en dépenses, au budget de la Direction Culture et Patrimoine pour l'organisation de la Comédie du Livre, du montant correspondant aux aides perçues;**
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31- Association Cœur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion. Elle organise avec ces libraires des actions collectives de valorisation de leur rôle en tant qu'acteurs essentiels de la chaîne du livre et permet la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre. Ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités – hors littératures étrangères invitées - par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; surtout, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Ainsi, l'association développe à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de la lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possibles : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et

programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires.

De même, pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2014 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire du pays invité : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire du pays invité. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, la plupart du temps, par des enseignants de l'Université Montpellier III.

Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 4 800 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2014, autour des littératures nordiques, est le suivant : jeudi 23 janvier : les Sagas islandaises, jeudi 20 février : Elias Lönnrot et le Kalevala, jeudi 20 mars : Hans Christian Andersen, jeudi 24 avril : Ibsen vendredi 23 mai : Selma Lagerlöf.

Par ailleurs, l'association est une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier de l'État (Centre National du Livre + DRAC + Contrat aidé) : 39 446 euros en 2013, de la Région Languedoc-Roussillon : 47 000 euros en 2013, et du Conseil général : 2 000 euros.

La manifestation Comédie du Livre proprement dite, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, consiste en trois jours de rencontres littéraires permettant au public de découvrir une littérature étrangère ; elle favorise la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains et met en valeur le réseau des librairies indépendantes qui maille le territoire de la ville ; elle offre des moments de découverte de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 29^{ème} édition se déroulera les 23, 24 et 25 mai 2014 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures nordiques.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

L'association Cœur de Livres participe au comité de pilotage et aux différentes réunions de programmation de la manifestation placée sous l'autorité de la Ville.

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association Cœur de Livres et ses projets.

Pour cela elle met gratuitement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut-être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une demande de subvention de 100 000 euros pour son fonctionnement ; n° de dossier 000246.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget prévisionnel 2014
de l'association Cœur de Livres

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats et services	136 605	127 953	Subventions	231 019	234 429
Salaires et Charges de personnel	94 975	105 262	<i>DRAC</i>	3 000	6 000
Impôts et Taxes	2 087	1 568	<i>CNL</i>	22 000	25 000
Autres Charges	416		<i>Ville</i>	162 000	100 000
Dotations amortissements	702	500	<i>Région</i>	44 019	50 000
Charges financières	213	50	<i>Agglomération</i>	-	5 000
-	-	-	<i>Conseil général</i>	-	2 000
-	-	-	<i>Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)</i>	-	4 600
-	-	-	<i>Contrat aidé</i>	-	15 444
-	-	-	Autres partenaires	-	26 385
-	-	-	Cotisations	900	904
Totaux	234 998	235 333	Totaux	231 919	235 333
Excédent :	-	-	Perte :	3 079	-

Mise à disposition annuelle des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque : 15 000 €

Mise à disposition de la Salle Pétrarque pour les 4 Rencontres littéraires : 4 800 €.

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat avec la Ville, considérant aussi que son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre – qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association par des actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville – *Rencontres littéraires, Escapades en Librairie, Raconte moi le livre, lectures de traverses* – contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé de lui attribuer une subvention au titre de l'exercice 2014 de 100 000 € pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat jointe en annexe accompagnée du budget prévisionnel global 2014.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1876	Cœur de Livres	F	100 000 €
	TOTAL		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 100 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

32- Association Allons'Z'Enfant - Cie Didier Théron

Attribution d'une subvention

Convention de partenariat

Philippe SAUREL :

L'association Allons'Z' Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie de danse particulièrement active dans le quartier Mosson où elle est implantée. Cette compagnie occupe, par une convention signée en 1992, l'Espace Bernard Glandier, un lieu jouxtant le Théâtre Jean Vilar.

La Ville de Montpellier assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs et au public. Cet espace de plus de 327 m² comprend des bureaux, une salle de danse et un espace permettant l'accueil du public. Ces locaux sont mis à disposition de l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron à titre gracieux. La valorisation du loyer s'élève annuellement à 36 047 €.

La compagnie créée en 1986, emploie 46 salariés dont 32 sont intermittents du spectacle, dirigée par le chorégraphe Didier Théron. A travers une ligne de conduite artistique construite autour de 3 mots : Résider - Résonner – Résister, la compagnie propose depuis 27 ans des spectacles qui connaissent bien au-delà du quartier dans lequel ils sont créés une renommée internationale. Elle est régulièrement présente dans de nombreux festivals dont celui de « Montpellier Danse ». Outre ces événements de prestige, cette compagnie travaille tout au long de l'année avec les acteurs sociaux et culturels du quartier Mosson, les médiathèques, les écoles et collèges, ainsi qu'avec des associations culturelles. Elle a en outre participé à travers la programmation d'un spectacle à la ZAT Mosson d'avril 2013.

Cette compagnie est soutenue par l'ensemble des institutions, État, Région, Département, Agglomération, Ville. L'aide de la Ville de Montpellier est versée au titre du fonctionnement.

Concernant l'Espace Bernard Glandier, celui-ci sert en priorité au travail de la compagnie, création, répétition, diffusion ; la compagnie y dispense aussi des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de création et de diffusion de la danse, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 25 000 € pour assurer le fonctionnement de son lieu et de sa Compagnie (n° de dossier : 000343), et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe.

Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron : Compte de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014.

Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats	57 118	9 100	Produits d'exploitation	70 261	169 850
Services extérieurs		84 620	Cotisations	-	250
Salaires et charges	157 992	215 513	Subventions	172 332	143 000
Impôts et taxes	3 498	3 867	<i>DRAC</i>	<i>108 768</i>	<i>68 000</i>
Dotations aux amort. et risques	13 249	-----	<i>Ville</i>	<i>25 384</i>	<i>35 000</i>
Autres charges	1 593		<i>Région</i>	<i>25 000</i>	<i>15 000</i>
Charges financ. et excep.	2 500	-----	<i>Conseil Général</i>	<i>7 000</i>	<i>7 000</i>
			<i>Autres</i>	<i>6 180</i>	
Impôts sur les bénéfices	3 690	-----	<i>Communauté d'Agglomération</i>	-	<i>10 000</i>
-----	-----	-----	<i>Réseau En Scène/Institut Français</i>	-	<i>8 000</i>
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	19 753	-----
Total	239 640	31300	Total	262 346	313 100
Excédent	22 706				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2432	Allons'Z'Enfants – Cie Didier Théron	F	25 000 €
	Total		25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**33- Attribution de subventions de fonctionnement à des compagnies de théâtre,
de danse et à des groupes de musique
Exercice 2014**

Philippe SAUREL :

Reconnaissant l'importance qu'ont les compagnies de danse, de théâtre ainsi que les groupes de musique dans le domaine du spectacle vivant tant au niveau des enjeux artistiques, sociaux, économique que territoriaux, la

Ville de Montpellier conforte son aide financière pour 2014 à travers le versement de subventions de fonctionnement afin d'assurer la pérennité de ces acteurs culturels sur le territoire de la Ville.

L'engagement de ces compagnies et groupes musicaux est essentiel à la richesse et à la vitalité artistique de notre cité. Leurs activités dans le domaine du spectacle vivant participent au rayonnement de la Ville de Montpellier et de sa richesse artistique. Ces associations œuvrent également à la diversité des esthétiques de création ainsi qu'à la transmission ou au renouvellement des répertoires.

Les attributions ont été conditionnées par les critères suivants : qualité et contenu artistique ; niveau de professionnalisation des équipes artistiques ; capacité à travailler en réseau et à inscrire son travail dans un projet de territoire ; originalité des projets ; appartenance à une structure de mutualisation ; territoires de diffusion ; montant des aides apportées par les autres collectivités ; rayonnement de la structure.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions de fonctionnement aux 52 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 205 000 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
	Compagnies de danse		
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement	9 500
597	HORS COMMERCE	Fonctionnement	9 500
1240	SATELLITE	Fonctionnement	2 000
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Fonctionnement	3 000
2857	SINGULIER PLURIEL	Fonctionnement	2 500
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement	7 500
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement	3 500
3252	ASSOCIATION ACHLES	Fonctionnement	5 000
3311	COMPANIA INESPERADA	Fonctionnement	5 000
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement	2 000
3455	ARTEFACTDANSE	Fonctionnement	2 000
3668	COMPAGNIE COMME CA	Fonctionnement	5 000
3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement	7 500
4377	PULX	Fonctionnement	2 500
4723	APPEL DU GESTE ACTUEL	Fonctionnement	1 500
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement	2 000
5020	ASSOCIATION STELLA-MURRAY BROSCHE PRODUCTIONS	Fonctionnement	4 500
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement	7 000
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement	5 000
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Fonctionnement	2 000
	Groupes de musique		
286	ENSEMBLE INSTRUMENTAL CONTREPOINT	Fonctionnement	500
412	INTENSITES	Fonctionnement	5 000
3314	BLABLA PRODUCTION	Fonctionnement	2 000
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement	3 000
5361	L OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement	2 000
	Compagnies de théâtre		
473	LE BAO	Fonctionnement	2 000
532	ATHOME	Fonctionnement	2 000
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement	3 000

1176	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	Fonctionnement	2 000
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement	4 000
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement	3 000
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement	2 000
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement	2 000
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement	2 500
3185	LA COMPAGNIE DU PAS'SAGE - RENCONTRES SCENE JEUNESSE CDP RSJ	Fonctionnement	2 000
3270	CAUSE TOUJOURS	Fonctionnement	1 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	3 000
3617	COMPAGNIE POINT DU JOUR	Fonctionnement	4 000
4214	U STRUCTURE NOUVELLE	Fonctionnement	9 000
4364	EXIT COMPAGNIE	Fonctionnement	8 000
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement	5 000
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement	1 000
4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement	10 000
4941	ASSOCIATION AMADEE	Fonctionnement	1 000
4951	ASSOCIATION BRUIT QUI COURT	Fonctionnement	6 000
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement	4 000
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement	5 000
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement	10 000
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Fonctionnement	2 000
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement	6 000
5388	INTIME CAMARADE	Fonctionnement	2 500
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement	2 000
	TOTAL		205 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 205 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BONIFACE-PASCAL revient en séance.

34- Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles

Exercice 2014

Philippe SAUREL :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant leurs projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale.

La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine ; mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune ; originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales) ; adéquation budget/objectifs ; participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 80 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 297 900 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
	Arts Visuels		
1795	LIVING ROOM ESPACE DE CREATION CONTEMPORAINE	Fonctionnement	3 000
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000
857	A LA BARAK ATELIER DE PHOTOGRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	3 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Fonctionnement	5 000
	Audiovisuel et médias		
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement	900
1281	KAINA	Fonctionnement	7 500
5132	KINO MONTPELLIER	Projet	1 000
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 500
1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	Projet	1 000
1748	Les Rencontres du Court	Projet	3 000
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	2 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Projet	5 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet	1 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Fonctionnement	5 000
5833	ASSOCIATION FESTAFILM	Fonctionnement	1 000
2255	LA STATION MAGNETIQUE	Fonctionnement	500
	Culture scientifique et technique		
5358	ASSOCIATION DES CAFES	Fonctionnement	500

	GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER		
	Livre		
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	1 000
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement	1 000
3064	LACHE LES MOTS	Fonctionnement	1 000
5129	CELEPHAIS - BLACK MAMBA	Fonctionnement	1 000
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE	Fonctionnement	20 000
5386	GRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement	1 000
5044	CAFE DES AMIS DU JOURNAL L'HUMANITE AMIS HUMA 34	Fonctionnement	1 000
	Associations pluridisciplinaires		
3051	LEZ'ARTS M3	Projet	500
5374	APAAAV	Fonctionnement	4 000
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	6 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement	20 000
4389	ARDEC	Fonctionnement	10 000
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	5 000
	Spectacle Vivant - Danse		
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement	1 500
2683	LES GENS DU QUAI	Fonctionnement	7 000
3786	DANSER BONHEUR	Fonctionnement	1 500
4928	VILCANOTA	Fonctionnement	3 000
5643	A BAILAR TANGO	Projet	1 000
	Spectacle Vivant - Musique		
161	CLUB LYRIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Fonctionnement	1 500
444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	Fonctionnement	500
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement	1 000
1149	VENT DU SUD	Fonctionnement	2 000
1274	UN ORGUE DANS LA VILLE	Fonctionnement	1 000
1461	COLLECTIF KOA	Projet	6 000
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	2 500
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement	1 500
1946	CRESCENDOC	Fonctionnement	4 000
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSS	Fonctionnement	4 000
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER JCM	Fonctionnement	1 500
3745	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	Projet	17 000
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement	15 000
4185	ACTE CHANSON	Fonctionnement	3 000
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Projet	3 000
4923	280 COMMUNICATIONS	Fonctionnement	1 000
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	14 000
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement	500
5106	LE CAFE DU COMPTOIR	Fonctionnement	2 000
5156	ASSOCIATION TAF PRODUCTION	Fonctionnement	4 000
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement	2 000

5398	MELTING POT MUSIC	Projet	3 500
5474	NEDA, IRAN EN CHŒUR	Fonctionnement	500
5537	MOM'ART FACTORY	Fonctionnement	1 000
	Spectacle Vivant - Théâtre		
58	ATELIER THEATR'ELLES	Fonctionnement	6 000
231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Fonctionnement	2 000
1595	LE CRI DEVOT	Fonctionnement	1 000
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement	1 000
1949	THEAVIDA	Projet	4 000
1968	IDEOKILOGRAMME	Fonctionnement	1 000
2558	LES MURS D'AURELLE	Fonctionnement	5 000
3005	SONORITES	Fonctionnement	5 000
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Fonctionnement	9 000
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR CDAC	Fonctionnement	20 000
3991	BAGAGES D'ACTEURS THEATRE POESIE LITTÉRATURE	Fonctionnement	1 000
4010	L'AUTRE THEATRE	Projet	2 000
4936	INTERSTICES	Fonctionnement	2 000
4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	2 000
5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	Fonctionnement	1 000
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement	5 000
5239	RHIZOME	Fonctionnement	3 500
5319	KLUB KLAMAUK	Fonctionnement	1 000
	TOTAL		297 900

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 297 900 €
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**35- Attributions de subventions à des associations
gérant des lieux artistiques de création, de diffusion et d'accompagnement
Exercice 2014**

Philippe SAUREL :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide des associations qui gèrent des lieux artistiques de création, de diffusion, et d'accompagnement. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, musique, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 7 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 41 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
	Le Subsonic		
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement	8 000
	Studio Vox Rapido		
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement	4 000
	Kawa Théâtre		
3203	SINA KAWA THEATRE	Fonctionnement	3 000
	Outil Théâtre		
4325	L'OUTIL THEATRE	Fonctionnement	8 500
	Carré Rondelet		
4799	CABO MUNDO - CAP MONDE	Fonctionnement	3 000
	La Baignoire		
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	6 000
	L'Imprimerie		
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Fonctionnement	7 000
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	1 500
	TOTAL		41 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 41 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur Hervé MARTIN sort de la séance.

36- Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2014

Philippe SAUREL :

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Chœurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Comptant aujourd'hui près de 34 chorales, ce lieu a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux chœurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

Si cet art se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de chœurs est professionnel, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Fonctionnant essentiellement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent, la Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les individus, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 20 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions s'élevant à 37 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement	2 000
148	CHOEURS DE L'ENCLOS	Fonctionnement	3 500
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement	5 000
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER LR	Fonctionnement	1 000
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement	500

153	ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER	Projet	6 500
375	B.A. BACH	Fonctionnement	1 000
465	CHOEUR LES CHOREGIENS	Fonctionnement	2 500
547	VOCALYS	Fonctionnement	500
1986	CHORALE PROTESTANTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500
2009	CORALEN	Fonctionnement	500
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement	2 500
2137	CHORALE COR CANTO A CŒUR JOIE	Fonctionnement	1 000
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ECUME	Fonctionnement	3 500
4011	ATOUT CHŒUR	Fonctionnement	1 000
4630	CHOEUR D'O	Projet	1 000
4726	ENSEMBLE VOCAL L'ACCROCHE CHOEUR	Fonctionnement	1 000
4778	ART ET CREATION CHORALE ACC	Fonctionnement	1 500
5172	LE CHOEUR DES BALLADINS	Fonctionnement	500
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE VOY'ELLES	Fonctionnement	500
	TOTAL		37 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 37 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

37- Attribution de subventions

au Fonds d'aide à la création musicale

Exercice 2014

Philippe SAUREL :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2014 atteste d'une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au RDV, le FACM joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement et leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus.

Sur 17 dossiers déposés en 2014, 11 ont été retenus. La création de spectacle représente 35%, l'enregistrement 65 %.

Pour donner au dispositif une force et une cohérence supplémentaire, une collaboration s'est établie depuis la création du dispositif avec « Hérault Musique Danse » afin d'apporter éventuellement aux bénéficiaires des dates de concert sur l'ensemble du département de l'Hérault, notamment à travers le dispositif 34 tours.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 26 000 euros ; de passer une convention de partenariat distinguant les créations de spectacles musicaux et les enregistrements de CD avec chacune des associations citées dans ce tableau.

Type d'aide	Association	Artiste	Montant
Enregistrement	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Georges Nounou	2 500 €
Enregistrement	BE FAST	Salut les Anges	1 500 €
Création	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ECUME	Cubaneando	3 000 €
Enregistrement	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Sonic Angel	2 000 €
Enregistrement	280 COMMUNICATIONS	Julie Gordon	2 500 €
Enregistrement	LE CAFE DU COMPTOIR	Comptoir des fous	2 000 €
Enregistrement	SUR L'AIR DE RIEN	Album des chansons oubliées	2 500 €

Création	QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	Laurent Montagne	2 500 €
Création	RAMBLIN' BASTRINGUE	Skeleton Band	3 000 €
Enregistrement	LA NOUVELLE AVENTURE	Jabberwocky	2 500 €
Enregistrement	UN KILO D'ETINCELLES	Mon mec	2 000 €
	TOTAL		26 000

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver les deux conventions de partenariat type annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat type;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 26 000 €;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames COUVERT, LABROUSSE et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.
Monsieur ZYLBERMAN sort de la séance.

38- Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2014

Philippe SAUREL :

Il y a plus 30 ans naissaient à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios "pirates" en 1978.

Aujourd'hui, la ville de Montpellier compte sept radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeune, citoyens, personnes isolées et leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visible des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne, leur impact social est donc considérable. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur octroyant chacune 8 000 € ainsi que 4 000 € à la radio étudiante A.D.O.R.E.M. créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma

Calvé. Cette mise à disposition de locaux constitue une aide en nature importante. 1 000 € sont attribués à l'association OAQADI qui anime des ateliers radiophoniques auprès des jeunes.

C'est donc 45 000 € au total que nous proposons de verser à 7 associations.

Il convient par ailleurs de rappeler que la ville intervient dans le cadre d'une co-production avec l'association Croqu'Oreilles – Radio Divergence F.M. à hauteur de 16 720 € pour la retransmission en direct de la saison 2013 – 2014 de l'Agora des Savoirs.

N° association	Nom association	Nature	Montant
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	Fonctionnement	8 000
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement	8 000
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement	8 000
1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	Fonctionnement	8 000
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000
1919	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIA	Fonctionnement	4 000
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8 000
	TOTAL		45 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence nous vous demandons :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 45 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Jacques DOMERGUE : Une radio associative est en grande difficulté, il s'agit de radio Clapas. Elle mériterait que nous nous penchions sur son sort. Je ne sais pas quelle est la marge de manœuvre la collectivité pour cela, mais au nom de la libre expression et de la place qu'ils tiennent dans le paysage audiovisuel, je pense que le moment est venu de leur donner un coup de main au-delà des 8000 € .

Philippe SAUREL : Mme le Maire, je les ai reçus. Effectivement, ils ont un coût important lié au local. Il y avait également un antécédent, un petit passif dans l'association. Je pense qu'il est surtout important pour les années à venir qu'ils reprennent l'émission sur l'historique de la ville, qu'ils menaient de façon très pertinente en partenariat avec l'Office de tourisme et la Ville de Montpellier. Ce partenariat ne s'est pas produit cette année, il serait bon que nous puissions le reprendre. Les services culture et patrimoine de la ville sont stimulés sur ce propos et je pense que nous aurons la possibilité de leur faire une offre qui les satisfera.

Michael DELAFOSSE : Mme le Maire, il est vrai que cette radio rencontre des difficultés financières assez importantes. Ils ont d'ailleurs lancé une souscription de soutien. J'invite ici tous les défenseurs de Clapas à défendre la plus ancienne radio libre de Montpellier personnellement. Dans les engagements que nous avons

pris autour de l'EAI, en lien avec l'ESJ qui a été implantée, car au-delà du grand parc que vous avez offert aux Montpelliérains, et que nous allons aménager, il existe un projet d'aménagement avec des logements. Michel PASSET a rappelé la Cité de la jeunesse. Nous avons déjà l'ESJ et il nous a paru intéressant de travailler sur l'idée d'un pôle média, et de relocaliser les radios associatives qui le souhaitent dans cet endroit pour avoir une cohérence et pouvoir avoir un pôle autour de l'audiovisuel, des radios associatives, et dans les mètres carrés de bureaux qui auront vocation à s'implanter, essayer d'orienter par la SERM à laquelle vous avez rendu hommage tout à l'heure, éventuellement ce que nous appelons des industries créatives ou en tout cas des entreprises de ce type qui peut profiter de cet écosystème. Beaucoup de radios associatives nous ont fait part de leur intérêt, il est vrai que pour Clapas cela pourrait réduire leurs charges de loyer, qui sont très élevées. Ils paieront un loyer mais moindre, et c'est aussi de cette manière que nous pouvons soutenir ce tissu associatif vital, car les radios libres ont été une des grandes réalisations emblématique de la Gauche après 1981.

Fanny DOMBRE-COSTE : Je voudrais juste ajouter un mot par rapport à la radio Clapas, car je suis moi-même présidente d'une radio associative et j'en connais donc les difficultés. Il ne s'agit pas d'un engagement facile, pour autant nous devons les soutenir car l'expression au sein des radios associatives est une expression libre, citoyenne, et permet justement de faire accéder un grand nombre de citoyens et d'associations de la ville à une expression diverse et quelquefois plus facile que dans les grands médias. La ville de Montpellier soutient donc fortement les associations, y compris dans la Région, puisqu'à travers la FRANCLR qui est le bras armé de la Région pour le soutien des radios associatives, elle fait également un gros effort financier. Je voudrais adhérer à ce que vient de dire Michaël DELAFOSSE, car pour réduire les charges de cette radio il semble qu'effectivement la réponse d'un nouveau local est absolument indispensable. Nous sommes un certain nombre à nous mobiliser pour accompagner et aider cette radio.

Je voudrais terminer sur un point qui me paraît important de souligner, car cela intéresse toutes les associations de Montpellier : notre Ministre Benoît HAMON a pris une décision importante fin décembre, c'est-à-dire de réduire la taxe sur les salaires pour les associations, ce qui va permettre à certaines d'entre elles d'avoir un gain allant jusqu'à 14 000 €. Sur un budget associatif cela est vraiment extrêmement important. Cette décision a été prise pour soutenir l'économie sociale et solidaire sur notre territoire. En Languedoc-Roussillon, je rappelle que l'économie sociale et solidaire représente 100 000 emplois dans le secteur associatif, c'est dire que cette décision de baisse de la taxe sur les salaires est une décision importante, et elle va bénéficier à la radio Clapas.

Madame le Maire : Personnellement, je pense que ce projet de mutualisation et de réunion de toutes les radios associatives est un excellent projet.

Patrick VIGNAL : Merci Mme le Maire. J'ai reçu moi aussi les responsables de la radio Clapas, et avec le service des sports, nous avons cherché et nous avons peut-être un local que nous pourrions mettre très rapidement à leur disposition en attendant d'intégrer l'EAI. Il est vrai qu'ils ont des charges à la hauteur de 20 000 € par an pour la location. C'est une deuxième piste, merci à la Ville de les aider, et je ferai appel à mes collègues députés parlementaires. Nous sommes cinq sur Montpellier. Le déficit de radios Clapas est de 50 000 €, donc je pense que nous pourrions nous aussi, parce que nous sommes des députés qui voulons œuvrer sur la démocratie participative, nous avons une réserve parlementaire donc si mes collègues sont d'accord, nous essaierons de les aider afin qu'ils puissent s'en sortir.

39- Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

Depuis 13 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les Boutographies- Rencontre Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 17 mai au 1^{er} juin 2014.

La Ville de Montpellier soutient cette manifestation à travers l'attribution d'une subvention et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année encore, le Pavillon Populaire. Par ailleurs, depuis 2010, la

Ville achète, pour un montant de 2 500 €, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition d'un local municipal correspond à une aide en nature de 1789 €.

Pour la manifestation 2014, la Ville met à disposition de l'association outre le Pavillon Populaire, la salle Rabelais et une salle de la Maison des Relations Internationales pour des durées variables et des usages différents : exposition, lecture de portfolio, remise de prix.

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 35 000 euros ; N° de dossier 002031.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014
de l'association Grain d'Image

Charges	2012	2014	Produits	2012	2014
Achats	3 025	31 130	Produits	23 455	9 650
Services extérieurs	21 818				
Salaires et charges	1 171	21 520	Subventions	20 300	43 000
Impôts et Taxes	6		<i>Etat / Rectorat</i>	300	-
			<i>Ville</i>	20 000	35 000
Charges diverses de gestion	91		<i>Conseil Régional</i>		6 000
Dotations amortissements	2 205		<i>Conseil Général</i>		2 000
Charges financ. et excep.	1 917		Autres produits		
-----			Produits financ. et excep.		
-----			Transferts de charges		
Total	30 233	52 650	Total	43 755	52 650
Excédent	13 522				

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les Boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code	Nom Association	Nature	Montant
-------------	------------------------	---------------	----------------

association			
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

40- Attribution d'une subvention à l'association Attitude Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association Attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année, sur le Skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un Skate parc dont elle est la principale utilisatrice. L'association Attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gratuitement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m2 situé rue Ste Ursule (la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €), cette association compte 6 salariés et plus de 60 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des centaines de pratiquants et des milliers de spectateurs.

Depuis plus de 12 ans, cette association est très impliquée dans l'organisation annuelle d'une importante manifestation qui concerne pour l'essentiel la jeune génération et développe à la fois des valeurs humanistes comme le respect de l'autre et des activités au croisement des arts et du sport. Intitulée BOTY (Battle nationale), celle-ci se tiendra en mai 2014 au Zénith de Montpellier.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, que son activité est pleine et variée et qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à l'association Attitude (n° de dossier 000381) une subvention d'un montant de 55 000 euros en fonctionnement. Le budget global de l'association, de 667 789 €, est joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude : compte de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014.

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Achats et Services extérieurs	-	393 146	Recettes propres	-	229 200
Achats	38 972	-	Produits d'exploitation	574 323	-
Services extérieurs	508 558	-	Subventions	334 100	438 589
Salaires et charges	307 719	262 093	DRAC	35 000	15 000
Impôts	13 100	8 000	CUCS	-	-
Autres charges	33 439	-	Région	186 600	130 750
Dotations aux amortissements	3 432	3 000	Ville Montpellier-Fonct.	72 500	104 000
Charges financières et exceptionnelles	8 214	5 000	Ville Montpellier – projet	-	-
-	-	-	Conseil général	-	4 000
-	-	-	Agglomération	40 000	70 000
-	-	-	Autres	-	16 710
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	1 174	-
Total	913 434	671 239	Total	909 597	667 789
			Déficit 2012 / 2014	3 837	3 450

Tableau d'attribution :

Contribution en nature
Mise à disposition du local Mairie rue Sainte Ursule : 10 285 €

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	F	55 000 €
	Total		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 55 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

41- Attribution d'une subvention à l'association des Chœurs de Montpellier

Convention de partenariat

Exercice 2014

Philippe SAUREL :

L'association des Chœurs de Montpellier a été créée en 2004, dans le but de promouvoir l'art choral sous toutes ses formes. Depuis 2006 elle joue un rôle essentiel dans la gestion et l'animation de la "Maison des Chœurs" en place depuis 2006. Son ambition est double : être d'une part un lieu de rencontre avec le public par l'organisation de concerts, de formations, conférences, festivals et tout autre événement en liaison avec le chant choral et être, d'autre part, un lieu ressources pour ses membres permettant un accès préférentiel pour les concerts, les répétitions, les formations, etc.

En 2013, le nombre d'adhérents de l'association des « Chœurs de Montpellier » est de 34 chorales et de 79 individus représentant plus de 1 200 choristes dans des répertoires très divers. Plus de 50 concerts, près de 150 demi-journées de répétition, un festival « Choralissimo » et des formations spécifiques s'y déroulent chaque année.

Le bâtiment d'une superficie totale de 2 000 m² a été mis à disposition de l'association par convention le 28 septembre 2006 renouvelée en date du 1^{er} janvier 2014 pour une durée de un an. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 11 700 €.

Le bâtiment dispose d'un accueil, d'une salle de concert pouvant recevoir 200 personnes maximum, des loges ainsi que de deux studios de répétition. Des partenariats réguliers sont établis avec l'Office du Tourisme, l'Opéra de Montpellier et le Conservatoire de Région.

Concernant la promotion du chant choral, et outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des Chœurs, l'année 2014 verra la troisième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo », une journée des chœurs en ville. En 2013 cette manifestation avait accueilli plus de 4 000 spectateurs. La manifestation 2014 sera programmée le samedi 24 mai, elle proposera dans des lieux inattendus (en plein air ou en intérieur) des interventions surprise sous forme de récitals dans tous les registres du chant choral. Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association des Chœurs de Montpellier s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 4 000 € pour son fonctionnement (n° de dossier : 000259) et de 5 000 € pour la manifestation « Choralissimo » (n° de dossier : 000260) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe pour cette association. Le budget est également joint.

Tableau simplifié des comptes de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014 de l'association des Chœurs de Montpellier.

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Charges d'exploitation		-	Produits d'exploitation	18 939	26 900
Achats	13 1326	11 500	Subventions	6 000	15 000
Services extérieurs	7 428	21 100	Ville	6 000	13 000

Salaires et charges	5 283,50	12 000	Agglomération	-	2 000
-		-	Cotisations	2 500	2 700
-		-	Produits Exceptionnels	1,70	-
-		-	Résultat exercice 2010		-
Total	25 837	44 600	Total	27 440	44 600
Excédent :	1 603				

Contribution en nature
Mise à disposition du local Mairie: 11 700 €

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3944	Association des Chœurs de Montpellier	P	5 000 €
3944	Association des Chœurs de Montpellier	F	4 000 €
	TOTAL		9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 à hauteur de 4 000 € pour le fonctionnement de 4 000 € et de 5 000 € en manifestation, soit un montant total de 9 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42- Attribution d'une subvention à l'Université Paul Valéry Montpellier III pour le théâtre La Vignette Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

L'Université Paul-Valéry-Montpellier III, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, gère le théâtre de la Vignette.

Depuis 10 ans, le théâtre de la Vignette est un outil de diffusion professionnelle qui travaille sur le dialogue avec la communauté universitaire et en partage les questionnements et les missions d'enseignements et de recherches.

Si les premiers interlocuteurs sont les étudiants, sa programmation est ouverte à tous les publics, étudiants ou non. Elle s'attache à valoriser avec beaucoup d'audace artistique les écritures théâtrales contemporaines et intègre non seulement les artistes Montpelliérains mais aussi des artistes en provenance de toute la France, voire de toute l'Europe. Parmi les artistes présents en 2014, Alain Béhar, Marie Lamachère, Philippe Quesne, Antoine Wellens ou Marion Pellissier pour ne citer qu'eux.

Une programmation qui grâce notamment à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation pertinents attire un public large et varié (plus de 6 000 spectateurs par an).

L'activité qui s'y développe au niveau de la formation, de la recherche, de la création et de la diffusion, de l'insertion professionnelle et des partenariats établis avec les plus importantes formations supérieures d'art dramatique européennes, démontre que l'Université peut être un des acteurs d'une politique culturelle publique ambitieuse.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'Université Paul-Valéry-Montpellier III - Théâtre de la Vignette - a sollicité auprès de la Ville une subvention de fonctionnement de 10 000 euros (N° de dossier : 000251). Le montant de son budget est de 328 999 euros.

Tableau simplifié du compte de résultat 2012 et du budget prévisionnel 2014

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Achats	8 245	3 011	Produits d'exploitation	24 541	19 596
Services extérieurs	159 267	136 017	Subventions globalisées	312 251	309 403
Salaires et charges	160 552	157 403	DRAC	61 000	60 000
Autres charges	8 728	32 568	Région	10 000	10 000
-----			Université	195 551	189 403
-----			Ville Montpellier	9 500	10 000
-----			Conseil Général	10 000	10 000
-----			Réseau en Scène	7 400	-
-----			ONDA	18 800	30 000
Total	336 792	328 999	Total	336 792	328 999

Considérant que les objectifs poursuivis par l'Université Paul-Valéry-Montpellier III au travers de son théâtre "La Vignette" s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € pour le théâtre "La Vignette" et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe ainsi que le budget correspondant.

Tableau d'attribution :

CODE ASSOCIATION	NOM DE LA STRUCTURE	NATURE	MONTANT ACCORDE
1071	Université Paul-Valéry Montpellier III - Théâtre de	F	10 000 €

	la Vignette		
	TOTAL		10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation citée ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement pour un montant de 10 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43- Attribution d'une subvention à l'association Compagnie Adesso e Sempre Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

La Compagnie Adesso e Sempre est particulièrement créative et très active sur Montpellier. Elle interroge le monde et invente des territoires artistiques nouveaux. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène et les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

Parallèlement, l'association Adesso e Sempre propose depuis 2009 un festival hors normes dénommé « Hybrides » dont la ligne de fond consiste à bousculer notre perception de la réalité. Donner à voir autrement l'actualité en utilisant le théâtre comme contre-média.

La sixième édition du festival Hybrides continue de poser la question d'un théâtre documentaire, s'appuyant sur le métissage des disciplines artistiques. Cette année, dans les sujets sur des problèmes sociétaux développés par les artistes, ils ont choisi de montrer des spectacles qui s'intéressaient en particulier aux migrations et aux conflits ouvriers.

Encore une fois, un photoreporter accompagnera l'histoire du festival Hybrides 6, Olivier Jobard (récompensé de nombreuses fois dans moult festivals internationaux de photographie - Rencontres d'Arles, Visa pour l'image...) , avec son sujet sur Kingsley, migrant camerounais. Hybrides développe d'autres manières d'être spectateur avec des formes spectaculaires immersives (où le spectateur est acteur de ce qu'il voit), des ateliers d'écritures ou de critique journalistique.

Cette sixième édition revêt un enjeu particulier car le festival s'inscrira dans le cadre de la réunion plénière du réseau IETM (Informal European Theatre Meeting) qui se déroulera à Montpellier du 16 au 18 avril 2014. L'Office National de Diffusion Artistique et Réseau en scène, qui co-organisent la mise en place de cette

rencontre, ont souhaité que le festival Hybrides soit intégré à l'organisation des rencontres IETM et offre une grille de programmation de spectacles en soirée pour les quatre cents professionnels attendus pour ces rencontres.

Le festival Hybrides s'inscrit dans cette cohérence d'échanges et de liens avec les réseaux de diffusion et de circulation des oeuvres françaises et européennes. Chaque édition est l'occasion de créer une synergie avec les lieux partenaires montpelliérains pour valoriser, promouvoir et défendre la qualité et la pertinence de notre offre culturelle.

Le festival se produira dans une dizaine de lieux artistiques de la Ville comme par exemple : le théâtre Jean Vilar, la Maison Pour Tous Léo Lagrange, la Maison Pour Tous Voltaire, le théâtre des 13 Vents, La Chapelle-Gély, La Maison Louis Jouvét – ENSAD, le Rockstore...

Autant de réflexions et de propositions artistiques novatrices pour lesquelles le soutien de la Ville de Montpellier permettra aux compagnies et aux artistes émergents ou confirmés d'exprimer dans les meilleures conditions leurs talents, leur créativité et leur originalité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Cie Adesso e Sempre a sollicité une subvention de fonctionnement de 15 000 euros (N° subvention : 00349) et une subvention pour un projet de 40 000 euros (N° de subvention : 000351).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014 de l'association Cie Adesso e Sempre.

Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats et services extérieurs	131 423	147 228	Ventes	133 915	107 048
Salaires et charges	171 438	140 552	Subventions	173 772	193 000
Impôts et taxes	3 377	2 673	Cotisations et collectes	-	67
Autres charges	4 524	5 592	<i>DRAC</i>	85 960	65 000
Charges Financ. et Excep.	4 764	76	<i>Ville</i>	42 000	55 000
Dotations amortissements	-	3 994	<i>Région</i>	25 000	25 000
-----	-	-	<i>Conseil Général 34</i>	-	12 000
-----	-	-	<i>Communauté d'Agglo</i>	10 000	20 000
-----	-	-	<i>Conseil Général 93</i>	8 000	-
-----	-	-	<i>Réseau En Scène</i>	2 812	-
-----	-	-	<i>Autres Réseaux en Scène, ONDA, SPEDIDAM</i>	-	16 000
-----	-	-	Produits Financ. et Excep.	3 284	-
Total	315 526	300 115	Total	310 971	300 115
			Déficit :	4 555	

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempre une subvention de 30 000 euros pour la réalisation du festival « Hybride N°6 » et d'attribuer une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2014 et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4812	Compagnie Adesso e Sempre	P	30 000 €
4812	Compagnie Adesso e Sempre	F	12 000 €
		TOTAL	42 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574, pour 30 000 € en fonctionnement et 12 000 € en projet soit un montant total de 42 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

44- Attribution d'une subvention à la Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL :

L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France est un syndicat professionnel institué sous le couvert de la loi du 21 mars 1884 autorisant la libre association des syndicats professionnels.

Leader dans le domaine des métiers d'art, elle réunit 6 000 adhérents : artisans d'art, artistes et manufactures d'art dans tout l'Hexagone. L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France a pour objet la valorisation, la représentation, la défense et le développement économique des ateliers d'art. Ces actions de promotion passent par l'organisation de salons et programmes d'exports en vue de soutenir la commercialisation des créations, l'organisation d'événements culturels pour encourager l'avant-garde de la création et la promotion des métiers d'art ainsi que l'édition d'une revue dédiée aux arts décoratifs à la création et au design.

Dotés sur Paris de bureaux, de boutiques, de galeries ainsi que d'ateliers, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France ouvrira un nouveau lieu à Montpellier pour rayonner dans le sud de la France fin 2014. Regroupant ainsi plusieurs activités, ce lieu sera à la fois boutique, galerie, lieu de conservation de films (2 000 films) et lieu de formation.

Cette implantation à Montpellier a fait l'objet d'une convention cadre de partenariat en faveur du développement de l'artisanat d'art entre la ville et l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France, votée au Conseil Municipal du 3 octobre 2011 n° 2011/460. Dans cette convention, la ville s'engage

à soutenir différentes actions, dont l'un des événements culturels majeurs piloté par l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France depuis 1998 et qui se tient à Montpellier tous les deux ans : le « Festival International du Film Métiers d'Arts » (FIFMA), anciennement FIFAV car spécifiquement sur l'argile et le Verre.

À cet effet, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France demande une subvention de 35 000 euros (n° dossier 002206) en vue d'organiser le FIFMA 2014 qui aura lieu du 7 au 9 mars au Corum.

Considérant que les objectifs de l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France et de son projet FIFMA 2014 présentent un intérêt certain pour la Ville de Montpellier et contribuent au développement de sa politique en matière de soutien à l'artisanat d'art ainsi qu'à la dynamique créée autour de l'activité des métiers d'arts, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier et propose de lui attribuer une subvention de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'opération est également joint en annexe.

Ci-après les comptes de résultats simplifiés exercice 2012 et le budget prévisionnel 2014

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Charges d'exploitation	6 829 407	6 504 000	Produits de gestion	2 575 738	2 450 000
			Cotisations		99 600
Salaires et charges	2 661 271	2 160 000	Subventions	35 375	35 000
Impôts et taxes	114 319	73 450	Ville	0	35 000
Autres charges de gestion	9 112	9 500			
Charges exceptionnelles et financières	287 509	8 000	Produits financiers et exceptionnels	8 884 100	6 567 350
Dotations aux amortissements provisions et engagements	396 722	397 000	Reprise amortissements et provisions		
Total	10 298 340	9 151 950	Total	11 495 213	9 151 950
Résultat d'exercice 2012	1 196 874			-	-

Tableau d'attribution

Code	Association	F/M	Montant
5736	Association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France	F	20 000 €
		TOTAL	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;

- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

45- Attribution d'une subvention à l'association Musique Sans Frontières

Convention de partenariat

Exercice 2014

Philippe SAUREL :

Depuis près de 25 ans, l'association Musique Sans Frontière est un acteur majeur du quartier de la Mosson dans lequel il dispose d'un local de plus de 400 m², « Le Centre Culturel International Musique sans Frontières » (CCI-MSF). Œuvrant au quotidien dans la vie sociale et culturelle du quartier, cet espace convivial et intergénérationnel propose, en priorité aux habitants du quartier, des rencontres artistiques et met à disposition des lieux d'apprentissage à l'informatique et à la langue française. Il est également un lieu de résidence, de création et d'enregistrement musical. Les productions musicales qui y sont produites sont de grande qualité, certains des groupes en résidence permanente sont reconnus internationalement. Une reconnaissance qui tient au fait que de multiples échanges sont régulièrement organisés avec de multiples pays.

Ce rayonnement international et ce travail de fond ont conduit la Ville de Montpellier à confier à cette association l'animation de la salle Louis Feuillade, qui se situe sur le grand Mail. Dès le mois d'avril 2012, un étroit travail s'est mis en place en vue de l'élaboration d'un projet, qui non seulement garderait ce lieu vivant, chaleureux et disponible aux habitants mais permettrait des concerts et des spectacles toutes disciplines confondues. La salle Louis Feuillade qui fût un cinéma, possède un véritable potentiel et représente un lien fort avec son quartier.

Plusieurs mois ont été nécessaires à l'élaboration d'un projet cohérent, répondant aux capacités de l'association à tenir des objectifs précis, s'inscrivant dans le moyen et le long terme.

Une implantation de la structure et une ouverture du lieu se feront en plusieurs temps et en fonction de la remise en état des locaux. En effet, ces locaux de 30 ans d'âge ont nécessité d'importants travaux de remise aux normes, de sécurité et de reprise du bâti (toiture, fenêtres, façade). Des travaux planifiés dans un Programme Pluriannuel d'Investissement qui devraient être terminés fin 2015.

La remise des clés à l'association CCI-MSF interviendra au début du 2^{ème} semestre 2014, lorsque que les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et d'aménagement de la salle principale seront terminés. Le montant des travaux engagés par la Ville de Montpellier jusqu'en 2015 s'élève à 650 000 euros. La présente convention annexée à cette délibération détaille les engagements réciproques de la Ville et de l'association sur la surface mise à disposition, les conditions financières de cette mise à disposition et la subvention de fonctionnement qui sera proposée pour que l'association fasse vivre ce lieu.

Total surface utile salle Feuillade : 594m²

Les espaces mis à disposition au 2^{ème} semestre 2014, seront :

- Grande salle du rez-de-chaussée : 173m²
- Réserve derrière l'écran : 12.5m²
- Dégagement en face du SAS issue de secours côté tramway (accès vide sanitaire) : 10m²
- Bureau directeur « donnant sur fenêtre d'accès à la toiture » 2nd : 22m²

Surface totale mise à disposition : 217m². Sa valorisation annuelle s'élève à 19 530 €.

Dès son ouverture, la salle Louis Feuillade sera baptisée « Centre Culturel des Arts du Monde Louis Feuillade ». Sa programmation se déclinera autour de 3 axes : Rencontres artistiques - Créations - Spectacles

L'objectif principal du « CCAM Louis Feuillade » est de permettre à tous les publics, en particulier à la population de la Mosson d'accéder et de participer à l'offre culturelle.

Ceci passe par l'appropriation du lieu comme tissu de vie dans le quartier, lieu ouvert en synergie avec les structures existantes et volontaires, qui permettrait à terme de définir le quartier en tant qu'interlocuteur constant du tissu urbain élargi, un contact utile aux différents acteurs.

Sans équivalent local, le « CCAM Louis Feuillade » vise à devenir un maillon essentiel du dispositif culturel territorial. Les populations du quartier et d'ailleurs seront, tout au long de l'année et gratuitement, invitées à découvrir et rencontrer des artistes du monde entier accueillis en résidence dans ses locaux.

La spécificité du « CCAM Louis Feuillade » tiendra en l'esprit d'éducation, de sensibilisation culturelle et d'insertion sociale qui anime son action. Elle se traduira aussi par le caractère participatif et interactif de la démarche que propose le Centre et dont l'objectif est d'amener les habitants à devenir les acteurs à part entière de la vie sociale et culturelle de leur quartier.

L'ensemble des arts y sera représenté : musique, danse, théâtre, cinéma, audiovisuel, arts plastiques et graphiques, photographie, arts et métiers du livre et de la lecture, etc.

Les actions du CCAM Louis Feuillade se dérouleront systématiquement sur des temps courts, de quelques heures à quelques jours.

La mise en place de ces objectifs se fera sur plusieurs mois. Afin de pérenniser son fonctionnement, l'association CCIMSF devra mettre en œuvre une politique de partenariat financier avec d'autres institutions locales. Afin d'évaluer la pertinence et l'état du projet, il sera demandé chaque début d'année, un bilan d'activité détaillant notamment le bilan artistique et le rôle que ce nouvel espace occupe dans le quartier.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Musique sans frontières a sollicité une subvention de 80 000 euros pour le fonctionnement (dossier n° 002044).

Considérant que les activités de l'association Musique sans frontières s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à l'association Musique sans frontières une subvention d'un montant de 80 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2014 est également joint en annexe.

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges			Produits		
	2012	2014		2012	2014
Charges exploitation	55 787	161 000	Produits exploitation	33 010	90 000
Impôts et Taxes	1 264	0	Produits gestion courante	22 509	1 000
Salaires et charges	73 850	224 000	Subventions	91 500	295 000
Charges de gestion	21	1 000	DRAC	3 000	25 000
Charges exceptionnelles	160	-	Ville	22 000	140 000
Dotations aux amortissements	33 437	-	Région	15 000	35 000
-	-	-	CG34	39 500	40 000
-	-	-	Agglo	0	40 000
-	-	-	SPEDIDAM	5 000	15 000
-	-	-	LACSE / CUCS	4 000	-
-	-	-	CAF	3 000	-
-	-	-	Q-P Subvention investissement	1 067	-
-	-	-	Transfert de charges	15 491	-
Charges financières et exceptionnelles	0	0	Produits financiers et exceptionnels	14 604	-
Total	164 520	386 000	Total	178 181	386 000
Résultat d'exploitation 2012:	13 661				
Excédent :					

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4955	Musique Sans Frontières	F	80 000 €
	Total		80 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 à hauteur de 80 000 € pour le fonctionnement;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

46- Culture et Patrimoine

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014

Philippe SAUREL :

Depuis plusieurs années, la Ville adhère à des organismes liés à la Culture et au Patrimoine, par le versement de cotisations. De nouvelles adhésions sont proposées, pour tenir compte de l'évolution des activités de la Ville.

Il est donc proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants pour l'année 2014 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Association des Archivistes Français	95 €
923	6281	Avenio utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
923	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai	435 €
923	6281	Agence du Court Métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	1 200 €
923	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	60 €
923	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	110 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'adhésion ou le renouvellement d'adhésion aux organismes précités ;
- De prélever le montant de la dépense, soit un total de 2 160 € sur les crédits inscrits au budget 2014, chapitre 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Monsieur ZYLBERMAN revient en séance.

47- Bureau d'Accueil des Tournages de Montpellier: bilan et perspectives, adoption d'une convention d'autorisation de tournages type, exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

Philippe SAUREL :

Par délibération du 08 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé la création du Bureau d'Accueil des Tournages (BAT) destiné à coordonner et accueillir les tournages sur le domaine public dans le but de **réserver le meilleur accueil possible aux productions et porteurs de projets audiovisuels, de minimiser l'impact de ces tournages pour les riverains et favoriser des retombées économiques et culturelles de ces tournages.**

Car accueillir un film, c'est **soutenir l'emploi** (techniciens, intermittents, figurants, débouchés professionnels aux jeunes des écoles, processus de professionnalisation pour les jeunes artistes et techniciens ...) **et l'économie** (prestataires de services, nuitées d'hôtel, restauration ...). C'est aussi mettre en valeur des talents et artistes locaux, accueillir des réalisateurs et des acteurs, médiatiser son territoire et créer du lien social.

1. MONTEE EN CHARGE 2010-2013

1.1 Données chiffrées.

Le BAT coordonne la mise en œuvre et le tournage de projets de natures diverses : longs et courts métrages, documentaires, vidéo d'artistes, clips, séries et émissions TV, publicités.

Le BAT a accompagné :

- **24 projets en 2010,**
- **55 en 2011,**
- **53 en 2012,**
- **78 en 2013.**

Le nombre de jours de tournages coordonnés sur le domaine public suit cette évolution :

- **90 jours de tournages en 2010,**
- **220 en 2011 (dont 77 jours sur la série France 2 – *Antigone 34*),**
- **168 en 2012 (dont 55 jours sur la série France 2 – *Ligne de Vie*),**
- **150 en 2013.**

Les listes des projets tournés sur le territoire de la ville en 2010, 2011, 2012 et 2013 sont jointes en annexe. Elles sont complétées par une liste des longs métrages tournés sur la ville depuis 1938.

Il est complexe d'évaluer précisément les retombées économiques liées à cette montée en charge, car il est rare d'avoir précisément les données financières. D'après les données présentées par *Antigone 34* : sur un budget de 6,3 millions d'euros, 1,4 million a été dépensé en région dont 650 000 euros pour les techniciens et comédiens, et 750 000 pour l'économie locale : hôtellerie, prestataires de services.

1.2 Tendance de fond

Cette montée en charge factuelle s'explique de plusieurs façons :

- l'image de plus en plus présente dans notre société (clips, publicités notamment),
- Montpellier est une ville attractive qui suscite l'intérêt de nombreux acteurs de l'audiovisuel (émissions tv, documentaires),
- la présence à Montpellier de nombreuses écoles (courts métrages),
- et enfin et surtout la mise en œuvre par la Région : d'un Fonds d'Aide à la Création doté d'1,5 million d'euros et d'une Commission Régionale du Film, dont le rôle premier est d'inciter le tournage de films sur le territoire régional (séries, longs métrages). Cette commission régionale est pilotée par l'association Languedoc Roussillon Cinéma.

Cette tendance évolutive est naturellement amenée à se poursuivre. C'est pourquoi il apparaît pertinent de faire un point également sur les outils d'expertise du BAT pour mesurer son efficacité.

2. OUTILS D'EXPERTISE, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONVENTIONNEMENT

Lors de sa création fin 2010, les objectifs affichés étaient de faire **évoluer le fonctionnement administratif d'autorisation** existant et éclaté en un bureau du cinéma coordonnant les demandes des productions puis de **poser progressivement les jalons d'une politique attractive vers les productions**.

2.1 Les outils d'expertise.

Optimiser les procédures impliquait de mettre en place des outils spécifiques. Le BAT s'est doté :

- d'un **interlocuteur unique** : efficacité et gain de temps autant pour les productions que pour la collectivité, organisant des **réunions inter-services** (selon les besoins).
- d'un **dossier spécifique de demande d'autorisation**,
- d'un **circuit court de validation** avec des référents dans tous les services.

2.2 Les outils d'accompagnement

En créant le BAT municipal, la ville est devenue un partenaire de la politique audiovisuelle de la région et des productions. Son rôle s'est renforcé au fil des années en capitalisant le travail mené en amont, pendant et après le tournage. Aujourd'hui le BAT :

- gère **une base de décors, une base iconographique et un annuaire des interlocuteurs privilégiés** (préfecture, aviation civile, MPT pour les castings ...)
- est présent sur les tournages « sensibles » (aux incidences nombreuses sur l'espace public) via un **régisseur technique**. Cet accompagnement logistique permet d'afficher un bilan sans incident depuis 4 ans.
- Communique sur les tournages (web, journaux municipaux, presse ...) pour donner une **visibilité aux projets** (télévision, festivals, sortie en salles de cinéma ... avant-première)

2.3 Le conventionnement

Les arrêtés d'occupation du domaine public et de voirie sont deux outils encadrant la présence du porteur du projet sur le domaine public. Pour engager les productions, le BAT a mis en place une **charte d'accueil de tournage** qui engage la responsabilité de la production au regard de :

- l'information des riverains,
- l'affichage des arrêtés,
- la limitation des nuisances sonores
- la propreté des sites utilisés.

Pour accompagner cette l'évolution administrative et parce que l'impact d'un tournage est générateur de créativité et d'économie, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 08 novembre 2010, **l'exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages**. Depuis, 210 projets ont été accueillis.

3. MISE EN PLACE DE MODALITES SIMPLIFIEES D'ORGANISATION : CONVENTION POUR L'AUTORISATION DE TOURNAGE

Dans la perspective d'adapter les procédures au secteur de l'image, de répondre à l'évolution croissante des demandes dans un délai court, il convient de mettre en place des modalités simplifiées d'organisation avec notamment la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et la production.

Cette **convention type** ainsi proposée au conseil municipal sera signée par l'adjoint délégué et accompagnera les arrêtés et la charte d'accueil des tournages, elle :

- synthétisera les conditions du tournage (coordonnées de la production, nom du projet, conditions du tournage, n° d'arrêté)

- engagera la production à faire clairement mention de la Ville de Montpellier dans le **générique** du projet, à envoyer une **copie** du projet au BAT et à autoriser la présence d'un **photographe** de la ville de Montpellier.

Une présentation annuelle des tournages réalisés sera effectuée devant le Conseil Municipal (liste des projets accompagnés et bilan synthétique), sur la base des modalités précitées.

EN ANNEXE :

- Les bilans spécifiques 2010, 2011, 2012, 2013 ;
- La liste des films tournés à Montpellier depuis 1938 ;
- La convention d'autorisation type.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- De prendre acte du bilan du BAT;
- D'approuver les modalités simplifiées d'organisation des tournage sur la base du projet de convention type joint en annexe ;
- D'autoriser Mme le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Philippe SAUREL : De plus en plus de films sont tournés à Montpellier, donc ce bureau des tournages qui est piloté à la fois par la Région, par la Ville, et par d'autres collectivités, fait un travail formidable. Encore ce matin dans le Midi-Libre paraissait un très bel article qui le prouve. Nous participons donc largement en termes d'aide et en logistique sur cet accueil des tournages sur Montpellier. Je voudrais remercier toute l'équipe qui s'occupe du cinéma à la Direction de la culture et du patrimoine, qui fait un travail remarquable, notamment la Chargée de mission Sophie MENENTEAU.

Michael DELAFOSSE : Les chiffres sont erronés tels qu'indiqués. En 2013, c'est 220, et cela va crescendo. En 2008 au début de votre mandat Mme le Maire, c'était deux jours. C'est dire combien la dynamique a été importante.

48- QUARTIER DES CEVENNES

Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes

1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH)

par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame EL MANSOURI	M et Mme TORRES DA COSTA	M. ROMANO
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Remplacement de la chaudière	Mise aux normes électriques, pose cumulus, plomberie	Remplacement de la porte palière
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J
Dépense subventionnable	2321,00€	10000,00€	1603,55€
Subvention Ville	232,00€	500,00€	160,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 232,00 € à Madame EL MANSOURI, une subvention de 500,00 € à Monsieur et Madame TORRES DA COSTA, et une subvention de 160,00€ à M. ROMANO,
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes subvention, chapitre 908241;

- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

49- QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA)

PROJET DE RENOVATION URBAINE

Plan de Sauvegarde du Petit Bard

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE : Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes.

Cet engagement de la Ville de Montpellier a fait l'objet d'une convention, signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement, signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndics pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil municipal le 30 mars 2009, modifié par avenants le 9 novembre 2009, le 16 novembre 2011 et le 12 novembre 2012, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique. A ce titre, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties privatives des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame BOUSQUET
Bâtiment	D12
Résidence	Le Régnier
Type logement	F4
Caractéristiques de l'opération	Partie privative
Nature des travaux	Mise aux normes de l'électricité
Adresse	8, square Henri de Régnier Bâtiment D12 (2 ^{ème} étage)
Dépense subventionnable	3324,04€
Subvention Ville	332,40€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, en cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire occupant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 332,40€ à Madame BOUSQUET;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 20422/numéro de ligne 22 861) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement attributif de la Ville de Montpellier;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- M. Fabrice CRUBEZI, 19 bd. Renouvier (propriétaire occupant) – complément	90,00 €
- SDC 18 rue de la Palissade, Bilan Patrimoine (parties communes)	4.000,00 €
Mlle BENBETKA Rachida, 10 rue Daru (propriétaire occupant)	2.683,00 €
Syndic des copropriétaires 14 rue de la Palissade, chez Cabinet JAY (parties communes)	4.000,00 €
SDC 11 rue Lallemant, Bilan Patrimoine (parties communes – copropriété dégradée)	4.000,00 €
SDC 28 Ter rue Balard, C/O Bilan Patrimoine (parties communes)	4.000,00 €
Synd Cop Amarger Université chez M. AMARGER Bernard, 42 rue Université (parties communes)	3.706,56 €
Synd 4 Verrerie Haute, MAB Planchon (parties communes)	4.000,00 €
SDC 7 rue des Ecoles Laïques, S/C Bilan Patrimoine (parties communes)	2.062,50 €
Syndic 12 rue Aristide Ollivier, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
SARL Alain POUX, 3 place Notre Dame / 48 rue Aiguillerie (parties communes)	3.599,00 €
Total :	36.141,06 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 36.141,06 € correspondant à 11 immeubles listés ci-dessus,
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

51- Avenant au marché pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Coeur

Christian BOUILLE :

Le marché 2H70, notifié le 24 aout 2012 au groupement composé de IN STRADA mandataire, Mahaut MICHEZ paysagiste, SAFEGE ingénieurs conseils et de ADELE consultants, a pour objet la réalisation

d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Cœur.

Les études programmatiques analysent les usages et les besoins des espaces à requalifier, définissent les objectifs et les préconisations d'aménagement en amont des études opérationnelles de réalisation. Ce travail fin d'ingénierie est un volet clef de l'opération Grand Cœur afin de réaliser des aménagements de qualité et pérennes dans le temps en accompagnement des opérations de renouvellement urbain.

Ce marché à bons de commande, d'une durée initiale d'un an, est renouvelable 3 fois. Il a été reconduit une première fois jusqu'au 24 août 2014.

Or, il convient d'acter la sortie d'un des membres du groupement en raison du décès de Monsieur Bernard BARILERO le seul consultant salarié de la société ADELE Consultants survenu durant la première période de reconduction. Le mandataire proposera un sous-traitant pour la réalisation des prestations dont avait la charge le membre sorti du groupement, sous réserve de l'acceptation de la Ville.

En conséquence de ce départ, la répartition financière du marché entre les membres du groupement est caduque. Chaque bon de commande indiquera, au fur et à mesure de la réalisation du marché, les montants dus à chaque membre du groupement pour ses prestations. Le paiement aura lieu sur le compte du mandataire solidaire qui assurera la répartition entre les membres, conformément aux accords écrits et signés de ces derniers.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :

- d'approuver l'avenant numéro 1 du marché à bons de commande pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics et d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant afférent,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur SAUREL sort de la séance.

52- Construction de la crèche rue Boussinesq - Attribution du marché de travaux

Françoise PRUNIER :

Pour faire face à l'augmentation démographique, il s'est avéré nécessaire de créer une structure multi accueil petite enfance qui prendra place dans un immeuble construit par l'entreprise Eiffage, aux termes d'un contrat en VEFA. Cet établissement permettra de réinstaller dans des locaux rénovés l'actuelle crèche Sophie Lagrèze comprenant 60 places et pourra accueillir 41 jeunes enfants supplémentaires.

Pour réaliser les travaux d'aménagement, un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics et comportant 11 lots à attribution séparée, a été publié.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Désignation	Entreprises retenues	Prix offre H.T. Tranche ferme	Prix offre H.T. Tranche conditionnelle	Prix offre H.T. Total
1	CLOISONS – FAUX PLAFONDS	FPI	115 820,00		115 820,00
2	MENUISERIES INTERIEURES, MOBILIER	ATELIER DUCROT	149 600,90		149 600,90
3	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	SOL COLOR	133 860,27		133 860,27
4	REVETEMENTS DE SOLS RESINE	PROCESS SOL	28 546,65		28 546,65
5	PEINTURE	CORNIL	29 556,21		29 556,21
6	PLOMBERIE	CHICHE	108 759,00		108 759,00
7	COURANTS FORTS ET FAIBLES	INEO	108 543,37		108 543,37
8	CHAUFFAGE, VENTILATION, RAFRAICHISSEMENT	SNECC	199 597,59		199 597,59
9	SERRURIE	TECHNICFER	17 799,00	38 690,00	56 489,00
10	VRD ESPACES VERTS	EIFFAGE	30 238,97	7 428,00	37 666,97
11	EQUIPEMENTS DE RESTAURATION ET CLOISONNEMENTS ISOTHERMES	SALAGER	119 100,75		119 100,75
	TOTAL		1 041 422,71	46 118,00	1 087 540,71

Les marchés démarreront sur ordre de service.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres en date du 4 février 2014 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville, section investissement, programme 2013I03, op 12D06317, fonction 9064, nature 2313 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Françoise PRUNIER : Donc une structure multi-accueil sera construite rue Boussinescq. Elle permettra d'accueillir l'actuelle crèche Sophie Lagrèze qui comprend 60 places, et pourra accueillir en plus 41 jeunes enfants supplémentaires. Pour réaliser les travaux d'aménagement, un marché à procédure adaptée a été publié et nous vous demandons de prendre acte de la décision de la commission d'appel d'offres.

Francis VIGUIE : Deux questions par rapport à cette délibération. Tout d'abord, il manque des places en crèche à Montpellier, nous ne pouvons que nous féliciter de l'ouverture d'une nouvelle, mais mes deux

questions étaient pourquoi en VEFA, puisque à priori si nous avons bien compris, VEFA suppose qu'il n'y a pas d'appel d'offres et donc j'aimerais comprendre pourquoi ce choix. La deuxième chose est : quel sera le futur statut de cette crèche ? Devons-nous considérer qu'elle reste en régie municipale, ou y aura-t-il une DSP ? Nous souhaiterions savoir ce qu'il en est sur ces deux questions.

Madame le Maire : En ce qui concerne la première question, nous réservons en fait un espace dans un immeuble qui ne nous appartient pas pour la crèche.

Michael DELAFOSSE : Sur la VEFA, c'est-à-dire Vente en État Futur d'Achèvement, cela permet de faire des économies puisque d'une certaine manière, cela est réalisé sur plan. Il s'agit donc là d'une opération de renouvellement urbain, avec une crèche, 70 logements dont 10 logements sociaux. C'est dans l'ensemble de l'opération que nous avons acheté les mètres carrés qui permettront d'accueillir une centaine d'enfants, comme l'a rappelé Françoise PRUNIER, et une salle associative de 120 m². Cela permet donc de réaliser un équipement public à un coût moins important et donc de protéger les deniers des Montpelliérains.

53- Crèche La Petite Sirène

Protocole d'accord transactionnel suite aux désordres des sols souples

Françoise PRUNIER :

En 2008, la Ville a fait construire la crèche La Petite Sirène, sise 115, avenue du Fès. Les entreprises Pailleret et Zonca se sont vues attribuer respectivement les lots de revêtement de sols souples et menuiseries extérieures dans le cadre du marché de cette construction.

Des désordres et des malfaçons étant apparus notamment au niveau des sols souples, la Ville de Montpellier a présenté une requête le 14 février 2012 afin de déterminer l'origine, les causes et responsabilités des dits désordres.

Par ordonnance en date du 16 mars 2012, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville de Montpellier. Monsieur Fabrice OGER a été désigné en qualité d'expert judiciaire. Il a déposé son rapport d'expertise le 24 juin 2013.

A la suite de cette expertise, il apparaît que la société Zonca est seule responsable des désordres occasionnés aux sols souples à la suite d'infiltrations dues à une étanchéité défectueuse des menuiseries extérieures.

Afin de clore cette affaire, un protocole d'accord est établi entre la compagnie AREAS DOMMAGES, assureur transactionnel de l'entreprise Zonca en liquidation et la Ville de Montpellier. Il est mis à la charge de la compagnie une indemnité forfaitaire transactionnelle et définitive d'un montant de 25 249.43€, correspondant au coût des travaux à réaliser pour le remplacement des menuiseries (11 787,77 €), au timbre fiscal (35 €), aux frais d'expertises (11 157,56 €), aux frais des essais réalisés (269,10 €) et aux frais d'avocat (2 000 €). La Ville de Montpellier accepte et reconnaît le caractère forfaitaire transactionnel et définitif de cette indemnité concernant ce remplacement.

La Ville se réserve le droit de poursuivre une nouvelle action en cas d'aggravation des désordres affectant les revêtements de sols souples par rapport au constat de l'expert judiciaire du 24 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération;
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ce protocole d'accord et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

54- Partenariat Ville - Etablissements associatifs d'accueil de Petite Enfance Avenants aux conventions

Françoise PRUNIER:

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 (CEJ) et le financement des établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants sous forme de prestations de service versées pour l'accueil des enfants montpelliérains.

Initialement, le CEJ prévoyait la création de 84 places associatives. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un avenant intégrant 36 nouvelles places associatives.

Ces places sont réparties dans les établissements suivants :

- Multi accueil les Infantines : 5 places (10 places déjà prévues dans le cadre du CEJ)
- Multi accueil les Lutins : 12 places
- Multi accueil les Bambins du lez : 8 places
- Multi accueil l'Arbre à Chouettes : 11 places (4 à compter de mai 2013 et 7 à compter de janvier 2014)

Ces places supplémentaires s'ajoutent aux 541 places déjà conventionnées qui bénéficient d'un financement municipal à hauteur de 1,70 € par heure facturée, soit un total de 577 places associatives.

Concernant le cas particulier du multi accueil « les Infantines », au-delà de la création nette de 5 places d'accueil financées en prestation horaire (1.70 €/ heure facturée), 10 places sont transférées à la suite de la fermeture de l'accueil familial assuré par l'établissement Ginkgo Biloba, relevant du même gestionnaire ALPJ. Le montant de la prestation associée à ce transfert est de 90 000 € annuels, financement spécifique pour une action pilote au titre du CEJ pour le fonctionnement de 10 places d'accueil en horaires d'ouverture élargis (7h à 19h30).

Les modalités de ce financement municipal, dont le principe et le contenu sont prévus par le CEJ, ainsi que les obligations des associations gestionnaires, sont précisées pour chaque association par une convention signée entre la Ville et l'Association.

Afin d'assurer le financement des nouvelles places créées, il convient d'établir une convention de partenariat (pour le multi accueil « les Infantines ») ou un avenant à la convention (pour les trois autres établissements déjà conventionnés).

Comme pour le CEJ, son avenant permet à la Ville de percevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% pour le financement municipal de ces nouvelles places.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, ou déjà prévues dans les précédents contrats ;

- d'approuver les termes des conventions et des avenants joints à la délibération qui prévoient les modalités de financement ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

55- Convention de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles Aiguelongue

Françoise PRUNIER :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) qui regroupent plus de 931 assistantes maternelles libérales et offrent une capacité d'accueil pour environ 2242 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a autorisé le principe de création d'un 5^{ème} relais sur la commune, le RAM Aiguelongue situé 2 rue des Tourterelles, ainsi que la signature de la convention tripartite relative à son fonctionnement.

Le financement du fonctionnement est assumé à la fois par la Ville, la CAF et le Conseil Général dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite.

Arrivée à son terme, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler cette convention qui sera reconduite expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 4 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

56- Maison pour tous de la ville de Montpellier mise à disposition de salles à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2013/2014, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1360 €.

Les associations concernées sont : Artpiste (110€), Compagnie Amélie Deux Ailes (455€), Petits débrouillards (245€), Comider (245€), Club Franco Polonais (140€), GFEN (165€),

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5610 €.

Les associations concernées sont : Tiens bon la barre (55€), Les Oudlers Montpelliérains (55€), Jasmin d'Orient (110€), MOSAIK (110€), LECHE LEAGUE - LLL LANGUEDOC ALLAITEMENT (110€), Rire en coeurs (220€), FNARS (220€), Octopus expression (275€), Camap (110€), Comité de quartier du millénaire (220€), JATLE (110€), ASHADAH (110€), Association pour toutes (110€), Vailhaucœur (220€), Réseau en Scène (110€), Arts et éveil (110€), Ecole du Tao (55€), Cie Intermezzo (330€), Secours populaire (220€), l'Escale de l'Humour (2750€)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

57- Mise à disposition de locaux associatifs

Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville

Frédéric TSITSONIS :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à des associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé aux associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association.

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 19 Décembre 2013 a décidé de renouveler, à compter du 1^{er} Janvier 2014, et ce pour une durée de 1 an, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel	Aide annuelle en nature
Association des Etudiants Vietnamiens	Ex Mp Calvé en mutualisation	49 € 00 (8 h/mois)	35 €	14 €
Amis des Etudiants	Jacques Prévert	324 € (60 h/mois)	35 €	289 €
Blouses Roses	2, rue des Tourterelles	192 € (36 h/mois)	35 €	157 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui des associations concernées ;

- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec ces associations ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

58- Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation des loyers minorés

Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS :

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs réunie en date du 19 décembre 2013, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux du 1er mars au 31 décembre 2014 pour les associations « Terra Unita » et « La Tejera les Genets ».

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Association	Adresse du local	Valeur locative (10 mois d'occupation)	Loyer minoré (10 mois d'occupation)	Aide en nature
Terra Unita	Résidence Le Chapeau Rose Rue Jules Isaac	1 675,00 €	35,00 €	1 640,00 €
La Tejera les Genets	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
TOTAL		2 775,00 €	70,00 €	2 705,00 €

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les deux conventions de location jointes en annexe ;
- D'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour la somme de : 2705,00 €
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

59- Convention de location Ville de Montpellier / Mouvement Français du Planning Familial 48, boulevard Rabelais

Frédéric TSITSONIS :

Par bail emphytéotique en date du 26 juin 1980, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) a occupé pendant une durée de 30 ans l'immeuble situé 48 boulevard Rabelais, cadastré EX 182, propriété de la Ville de Montpellier.

Par convention du 6 mai 2003, arrivée à terme, le CCAS avait mis ces locaux à disposition du Mouvement Français du Planning Familial.

La Ville de Montpellier redevenue gestionnaire du bien souhaite maintenir l'association dans les lieux dans le cadre d'une nouvelle convention d'une durée de 10 mois, du 1^{er} mars 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des activités d'intérêt général développées par l'association qui reçoit près de 6000 personnes par an (consultations, formations, animations), la convention serait consentie à titre gratuit pour le loyer, les charges locatives (eau, électricité, chauffage, Taxe des Ordures Ménagères) restant en sus pour l'association.

La gratuité du loyer constitue une subvention en nature pour 10 mois d'occupation d'un montant de 17 330 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes annuels de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- d'approuver la gratuité du loyer et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour la somme de 17 330 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

60- 88 bis avenue de Toulouse Convention de location Ville de Montpellier/Association Chèvrefeuille étoilé

Frédéric TSITSONIS :

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie en date du 19 décembre 2013, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition de l'association « Chèvrefeuille étoilé » un garage de 15 m² situé, 88 bis avenue de Toulouse.

Cette convention d'une durée de 10 mois prendra effet au 1^{er} mars 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

La valeur locative de ce bien est évaluée à 1125,00 € pour 10 mois d'occupation.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de cette association, un loyer minoré de 35,00 € leur est proposé. Ledit loyer constitue une subvention en nature de 1090,00 € pour 10 mois d'occupation qui sera portée au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature qui s'élève à 1090,00 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

61- Site Pagézy

Aménagement et mise à disposition de locaux pour la création d'un Centre d'Incendie et de Secours Accord de principe sur le projet

Frédéric TSITSONIS :

Le schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des risques (SDACR) arrêté le 20 décembre 2010 par Monsieur le Préfet de l'Hérault précise que la couverture de Montpellier et de son agglomération doit être réévaluée.

Pour cela, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a réalisé de mai à octobre 2011 une étude qui a permis de valoriser, entre autre, l'implantation d'un poste au centre-ville de Montpellier afin d'améliorer les délais de réponse des secours, dans l'attente de la création d'un troisième centre de secours au sud de l'agglomération.

A l'issue de cette étude et dans le cadre d'une rencontre début 2013 avec le directeur du SDIS, la Ville de Montpellier a proposé l'opportunité d'une mise à disposition de locaux de 200 m² environ sur le site Pagezy (niveau -2 ancien Hôtel de Ville).

Cette mise à disposition serait consentie à titre gracieux et compensée côté SDIS par une activité journalière dans le centre historique, d'une amplitude horaire allant de 7h à 19h, avec l'apport de moyens en personnel et en matériel (six pompiers, deux véhicules de secours aux victimes et un engin incendie adapté au secteur). Les modalités de ce dispositif devront être précisées dans le cadre d'une convention à venir.

La mise en place de ce nouveau poste nécessite au préalable un aménagement des locaux qui pourrait démarrer en juin pour une installation effective du poste en octobre 2014.

Le montant des travaux évalué à 80 000 € TTC sera pris en charge par la Ville, les équipements et mobiliers ainsi que les installations de communication seront pris en charge par le SDIS.

A cet effet, il est envisagé de solliciter le Département de l'Hérault pour une aide sous forme de subvention dans le cadre de sa participation au financement des casernements, le montant de l'aide est de 50% de la dépense totale.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De donner un accord de principe sur l'ensemble du projet ;
- D'autoriser l'engagement des études pour la réalisation des travaux ;
- D'autoriser le dépôt auprès du Département de l'Hérault un dossier de demande de subvention contribuant à une prise en charge partielle des travaux.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Frédéric TSITSONIS : Mme le Maire, c'est un dossier important. Tous le sont, mais celui-là l'est car il concerne la sécurité des Montpelliérains. Vous savez que sur l'ancienne mairie, nous continuons à mettre en place des structures, soit payantes sur les étages supérieurs lorsqu'elles louent des plateaux, soit des équipements publics tels que la Cité des Métiers, la Mission Locale d'Insertion. Dans cette délibération, il s'agit d'un accord avec le SDIS pour mettre en place la création d'un centre d'incendie et de secours en plein centre-ville qui fonctionnera de 7h00 à 19h00 avec six pompiers, deux véhicules de secours aux victimes et un engin incendie adapté au secteur. Effectivement, l'emplacement et le site même de l'ancienne mairie en plein cœur ou à proximité de l'écusson est idéal et donc la ville mettra à disposition environ 200 mètres carrés de locaux et d'espaces, prendra à sa charge les travaux pour un montant de 80 000 €, et le SDIS prendra en charge les équipements immobiliers ainsi que les installations de communication. Voilà donc un bon partenariat pour renforcer la sécurité et la capacité qu'auront les pompiers à agir vite sur l'Ecusson.

62- Convention de mise à disposition d'un marché de fourniture et d'acheminement de Gaz Naturel passé sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP pour la Ville de Montpellier

Frédéric TSITSONIS :

Les tarifs règlementés de vente (TRV) sont appelés à disparaître au 31 décembre 2014 pour les consommateurs non domestiques dont le niveau de consommation est supérieur à 200 MWh par an et au 31 décembre 2015, pour ceux dont le niveau de consommation est supérieur à 30 MWh. Aussi, les pouvoirs adjudicateurs vont devoir procéder à l'achat de leur besoin en Gaz Naturel tout en respectant les dispositions du code des marchés publics.

Au premier trimestre 2014, l'UGAP lancera un appel d'offres de fourniture et d'acheminement de Gaz Naturel. Cette consultation allotie sera lancée en vue de la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaires par lot, dont les titulaires seront ultérieurement remis en concurrence.

Conformément au code des marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs qui ont recours à une centrale d'achat sont dispensés de leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

A la suite de cet appel d'offres, l'UGAP procédera à une unique remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre du lot correspondant. De cette mise en concurrence regroupant plusieurs bénéficiaires découlera un marché subséquent par bénéficiaire, dont les conditions administratives, financière et techniques d'exécution seront identiques d'un bénéficiaire à l'autre, au sein d'un même lot.

La Ville de Montpellier souhaite participer à cette consultation pour la fourniture et l'acheminement de Gaz Naturel pour l'ensemble de ces sites alimentés en gaz et bénéficier ainsi d'un prix d'achat plus intéressant financièrement de part l'effet de taille que celui qu'elle obtiendrait en dehors du groupement d'achat proposé par l'UGAP.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'achat de la fourniture et de l'acheminement du gaz naturel avec l'UGAP selon la convention ci-jointe.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la convention avec l'UGAP, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

63- Exploitation du parking du futur Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 2

Frédéric TSITSONIS :

Dans le cadre de la construction du nouvel Hôtel de Ville, la réalisation d'un parking souterrain a été décidée afin de répondre aux besoins en stationnement de ce nouvel espace public.

Le parking, situé sous le parvis nommé « Place Georges Frêche », a été construit dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC du Nouvel Hôtel de Ville, mise en place par délibération du 29 mai 1996.

Par délibération n° 2011/333 du 20 juin 2011, le Conseil municipal a décidé de retenir EFFIA Stationnement pour l'exploitation en son nom du parking de l'Hôtel de Ville, pour une rémunération sur cinq ans de 1 689 797,50 € HT.

Par délibération n° 2012/541 du 12 novembre 2012, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un avenant n° 1 permettant différentes modifications au contrat initial (concernant notamment la modification des heures d'ouverture du parking et l'intégration du contrat de maintenance des 2 ascenseurs duplex) pour un montant de 44 582,75 € HT.

Il s'avère nécessaire de procéder à la modification du système de péage suite à la mise en place du chèque parking CCI, du ½ tarif moto et du « chèque mariage » et au paramétrage du suivi des véhicules de service.

Ces modifications entraînent une augmentation du montant du marché de 4 553 € HT.

Le nouveau montant du marché public serait ainsi de 1 738 933,25 € HT d'où une augmentation globale du montant du marché de 2,91 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Accepter ces modifications au contrat.
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 2 au marché n° 1H078331 « Exploitation du parking du futur Hôtel de Ville de Montpellier » ainsi que tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 53
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.*

64- Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon

Michel ASLANIAN :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations à vocation internationale contribuant au développement d'échanges culturels, de projets en lien avec les jumelages existants et de solidarité, ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

L'association I Dilettanti est une association culturelle franco-italienne fondée en 1998, qui a pour objet la promotion de la langue et de la culture italienne. Elle organise, depuis de nombreuses années, à l'Espace Martin Luther King, deux fois par semaine, pour les montpelliérains, des groupes de conversation ainsi qu'une soirée-débat consacrés à un élément de la culture italienne ou à un fait marquant de l'histoire du pays ou de son actualité. Cette association participe aussi activement aux différents événements culturels montpelliérains. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite mettre à disposition de cette association un bureau à l'Espace Martin Luther King.

L'association Mozaïc Outre-Mer a pour objet de créer un réseau des associations et acteurs d'outre-mer en France métropolitaine en promouvant, diffusant et produisant la culture d'outre-mer. Cette association est à la fois la vitrine de la culture ultramarine à Montpellier et la vitrine de la ville en outre-mer. A ce titre, il est demandé à la Ville de Montpellier de mettre à disposition de cette association un bureau partagée avec l'association Centro Valenciano Del Exterior Gransur, à l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces deux structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
I Dilettanti	Espace Martin Luther King 27 boulevard Louis Blanc 34000 Montpellier	1870 €	35 €	1835 €
Mozaïc Outre-Mer	Espace Jacques Premier d'Aragon 117 rue des Etats Généraux 34000 Montpellier	3861 €	35 €	3826 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les conventions de mise à disposition en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées à l'association I Dilettanti et à Mozaïc Outre-Mer et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables

D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

65- Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Michel ASLANIAN :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Chengdu du 25 février au 3 mars 2014 :

Montpellier, première ville française jumelée avec une ville chinoise, multiplie depuis 33 ans maintenant, avec la ville de Chengdu, les échanges et les projets de coopération dans de nombreux domaines (médecine, recherche, droit, éducation, administration, sport, coopération universitaire, promotion économique....).

Faits marquants en 2013, dans le domaine de l'éducation, l'école Chengdu a été inaugurée à Montpellier, l'école Montpellier en Chine sera ouverte en septembre 2014; Des classes internationales ont vu le jour, permettant l'apprentissage de la langue chinoise dans 4 écoles, 2 collèges et un lycée montpelliérains de même que des classes d'apprentissage du français dans 9 établissements chinois. L'Institut Confucius a ouvert ses portes au mois de septembre dernier. Cette association dont la ville est un des quatre membres fondateurs dispense des enseignements de langue, organise des activités de sensibilisation à la culture, aux traditions et au contexte économique chinois et favorise les contacts et les échanges avec la Chine.

L'année 2014 est marquée par la célébration du cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine. A ce titre, une délégation de la ville de Montpellier, composée de Madame le Maire, et de Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller municipal délégué au jumelage avec Chengdu, se rendront en Chine, afin de participer à la célébration de cet anniversaire organisée dans notre ville jumelle, d'inaugurer les nouveaux locaux de la Maison de Montpellier à Chengdu, de faire le point sur les projets communs entre les deux villes (Fise, Classe Rabelais ...) ainsi que définir l'accord entre les universités de Montpellier et Chengdu, dans le domaine de la santé (diabète, Alzheimer....).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'accorder à Mme le Maire, et Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller municipal délégué au jumelage avec Chengdu, un mandat spécial pour le déplacement à Chengdu du 25 février au 3 mars ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Mme le Maire;
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut, Monsieur Michel ASLANIAN à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement (frais de transport et d'hébergement estimés à 13 000 euros) sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

66- Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014 - Action Internationale et jumelages

Michel ASLANIAN :

Dans le cadre de sa politique internationale, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à des réseaux de villes et associations de collectivités territoriales, impliqués dans la coopération internationale avec d'autres gouvernements locaux. Le travail au sein de ces réseaux permet l'échange d'expertise et de bonnes pratiques, la mutualisation de projets et de moyens et la connaissance des actions menées par d'autres territoires vers les pays dans lesquels nous avons des partenaires locaux. Ces réseaux proposent aussi des formations ad hoc ouvertes aux élus et aux agents des collectivités adhérentes afin d'améliorer leur expertise et leur opérationnalité. Ils proposent également une veille sectorielle et jouent un rôle de lobbying auprès du gouvernement en matière de politique d'action extérieure des collectivités locales.

Pour l'exercice 2014, il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFCCRE- Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe	10 267 €
920	6281	CUF- Cités Unies France	13 786 €

En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 24 053 euros sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920) ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mesdames BECCARIA et DELONCLE sortent de la séance.
Monsieur VIGNAL quitte définitivement la séance.

67- ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Modification d'Agrément de candidature PROMOLOGIS – Groupement d'habitants MASCOBADO Lots 5A1/5A2

Michaël DELAFOSSE :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

La Ville de Montpellier a souhaité soutenir le développement de projets d'habitat participatif dans la ZAC des Grisettes et a donc réservé, en collaboration avec la SERM, 2 lots (lot 5A1 et lot 5A2) dans la 4^{ème} tranche de la ZAC. Suite au lancement d'un appel à projet, 2 groupes d'habitants accompagnés de l'assistant à maîtrise d'ouvrage « Toit de choix », ont été sélectionnés, compte tenu de la qualité du projet multi-générationnel, écologique, solidaire, innovant et de la forte implication des habitants dans le développement de ce projet. Le montage de ces opérations est réalisé avec Promologis (bailleur social) qui permet notamment d'assurer une mixité sociale et une garantie financière à ces projets.

Dans sa séance du 17 juin 2013, le conseil municipal a approuvé l'agrément de candidature de Promologis Mascobado sur le lot 5A2b et le conseil municipal du 7 octobre 2013 a approuvé l'agrément de candidature de Promologis et Mascobado 2 sur le lot 5A1.

Fin 2013, les 2 groupes d'habitants, Mascobado et Mascobado 2 ont décidé de s'unifier en un seul groupe appelé Mascobado. Suite à cette évolution, il est proposé de modifier les 2 délibérations d'agréments de candidature énoncées ci-dessus et de les remplacer par le nouvel agrément décrit dans la présente délibération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Promologis et du groupement d'habitants Mascobado en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : PROMOLOGIS – MASCOBADO

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lots 5A1 et lot 5A2

Parcelle cadastrée : Section DZ n°144 et 145

Surface du lot : 2 442 m²

Nature du projet : 23 logements collectifs

SDP envisagée : 1 882 m²

SDP maximale autorisée : 2 050 m²

La SERM précise que la candidature de PROMOLOGIS – MASCOBADO prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de PROMOLOGIS - MASCOBADO pour la construction de logements collectifs sur les lots 5A1 et 5A2 de la 4^{ème} tranche ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame DELONCLE revient en séance.

Monsieur ASLANIAN sort de la séance.

Michael DELAFOSSE : Il s'agit d'un organisme de logement social dans le cadre de la première opération d'habitat participatif sur la ville de Montpellier.

Madame le Maire : C'est une très bonne initiative qui est à continuer.

Michael DELAFOSSE : Je partage tout à fait votre point de vue Mme le Maire. L'idéal serait de faire au moins une opération par ZAC, car il existe une très bonne dynamique des habitants. Nous avons là une vingtaine de logements avec des modes d'organisation très intéressants.

Hélène QVISTGAARD : Mme le Maire, merci de me donner la parole. Je voudrais remercier grandement les services à mon tour sur ce projet car l'habitation participative n'était au départ pas facile à mettre en place, mais les services ont tout à fait répondu à la commande politique en adéquation avec Michael DELAFOSSE et Frédéric TSITSONIS sur cette partie. Je voudrais en profiter pour remercier PROMOLOGIS, car il n'est pas toujours évident pour des opérateurs de mener à bien ce type d'opérations.

Christophe MORALES : Je voulais me féliciter à plusieurs titres, car tout d'abord vous savez que cela a été il y a une trentaine d'années l'objet de ma thèse, et que j'ai eu l'occasion de faire en tant qu'architecte la première opération d'habitat groupé autogéré en France dans le secteur de Cannes, et je suis donc heureux que cela puisse se reproduire et que cela se fasse avec le consentement des pouvoirs publics, et souligner que ce quartier des Grisettes le méritait puisqu'il s'agit d'un quartier exemplaire d'un point de vue écologique, et qu'il l'est maintenant également d'un point de vue social et participatif.

Je souhaite enfin souligner que la loi ALUR qui vient d'être votée va promouvoir et faciliter justement l'ensemble de ces opérations d'habitat participatif. Le travail des parlementaires que je salue, ainsi que du Gouvernement, est à remarquer alors que nous avons bien souvent plutôt tendance à le critiquer. Je crois que les avancées sont significatives, mais je pense que nous devons bien entendre ce principe afin qu'il ne soit pas simplement entre soi et qu'il puisse être assorti, ce que je proposais à l'association qui nous a interpellés ces derniers temps, en tant que Vice-président à l'Agglomération, d'une mixité sociale mais aussi d'une mixité générationnelle, et une grande ouverture sur le quartier. Des espaces communs existeront pour les habitants de l'ensemble, mais il est souhaitable qu'ils puissent être également accueillants pour l'ensemble des autochtones, qui sont déjà là et qui aimeraient également participer à cette aventure de la grande concertation. Je vous remercie.

Cédric SUDRES : J'apporte juste un complément à ce que vient de dire mon collègue MORALES. Il est important d'ouvrir le plus largement possible, mais après sur le fond, je souhaitais souligner les initiatives conduites par Michael DELAFOSSE et Hélène QVISTGAARD sur ce projet qui est très participatif et novateur, nous l'avons dit. Il est de plus intéressant que celui-ci soit sur la ZAC des Grisettes. Nous pouvons le

mettre en parallèle avec ce que nous faisons avec mon collègue Philippe THINES sur la gestion des espaces verts et des jardins. Sur l'Agriparc, nous avons un projet en cours avec les services de la ville de vergers et de jardins participatifs partagés, et nous sommes vraiment à quelques mètres en face avec des habitats conçus avec les habitants de manière participative, avec des espaces communs, donc une question de mutualisation, d'économies, de lien social, de vivre-ensemble en lien avec l'Agriparc. Bingo sur cette opération, nous savons que cela figure dans les projets futurs, et nous le retrouvons dans certains programmes pour les prochaines élections municipales.

Michael DELAFOSSE : Je voudrais vous remercier, Mme le Maire, de nous avoir fait confiance pour mener ce type de projet, car effectivement cela n'était pas simple. Des habitudes existent dans l'économie de l'immobilier, et donner un lot à des personnes qui sont fortement impliquées dans ce projet est une chance. Ceux-ci seront pleinement habitants des Grisettes, ils le sont déjà d'ailleurs, dans quelques mois. Cela a participé aux dynamiques du vivre-ensemble car ces personnes arrivent avec plein d'énergie et la délibération fait acter une chose importante : la présence du logement social. Alors que nous sommes sur une première opération que nous expérimentons, d'emblée il existe un désir dans le projet des 20 personnes d'introduire un critère de solidarité par un opérateur social qu'Hélène QVISTGAARD a fortement motivé pour ce projet. Cela préfigure d'un savoir-faire que nous allons pouvoir ensuite porter dans d'autres quartiers, je pense notamment à l'opération sur Mendès-France de rénovation urbaine où d'ici trois ans nous serons en mesure, car les contraintes de chantier font que hélas nous prenons un peu de retard, mais également un lot d'habitat participatif sur l'opération de l'EAI, et d'autres sont invités. Aux Grisettes, ce projet novateur est une très bonne chose pour ce quartier.

68- Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Bouygues Immobilier (pour une opération située à l'intersection de l'avenue Saint Lazare et de l'avenue de la Justice de Castelnau)

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier incite à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux, d'activités et de commerces. C'est dans cette perspective que s'inscrit la mutation urbaine de l'îlot situé à l'angle de l'avenue de la Justice de Castelnau et l'avenue Saint Lazare

Cet îlot dans le quartier Hôpitaux Facultés, d'une superficie d'environ 3 100 m², desservi par la ligne 2 du tramway (arrêt Saint-Lazare), à proximité du projet de renouvellement urbain de l'îlot Saint Lazare, est occupé aujourd'hui par des maisons d'habitation et un restaurant.

Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'une résidence étudiante et de logements collectifs est porté par le promoteur Bouygues Immobilier.

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser autour d'un espace vert paysagé un programme immobilier de 49 logements en accession à la propriété, 16 logements en accession sociale et une résidence étudiante de 80 studios et d'un logement de fonction, ainsi qu'un local d'activité (service ou commerce).

Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par Bouygues Immobilier (demande enregistrée sous le n° PC 13 VO100).

Ce projet immobilier s'inscrit dans l'esprit de réaménagement et de renouvellement du quartier souhaité par la municipalité. Il implique cependant la réalisation d'aménagements de voiries coûteux.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par Bouygues Immobilier, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme permettent la conclusion

entre les promoteurs et la Ville d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par le promoteur d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par la Ville de Montpellier.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention joint en annexe à la présente délibération, ils consistent principalement :

- au prolongement d'un itinéraire cyclable ainsi que l'aménagement des trottoirs sur la rue Ferran ;
- à l'aménagement d'un trottoir d'environ 3m et de places stationnement longitudinal, ainsi que la plantation d'arbres de hautes tiges sur l'avenue Saint Lazare;
- à l'aménagement d'un trottoir d'environ 5m sur l'avenue de la Justice de Castelnaud;
- à l'adaptation du carrefour à l'intersection entre l'avenue St Lazare et l'avenue de la Justice de Castelnaud ;
- au réaménagement du rond-point du Souvenir Français.

L'ensemble des aménagements prévus correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à 3 200 m².

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération immobilière a été chiffrée à la somme de 1 515 218€HT (coût global des travaux de voirie et de réseaux).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge du promoteur une part de ces aménagements :

- 90 % du coût des réaménagements de voiries entourant l'îlot (rue de Ferran, avenue St Lazare, avenue de la Justice de Castelnaud),
- 25 % du coût du réaménagement du rond-point du Souvenir Français,
- 100 % du coût des travaux de réseaux associés.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge du promoteur s'élève ainsi à 993 481 € HT, correspondant au total à 65,57 % du coût HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre la Ville de Montpellier et Bouygues Immobilier. Elle précise toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par le promoteur. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu des participations prévues par la convention, il est proposé de prévoir une durée d'exonération de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le périmètre concerné de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- D'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation des constructeurs, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial, tels que joints en annexe ;
- D'exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : 2 (NPA)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame BECCARIA revient en séance.

Michael DELAFOSSE : Au-delà de la réalisation de logements, l'opération immobilière est mise à contribution pour à la fois aménager les trottoirs sur la rue de Ferran, réaliser un alignement d'arbres et participer à la réalisation d'un tronçon de piste cyclable. Nous finançons la ville non par le contribuable mais par l'opération d'aménagement et le sens du projet urbain participatif induit de mettre une convention de participation à chaque promoteur, rapporté au mètre carré, pour financer l'aménagement et donc améliorer notre voirie, notre tissu végétal, notre circulation dans ce secteur très important pour les Montpelliérains puisque à proximité du cimetière, nous allons gagner en qualité d'espace public.

Anne-Rose LE VAN : Nous nous posons la question suivante : pourquoi avoir choisi cette forme d'opération, c'est-à-dire le projet urbain partenarial ? Cette forme de partenariat public-privé est adaptée à l'urbanisme. Nous avons à Montpellier un opérateur semi-public avec la SERM, voire 100 % public avec la SPL. Pourquoi passer par Bouygues pour cette opération, sachant que si j'ai bien compris, ils prennent en charge 65 % du coût de l'opération d'aménagement, ce qui veut dire qu'il en reste tout de même 35 % à charge de la collectivité.

Nous avons également des questions sur le contenu du projet. Il est écrit qu'il comportera une résidence étudiante, mais s'agit-il de logements étudiants publics avec le CROUS ou bien de logements privés gérés par Bouygues ? Enfin sur cette opération, j'ai remarqué qu'il n'était pas prévu de logements locatifs sociaux comme c'est habituellement le cas des opérations portées par les opérateurs publics. Autant l'opération d'habitat participatif est très intéressante, autant celle-ci est tout à fait dans ce que nous rejetons globalement comme mode d'aménagement.

Michael DELAFOSSE : Je vais m'efforcer de répondre point par point de manière très claire à votre question. Tout d'abord il s'agit d'une propriété privée. Ce terrain privé a été vendu à l'opérateur immobilier, comme le prévoit le droit en France et comme se réalisent beaucoup d'opérations même s'il est vrai qu'à Montpellier, 50 % de la production immobilière se fait en ZAC et sous la maîtrise de la SERM, mais la ZAC est une échelle importante. Il s'agit là d'une intervention dans ce que nous désignons comme le « secteur diffus » où la collectivité est fortement intervenue à plusieurs égards. Premièrement, vous pointez l'absence de logements sociaux ou de logements aidés, nous répondons très bien, comme cela est indiqué dans la délibération, puisque 49 logements relèveront de l'accession aidée à la propriété. Il s'agit d'aider des Montpelliérains à devenir propriétaires dont 16 en accession sociale. En outre, parmi les logements étudiants, certains sont réalisés par l'opérateur public comme nous l'avons fait sur les terrains dans le Parc Montcalm, avec trois résidences étudiantes.

Je fais une parenthèse pour préciser que dans le projet, ils ont vocation à être détruits et reconstitués ailleurs pour pouvoir agrandir le parc, c'est-à-dire détruire du bâti pour étendre l'espace vert. Il s'agit là de logements étudiants qui relèvent de l'opérateur privé, comme il s'en produit également beaucoup dans la ville. Chaque fois que nous le pouvons, nous proposons des partenariats au CROUS, mais le CROUS à lui seul ne peut répondre aux besoins de logements étudiants.

Sur le troisième point de votre intervention, qui je suppose n'est pas infondé ou malveillant à notre endroit, je vous invite à mesurer la portée de la délibération, qui consiste à dire que le projet urbain partenarial est une sorte de taxation de la rente foncière au profit de la collectivité pour financer des équipements de voirie. Une taxation de partage de cette rente foncière, avec une part de profit et une part que nous socialisons au profit du collectif, représenté ici par les trottoirs, les espaces verts. Cette répartition est donc très favorable à la puissance publique puisque 65 % du privé va financer les équipements publics, tandis que nous intervenons en complément. Imaginez que nous ne prenions pas cette délibération, dont je suis sûr que vous la voterez : le contribuable devrait payer ici les trottoirs, les espaces verts. Nous les finançons là à 65 % par le privé au nom du partage de cette rente foncière, et ce type de projet urbain partenarial me semble important et doit être noué le plus souvent possible, surtout à des échelles relativement fines, car la ZAC représente une échelle plus importante et une procédure qui prend beaucoup de temps à réaliser. Nous sommes là dans le diffus, ce qui nous permet de réaliser des aménagements de voirie à moindre frais pour le contribuable et de faire participer le privé en exigeant un partage de la rente foncière. Je crois qu'il s'agit d'un point extrêmement important dans le dispositif d'ensemble de production de la ville.

**69- Avenant N° 1 au contrat
d'urbaniste - architecte coordonnateur
de la ZAC Port Marianne - République
Marché 9G118332**

Michaël DELAFOSSE :

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes du contrat d'urbaniste – architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne – République, suite à la désignation de l'Agence Nicolas Michelin & Associés en tant que lauréate du concours d'urbanisme mis en œuvre pour choisir un projet d'aménagement pour ce nouveau quartier de Montpellier.

Afin de prendre en compte la prescription d'un nouvel aléa inondation par les services de l'Etat sur l'ensemble des bassins versants du Lez et de la Lironde, une étude hydraulique générale a été engagée sur ce secteur impactant la ZAC Port Marianne – République et les missions attribuées à l'Agence Nicolas Michelin & Associés ont dû être suspendues temporairement.

Ces missions peuvent être à nouveau engagées à la suite du porter à connaissance d'une nouvelle carte d'aléas inondation modifiée, entraînant des études complémentaires propres à la ZAC non prévues dans les honoraires du contrat initial de l'Agence Nicolas Michelin & Associés.

Par ailleurs, diverses évolutions du contexte urbain du projet de la ZAC Port Marianne – République générant des changements dans la programmation (bureaux, équipements, commerces, logements, ...), ainsi qu'une évolution du tracé viaire et des adaptations topographiques entraînent des études d'approfondissement du projet d'urbanisme par l'Agence Nicolas Michelin & Associés, également non prévues dans le contrat initial.

L'ensemble de ces études complémentaires requièrent une réévaluation par avenant des honoraires du contrat de l'Agence Nicolas Michelin & Associés.

En outre, compte tenu de la complexité des îlots développés dans le projet de l'Agence Nicolas Michelin & Associés, il apparaît nécessaire d'anticiper l'étude de deux fiches d'îlots (îlot A en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et îlot F aux abords de la Lironde), initialement prévues au stade de la Mission 3 et qu'il convient d'engager dès à présent en parallèle de la Mission 1 du contrat.

En conséquence, le projet d'avenant n° 1 au contrat d'urbaniste – architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne – République, joint en annexe, est aujourd'hui proposé, dont les termes consistent :

- en une réévaluation de la Mission 1 dudit contrat, pour un montant de 15.540,53 € HT représentant une augmentation d'environ 1,82 % du marché initial, le montant de la Mission 1 passant de 104.885,55 € HT à 120.426,08 € HT ;
- en une anticipation, en parallèle de la Mission 1, de l'étude de deux fiches d'îlot (A et F) initialement prévues au stade de la Mission 3 du contrat, pour un montant de 7.276,50 € HT pour chaque fiche d'îlot, soit un total de 14 553 € HT à régler au stade de la Mission 1. Cette somme et la réalisation des deux fiches d'îlot correspondantes (A et F) seront soustraites de la Mission 3.

Le marché global passé avec l'Agence Nicolas Michelin & Associés pour la définition du futur quartier République à Port Marianne – toutes missions confondues – serait ainsi porté de 855.916,51 € HT à 871.457,04 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat d'urbaniste – architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne – République, tel qu'annexé à la présente ;

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 au contrat d'urbanisme – architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne – République ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER sort de la séance.

Monsieur Jacques MARTIN sort de la séance et donne procuration à Madame BIGAS.

70- Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU)
Secteur Place de la Voie Domitienne
APPROBATION

Michaël DELAFOSSE :

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-13-3 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagée afin de réduire ponctuellement deux emplacements réservés situés place de la Voie Domitienne et route de Mende (quartier Hôpitaux-Facultés), dans le cadre de la mise en œuvre du projet Campus.

1 – Objet de la modification simplifiée

Le Campus universitaire de Montpellier fait partie des dix campus retenus par l'État à l'échelon national pour constituer un réseau universitaire d'excellence à dimension internationale.

Outre la force de son contenu en matière de recherche et d'enseignement, le dossier de candidature de l'Université Montpellier Sud de France (UMSF) déposé en 2008 auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est aussi distingué par l'originalité et la cohérence de son volet « urbanisme et aménagement » constitué autour d'un schéma directeur.

Ce schéma, qui couvre près de 860 hectares a pour principal objectif d'ouvrir l'université sur la ville, en développant des espaces publics attractifs et fédérateurs pour l'ensemble des habitants. Il a abouti à l'élaboration d'un plan de composition urbaine et d'aménagement conçu en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires concernés.

La traduction dans le PLU de ce plan de composition urbaine a été effectuée à l'occasion de la modification du PLU approuvée par le conseil municipal le 9 mai 2011, par le biais d'évolutions réglementaires et de zonage, ainsi que par l'institution d'emplacements réservés pour voiries et espaces publics.

Aujourd'hui, la poursuite des réflexions d'aménagement, notamment en vue du lancement du projet de l'ATRIUM par le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) Sud de France, nécessite d'adapter ponctuellement les emplacements réservés C145 et C146, situés place de la Voie Domitienne et route de Mende, destinés à la requalification d'espaces publics, afin d'optimiser les aménagements envisagés.

L'ATRIUM constitue un projet phare de l'Opération Campus, voué à rayonner à l'échelle de la ville et de sa région. Développé autour de la bibliothèque interuniversitaire de sciences humaines, sur la place de la Voie Domitienne, ce projet doit permettre de regrouper et de combiner différentes fonctionnalités d'enseignement et de créer un lieu d'accueil et de vie pour les étudiants montpelliérains.

La présente procédure de modification simplifiée du PLU concerne la réduction ponctuelle de deux emplacements réservés dans le quartier Hôpitaux Facultés – secteur place de la Voie Domitienne et route de Mende.

Il s'agit :

- de l'emplacement réservé C145 pour sa partie couvrant, au nord de la place de la Voie Domitienne, le site Paul-Valéry de l'université Montpellier 3, visant la requalification des espaces publics sur la place de la Voie Domitienne et le long de l'avenue du Val de Montferrand ;
- de l'emplacement réservé C146a, pour sa partie couvrant, le long de la route de Mende, le site Paul-Valéry de l'université Montpellier 3, visant la requalification des espaces publics entre la rue de la Chênaie et la place de la Voie Domitienne.

2 – Déroulement de la procédure

Par délibération en date du 7 octobre 2013, le Conseil municipal a défini les modalités de mise à disposition auprès du public du dossier établi dans le cadre de la modification simplifiée du PLU sur le secteur de la Voie Domitienne.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13-3, le projet de modification simplifiée du PLU a été notifié avant la mise à disposition le 8 novembre 2013 au Préfet, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, au Président de la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier, au Président de la Chambre de métiers de l'Hérault et au Président de la Chambre d'agriculture de l'Hérault, organismes mentionnés aux I et III de l'article L. 121-4 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification simplifiée du PLU a ensuite été mis à la disposition du public du 18 novembre au 20 décembre 2013 inclus selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- une annonce sur le site internet officiel de la Ville de Montpellier diffusée à compter du 7 novembre 2013,
- un avis paru dans la presse le 9 novembre 2013 (Midi Libre),
- la mise à disposition à l'hôtel de Ville, du lundi 18 novembre au vendredi 20 décembre 2013 inclus, d'un dossier présentant les modifications apportées aux emplacements réservés C145 et C146, l'exposé de leurs motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux I et III de l'article L.121-4 du code de l'urbanisme, accompagné d'un registre où chacun a pu consigner ses observations,
- la mise en ligne du dossier de modification simplifiée sur le site internet de la Ville de Montpellier à compter du 18 novembre 2013.

Le projet de modification simplifiée du PLU n'a fait l'objet, durant la période de mise à disposition, d'aucune remarque ni observation de la part du public.

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification simplifiée du PLU, l'avis suivant a été exprimé :

- par courrier en date du 10 décembre 2013, la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier a précisé que le projet de modification simplifiée du PLU n'appelait pas d'observation particulière de sa part.

3 – Bilan de la mise à disposition

Les résultats de la mise à disposition ne nécessitant pas d'apporter de modification au projet, il est proposé d'approuver la présente modification simplifiée.

En conséquence, au vu :

- du dossier de modification simplifiée du PLU mis à la disposition du public,
- de l'absence de remarque et d'observation formulée par le public et les personnes publiques sur ce dossier,

Il vous est demandé :

- d'approuver le dossier de modification simplifiée du PLU tel qu'annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification simplifiée du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public,
- de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Michael DELAFOSSE : Ce dossier très important Mme le Maire, a marqué ce mandat sur le plan Campus, sur la dimension urbanisme. Nous modifions le PLU pour permettre l'implantation du projet Atrium par l'Université Paul Valéry à côté de la route de Mende avec la réalisation d'une voirie beaucoup plus généreuse que celle qui existe aujourd'hui, qui va ensuite accueillir la ligne cinq du tramway, nous l'espérons tous très rapidement car il s'agit d'un des engagements du plan campus. De l'autre côté du portail de l'Université, portail réalisé par l'artiste VASARELY, la future médiathèque de l'agglomération qui est la Médiathèque Tolstoï. Ceci annonce une requalification complète de la route de Mende, de l'entrée de cette Université qui a vocation à devenir un espace public plus généreux. Je tiens à remercier Mme Anne FRAISSE pour son travail. Elle fait valoir son point de vue, la ville fait en valoir un autre, mais je crois que nous avons là une position d'intérêt général pour aménager l'entrée de cette Université qui est chère à beaucoup ici.

Cédric SUDRES : Très rapidement sur ce projet Atrium qui est important pour la ville, mais aussi pour la communauté universitaire, la communauté de recherche, un projet qui sera également au cœur du campus, une tête de gondole pour ce cœur de campus. Je tenais à remercier Michael DELAFOSSE et les services de la ville pour le travail qu'ils font sur ce projet. Ces questions de modification du PLU ne sont pas toujours simples, mais je crois qu'il est important de voir la suite donnée, l'axe donné, c'est-à-dire de permettre l'implantation d'un équipement majeur destiné à l'ensemble des étudiants et de la communauté universitaire de Montpellier, un équipement qui sera en lien avec les Universités de Montpellier 1 et de Montpellier 2, même s'il s'agit d'une bibliothèque à vocation Sciences humaines et sociales.

Je souhaitais faire le lien avec le débat précédent sur le tracé de la ligne cinq. Lorsque nous voyons certaines inquiétudes se manifester sur la ligne cinq, que certains sont à se demander si nous devons faire maintenant ou pas cette ligne, nous devons également, comme l'expliquait tout à l'heure Michel PASSET, aller dire aux 20 000 étudiants de l'Université Paul Valéry et aux 15 000 étudiants de l'Université des sciences que cette ligne cinq n'est pas une priorité dans l'aménagement de notre ville. Nous devons aller leur dire que ces étudiants n'ont pas le droit d'accéder à ce transport en commun. Je crois qu'il s'agit d'un point très important en lien avec cet équipement, l'Atrium, et à terme également avec la médiathèque de l'Agglomération. Lorsque nous aménageons une ville, lorsque nous concevons un bâtiment comme l'Atrium qui sera à vocation

universitaire, nous concevons des transports à côté, et nous devons aussi être dans cette action. Aujourd'hui, j'ai des inquiétudes lorsque j'entends les débats sur la ligne cinq. Nous ne pouvons nous priver d'un tel équipement, je crois que nous défendrons cela et que nous continuerons d'avancer sur cette question, sinon il nous faudra l'expliquer aux habitants et aux étudiants de ce quartier de Montpellier.

71- Réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat - Conventions de financement des travaux acoustiques - Autorisation de signature

Michaël DELAFOSSE :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpelliérain depuis de nombreuses années a amené la Ville à réorganiser son développement urbain sur plusieurs secteurs, notamment à l'est et au sud de son territoire avec les quartiers de Port Marianne et Prés d'Arènes.

A l'interface de ces deux quartiers, l'avenue du Pont Trinquat fait l'objet d'une intention d'élargissement sous forme d'emplacement réservé inscrit dans les documents d'urbanisme municipaux depuis 1969 (emplacement réservé C11 du plan local d'urbanisme).

Cette avenue, reliant le centre ville aux abords de l'autoroute A9, a été aménagée à double sens de circulation sur la plus grande partie de son linéaire. Seule sa section comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès fonctionne actuellement à sens unique sur une longueur totale d'environ 360 mètres. C'est cette section qui fait aujourd'hui l'objet d'un projet d'élargissement et de mise à double sens.

Ce projet répond notamment à la volonté d'améliorer les échanges inter-quartiers. Il fait partie intégrante du réseau viaire structurant du projet urbain Port Marianne et répond de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer, sur la rive droite du Lez, le prolongement de la rue des Acconiers, de l'avenue Théroigne de Méricourt et du Pont de la République qui seront mis en service en 2015.

En termes de circulation, cet aménagement permettra également de soulager les carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, les études ayant montré que ces carrefours pouvaient atteindre leur limite de capacité à l'horizon 2015. Le projet d'aménagement intègre la problématique de la place raisonnée de la voiture en ville en privilégiant les modes de déplacement doux et en sécurisant les déplacements des usagers du domaine public par l'élargissement des trottoirs et l'aménagement de pistes cyclables qui assureront un bouclage avec les itinéraires cyclables existants.

Le projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat tel que décrit ci-avant a ainsi été arrêté par le Conseil Municipal en sa séance du 26 juillet 2010, puis déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2012-I-1597 en date du 18 juillet 2012. Avant la réalisation des travaux correspondants, en application de la réglementation en matière de protection contre le bruit (articles L571-1 et L571-9 du Code de l'environnement notamment), le maître d'ouvrage doit, en raison des nuisances sonores induites par le projet, prévoir des mesures compensatoires pour réduire les conséquences dommageables de ces nuisances.

Par conséquent, après études, la Ville de Montpellier envisage de prendre en charge les mesures compensatoires identifiées par le bureau d'études *CIA Acoustique*, désigné après consultation. Ces mesures comprennent les reconstitutions des murs de clôture et le remplacement des ouvrants exposés pour les propriétés riveraines impactées acoustiquement par le projet.

Toutes les modalités d'intervention pour réaliser les travaux de remplacement des ouvrants chez les riverains, ainsi que les conditions de prise en charge de ces travaux par la Ville ou les conditions de remboursement se feront au travers de conventions de financement de travaux établies individuellement avec chaque propriétaire concerné (20 logements au total sont concernés).

Avant signature de ces projets de convention, il s'agit d'en approuver les termes et d'autoriser le Maire ou son représentant à les signer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes des projets de conventions de financement telles qu'annexées à la présente délibération à conclure avec les propriétaires riverains de l'avenue du Pont Trinquat concernés par les mesures acoustiques compensatoires,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer les conventions de financement avec chaque riverain identifié dans le cadre de l'étude acoustique réalisée pour le projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

72- ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature ICADE (Lot 9)

Michaël DELAFOSSE :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt sera achevée en 2014. Cette même année 2014 verra le début de construction de la 2^{ème} tranche (lots 3, 5 et 6), pour une livraison envisagée fin 2015.

La troisième tranche composée d'un seul lot (lot N°4) en façade de la place Pablo Picasso, devrait être commercialisée sur l'année 2014.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ICADE en vue de la cession du lot n°9 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche (quatrième tranche) permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs.

- Dénomination du candidat : SAS ICADE Promotion

- Localisation : Lot 9
ZAC Port Marianne – Rive gauche à Montpellier,

- Parcelles cadastrées : Section SC n°28a, 29a et 59c,

- Surface du lot : environ 1 715 m²,

- Nature du projet : 78 logements collectifs

- SDP envisagée : 5 220 m² SDP

- SDP maximale autorisée : 5 481 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société ICADE, prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société ICADE, en vue de la réalisation d'environ 78 logements collectifs sur le lot 9 de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**73- ZAC Port Marianne - Rive Gauche
Agrément de candidature Pragma
(Lot 8)**

Michaël DELAFOSSE :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt sera achevée en 2014. Cette même année 2014 verra le début de construction de la 2^{ème} tranche (lots 3, 5 et 6), pour une livraison envisagée fin 2015.

La troisième tranche, composé d'un seul lot (lot n°4) en façade de la place Pablo Picasso devrait être commercialisée sur l'année 2014.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de SAS Sogeprom sud réalisations s/c PRAGMA en vue de la cession du lot n°8 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche (quatrième tranche) permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs.

- Dénomination du candidat : SAS Sogeprom sud réalisations s/c PRAGMA
- Localisation : Lot 8
ZAC Port Marianne –Rive Gauche à Montpellier,
- Parcelles cadastrées : Section SC 59a et 68a
- Surface du lot : environ 1236 m²,
- Nature du projet : 60 logements collectifs
- SDP envisagée : 3 981 m² SDP
- SDP maximale autorisée : 4 180 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la SAS Sogeprom sud réalisations s/c PRAGMA, prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de SAS Sogeprom sud réalisations s/c PRAGMA, en vue de la réalisation d'environ 60 logements collectifs sur le lot 8 de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche.
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

74- ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 4 - lot 3A
COGIM

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus urbains de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **COGIM**.

Maître d'ouvrage : COGIM

Résidence Port d'Attache
245, avenue Marie de Montpellier
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n° 233

Surface du lot : 2.112 m²

Nature du projet : 79 logement collectifs

SDP envisagée : 5.227 m² SDP

dont 752 m² SDP en accession aidée
dont 752 m² SDP en accession intermédiaire
dont 3.510 m² SDP en accession libre
dont 213 m² SDP de locaux commerciaux

5.490 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de COGIM, en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 79 logements collectifs dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER et Monsieur SAUREL reviennent en séance.

**75- Vente du Domaine du Grand Puy
Chemin des Comportes et chemin de Poutingon**

Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115 partie et EH 44 partie

Michaël DELAFOSSE :

Par acte notarié du 26 octobre 2007, la Ville a acquis les 17 hectares de vignes du Domaine du Grand Puy situé chemin des Comportes, à proximité de l'éco-quartier des Grisettes, afin d'aménager l'« Agriparc » du Mas Nouguier, véritable poumon vert du quartier où sont conservés les espaces viticoles et où sont aménagés, pour le public, des chemins piétons.

La Ville a maintenu la production viticole et exploite un rucher, un projet de maraîchage biologique étant en cours d'étude. De nombreuses manifestations pédagogiques sont organisées, en particulier à destination des enfants, des groupes scolaires et des centres de loisirs.

La Ville a, par la suite, acquis par voie de préemption le 2 juin 2008 la demeure principale du XVIII^e siècle du Grand Puy, classée par arrêté du 23 janvier 1943 à l'inventaire des sites, parcelle cadastrée DZ 111 et son chemin d'accès cadastré DZ 113.

La bâtisse, inoccupée depuis plusieurs années est en très mauvais état et a subi plusieurs incendies qui ont fragilisé la structure et les toitures. La demeure comprend un bâtiment principal en R+1, un logement de gardien, et des annexes de type caves vinicoles, garages et une orangerie, pour une superficie totale bâtie d'environ 800 m².

En raison des coûts de travaux, d'entretien, et compte-tenu de la taille de la bâtisse, de la distribution de ses pièces et de son état de dégradation, la Ville n'a pas réalisé d'équipement public sur ce site.

Par délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, il a été décidé la mise en vente publique de ce bien après publicité sur la base d'un cahier des charges de consultation, la Ville conservant bien entendu l'ensemble des espaces verts et viticoles de l'Agriparc qu'elle développe et valorise.

Dans cette perspective, la Ville étant également propriétaire depuis le 11 janvier 2012 d'une propriété située à proximité, chemin de Poutingon, et dans l'hypothèse où l'acquéreur du domaine du Grand Puy serait porteur d'un projet économique non compatible avec le caractère et les contraintes particulières du Domaine du Grand Puy, il a été proposé, en option, de céder une emprise à détacher d'environ 3000 m² de terrain nu de la parcelle en question, cadastrée EH 44.

La parcelle EH 44, partiellement bâtie, n'a pas été affectée à un usage public et a été acquise au titre des réserves foncières en accompagnement des réflexions urbaines menées sur le secteur de Poutingon. Cette parcelle est située en zone 4AU1-1f du PLU à vocation principale d'activités et d'hébergement des personnes en difficultés.

La vente comporte en conséquence deux lots, le premier lot constituant le principal de la vente, le second étant optionnel et complémentaire de la vente du lot 1 dont il constitue l'accessoire :

- **En lot 1 :** vente de la demeure, d'une partie du parc et du chemin principal d'accès, situés en zone agricole A du PLU pour une superficie d'environ 14 815 m² (parcelles cadastrées DZ 113, 111 et 115p)
- **En lot 2 :** un terrain nu d'environ 3000 m², cadastré EH 44p, situé chemin de Poutingon en zone à urbaniser 4AU1 (activité/hébergement ou logement pour personnes en difficultés) du PLU.

La mise à prix du lot 1 s'élève à 450 000 € et celle du lot 2 s'élève à 150 000 €, sur la base d'un avis des Domaines en date du 6 mars 2013.

Deux propositions d'acquisition ayant été déposées, l'analyse des offres d'acquisition a été soumise à la Commission communale des cessions immobilières, réunie le 14 janvier 2014, qui a émis un avis favorable à l'offre de l'association des Compagnons de Maguelone portant sur les lots 1 et 2.

La proposition de l'association « Les Compagnons de Maguelone » prévoit d'une part, concernant le lot 1, d'aménager un lieu de petite restauration et salon de thé, de location de salles pour les séminaires et associations, et un espace commercialisation de produits locaux issus de l'économie solidaire et agricole, et d'autre part, concernant le lot 2, d'installer un établissement médico-social à destination des personnes handicapées vieillissantes couplée au siège de l'entreprise adaptée (ancien « atelier protégé ») en cours de création et dont l'objet est la gestion d'activités tertiaires et de prestation de service viticole développée en particulier sur le Grand Puy.

L'offre de prix sur le lot 1 est de 450 000 €HT et l'offre de prix sur le lot 2 de 150 000 € HT.

L'offre de l'association des Compagnons de Maguelone a été analysée au regard des critères posés par la Ville dans la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, repris par le cahier des charges de consultation, qui prévoyait pour mémoire :

- de veiller à la qualité du projet et des travaux envisagés (10 points), en intégrant les conditions de respect des qualités patrimoniales et paysagères du site, des règlements de classement, d'inscription du site et d'établissement recevant du public, de composition et références de l'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- de développer un projet en synergie avec les actions de la Ville (5 points), en particulier en termes d'ouverture, d'animation du site en lien avec le territoire et le public et de développement de l'emploi et de l'insertion professionnelle ;
- d'apporter les garanties de réalisation d'un projet sur la base d'une étude de faisabilité, de garanties financières assurées en adéquation avec l'investissement global nécessaire, dont les postes de travaux (3 points) ;
- de respecter un prix minimum requis de cession du bien sur la base d'un prix plancher conforme à l'évaluation des Domaines (1 point) ;
- de préciser un calendrier prévisionnel de réalisation du projet (1 point), la Ville ne cédant pas le bien en vue d'une opération de réserve foncière.

L'Association des Compagnons de Maguelone est une association laïque « loi 1901 » créée le 6 mai 1969 dont le siège social est situé sur le domaine de la cathédrale de Maguelone, site classé, dont le projet envisagé est décrit ci-après.

Concernant le lot 1 :

L'Association des Compagnons de Maguelone s'est entourée de Monsieur Dominique Larpin, architecte en chef des monuments historiques avec lequel elle collabore de façon récurrente sur le site de la cathédrale de Maguelone, en vue de proposer une restauration des bâtis et une reconstitution des jardins dans leurs dispositions d'origine et selon des savoir-faire traditionnels. Les prescriptions et enjeux de préservation et de mise en valeur de ce riche patrimoine, partiellement classé et inscrit, font l'ambition de ce projet.

Aucun volume bâti complémentaire, aucune clôture altérant la perception du site ne sont envisagés.

En effet, le projet de l'acquéreur est « de faire du Domaine du Grand Puy un lieu attractif pour les populations des quartiers environnants, des Montpelliérains et au-delà », en assurant l'interface entre l'urbain et le rural, dans la continuité de la Rambla des Grisettes et vers l'Agriparc et les activités qui y sont développées.

Le projet s'inscrit en conséquence dans une logique d'ouverture la plus large à la fois des espaces au public et d'accessibilité aux activités proposées à destination du plus grand nombre, à travers l'installation d'un lieu de petite restauration et de salon de thé, d'un point de vente permanent de produits locaux issus de l'agriculture locale ou de l'économie solidaire, d'un point de vente temporaire de type marché paysan ou bouquiniste, de location de salles de séminaires ou réceptions, d'accueil occasionnel des associations d'habitants, d'organisation d'évènements musicaux ou d'expositions.

En outre, une ouverture permanente des jardins au public est proposée, en cohérence avec l'Agriparc, lui-même labellisé dans la catégorie « Nature en Ville » à la suite du concours éco-quartier lancé par le Ministère de l'Egalité des Territoires et du Logement.

La dimension d'ouverture au public, au quartier et le lien avec le territoire sont très clairement appréhendés.

S'agissant du développement de l'emploi et de l'insertion professionnelle, le projet s'inscrit dans une dynamique liée à l'économie sociale et solidaire, créatrice d'emplois adaptés, conforme par nature à l'objet social de l'Association.

Le candidat prévoit concrètement la création de 9 emplois en équivalent temps plein pour les activités proposées pour le lot 1, qui compléteront les emplois proposés sur le lot 2.

Son objectif est essentiellement de faire de ce projet « un outil d'inclusion et de valorisation des personnes et une voie d'insertion des personnes habituellement marginalisées », de valoriser par le travail les personnes en situation de handicap ou de difficultés sociales, encadrées par des professionnels.

L'Association propose un investissement global de 2,706 M€ TTC pour la réhabilitation de ce site, comprenant 2,227 M€ TTC de travaux, dont elle assure le financement à hauteur de 22,3% sur fonds propres (acquisition foncière + frais annexes), le restant étant financé par emprunt bancaire, à l'exclusion d'appel à financement tiers autre qu'établissement bancaire.

L'association envisage une réalisation du projet à l'horizon 2016.

La Ville, pour sa part, devra avoir réalisé l'aire de stationnement publique de l'Agriparc du Mas Nouguier, commune à l'Agriparc et au site cédé à l'acquéreur, comme prévu au cahier des charges de consultation.

Le compromis de vente du lot 1 sera conditionné d'une part à l'octroi du permis de construire purgé de tout recours, après avis conforme de l'architecte des bâtiments de France et de la commission des sites, et d'autre part au versement d'un dépôt de garantie de 12% du prix de vente avant signature de l'acte définitif de vente.

Concernant le lot 2 :

L'association des compagnons de Maguelone souhaite également se porter acquéreur du lot 2 en complément du projet qu'elle envisage de développer sur le domaine du Grand Puy (lot1).

En effet, l'Association poursuivrait sur ce lot un double objectif :

- implanter le siège et les bureaux de l'entreprise adaptée (anciens ateliers protégés), en cours de création en partenariat avec l'Etat et le Conseil général, qui doit accueillir, sur orientation de la Maison départementale des personnes handicapées du Conseil général, des personnes proches du travail en milieu ordinaire et développer la gestion d'activités tertiaires et de prestation viticole en lien notamment avec les activités proposées sur le Domaine du Grand Puy et de l'Agriparc du Mas Nouguier,

- dans le cadre de la problématique du vieillissement des personnes handicapées, mettre en place des solutions d'accueil spécifiques, les EHPAD étant des structures apparaissant de plus en plus mal adaptées à des populations d'écart d'âge conséquent et connaissant des problématiques différentes.

L'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet serait de l'ordre de 3200 m², sachant que la Ville avait prévu de céder une emprise de 3000 m² révisable à la marge tel que l'indiquait le cahier des charge. 2500 m² de surface de plancher seraient approximativement développés en vue d'accueillir 20 à 30 personnes en difficultés, ainsi que des stagiaires de l'entreprise adaptée.

Cet établissement médico-social devrait générer la création de 25 à 40 emplois.

La mise à prix de ce lot étant de 150 000 € HT soit 50 € /m², une modification des emprises engendrera une révision du prix total selon l'arpentage qui sera réalisé par géomètre-expert. Ce prix correspond au prix d'acquisition au m² de terrain nu acheté par la Ville en 2012 en zone d'urbanisation future, dont notamment les réseaux devront être recalibrés et raccordés par l'acquéreur en fonction de son projet.

Le compromis de vente du lot 2 sera conditionné au versement d'un dépôt de garantie de 12% du prix de vente avant signature de l'acte définitif de vente.

Concernant le lot 2, il est également spécifiquement proposé une clause résolutoire de la vente en cas de non réalisation du projet dans le délai de 6 ans à compter de la signature du compromis de vente.

L'ensemble des emprises de la vente, lots 1 et 2, feront l'objet de calculs de superficies et de divisions parcellaires suivant arpentage réalisé par géomètre – expert.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à l'association « Les Compagnons de Maguelone » du lot n°1 correspondant au Domaine du Grand Puy cadastré DZ 111, DZ 113 et DZ 115p à diviser, situé chemin des Comportes ayant une contenance d'environ 14 815 m² au prix de 450 000 € HT,
- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à l'association « Les Compagnons de Maguelone » du lot n°2 correspondant à la parcelle cadastrée EH 44 partie pour une superficie d'environ 3000 m² situé chemin de Poutingon au prix de 50 €/m² HT,
- de dire que les ventes des deux lots seront réitérées par deux actes authentiques établis par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur,
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente,

d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Michael DELAFOSSE : Une délibération du Conseil municipal nous engageait dans la consultation pour céder ce qu'il reste de cette folie architecturale désignée du 18^e du Grand Puy. Une consultation a été menée, je tiens à le signaler à notre assemblée, dans un cadre complètement transparent puisque nous avons créé, Mme le Maire, une commission de cession des biens fonciers où siègent des représentants de la majorité et de l'opposition et donc a examiné les offres qui étaient proposés avec trois critères. Le premier était la qualité de la réhabilitation et donc le maintien de l'identité architecturale et paysagère, le second était l'ouverture sur le quartier des Grisettes dont nous parlions tout à l'heure et le troisième critère financier était la faisabilité de l'opération.

Après consultations et examen des offres, il est apparu que les Compagnons de Maguelone avaient le projet le mieux noté. Nous avons une seconde offre de qualité mais qui obtenait moins de points. Ce projet va permettre à la fois de réhabiliter cette folie architecturale sous l'autorité d'un architecte très connu à Montpellier puisqu'il travaille sur le Jardin des Plantes, Dominique LARPIN, grand architecte du patrimoine en qui je pense que nous pouvons fonder de nombreux espoirs pour refaire vivre ce bâtiment. Ensuite, les Compagnons de Maguelone ont un projet extrêmement généreux d'économie sociale innovant qui dialogue avec l'Agriparc, sur lequel ils interviennent déjà, et donc de faire vivre ce lieu à travers des dégustations, des locations de salles à travers un lien avec le quartier.

Un point extrêmement important concerne le lot deux et consiste à implanter sur une autre parcelle un établissement de retraite pour les personnes vieillissantes en situation de très lourd handicap. Il s'agit d'un besoin de solidarité malheureusement très peu présent et qui se développera donc ici. Je tiens à dire que ce choix s'est fait à l'unanimité de la commission, et je crois qu'il est prometteur à la fois en termes de dynamique d'emploi, de dynamique sociale, de dynamique patrimoniale, et fidèle à l'esprit de cet Agriparc. Il s'agit d'un lieu ouvert qui a vocation à dialoguer avec le quartier, il est également cohérent par rapport à la politique de la ville, et je rends hommage à mon collègue Frédéric TSITSONIS, de gestion active de notre patrimoine car si nous n'avions rien fait mes chers collègues, il est fort probable que nous discuterions d'un bâtiment qui n'existerait plus que sur plan, et nous raconterions « ici, il y eu un Mas Nouguier ». Grâce à Dominique LARPIN et les Compagnons de Maguelone, nous allons pouvoir réhabiliter cette folie montpelliéraine du XVIII^e siècle avec un projet innovant.

Magalie COUVERT : Mme le Maire, un mot pour dire effectivement que je suis ravie que ce soient les Compagnons de Maguelone qui aient été sélectionnés pour le rachat du Mas Nouguier, car la ville de Montpellier a beaucoup travaillé avec les Compagnons de Maguelone qui œuvrent dans le champ du handicap, qui ont plusieurs établissements aujourd'hui pour personnes adultes handicapées et qui, notamment depuis ces dernières années, entretenaient les vignes du Mas Nouguier dans le cadre de la formation de leurs travailleurs handicapés. Effectivement, ce projet est doublement intéressant car il va permettre de valoriser ce patrimoine, mais va également permettre à une entreprise adaptée de s'implanter et ainsi de favoriser l'emploi des personnes handicapées dans notre ville.

Le deuxième projet est d'autant plus important, Michael DELAFOSSE l'a rappelé : il s'agit d'un projet d'implantation d'une maison de retraite pour handicapés vieillissants, un projet innovant dans notre région mais également en France car nous sommes très en retard sur ce type de structures. Aujourd'hui, les personnes handicapées vieillissantes ont du mal à trouver des places dans des structures pour personnes âgées classiques et ont besoin de plus d'encadrement. Il s'agit d'un double projet qui va permettre aux personnes handicapées de notre ville de s'insérer et d'avoir une fin de vie plus digne. Merci.

Philippe THINES : Sans ajouter trop de choses, je voulais simplement dire que cela est dans la continuité de ce que nous avons fait sur la gestion des vignes de Montpellier et en accord avec les habitants du quartier puisqu'une réelle interrogation existait sur le devenir de ce Mas, les associations qui l'utilisent se questionnaient sur leur devenir. Cette vente va permettre de garder une visite du public importante puisque nous pourrons aller dans les jardins de ce Mas, mais aussi d'utiliser des salles pour les associations afin que celles-ci puissent se réunir. Ce projet est vraiment global, intéressant, et vraiment accepté par tous. Nous devons le souligner car ce n'est pas toujours le cas. Le fait d'avoir discuté avec tous et entendu tout le monde a permis que demain existera une véritable gestion de ce domaine, domaine de la ville. Nous pourrons également développer un partenariat avec la ville de Barcelone puisque ceux-ci ont l'équivalent, un vignoble avec une association de personnes handicapées. Nous pourrons donc accentuer les échanges avec Barcelone.

Cédric SUDRES : Il s'agit du dernier Conseil du mandat, encore une fois. Nous avons discuté de cette vente du Mas Nouguier, effectivement la situation financière de la collectivité ne pouvait pas permettre de garder cet équipement au sein de la collectivité, peut-être pour une maison pour tous, une maison de quartier avec le quartier des Grisettes qui s'agrandissait, etc. Dont acte. Je remercie mes collègues MM. DELAFOSSE et TSITSONIS, mais également Christophe MORALES qui a travaillé dessus. Tout d'abord nous avons un beau projet avec les Compagnons de Maguelone, un projet d'insertion, ce qui est important. Magalie COUVERT l'a souligné. Je pense qu'il est également essentiel de conserver les espaces verts et l'espace boisé classé qui est autour du Mas, de le conserver en lien direct avec l'Agriparc, que ce soit ouvert à l'Agriparc. Une demande très forte des habitants du quartier existait, et je pense que cela était très légitime par rapport à ce que nous

souhaitions faire sur cet Agriparc, mais aussi pour avoir la possibilité d'ouvrir des salles aux associations et aux habitants du quartier. Je crois que ces deux objectifs sont remplis, donc mes chers collègues soyez-en remerciés.

76- Immeuble 759 rue de la Croix de Figuerolles
Immeuble 6 rue des Coronilles
Immeuble 2 rue des Tourterelles
Déclassement du domaine public communal

Michaël DELAFOSSE :

La Ville de Montpellier est propriétaire de trois immeubles de logements :

- immeuble situé 759 rue de la Croix-de- Figuerolles, cadastré IS 11 et constitué d'un rez-de-chaussée et quatre étages comportant 5 logements pour une surface habitable de 370 m² ;
- immeuble situé 6 rue des Coronilles, cadastré KR 359 et constitué d'un rez-de-chaussée sur caves et deux étages comportant 6 logements pour une surface habitable de 361 m² ;
- immeuble situé 2 rue des Tourterelles, cadastré BK 1 et constitué d'un rez-de-chaussée et trois étages comportant 3 logements pour une surface habitable de 213 m².

Les logements, initialement occupés par des instituteurs et professeurs des écoles, ont été progressivement libérés.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, ils sont tous inoccupés et ne font l'objet d'aucune affectation au service public, notamment au service public de l'enseignement.

Les immeubles en question sont riverains des groupes scolaires Sun Yat Sen, Paul Langevin et Sigmund Freud, mais ne sont pas situés dans les enceintes scolaires et ne comportent pas d'accès commun ou direct avec ces enceintes.

Il convient donc désormais de constater la désaffectation de fait de ces trois immeubles et de prononcer formellement leur déclassement du domaine public communal pour les faire entrer dans le domaine privé de la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation des immeubles situés 759 rue de la Croix-de-Figuerolles, 6 rue des Coronilles et 2 rue des Tourterelles, cadastrés respectivement IS 11, KR 359 et BK 1 ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal desdits immeubles pour les faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur Jacques MARTIN entre en séance et récupère sa procuration.

77- Domaine de Lavalette
Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique
Ville / "Montpellier SupAgro"
du 25 juillet 1980

Michaël DELAFOSSE :

Le Domaine de Lavalette, constitué de bâtiment et de terres traversées par le Lez, est la propriété de la Ville de Montpellier en vertu d'un legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

Par acte du 25 juillet 1980, la Ville a donné à bail emphytéotique à Montpellier SupAgro certaines parcelles du Domaine de Lavalette.

Par acte du 17 janvier 2008, un premier avenant a été signé avec Montpellier SupAgro afin de réduire l'assiette foncière du bail et permettre la réalisation de plusieurs opérations :

- l'ouverture des berges du Lez au public,
- le classement dans le domaine public de la rue Jean-François Breton,
- la cession de terrains situés sur la commune de Clapiers en vue de la réalisation de logements, notamment d'un programme de logements sociaux,
- la récupération par la Ville du « Château de la Valette », destiné à héberger le siège social de l'établissement public administratif « Parcs Nationaux de France »,
- la reprise des installations liées à la base de canoë kayak dans le bâtiment de l'ancien moulin, des bâtiments annexes et des terrains attenants destinés notamment à la réalisation d'un parking public pour les usagers de la promenade du « Lez Vert ».

Il y a lieu d'établir à ce jour un second avenant au bail afin de compléter la réalisation de ces différents projets, par rétrocession à la Ville de Montpellier du parcellaire suivant :

Projet	Parcelles	Superficie
alignement rue JF Breton	AK 18 partie	1234 m ²
alignement rue JF Breton	AK 20 partie	73 m ²
desserte d'Agroparistech	AK 184 partie	1 013 m ²
voirie	AK 195 partie	403 m ²
voirie	AK 189	249 m ²
voirie	AK 196	221 m ²
chemin vers les berges du Lez	AK 28 partie	217 m ²
RD 65 (pour cession au Département)	AB 103 Montferrier	210 m ²

La superficie totale du parcellaire concerné est d'environ 3620 m² à ajuster en fonction des arpentages en cours réalisés par le cabinet de géomètre Bilicki.

L'avenant n°2 à ce bail emphytéotique aménagera un droit d'usage et de passage au profit de la Ville sur une partie de la parcelle cadastrée AK 184 affectée à Montpellier SupAgro afin de permettre l'accès véhicules et piétons depuis le portail posé cette parcelle vers le chemin, cadastré AK 43, rejoignant les berges du Lez et le Parc Darwin.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de Montpellier SupAgro, étant donné qu'il s'agit d'emprises foncières de terrain non bâti et que le loyer est d'un montant de 4,50 euros annuels pour l'ensemble du périmètre inclus dans le bail.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la passation d'un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 25 juillet 1980 concernant le Domaine de Lavalette portant réduction de l'emprise foncière du bail dont bénéficie Montpellier SupAgro par réduction du bail concernant les parcelles cadastrées AK 18 partie, AK 20 partie, AK 184 partie, AK 195 partie, AK 189, AK 196, AK 28 partie sur la commune de Montpellier et la parcelle cadastrée AB 103 sur la commune de Montferrier-sur-Lez pour une contenance totale d'environ 3620 m².
- d'instaurer un droit d'usage et de passage au profit de la Ville sur la parcelle cadastrée AK 184 partie donnée à bail à Montpellier SupAgro pour permettre l'accès véhicules et piétons au chemin cadastré AK 43 partie,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'avenant au bail emphytéotique aux frais de la Ville,
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

78- Domaine de Lavalette Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique Ville / Etat du 16 octobre 1980

Michaël DELAFOSSE :

Le Domaine de Lavalette, constitué de bâtiments et de terres traversées par le Lez, appartient à la Ville de Montpellier en vertu du legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

Par acte du 16 octobre 1980, la Ville a donné à bail emphytéotique à l'Etat certaines parcelles dépendant de ce domaine, parcelles affectées par l'Etat à différents organismes d'enseignement supérieur et de recherche agronomique, dont les instituts AgroParisTech et IRSTEA (Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture).

L'Etat accepte de soustraire, par avenant au bail, les emprises foncières devant permettre à la Ville la réalisation des opérations suivantes:

- compléter l'ouverture des berges du Lez au public
- assurer le classement dans le domaine public de la rue Jean-François Breton en vue de son aménagement futur,
- installer de ruches pour le parc Darwin.

Le parcellaire à rétrocéder par l'Etat à la Ville est le suivant :

Preneur et affectataire	Opération	Parcelles	Superficie
ETAT (IRSTEA)	Lez vert	AK 165	13781 m ²

	Lez vert	AK 198	482 m ²
	Alignement rue JF Breton	AK 204	37 m ²
		AK 205	2353 m ²
		AK 209	2082 m ²
	Alignement rue JF Breton	AK 15	1 990 m ²
	Alignement rue JF Breton	AK 178	4 707 m ²
	Alignement rue JF Breton	AK 177	393 m ²
ETAT (AgroParisTech)	Alignement rue JF Breton	AK 21	110 m ²
	Parc Darwin	AK 41	97 m ²
			10 m ²
			2 280 m ²
	Parc Darwin	AK 43	6 057 m ²

La superficie totale de ce parcellaire est d'environ 34 379 m².

A l'occasion de cet avenant, la Ville propose a contrario d'inclure dans le bail deux nouvelles emprises foncières issues des parcelles cadastrées AK 185 et AK 184 d'environ 527 m² et 1013 m² constituant un des chemins d'accès à AgroParisTech, afin de mettre en cohérence le titre locatif avec l'usager réel de ce chemin à l'heure actuel affecté à Montpellier Sup-Agro.

Les superficies ci-dessus énoncées sont données à titre indicatif car en cours d'arpentage par le cabinet de géomètre Bilicki.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique avec l'Etat ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice, étant donné que ne sont concernées que des emprises de terrain non bâti et que le loyer est d'un montant annuel de 4,50 euros pour l'ensemble du périmètre objet du bail.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la passation d'un avenant à titre gratuit au bail du 16 octobre 1980, concernant le « Domaine de Lavalette », portant modification de l'emprise foncière du bail dont bénéficie l'Etat, par réduction du bail concernant les parcelles cadastrées AK 165, AK 198, AK 204, AK 205, AK 209, AK 15, AK 178, AK 177, AK 21 partie, AK 41 partie, AK 43 partie, pour une contenance d'environ 34 379 m² et adjonction au bail des emprises foncières concernant les parcelles cadastrées AK 185 partie et AK 184 partie pour une superficie respectives d'environ 527 m² et 1013 m²,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'avenant au bail emphytéotique aux frais de la Ville,
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

79- DROIT DE PREEMPTION

Préemption de la propriété CAMPUS FRANCE

130, avenue de Palavas

Convention Ville /

Groupement d'Associations Mutualisées d'Economie Sociale à Montpellier (GAMMES)

Michaël DELAFOSSE :

A la suite du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner par l'établissement public CAMPUS FRANCE concernant la vente d'un ensemble de lots de l'immeuble « Le Ponant » sis 130 avenue de Palavas, cadastré section DV 472, pour un montant de 2 150 000 €, la Ville a été sollicitée par le Groupement d'Associations Mutualisées d'Economie Sociale (GAMMES), en vue d'exercer le droit de préemption urbain, institué le 2 mars 2006, sur cette vente.

GAMMES est un groupement d'associations, déclaré en Préfecture le 13 décembre 2007, comprenant 7 associations gestionnaires d'établissements de services sociaux et médico-sociaux, de services d'insertion et d'animation de la vie sociale, qui mettent en œuvre des actions regroupés en quatre pôles de compétences :

- aide et soins à domicile et services à la personne
- accueil en urgence, insertion, hébergement, logement
- insertion par l'activité économique et l'emploi
- animation de la vie sociale.

Au titre de la maîtrise d'ouvrage de logement social, GAMMES est agréé par décret ministériel. La maîtrise d'ouvrage d'insertion et la gestion du logement social réalisée dans le cadre de cette maîtrise d'ouvrage sont assurées par l'association ISSUE, membre de GAMMES, en charge de l'animation du pôle de compétences « accueil en urgence, insertion, hébergement, logement ». A ce titre, l'association dispose des agréments, délivrés par arrêté préfectoral du 6 septembre 2012, pour exercer d'une part l'activité d'ingénierie sociale, financière, technique et, d'autre part, l'activité d'intermédiation et de gestion locative sociale.

Le projet d'acquisition de l'immeuble « Le Ponant » par GAMMES vise à réaliser une résidence sociale sur ce bien composé de 49 lots comprenant 22 chambres, 23 studios, 4 locaux à usage de salle de sport et cuisine, 38 places de stationnement en sous-sol et 3 caves, et constituant les lots 2 à 88 de la copropriété.

Cette résidence sociale doit s'adresser à des personnes en fin de parcours d'insertion, avant de pouvoir bénéficier d'un logement autonome.

L'opération envisagée répond en conséquence aux besoins identifiés notamment par le plan local de l'habitat (PLH) de Montpellier-Agglomération qui programme, à l'échelle du territoire communautaire, la réalisation de deux résidences sociales généralistes d'une cinquantaine de places chacune.

La vente des lots de la copropriété « Le Ponant », tant par leur localisation, leur nombre que leur superficie, constitue une opportunité en vue de réaliser une telle résidence.

Les Domaines ont évalué le prix de vente le 8 juin 2012 au prix de 2 150 000 €.

La Ville a exercé son droit de préemption le 18 juin 2012 au prix de 1 770 000 €.

CAMPUS France, établissement public propriétaire, ayant fait part le 26 juillet 2012 de son intention de maintenir le prix de vente initial, la Ville a dû saisir la juridiction de l'expropriation aux fins de fixation du prix.

Toutefois, parallèlement à cette procédure judiciaire, les contacts ont été poursuivis afin de parvenir à un accord amiable entre CAMPUS FRANCE et GAMMES, sous l'égide de la Préfecture et de la Ville.

De ces contacts un accord est intervenu, concrétisé par un échange de courriers des 14 et 19 novembre 2013, en vue de finaliser une acquisition par la Ville pour le compte de GAMMES au prix de 1 950 000 €.

Une convention, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération, est désormais nécessaire entre la Ville et GAMMES afin de déterminer les conditions de revente simultanée du bien par la Ville à GAMMES et de financement intégral de l'acquisition par celui-ci en qualité d'acquéreur de « *deuxième main* ».

La rédaction des actes authentiques sera confiée à Maître Bonneau, notaire à Paris (75001), rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, avec la participation de Maître Capela-Laborde, notaire à Montpellier, désigné par GAMMES.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par GAMMES.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et GAMMES prévoyant l'acquisition des lots 2 à 88 de l'immeuble « Le Ponant » sis 130 avenue de Palavas et cadastré section DV 472, pour un montant de 1 950 000 €, frais en sus, acquisition que GAMMES financera intégralement en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville et CAMPUS FRANCE ;
- d'accepter, dans un second temps, la cession à titre gratuit de ce bien au profit de GAMMES, opérant compensation entre le prix payé par GAMMES en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à GAMMES par la Ville;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame CLAVERIE sort de la séance.

80- Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin

Michaël DELAFOSSE :

Au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître fondée sur les articles L 1123-1 et L 1123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques et suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2007, la Ville a incorporé par arrêté n° 2007/13 du 26 juillet 2007 l'immeuble situé 18, rue du Bassin, cadastré LM 57, dans le domaine privé communal.

Cette propriété, d'une contenance d'environ 225 m² est composée d'une maison d'habitation d'une surface utile d'environ 140 m² dont 70 m² habitables.

Elle est située en zone 1U1-4fw du PLU et comprise dans un périmètre de protection des monuments historiques.

A l'abandon depuis de nombreuses années, elle est en mauvais état et nécessite d'importants travaux de réhabilitation et d'aménagement intérieur.

Compte-tenu de sa configuration et sa superficie, ce bien ne peut être aménagé pour être affecté à un service public ou à l'usage du public.

Il paraît donc opportun, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de mettre en vente cette propriété en vue de permettre au futur acquéreur de la réhabiliter.

Il est proposé la mise en vente de ce bien dans le cadre d'une vente publique, au prix plancher de 85 000 € HT au vu de l'estimation des services fiscaux en date du 16 janvier 2014.

Sont envisagées les modalités de mise en vente suivantes :

- Insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville,
- Envoi d'un courrier d'information à la Chambre des notaires,
- Remise d'un cahier des charges de cession aux intéressés comportant l'obligation d'acquérir le bien en vue de la réhabilitation du bâti et du maintien de la fonction résidentielle.

Au vu de la nature du bien, le choix de l'acquéreur s'opèrera sur la base des critères suivants :

- Qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et à son insertion dans l'environnement spécifique du secteur lié à la proximité de l'église de Celleneuve (6 points)
- Solvabilité et garanties bancaires apportées (2 points)
- Prix de vente proposé (2 points)

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné à l'issue de la procédure et après décision du Conseil municipal, sous condition suspensive d'obtention d'un permis de construire soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente publique de l'immeuble cadastré LM 57, situé 18 rue du Bassin, d'une contenance de 225 m² et d'une surface utile d'environ 140 m², après publicité et procédure de sélection, au prix plancher de 85 000 € HT,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

81- Foncier
Déclassement du domaine public communal
Impasse non désignée cadastrée AB 22 et AB 27
située sur la commune de Grabels

Michaël DELAFOSSE :

La société "HORIBA Médical" a sollicité de la Ville l'acquisition de la parcelle cadastrée AB 22 (331 m²), ainsi qu'une partie de la parcelle cadastrée AB 27 (environ 200 m²) toutes deux sont la propriété de la Ville de Montpellier. Elles sont situées sur la commune de Grabels, et correspondent à une impasse non dénommée débouchant sur la rue du Caducée.

Cette société, déjà propriétaire d'une unité foncière plus importante située en fond d'impasse, souhaite réaménager ses installations et agrandir son centre de recherche.

Dans la mesure où cette voie ne présente aucun intérêt public pour la Ville de Montpellier, une enquête publique préalable à son déclassement du domaine public communal a été organisée du 18 novembre au 2 décembre 2013 inclus, à la fois sur la commune de Montpellier et sur la commune de Grabels.

A l'issue de cette enquête, Madame le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au déclassement des parcelles AB 22 et AB 27 sous réserve, pour cette dernière, que seule soit cédée la partie située au-delà de l'entrée de la parcelle AB 25 afin de ne pas en perturber l'accès, le reste pouvant être cédé à la communauté d'agglomération de Montpellier (C.A.M.) qui en assurera la gestion.

En parallèle, le droit de priorité des riverains prévu par l'article L. 112-8 du code de la voirie routière a été respecté et, hormis la société "HORIBA Médical", aucun autre riverain n'a formulé le souhait d'acquérir une partie des emprises soumise à déclassement.

Cette cession permettra par ailleurs à la Ville de simplifier sa charge de gestion du domaine public, cette impasse étant située en dehors du territoire communal de Montpellier.

Les services fiscaux ont estimé la valeur du foncier vendu à la société Horiba Médical à 5€/m², cette emprise étant intégrée à l'unité foncière de la société. L'emprise restante de l'impasse sera quant à elle cédée à la C.A.M. à l'euro symbolique, s'agissant d'un tronçon de voirie.

En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de l'impasse non dénommée, cadastrée AB 22 et AB 27, située sur la commune de Grabels ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de l'impasse non dénommée, cadastrée AB 22 et AB 27, située sur la commune de Grabels ;
- de prévoir la division de la parcelle AB 27 en deux nouveaux numéros cadastraux par un géomètre, aux frais de l'acquéreur, pour identifier les emprises cédées ;
- de vendre à la société "HORIBA Médical" la parcelle AB 22 de 331 m² et une emprise à extraire de la parcelle AB 27 d'environ 200 m², au prix de 5€/m² conformément à l'estimation des services fiscaux ;
- de faire constater le transfert de propriété par Maître Lestra, notaire à Pignan, aux frais du demandeur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à encaisser la recette qui sera affectée au budget 2014 de la Ville ;
- d'accepter le transfert à l'euro symbolique, du reste de l'impasse à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (C.A.M.) par Maître Lestra notaire à Pignan ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Rue d'Argencourt
Acquisition d'une emprise de terrain
auprès de la société Pragma

Michaël DELAFOSSE :

Par délibération du conseil municipal en date du 29 mai 2012, la Ville de Montpellier a décidé de classer dans son domaine public communal une portion de la rue d'Argencourt qui était restée la propriété de la société PRAGMA après la réalisation de l'hôtel Crown Plaza.

A la lecture des plans établis par le géomètre, il apparaît nécessaire de compléter cette première transaction par l'acquisition d'une emprise de 39 m² environ en bordure de la rue d'Argencourt, à extraire des parcelles cadastrées CM 35 et CM 202, pour l'intégrer dans le domaine public communal.

La société PRAGMA a donné son accord pour cette transaction à l'euro symbolique et a désigné Maître BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une emprise de 39 m² environ située le long de la rue d'Argencourt, à extraire des parcelles CM 35 et CM 202 appartenant à la société PRAGMA, à l'euro symbolique ;
- de saisir Maître BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

83- Foncier
Elargissement cheminement piéton
Rue des Razeteurs
SARL Premières Pierres

Michaël DELAFOSSE :

La SARL Premières Pierres - SCI du 588 avenue du Maréchal Leclerc - a réalisé une opération immobilière «La Closerie Saint-Martin» sur la parcelle cadastrée DV 288 d'une contenance de 2 361 m², située à l'angle de l'avenue du Maréchal Leclerc et de la rue des Razeteurs.

Afin d'élargir le trottoir côté rue des Razeteurs pour sécuriser le cheminement piéton qui permet d'accéder à la Maison Pour Tous « L'Escoutaire », il a été négocié avec le promoteur l'acquisition de la nouvelle parcelle cadastrée DV 609 d'une superficie de 64 m², au prix de 60€/m², soit un total de 3 840 €.

Par courrier du 7 janvier 2014, la SARL Premières Pierres - SCI du 588 avenue du Maréchal Leclerc - a donné son accord à la cession onéreuse et prévoit de démolir le vieux mur pour réaliser la nouvelle clôture grillagée sur les nouvelles limites de propriété.

La haie de cyprès sera maintenue en bordure du trottoir, sur l'emprise de la Ville, tant que ces végétaux seront en bon état.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains 22869 – nature 2111 – chapitre 908 ».

La SCP GRANIER & BONNARY, notaires à Montpellier, a en charge les intérêts de la SARL Premières Pierres – SCI du 588 avenue du Maréchal Leclerc. Elle devra rédiger l'acte de transfert de propriété au frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la parcelle cadastrée DV 609 de 64 m² rue des Razeteurs, au prix de 60 €/m², soit un total de 3 840 € (trois mille huit cent quarante euros) afin de contribuer à la sécurisation du cheminement piéton ;
- de saisir la SCP GRANIER & BONNARY, notaires à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

84- Foncier
Résidence Le Cassiopée
rue de Substantion - Régularisation foncière

Michaël DELAFOSSE :

Les copropriétaires de la Résidence Le Cassiopée, située dans le quartier des Beaux-Arts, ont sollicité de la Ville la régularisation foncière des emprises leur appartenant, déjà aménagées selon des caractéristiques propres au domaine public et correspondant notamment à une partie du trottoir.

Il s'agit d'une bande de 111 m² environ en pied de façade du bâtiment le long de la rue Bernard Délicieux, et une emprise de 17 m² qui longe la rue Camille Descosy, soit un total de 128 m².

Après de longues négociations, un accord a été conclu entre la copropriété et les services municipaux sur la base d'une acquisition foncière des 128 m² à 50 €/m², soit un total de 6 400 €. Toutefois, les copropriétaires ont assorti leur accord d'une demande de reconstitution par la Ville d'un petit d'espace vert engazonné supprimé lorsque le revêtement des trottoirs a été refait à neuf.

L'assemblée générale des copropriétaires a avalisé les termes de cet accord lors d'un vote en date du 24 septembre 2013 et a désigné le syndic pour intervenir en son nom à l'acte notarié.

De son côté, la Ville procédera à la reconstitution de l'espace vert supprimé lors des travaux de revêtement des trottoirs. Cet espace vert est situé à l'entrée de la résidence, sur la partie privative, côté rue de Substantion.

Les travaux d'aménagement et de plantation seront réalisés à l'automne 2014 pour s'assurer d'une meilleure prise de la végétation. A réception de ces travaux, la copropriété assurera seule la gestion et l'entretien de cet espace qui restera privé.

Les copropriétaires ont désigné l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles au budget de la Ville BP 2014, ligne 22869 (2111-908)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir les deux emprises déjà aménagées en espace de voirie, rue Bernard délicieux pour 111 m² environ et rue Camille Descosy pour 17 m² environ, au prix de 50 €/m² ;
- de faire établir par un géomètre expert le découpage cadastral pour identifier les deux nouvelles parcelles concernées par le transfert de propriété ;
- de saisir l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- de reconstituer aux frais de la Ville l'espace vert engazonné sur la propriété foncière de la résidence Le Cassiopée, côté rue Substantion ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

85- Foncier
rue Serge Lifar
Acquisition terrain Résidence Cosy Park

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre du programme immobilier "Cosy Park" situé rue Serge Lifar, il a été proposé au promoteur de libérer une emprise de 17 m² en bordure de l'opération, pour aménager une connexion piétonne entre la rue Serge Lifar et l'allée de l'aqueduc située à l'arrière.

Il s'agit de la nouvelle parcelle cadastrée MS 318 de 17 m² qui permettra de créer un accès piéton à l'aqueduc. Il est proposé d'acquérir cette emprise libérée au prix de 25 €/m², soit un montant total de 425 €.

Dans le montage juridique de cette opération établi par Maître Dossa, notaire désigné par le promoteur sur ce programme, il est prévu que la transaction soit signée avec le syndicat des copropriétaires.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville BP 2014, ligne 22869 (acquisition terrain nu), nature 2111 chapitre 908.

Le service des Espaces Verts de la Ville aménagera cette emprise en cheminement piéton, dès que la Ville sera titrée sur ce terrain.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle MS 318 de 17 m² rue Serge Lifar auprès du syndicat des copropriétaires au prix de 25 €/ m² soit un montant total de 425 € ;

- de saisir Maître Dossa, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

86- Foncier
rue Henri Lagatu
Acquisition parcelle TN 66

Michaël DELAFOSSE :

L'indivision Cartailac a sollicité de la Ville la régularisation foncière de la parcelle cadastrée TN 66 d'une emprise de 186 m², située rue Henri Lagatu.

Cette parcelle a été intégrée dans l'aménagement de la contre-allée de l'avenue des Moulins sans transfert de propriété.

Aujourd'hui, la parcelle TN 66 fait partie intégrante de la rue Henri Lagatu.

Il est proposé d'acquérir cette emprise au prix de 60 € /m², toutes indemnités comprises, soit un montant total de 11 160 € (onze mille cent soixante euros).

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, BP 2014, ligne 22869 nature 2111 chapitre 908.

Le notaire désigné par l'indivision est Maître Braun, notaire à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle TN 66 d'une emprise de 186 m², située rue Henri Lagatu, auprès de l'indivision Cartailac au prix de 60 €/m², soit un montant total de 11 160 € ;
- de saisir Maître Braun, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

87- Foncier
rue de Fontcouverte
Elargissement devant la gendarmerie

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre des travaux d'élargissement de la rue de Fontcouverte permettant de renforcer la sécurité piétonne, la Ville a proposé à la Gendarmerie Nationale une amélioration de ses accès et la création d'un trottoir le long de sa propriété.

Ces aménagements ont été réalisés sur une emprise de 78 m² environ appartenant à l'Etat, à extraire des parcelles HZ 84 et HZ 85, soit les nouvelles parcelles cadastrées HZ 243 et HZ 245, qui sont frappées d'alignement au titre des voies annexées au PLU pour élargissement.

Ce terrain appartenant à l'Etat, la Ville propose d'exercer son droit de priorité pour acquérir cette emprise compte tenu de l'intérêt public des aménagements réalisés.

Il a été convenu avec la Gendarmerie Nationale une transaction à l'euro symbolique avec la prise en charge par la Ville de tous les travaux et de tous les frais liés à la cession.

Il est proposé de saisir Maître SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Le Service des Domaines de l'Etat a émis un avis favorable sur les modalités de cette vente à la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées HZ 243 et HZ 245, soit 78 m², à l'euro symbolique, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de Fontcouverte, au titre des voies annexées au PLU ;
- de saisir Maître SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

88- Foncier
Classement dans le Domaine Public Communal
Rue du Sichuan Allée Albert Soboul
Procédure de Transfert d'Office

Michaël DELAFOSSE :

Les voies dénommées « Rue du Sichuan » et « Allée Albert Soboul » cadastrées PC 43 et PC 44, sont des voies privées.

Ces voies de desserte du lotissement sont ouvertes à la circulation publique, et permettent une liaison avec les rues Christian Bénézech et Pas du Loup. Elles constituent un véritable maillage dans ce quartier à forte densité.

Il est proposé de classer ces deux voies dans le domaine public communal, afin d'en assurer la gestion et l'entretien.

Il convient de recourir à la procédure dite de « transfert d'office » de voies privées dans le Domaine Public Communal prévue par l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, car il est nécessaire de vérifier l'identité des propriétaires et tous les ayant-droit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en œuvre de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des voies « rue du Sichuan » et « allée Albert Soboul » en application des dispositions de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme ;
- d'autoriser l'ouverture d'une enquête publique dont les modalités seront précisées par un arrêté municipal ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la procédure.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**89- Foncier
Ilot Saint Lazare
Echange foncier
Ville-Bouygues Immobilier**

Michaël DELAFOSSE :

En accompagnement du projet urbain partenarial (PUP) à conclure avec la Société BOUYGUES Immobilier sur l'îlot Saint-Lazare, situé en bordure de l'avenue de la Justice de Castelnau, il convient de redéfinir les emprises du futur domaine public pour permettre l'aménagement de cheminements piétons plus larges et plus sécurisés, conformément aux deux emplacements réservés C 153 et C 154 inscrits au PLU.

C'est dans cet objectif qu'il est proposé de procéder à l'échange foncier suivant :

- BOUYGUES Immobilier cède à la Ville une emprise de 181 m² environ à extraire des parcelles cadastrées CH 193, CH 194, CH 183 et CH 31, situées avenue de la Justice de Castelnau et avenue Saint-Lazare.

- en contrepartie, la Ville cède à BOUYGUES Immobilier une emprise de 182 m² environ, située en bordure de l'avenue Saint-Lazare. Ce terrain correspond à un délaissé de voirie dont il convient de constater la désaffectation en l'absence de toute utilité pour la circulation publique, et de prononcer le déclassement.

Cet échange foncier sera établi sur l'estimation des Services Fiscaux, soit 54 €/m², montant qui servira de base de calcul au salaire de Monsieur le conservateur des Hypothèques (échange sans soulte).

Maître ZANONE, notaire à Evreux, représente les intérêts de BOUYGUES Immobilier sur cet îlot. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de BOUYGUES Immobilier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement d'une emprise de 182 m² environ correspondant à un délaissé de voirie en bordure de l'avenue Saint-Lazare ;
- d'autoriser le géomètre de l'opération à procéder à l'enregistrement de ces emprises auprès des services du cadastre ;
- de permettre un échange foncier sans soulte avec BOUYGUES Immobilier pour des emprises respectives de 181 m² et 182 m² environ, situées avenue Saint Lazare et avenue de la Justice de Castelnau, sur la base de l'estimation des Services Fiscaux établie à 54 €/m² ;
- de saisir Maître ZANONE, notaire à Evreux, pour rédiger l'acte d'échange, aux frais de BOUYGUES Immobilier,
- d'autoriser Madame de Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

90- Acquisition d'une future place publique Rue de la Croix de Lavit

Michaël DELAFOSSE :

A l'occasion de la fermeture d'une clinique privée rue Croix Lavit, une unité foncière s'est libérée sur laquelle plusieurs promoteurs se sont positionnés pour réaliser différentes opérations immobilières.

Dans le cadre d'un schéma d'ensemble, un grand espace libre a été aménagé au centre de ces résidences créant ainsi un lieu d'échanges et de rencontres convivial, sur lequel s'ouvrent des commerces situés en rez-de-chaussée des immeubles.

D'autre part, afin de permettre une approche piétonne plus confortable, un élargissement du trottoir a été réalisé au droit de la parcelle TC 68.

Aujourd'hui, l'ensemble immobilier est réalisé, une grande partie des appartements est habitée, et les commerces en rez-de-chaussée sont peu à peu occupés.

Le cabinet de géomètres-experts BILICKI a procédé à un levé des surfaces. Le grand espace libre a une superficie de 2 184 m² environ, et l'emprise de l'élargissement du trottoir est d'une superficie de 150 m² environ. Un document d'arpentage devra confirmer les emprises et les surfaces exactes.

La société BOUYGUES Immobilier propriétaire pour partie, sollicite de la Commune l'acquisition des espaces lui appartenant, à l'euro symbolique, afin de ne pas avoir à les entretenir.

Les copropriétaires concernés se sont déjà prononcés favorablement en assemblées générales aux cessions des différentes emprises, à l'euro symbolique.

Maître Olivier FRESARD, notaire associé à l'Office Notarial de Baillargues, sera chargé de la rédaction des actes de transfert de propriété, nécessaires à cette incorporation dans le Domaine Public Communal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir à l'euro symbolique, les emprises issues des parcelles TC 60 / TC 68 / TC 81 / TC 82 / TC 149 / TC 154 / TC 156, représentant un espace à vocation de place publique d'une contenance d'environ 2 184 m² ainsi qu'un élargissement du trottoir rue Croix de Lavit, pour une emprise d'environ 150 m², surfaces à préciser par un géomètre-expert ;
- de saisir Maître Olivier FRESARD, notaire associé à l'Office Notarial de Baillargues, pour rédiger les actes notariés aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

91- Foncier

Allée des Frères Grimm

Régularisation d'emprises de voirie

Michaël DELAFOSSE :

L'allée des Frères Grimm est une voie privée.

Son emprise cadastrale est incluse dans l'unité foncière de chaque propriétaire riverain. Elle appartient donc à chaque riverain au droit de chaque propriété.

Un promoteur immobilier a négocié l'acquisition de 3 parcelles privées cadastrées EY 709, EY 710, EY 711 situées allée des Frères Grimm, en vue de réaliser un programme immobilier.

Dans le cadre de cette transaction, la Ville propose d'acquérir l'emprise déjà incorporée de fait dans la voirie, futur domaine public communal, à l'euro symbolique. Les frais de géomètre et de notaire seront pris en charge par la Ville.

Il s'agit d'acquérir :

- Une emprise de 290 m² environ à extraire de la parcelle EY 709 appartenant à Monsieur Lenormand et Madame Saiman ;
- Une emprise de 69 m² environ à extraire de la parcelle EY 710 appartenant à Madame Fortune ;
- Une emprise de 42 m² environ à extraire de la parcelle EY 711 appartenant à la SCI Jumel représentée par Madame Meilhac.

Les 3 propriétaires concernés ont donné leur accord et ont désigné Maître Daudet, notaire à Montpellier pour rédiger les actes de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'acquérir une emprise de 401 m² environ à extraire des parcelles cadastrées EY 709, EY 710, et EY 711, allée des Frères Grimm à l'euro symbolique, pour régulariser l'emprise foncière de la voie existante ;
- De saisir le cabinet de géomètres Siragusa pour procéder au découpage cadastral des 3 parcelles ;
- De saisir Maître Daudet, notaire à Montpellier pour rédiger les actes notariés aux frais de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

92- Foncier
Agrandissement Place Emile Martin
Propriété "SCI Cœur Saint-Eloi"

Michaël DELAFOSSE :

La « SARL Piermont – SCI Cœur Saint-Eloi » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle BS 447, d'une contenance de 1 515 m².

Afin de valoriser son opération, elle a détaché de l'assiette foncière de la future copropriété, la parcelle nouvellement cadastrée BS 528, d'une contenance de 375 m², afin de permettre l'agrandissement de la place dénommée « place Emile Martin ».

Par courrier du 14 novembre 2013, la SARL Piermont – SCI Cœur Saint-Eloi a proposé de céder à la Commune cette parcelle à l'euro symbolique, afin de ne plus avoir à l'entretenir.

Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la SARL Piermont – SCI Cœur Saint-Eloi.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle nouvellement cadastrée BS 528 de 375 m², afin de permettre l'élargissement de la place dénommée « place Emile Martin » ;
- d'incorporer cette emprise dans le domaine public communal, à savoir une place publique ;
- de saisir Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

93- FONCIER
Jardin de la Reine
Démolition de la passerelle enjambant la rue du Fbg Saint Jaumes
Dépôt de la demande de permis de démolir

Michaël DELAFOSSE :

Par acte authentique en date du 6 décembre 2013, la Ville a acquis de l'Etat le Jardin de la Reine, cadastré section BW108 et situé rue du Jardin de la Reine, afin de le restaurer et de l'ouvrir au public.

La vente par l'Etat est conditionnée par la démolition, à la charge de la Ville, de la passerelle enjambant la rue du Faubourg Saint-Jaumes et reliant le Jardin aux anciens bâtiments d'intendance du Rectorat demeurant à ce jour propriétés de l'Etat.

Cette démolition constitue une condition particulière résolutoire de la vente, devant être purgée et constatée avant le 31 décembre 2014, afin de permettre à l'Etat de poursuivre la vente publique des bâtiments et nécessitera également des travaux de reprise de façade au niveau du support de la passerelle.

Le coût des travaux, estimé à 30 000 €, sera prélevé sur les crédits prévus au BP 2014 - programme "Action foncière" n° 2013I27.

Afin de procéder à la réalisation des travaux et à l'accomplissement de la condition particulière imposée dans le cadre de la vente, il est nécessaire de déposer désormais les demandes de permis et les autorisations d'urbanismes corrélatives.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à la démolition de la passerelle enjambant la rue du Faubourg Saint Jaumes au droit du Jardin de la Reine, et à la reprise des façades ;
- d' autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**94- Foncier
SCI des Quatre Vents
Rue Jean Segondy
Echange foncier**

Michaël DELAFOSSE :

La SCI des Quatre vents est propriétaire d'une unité foncière, rue Jean Segondy, rue qui se termine en impasse depuis les travaux de la mise à 2x2 voies de l'avenue Vincent Auriol.

La SCI des Quatre Vents a sollicité de la Ville la cession d'une partie de ce chemin communal désaffecté, qui ne dessert plus aucune propriété et qui est englobé dans l'unité foncière de la SCI pour une emprise de 301 m² environ.

En échange, la SCI propose de céder à la commune deux emprises :

- 256 m² environ à extraire de la parcelle AH 173, afin de réaliser une aire de retournement pour les camions de collecte des ordures ménagères,

- 122 m² environ à extraire de la parcelle AH 177 pour terminer l'alignement de la rue Jean Segondy au droit de ladite parcelle.

Les services fiscaux ont basé cet échange foncier sur une valeur de 15 €/m² de terrain, montant donné à titre indicatif qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques. La SCI a donné son accord sur cet échange sans soulte.

Maître Debrus, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la SCI des Quatre Vents.

En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de fait d'une emprise de 301 m² environ issue de la voirie communale, et de prononcer son déclassement du domaine public pour intégration au domaine privé communal ;
- d'autoriser Monsieur Aussenac, géomètre, à solliciter l'enregistrement de cette nouvelle parcelle auprès du service du cadastre ;
- de céder, sur la base de l'estimation des services fiscaux, à la SCI des Quatre Vents la nouvelle parcelle créée lui permettant de réaliser une unité foncière de sa propriété ;
- d'acquérir les parcelles AH 173p pour 256 m² environ et AH 177p environ pour 122 m², validant ainsi l'échange foncier sans soulte ;
- de saisir Maître Debrus, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais partagés à part égale entre les échangeurs ;
- d'autoriser Madame Le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

95- Montpellier Grand Cœur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural

Michaël DELAFOSSE :

En décembre 2010, le Conseil municipal a voté la mise en place d'un dispositif de subventionnement afin de participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites ou de travaux lourds de restitution ou de restauration sur les chantiers situés en secteurs protégés.

Dans ce cadre, la Ville peut subventionner des travaux en complément de subventions allouées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC). La participation de la Ville sera au maximum égale à celle de la DRAC.

Les représentants de la conservatrice régionale des monuments historiques et du conservateur régional de l'archéologie, de l'architecte des Bâtiments de France, de l'Adjoint délégué à l'urbanisme et à l'aménagement durable, du directeur de la mission Grand Cœur et de la chef du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur ont chacun donné un avis favorable.

Il est proposé de subventionner trois chantiers de monuments historiques situés dans le secteur sauvegardé :

25 rue Maguelone – Temple protestant

Une subvention a été sollicitée par l'église protestante unie, dans le cadre de travaux de restauration des façades. Les travaux sont réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles (coût de 250 000 €).

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre de Laurent Dufoix, architecte du patrimoine et financée par l'Etat à hauteur de 52 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

14 rue Jacques Cœur – Chapelle des Pénitents blancs

Une subvention a été sollicitée par l'association des Pénitents blancs, dans le cadre de travaux de restauration de la toiture et de vitraux.

Les travaux sont réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles (coût de 50 000€).

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre de Dominique Larpin, architecte en chef des monuments historiques et financée par l'Etat à hauteur de 25 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

7 place du marché aux fleurs – Hôtel de Mirman

Une subvention a été sollicitée par la banque HSBC, dans le cadre de travaux de dégagement et de restauration de boiseries, gypseries, et peintures murales. Les travaux sont réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles.

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre de l'agence Créadesign.

La DRAC subventionne les travaux à hauteur de 40%.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions précédemment citées,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

96- MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme BLAZY, 6 rue Marioge (50 % de la subvention plafonnée)	1.260,00
Comité Permanent des Fêtes de la Charité, 15 rue Louis Braille (50 % de la subvention)	1.125,11
M. RIEUX Marc Antoine, 82 avenue du Pont Juvénal	760,36
Total	3.145,47

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions d'un montant total de 3.145,47 € correspondant aux 3 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

97- Cotisation pour l'année 2014 Association « Architecture et Maître d'Ouvrage »

Michaël DELAFOSSE :

La Ville de Montpellier développe, depuis trente ans, un projet urbain basé sur une croissance maîtrisée, durable, concentrée le long de quatre lignes de tramway. Les principes fondateurs de cet ambitieux projet de ville sont l'extension du centre, la reconquête du Lez, l'ouverture de la ville sur la mer et la création de quartiers à intensité urbaine forte, desservis par un réseau de transport en commun moderne. A sein de ces quartiers c'est la mixité, qu'elle soit sociale ou fonctionnelle qui est recherchée.

L'adhésion de tous au projet urbain passe par un partage permanent avec les habitants et les professionnels du processus de fabrication de la ville. A ce titre, la Ville de Montpellier impulse et favorise les manifestations ou lieux d'échanges permettant d'expliquer et de construire ensemble les projets de développement.

L'association « Architecture et Maitres d'Ouvrage » (AMO) est née, il y a 25 ans, de la persévérance de quelques passionnés du fait urbain et de la conception architecturale, qui avaient bien compris la nécessité de partager une culture commune, grâce à des rencontres, des échanges et des débats. Les maîtres d'ouvrage et les architectes se sont ainsi mobilisés sur le terrain du dialogue constructif, prenant acte de l'intérêt public de la qualité urbaine et architecturale, en tant que forme d'expression culturelle.

Dans ce cadre, Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association « Architecture et Maitres d'Ouvrage » (AMO) et de valider le versement de la cotisation d'un montant de 800 € (exonérée de TVA) pour l'exercice 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion à l'association « Architecture et Maitres d'Ouvrage » AMO Languedoc Roussillon,
- d'accepter le versement de la cotisation à l'association « Architecture et Maitres d'Ouvrage » AMO Languedoc Roussillon d'un montant de 800 € (exonérée de TVA) pour l'année 2014,
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 800 € (exonérée de TVA) sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville de Montpellier au chapitre 908241,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

98- Technologies de l'Information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014

Michaël DELAFOSSE :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.
Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2014 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	ADULLACT – Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales	4 500 €
920	6281	AVICCA – Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et de l'Audiovisuel	3 655 €
920	6281	FING – Fondation Internet Nouvelle Génération	4 000 €
920	6281	Association OPENDATA FRANCE	800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 12 955 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Direction des Systèmes d'Information au chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

99- Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville / SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1

Abroge et remplace la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013

Michaël DELAFOSSE :

Lors de la séance du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé le Compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque (au 31 décembre 2012), son bilan prévisionnel établis par le concessionnaire, ainsi que les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement. Cette dernière a été conclue avec la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) suite à l'approbation du traité de concession par le Conseil municipal, lors de sa séance du 25 juin 2012. Or, la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013 mentionne par erreur la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine) comme aménageur de la ZAC de la Restanque. Afin d'éviter toute confusion, sa rédaction a été corrigée et reprise dans la présente délibération qui abroge et remplace la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013.

Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, qui vise à créer à terme le quartier de la Restanque, quartier qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant à proximité (quartiers de Saint Martin, de Tournezy...). En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, des équipements publics. Ce programme nécessitera un ensemble de travaux de voiries, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Au 31 décembre 2012, le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes.

Le bilan de l'année 2012 fait apparaître une dépense de 102 000 € correspondant notamment à la rémunération forfaitaire de la SAAM.

Dans un premier temps, et préalablement à tout engagement opérationnel à la vue des enjeux et de la complexité de cette opération, il convient de répondre prioritairement aux deux objectifs suivants :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un plan guide, d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers,
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de la ZAC comprenant le programme des équipements publics.

Le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) prévoit ainsi un développement mesuré de l'opération, qui se concentre sur ces deux objectifs pour les premières années, reportant ainsi les participations de la Collectivité à 2018.

A ce titre, un avenant n°1 à la concession d'aménagement propose une nouvelle répartition de l'échéancier de la rémunération forfaitaire de la SAAM et une modification du phasage des participations de la Ville.

L'ensemble de ces éléments, en particulier financiers, sont annexés à la présente délibération et sont identiques à ceux approuvés lors du Conseil municipal du 25 novembre 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte que cette délibération abroge et remplace la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013 qui comporte une erreur matérielle,
- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2012 par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement actant la nouvelle répartition de l'échéancier de la rémunération forfaitaire de la SAAM et une modification du phasage des participations de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

100- Immeubles de logements

759 rue Croix de Figuerolles

6 rue des Coronilles

2 rue des Tourterelles

Vente à la société Nouveau Logis Méridional

**Signature d'une convention de réservation de quatre logements entre la Ville
et la société Nouveau Logis Méridional**

Jean-Louis GELY:

La Ville de Montpellier est propriétaire de trois immeubles de logements :

- immeuble situé 759 rue Croix-de-Figuerolles et cadastré IS 11, constitué d'un rez-de-chaussée et quatre étages, comportant 5 logements pour une surface utile de 400 m² environ ;
- immeuble situé 6 rue des Coronilles et cadastré KR 359, constitué d'un rez-de-chaussée sur caves et deux étages, comportant 6 logements pour une surface utile de 361 m² environ ;
- immeuble situé 2 rue des Tourterelles et cadastré BK 1, constitué d'un rez-de-chaussée et trois étages, comportant 3 logements pour une surface utile de 213 m² environ.

Aux termes d'une précédente délibération, la Ville a constaté la désaffectation de ces immeubles et prononcé leur déclassement du domaine public communal.

Le bailleur social Nouveau Logis Méridional propose de racheter ces trois immeubles en vue de réaliser une opération de logements sociaux de type PLUS/PLAI.

Cette opération permettra la création de 15 logements sociaux en tissu urbain diffus, favorisant la mise en place de petites unités sur le territoire communal.

Elle offrira par ailleurs la possibilité d'assurer l'hébergement temporaire d'occupants de logements sous arrêté de péril ou d'insalubrité, et également de développer une offre d'hébergement répondant à des problématiques spécifiques telles que l'hébergement de jeunes en rupture familiale en raison de leur orientation sexuelle, notamment dans le cadre d'un accord avec l'association « Le Refuge ».

Cette cession s'inscrit en outre dans le cadre des engagements de la Ville concernant les projets de rénovation urbaine, conformément à la délibération du Conseil municipal du 9 novembre 2009 approuvant la signature d'une convention d'application de la charte de relogement avec les bailleurs sociaux - dont Nouveau Logis Méridional - stipulant que le bailleur social bénéficie d'un « droit à construire » pour trois logements en ZAC ou sur du foncier maîtrisé par la Ville, en contrepartie d'un relogement effectif au profit des opérations de rénovation urbaine du Petit-Bard.

Les services de France Domaine ont estimé ces biens, le 20 janvier 2014, au prix de 1 000 € /m² de surface utile.

La société Nouveau Logis Méridional en propose l'acquisition au prix global de 380 000 € HT soit 390 €/m².

Ce prix tient spécifiquement compte du montant élevé (900 € HT/m²) des travaux de réhabilitation et de mise aux normes des logements, du faible montant des loyers appliqués par le bailleur social, et des droits de réservation sur quatre logements accordés à la Ville.

Le projet de Nouveau Logis Méridional offre l'opportunité de réhabiliter trois immeubles de logements anciens, d'augmenter l'offre et la diversité du parc locatif social, de réserver des droits à la Ville permettant d'offrir des solutions d'hébergement temporaire répondant à des situations spécifiques et de répondre aux obligations contractuelles de la Ville dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt général de l'opération projetée et de l'intérêt spécifique dont bénéficie la Ville au titre de la réservation de logements dans cette opération, il paraît opportun de passer outre l'avis de France Domaine et d'accepter la cession de ces immeubles à Nouveau Logis Méridional au prix global de 380 000 € HT.

Dans ce cadre et conformément au code de la construction et de l'habitation, une convention spécifique relative aux modalités de réservation de ces quatre logements est proposée entre la Ville de Montpellier et la Société Nouveau Logis Méridional. Celle-ci précise notamment les caractéristiques et modalités de mise en œuvre de ces droits de réservation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à la vente à la société Nouveau Logis Méridional des immeubles situés 759 rue Croix-de-Figuerolles cadastré IS 11, 6 rue des Coronilles cadastré KR 359, et 2 rue des Tourterelles cadastré BK 1, au prix global de 380 000 € HT ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique au notaire de l'acquéreur, Maître Cabanes-Gelly, notaire à Montpellier ;
- d'approuver la convention de réservation entre la Ville de Montpellier et la société Nouveau Logis Méridional annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur ASLANIAN revient en séance.

101- Ecoles Kergomard et Daviler: création de deux écoles communales de droit commun suite à la procédure de désannexion et au transfert de propriété à la Ville

Jean-Louis GELY :

Les deux écoles annexes montpelliéraines, l'école maternelle Pauline Kergomard et l'école élémentaire Charles Daviler, situées avenue du Colonel Marchand, souhaitent bénéficier de la procédure de désannexion afin de bénéficier du droit commun des écoles primaires publiques et en conséquence de l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux établissements du premier degré.

Jusqu'à maintenant, ces deux écoles relèvent du régime des écoles annexes, créées par décret en 1887 pour constituer des centres permanents d'innovation pédagogique et de formation des enseignants les écoles annexes et qui ont été intégrées aux écoles normales primaires dont l'entretien est à la charge des départements.

Depuis 1989, la création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) qui, dans chaque Académie, ont remplacé les écoles normales, a permis la désannexion progressive des écoles annexes et leur intégration au droit commun des écoles primaires dont la gestion est dévolue aux communes au terme du code de l'éducation.

Cette désannexion s'est opérée après plusieurs étapes:

- la demande de désannexion du conseil de l'IUFM, approuvée, le 27 février 2012, par délibération du Conseil d'Administration de l'université Montpellier II, compétent suite au rattachement de l'IUFM à cette institution.
- l'avis favorable au processus de désannexion en juillet 2012, du Conseil Général de l'Hérault, propriétaire des bâtiments
- l'avis favorable du Conseil départemental de l'Education nationale rendu le 11 juin 2013.
- la demande de l'Université Montpellier II et de l'Etat concernant le transfert de la propriété de ces écoles du Département au profit de la Ville de Montpellier, approuvée par délibération de l'Assemblée départementale du 18 novembre 2013
- la délibération en date du 16 décembre 2013 par laquelle le conseil municipal de la Ville de Montpellier accepte le transfert de propriété des écoles Charles Daviler et Pauline Kergomard au profit de la Ville de Montpellier. Ce transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, est prévu à titre gratuit, et sous condition que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée de 15 ans, la propriété des biens revenant au Département en cas de désaffectation. La régularisation de l'acte administratif de vente aura lieu, dès lors que les biens seront rendus libres de toute occupation privative des logements de fonction ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la procédure de désannexion des écoles Kergomard et Daviler et la création en leur lieu et place de deux écoles communales de droit commun et par voie de conséquence, la mise à disposition de

l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux écoles communales suite au transfert effectif de propriété tel qu'approuvé par délibération du conseil municipal du 16/12/2013.

La mise en œuvre de cette mesure aura lieu sous réserve de la publication de l'arrêté ministériel de désannexion de ces deux écoles

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Jean-Louis GELY : Il s'agit d'un dossier que nous avons examiné lors du dernier conseil municipal. Ces deux écoles intègrent le patrimoine de Neuville, ancienne école annexe dans laquelle s'effectuait la formation des maîtres. L'Histoire remonte à 1896. C'est pourquoi la procédure ramenée à la désaffectation après demande du conseil de l'IUFM et avis favorable du conseil général de l'Hérault qui était propriétaire des murs nous avons donc acquis ces deux bâtiments et ses deux écoles interviendront à partir de la rentrée de septembre 2015 scolaire de la ville de Montpellier.

102- Groupe Scolaire Malraux

Autorisation de signer les marchés de travaux

Jean-Louis GELY :

L'importante évolution démographique du quartier Port Marianne justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage.

Par délibération du 3 octobre 2011, la Ville a décidé la construction d'une nouvelle école dans le quartier Port Marianne dénommée « Ecole primaire André Malraux » pour la rentrée de septembre 2015.

La maîtrise d'œuvre a été attribuée à l'équipe SARL COULON /BATISERF /SOLARES BAUEN/BET G. JOST/E3 ECONOMISTE lors de la délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012.

Pour réaliser ces travaux, a été publié un appel d'offres comportant 12 lots à attribution séparée.

L'allotissement était le suivant :

- Lot 1 Macro lot BEPos : Terrassement - Gros œuvre - Structure métallique- Etanchéité - Panneaux photovoltaïques - Menuiserie extérieure bois et aluminium - Vitrerie - Protection solaire- isolation thermique extérieure - Vêture – Echafaudages- serrurerie assainissement - Réseaux divers.
- lot 2 : Aménagements extérieurs
- lot 3 : Espaces verts
- lot 4 : Menuiserie intérieure bois - mobiliers
- lot 5 : Plâtrerie - doublage - faux plafonds
- lot 6 : Revêtement de sol colle
- lot 7 : Revêtement carrelage sol et mur
- lot 8 : Peinture - nettoyage de finition
- lot 9 : Ascenseur
- lot 10 : Electricité - courants faibles et forts
- lot 11 : Chauffage - ventilation
- lot 12 : Sanitaire

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

Pour le lot 1 Macro lot BEPos:

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 50%
- Le prix des prestations comptant pour 50%.

Pour les lots de 2 à 12 :

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60%.
- Le prix des prestations comptant pour 40%.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOT	DESIGNATION	ENTREPRISE RETENUE	MONTANT RETENU DU MARCHE EN € HT
1	Macro lot BEPos :	BEC	4 690 000,00
2	Aménagements extérieurs		Infructueux
3	Espaces verts	POUSSE CLANET	34 892,28
4	Menuiserie intérieure bois - mobiliers		Infructueux
5	Plâtrerie - doublage - faux plafonds	SOCIETE FRONTIGNANAISE DE PLATRERIE	338 020,00
6	Revêtement de sol colle	SPC REVETEMENT	30 751,50
7	Revêtement carrelage sol et mur	ART ET TECHNIQUE DU BATIMENT	231 621,20
8	Peinture - nettoyage de finition	LANGUEDOC CHANTIERS	88 200,60
9	Ascenseur		Infructueux
10	Electricité - courants faibles et forts	SPIE	564 281,64 base + option 2 et 3
11	Chauffage - ventilation	TEMPERIA	339 500,00
12	Sanitaire	TEMPERIA	193 000,00
	TOTAL en euros HT		6 510 267,22

TOTAL en euros TTC = 7 812 320, 66

Les marchés démarreront sur ordre de service.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 février 2014.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville.
- D'autoriser pour les lots infructueux, le lancement d'une procédure adaptée pour les lots 2 et 9 et d'une négociation pour le lot 4.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

103- Extension de l'école maternelle Madeleine BRES - autorisation de signer les marchés de travaux

Jean-Louis GELY :

Afin de faire face à l'augmentation de la démographie scolaire dans le quartier des Cévennes, l'ouverture de classes supplémentaires à l'école maternelle Madeleine BRES, sise allée de l'Aqueduc, s'est avérée nécessaire. Pour cela et depuis 2006, trois classes ont été installées dans des locaux modulaires.

La pérennisation de ces classes étant désormais actée, il convient de remplacer ces modules par la construction de trois classes. Le préau de cette école maternelle sera repris également dans le cadre de cette opération.

Pour réaliser ces travaux, le 25 septembre 2013, il a été publié un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics et comportant 10 lots à attribution séparée.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Désignation	Entreprise retenue	Prix H.T.
1	GROS OEUVRE- VRD	AZUARA	131 693,00
2	CHARPENTE COUVERTURE	CELESTIN	61 981,31
3	MENUISERIES BOIS ALUMINIUM	ATELIER DUCROT	84 249,00
4	FACADES	OMNIUM FACADES	27 625,00
5	CLOISONS FAUX PLAFONDS	FPI	16 031,60
6	ELECTRICITE	J.P. ELEC	23 345,67
7	PLOMBERIE	SNECC	21 909,88
8	SOLS DURS	SUP CARO	16 229,19
9	GENIE CLIMATIQUE	SNECC	24 540,58
10	PEINTURE	CORNIL	5 914,01
		TOTAL	413 519,24

Les marchés démarreront sur ordre de service et les travaux s'étaleront sur une durée de 13 mois.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 février 2014 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget primitif 2014 de la Ville, section investissement 90211, nature 2313 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame CLAVERIE revient en séance.

104- Ecoles privées sous contrat d'association. Participation de la Ville année 2014

Jean-Louis GELY :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2013-2014, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- classes maternelles : 1 368 enfants domiciliés à Montpellier
- classes élémentaires : 2 291 enfants domiciliés à Montpellier
-
- Soit au total : 3 659 enfants.
-
- Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2014, identique à celle de 2013, s'établit à :
- 515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle
- 515 Euros par enfant montpelliérain en élémentaire
-
- Le montant de la dotation 2014, compte tenu des effectifs s'élève à
 - 704 520 Euros en maternelle
 - 1 179 865 Euros en élémentaire

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2014 sur les lignes suivantes :

Nature Fonction 92211 pour les écoles maternelles et 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association aux seuls enfants montpelliérains :

Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier

Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier

Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier

Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier

Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier

Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier

Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier

Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier

Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier

Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090Montpellier

Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier

Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier

Ecole juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées concernant les enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération,
- De dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Francis VIGUIE : Ce n'est pas parce qu'il s'agit du dernier Conseil municipal que nous allons faire une intervention sur cette question. Ceci d'autant plus que nous avons entendu avec regret les déclarations du Président de la République sur la réduction des dépenses publiques lors de ses vœux et nous avons bien compris que les collectivités, les municipalités vont avoir une place toute particulière dans le cadre de cette réduction des dépenses publiques. Une baisse aura donc lieu, ce qui nous est là annoncé est une étape encore supérieure. À l'occasion, je souhaitais vous rappeler qu'aucune obligation légale ne vous force à financer les écoles maternelles. Il s'agit là d'un bonus que vous faites. Je rappellerai tout de même qu'il ne s'agit pas de petites sommes symboliques, puisque cela représente tout de même 704 520 € et que cela suppose sur un mandat 4,2 M€. Dans une période où nous avons entendu tout à l'heure des enjeux extrêmement importants sur l'école publique, je pense que la réflexion devrait avoir lieu.

Une dernière question à M. GELY : est-ce que les écoles privées appliqueront les nouveaux rythmes scolaires en septembre 2014, puisque ce sont des écoles concertées ? Je serais curieux d'entendre cela dans ce Conseil municipal.

Philippe THINES : Sans reprendre ce qu'a dit mon collègue Francis VIGUIE, et je suis tout à fait d'accord avec ses propos, nous n'avons aucune obligation de financer les écoles maternelles de la ville, si ce n'est d'avoir mis le doigt dans l'engrenage et qu'à un moment donné une continuité est nécessaire. Nous ne pouvons que le regretter lorsque nous savons que les écoles publiques et laïques ont besoin de beaucoup plus de financement mais aussi de personnel, nous ne pouvons que regretter le glissement existant de plus en plus sur la demande de constitution d'écoles confessionnelles, quelle qu'en soit la religion, puisque aujourd'hui d'autres écoles sont en train de se construire et de se créer. Nous aurons donc l'obligation de faire des dotations, ce que je regrette, puisque cela revient pour moi à fragmenter la société et faire en sorte que l'inconnu reste toujours difficile à accepter. Cela revient donc à monter les Français les uns contre les autres. Je ne peux que le regretter. Je suis pour que les écoles privées existent s'il doit y en avoir, mais avec des fonds privés et non des fonds publics comme cela se fait, surtout que nous avons un réel besoin aujourd'hui dans les écoles publiques au niveau du personnel.

Lorsque nous voyons qu'aujourd'hui, des collèges occitans sont financés et inaugurés par des élus, cela me fait d'autant plus peur car demain, pourquoi n'aurions-nous pas des écoles à d'autres tendances, qui pourraient être préjudiciables pour le vivre en commun ? Je pense que nous devons faire attention. Je pense aux créationnistes. Nous avons aujourd'hui un débat sur l'ABCD de l'Egalité dans nos écoles, pourquoi les

créationnistes ne pourraient-ils avoir leurs propres écoles, qu'est-ce qui va les empêcher de les avoir ? Les unijambistes vont ensuite ouvrir leur école car ils ne se sentiront pas bien de leur côté... *[brouhaha]* Nous devrions faire attention. Je ne suis pas sectaire, je suis pour les écoles privées, mais à fonds privés. Celles-ci peuvent se développer tant qu'elles veulent mais pas avec des fonds publics et laïques.

Jacques DOMERGUE : Je trouve que ce discours est lénifiant. Nous voyons les mêmes discours sur les cliniques privées. Vous devez arrêter d'avoir en horreur le mot privé. Le mot privé ne veut pas dire que c'est mal, que ce sont des méchants, des mauvais. Les enfants qui vont dans les écoles privées sont nos enfants qui peuvent aller dans les écoles publiques. Aujourd'hui la véritable question qui se pose est : pourquoi y a-t-il autant de demandes dans les écoles privées ? Posez-vous cette question. Je prends mon propre exemple. Je suis un enfant de l'école publique. J'ai été élevé dans l'école publique de mon village puis du lycée Aragon où j'ai passé le bac. Cependant, mes enfants sont allés dans des écoles privées. Exactement comme les enfants de Ségolène ROYAL et de François HOLLANDE. Il n'y a pas de honte à cela, ce n'est pas parce qu'elle est de Gauche et que je suis de Droite que je vais dire que cela est mal ou bien.

À partir du moment où ces établissements participent au service public de l'enseignement, il est normal qu'ils soient subventionnés et aidés. Cela est exactement pareil pour les établissements privés de soins qui fonctionnent avec de l'argent public. Il ne s'agit pas d'une sainte horreur. Lorsque vous allez vous faire changer la hanche, vous allez souvent dans les cliniques privées et ne vous posez pas de questions. Arrêtons donc ces querelles stériles et je suis convaincu qu'il est indispensable d'aider ces établissements car l'enseignement y est de qualité, de plus les familles sont de plus en plus demandeuses.

Philippe SAUREL : Mme le Maire, au-delà de la position de Philippe THINES qui est traditionnellement celle qu'il vient d'indiquer sur l'école privée et sur l'école laïque, je voudrais cependant relever un petit mot de son intervention et essayer d'appliquer un principe de bon sens, car il a comparé le collège occitan, qui a été construit par le Conseil général de l'Hérault, en disant que cela pourrait être à un certain moment les créationnistes et d'autres tendances philosophiques. Il existe tout de même une différence fondamentale entre les tendances philosophiques indiquées par Philippe THINES et les Occitans. Je défends les Occitans, car nous sommes en Occitanie, car il s'agit d'une langue patrimoniale au titre de la culture, au titre de la diversité culturelle et il est hors de question que les Occitans soient traités comme des sectes. Ce ne sont pas des sectes.

Jean-Louis GELY : Trois choses. Tout d'abord sur le plan juridique, nous intervenons au nom de la loi. Il n'y a pas d'obligation légale d'intervenir sur les maternelles, mais une jurisprudence constante indique que lorsqu'une collectivité a financé l'école maternelle, elle doit continuer à le faire, ce qui est le cas depuis 2004. C'est donc à ce titre que nous procédons à ce financement. En ce qui concerne les effectifs, je voudrais vous dire que ceux des écoles privées sont au maximum. Il n'y a pas d'augmentation sensible d'une année sur l'autre. *[interjection]* C'est un constat. Nous nous occupons de l'investissement dans le domaine public. C'est un constat, par conséquent nous sommes sur des bases identiques ou quasiment d'une année à l'autre puisque le critère utilisé est la domiciliation de la famille sur Montpellier.

Ensuite, en ce qui concerne les statuts de ces établissements, je remarquerai qu'ils ont un contrat avec l'État et s'engagent à suivre les programmes scolaires de la République, ce qui est une certaine garantie par rapport aux effets pervers que notait notre collègue Philippe THINES. Pour les Occitans, je dirais que c'est un concept laïc et que je trouve cette école éminemment républicaine. Je pense que pour des raisons culturelles et de mémoire qui ont été évoquées à l'instant, il n'est pas malsain, et même opportun de contribuer également à l'essor de ce type d'enseignement. C'est ma position et je vois qu'elle est partagée par d'autres. Je vous remercie. *[applaudissements]*

Gérard LANNELONGUE : Je ne souhaite pas allonger ce débat, mais je voudrais juste rappeler quelque chose qui me semble extrêmement important. M. THINES, j'aimerais que vous le regardiez d'un peu plus près. Je suis très à l'aise, je viens de l'école privée, je n'ai jamais pris un sou du public, puisque c'était laïque. Ces parents qui mettent leurs enfants dans les écoles privées payent des impôts. À un moment donné, vous allez leur demander également de payer l'école. Ils la payent, d'ailleurs. Cela veut dire qu'ils payent deux fois. *[brouhaha]* Nous avons le droit d'avoir des opinions, et de les faire prévaloir dans le choix de l'école de ses enfants, je suis désolé. C'est pourquoi je vous ai qualifié de sectaire, et vous l'êtes.

**105- Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour
l'élection des Conseillers municipaux et des Conseillers communautaires des
23 et 30 mars 2014
Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat**

Magalie COUVERT :

A l'occasion de l'élection des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, qui aura lieu les dimanches 23 et 30 mars 2014, l'Etat envisage de confier, par convention, à la Ville de Montpellier, les opérations de libellé des enveloppes, de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale de la commune.

Pour la réalisation de ces opérations, la Ville assurera le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que le traitement des déclarations fiscales.

Pour le paiement de cette prestation, une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune auprès de la recette des finances du ressort de la collectivité en mode « PSOP » (paiement sans ordonnance préalable). Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction notamment du nombre de tours pour le scrutin, des électeurs inscrits de la commune et du nombre de listes. Le montant des charges salariales et patronales est inclus dans l'enveloppe forfaitaire.

La rémunération individuelle des personnels recrutés ne pourra excéder le montant de l'indemnité forfaitaire qui peut être accordée aux personnels, telle que fixée par l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**106- Contrat Urbain de Cohésion Sociale
Attribution de subventions à diverses associations
Exercice 2014**

Audrey DE LA GRANGE :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté.

En 2007, la Ville de Montpellier, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Centre Communal d'Action Sociale ont signé un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour la période 2006-2009 déterminant la stratégie pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont la Mosson, la Zone Urbaine Sensible (ZUS) Petit-Bard Pergola, la ZUS

des Cévennes, la ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord-Ecusson, la ZUS Pas du Loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy. Le pilotage et la conduite du CUCS sont assurés par le GIP-DSUA. Ce contrat a été prolongé tacitement en 2010.

En 2011, conformément à la recommandation formulée par le Conseil National des Villes «de faire correspondre l'élaboration et la conclusion des CUCS ou autres contrats au mandat municipal», les contrats urbains de cohésion sociale ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2014. Les principes et l'économie générale du CUCS 2007-2009, de même que la géographie prioritaire, ont été reconduits jusqu'à cette date.

La stratégie du contrat urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun,
- mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En juillet 2013, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2014. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Près de 240 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 314 230 euros, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

FINANCEMENT SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé

3845	Centre des Arts du Cirque Balthazar-CDAC	Arts du Cirque à Figuerolles	Gély - Figuerolles	1 500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Toutes pour une équipe	Petit Bard - Pergola	1 200 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Stages Vacances Scolaires	ZUS Cévennes	1 500 €
1682	JITA KYOEI JUDO34	De la rue au dojo	Paillade	2 500 €
967	MUC Handball	Handball pour les jeunes filles du quartier Saint-Martin	Saint Martin	1 500 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Sport Citoyen 11 16 ans	Petit Bard - Pergola	1 500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924				9 700 €

FINANCEMENT JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Club de ville en vacances	Gély - Figuerolles	980 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier - La Paillade	Mini camp et sorties VVV	Paillade	1 000 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry VVV	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
1281	Kaina	Viens chez moi j'habite à la Paillade	Paillade	3 000 €
1068	Secours Populaire Français Montpellier SPF 34	Jeunesse solidaire et citoyenne à Saint Martin	Saint Martin	600 €
2811	Strata'j'M Sud	Rencontres autour du jeu	Gély - Figuerolles	1 460 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				10 940 €

FINANCEMENT EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	Enfance jeunesse	Gély - Figuerolles	1 000 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson	Accompagner les familles dans la scolarité de leurs enfants	Paillade	2 000 €
3036	Collège GERARD PHILIPPE	Agir sur les représentations autour de l'école	Gély - Figuerolles	500 €
3036	Collège GERARD PHILIPPE	L'ouverture à la culture, un outil d'intégration et de réussite	Pas du Loup-Paul Valéry	500 €

3036	Collège GERARD PHILIPPE	Améliorer la relation école famille pour favoriser la réussite à l'école	Pas du Loup-Paul Valéry	1 800 €
1424	Collège Las Cazes	Tous en scène	ZUS Cévennes	3 000 €
1424	Collège Las Cazes	CLER (classes lecture écriture renforcées)	ZUS Cévennes	4 000 €
1424	Collège Las Cazes	Apprentissage de la règle par la connaissance des institutions	ZUS Cévennes	2 000 €
1424	Collège Las Cazes	Imagin'art...l'imaginaire des parents du réseau Las Cazes se réveille et se montre!	ZUS Cévennes	2 050 €
3125	Collège des Garrigues	Impulser l'ambition scolaire de la maternelle à l'université	Hauts de Massane	1 500 €
3125	Collège des Garrigues	Vers une communauté d'apprentissage : parents/élèves/enseignants	Hauts de Massane	1 500 €
5454	Collège Rimbaud	Associer les parents sur l'éducation et la scolarité de leurs enfants	Paillade	1 400 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Séjour Scientifique	Petit Bard - Pergola	1 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Sciences dans mon quartier	Petit Bard - Pergola	2 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Sciences au Quotidien	Petit Bard - Pergola	2 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	CLAS	Paillade	1 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	POINT ECOUTE PARENTS	ZUS Cévennes	2 500 €
485	La Ligue de l'Enseignement Hérault	Des vacances autrement	Paillade	1 000 €
485	La Ligue de l'Enseignement Hérault	Sur le chemin de l'école	Paillade	200 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR GFEN	Réussir Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 900 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	2 000 €
3064	Lâche les Mots	Slam à Sévigné	Gambetta	1 000 €
1035	OCCE CRDEP Ressources DEP Education Prioritaire	Développement d'un réseau de ressources	Paillade	2 000 €
467	Le Relais- Maison des enfants dans la ville	Accompagner les jeunes et leurs familles dans la réussite éducative	Nord - Ecusson	4 000 €

467	Le Relais- Maison des enfants dans la ville	Séjours de vacances : ouvrir de nouveaux horizons aux jeunes citoyens	Nord - Ecusson	1 000 €
5385	Zadigozinc	Café associatif des enfants de 0 à 16 ans et leur entourage	Paillade	2 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				44 850 €

FINANCEMENT COHESION SOCIALE				
N° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education -ACLE	Club des jeunes	ZUS Cévennes	2 500 €
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education -ACLE	Ateliers socio-linguistiques	ZUS Cévennes	4 500 €
64	ADAGES	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires	3 000 €
64	ADAGES	Espace Jeunesse	Ensemble des territoires	3 000 €
64	ADAGES	Action de médiation linguistique et interculturelle liée au logement	Gambetta	2 000 €
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	Ensemble des territoires	7 000 €
33	Asso Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges - AETE	Printemps de la création d'entreprise	Paillade	3 000 €
1806	AIDES MONTPELLIER	Promotion du dépistage du VIH, des hépatites et des IST avec et auprès des personnes migrantes dans l'Hérault	Ensemble des territoires	3 000 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Médiation Sociale et Accès au Droit	Paillade	3 500 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Accès des jeunes à la vie de la cité	Hauts de Massane	4 000 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs ETS LR	Ateliers de quartier Montpellier ville	Gély - Figuerolles	5 000 €

4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs ETS LR	Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier-OPAH copropriété Cévennes 1, à l'auto-rehabilitation de leur logement.	ZUS Cévennes	9 500 €
1650	Amitié Partage et Citoyenneté	Projet annuel de l'association Amitié Partage et Citoyenneté	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Club de ville	Gély - Figuerolles	2 000 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Espace public, espace intermédiaire, espace privé	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	D'Ici et d'Ailleurs	ZUS Cévennes	2 000 €
2142	Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Emploi	Aide à la Gestion familiale, un support à l'intégration professionnelle	Petit Bard - Pergola	3 000 €
1036	Prévention Spécialisée 34	Chantiers éducatifs sur les Hauts de Massane et la Paillade	Hauts de Massane	8 727 €
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes AVEC	Aide aux démarches administratives - accès aux droits	ZUS Cévennes	1 000 €
4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes AVEC	Aide Educative auprès des parents	ZUS Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	Familiarités / réussite éducative et parentalité	Gély - Figuerolles	1 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	bébés bib et chansonnettes / ateliers petite enfance	Gély - Figuerolles	500 €
1196	BGE Montpellier	CitésLab	Ensemble des territoires	11 000 €
5847	Condamnés à Réussir	Atelier Ecrire Pourquoi	Paillade	1 000 €
4955	Musiques Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	Paillade	4 000 €
1755	APAJ Centre Gitan	Webaction	Gély - Figuerolles	3 200 €
1755	APAJ Centre Gitan	Prévention Santé Environnement	Gély - Figuerolles	1 800 €
1755	APAJ Centre Gitan	Accompagnement à la culture	Gély - Figuerolles	2 550 €

1464	CESAM Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Paillade	5 000 €
1464	CESAM Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Langage, territoire, pouvoir d'agir	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles -CIDFF	Accès aux droits, médiation familiale et conseil conjugal et familial	Paillade	6 500 €
2432	Allons'Z'Enfants - Cie Didier Théron	Paillade Vive	Paillade	1 800 €
3185	La Compagnie du Pas'Sage - Rencontres Scène Jeunesse CDP RSJ	Ateliers Théâtre Jeunes Petit-Bard/Pergola	Petit Bard - Pergola	1 000 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants de Cévennes	ZUS Cévennes	500 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants du Petit Bard	Petit Bard - Pergola	500 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier - La Paillade	Théâtre	Paillade	1 500 €
3461	Convergences 34	Jury jeune et festival du cinéma méditerranéen	Gambetta	800 €
3461	Convergences 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	Gambetta	1 000 €
3461	Convergences 34	Ateliers Linguistiques : vers l'accès à l'autonomie et la connaissance	Paillade	1 000 €
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires	4 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	AIMS - Accueil Information Médiation Sociale de Proximité	Paillade	5 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	CLAS	Paillade	4 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents	ZUS Cévennes	6 000 €
3675	ESSOR Savoirs et Partage	Résidence d'artistes	Petit Bard - Pergola	2 000 €
4908	FACE Hérault	Accompagner la réhabilitation du Petit-Bard	Petit Bard - Pergola	1 500 €

727	Foyer de la Jeune Fille Gestion Foyers Castellane, Fontcarrade	Boutique Logement Jeunes	Ensemble des territoires	2 000 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR GFEN Languedoc	Atelier socio-linguistique Mosson	Paillade	1 500 €
4904	Habiter Enfin	Soutien de familles, en particulier monoparentales, discriminées dans l'accès au logement : accompagnement personnalisé et/ou collectif	Ensemble des territoires	2 000 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Tiers Lieu Culturel	Paillade	4 000 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	VVV Tiers Lieu Culturel	Paillade	500 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Université du citoyen	Paillade	4 000 €
5214	Institut Formation Insertion Méditerranée	CLUB	Paillade	4 500 €
296	Jasmin d'Orient	Intégration des femmes immigrées- Accès au droit et lutte contre l'exclusion	Saint Martin	3 000 €
5202	Association Justice pour le Petit Bard	ASMHa	Petit Bard - Pergola	1 500 €
4533	Jeunesse Sans Frontières	Action citoyenne chantiers loisirs	Paillade	1 000 €
1281	Kaina	ECAP	Paillade	2 000 €
1281	Kaina	KAINA TV	Paillade	4 000 €
2242	L'oiseau Lyre	Atelier conte	Paillade	500 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély - Figuerolles	2 000 €
	LE LAIT SUR LE FEU	Passeurs d'image	Petit Bard - Pergola	950 €
	LE LAIT SUR LE FEU	Des paroles pour des images	Paillade	963 €
4388	Le Passe Muraille	Chantiers citoyens 2014	Ensemble des territoires	10 000 €
2193	Le Petit Atelier Maison des Familles	Partage de chansons et comptines du monde	Gambetta	500 €
3294	Association Les Ziconofages (AZ)	Outils vidéo participatif	Ensemble des territoires	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Bien-être au quotidien	Paillade	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Soin de Soi	Nord - Ecusson	1 500 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires	3 000 €

777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Egalité filles - garçons à l'école	Paillade	1 000 €
1553	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Renforcement de l'intervention de la Mission Locale dans les quartiers Petit-Bard Cévennes	Petit Bard - Pergola	2 000 €
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Insertion Sport Santé	Hauts de Massane	1 500 €
1033	Passeurs de Cultures Passeurs d'Images	Générationnaires solidaires à la Mosson	Hauts de Massane	3 000 €
29	Montpellier Contacts -Radio Clapas	Mots croisés 2014	Paillade, Cévennes, Petit Bard, Gambetta, Saint Martin	2 500 €
2835	Solidarité DOM TOM Hérault	Pratique orale du Français (POF)	Paillade	3 000 €
5249	Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale - SOMIS	Médiation administrative, interprétariat, écrivain public	Ensemble des territoires	5 200 €
213	Théâtre des Treize Vents	Un spectacle à installer partout en tournée dans les quartiers	ZUS Cévennes	1 000 €
4807	Association Tin Hinan	Vers une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	3 500 €
4807	Association Tin Hinan	Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	4 000 €
1961	Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault	Médiation Locative Cévennes	ZUS Cévennes	4 000 €
3746	Association UNI'ONS	Renc'Art	Paillade	1 500 €
3746	Association UNI'ONS	Atelier Hip Hop	Paillade	1 250 €
4163	Via voltaire	Interface	Gély - Figuerolles	6 000 €
4163	Via voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Nord - Ecusson	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925				248 740 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;

- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types années à la présente subvention ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

107- PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES

Attribution de subventions Exercice 2014

Madame le Maire :

Les activités physiques et sportives constituent un élément important de la démarche éducative de la Ville de Montpellier, et permet notamment, l'intégration à la vie sociale par des pratiques collectives.

Ainsi, la Ville de Montpellier souhaite continuer à développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés à la fois sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, les acteurs associatifs proposent de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires, en leur apportant encadrement, structure et savoir-faire.

Des stages sportifs sont ainsi proposés dont certains associant « la tête et les jambes » autour d'activités cérébrales et sportives comme, english et tap dance, pleine nature et secourisme, baptême de l'air et sensibilisation aux métiers de l'aéronautique.

Ce sont plus de 14 500 enfants et adolescents qui peuvent bénéficier chaque année d'activités socio-sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et ainsi, de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une enveloppe globale annuelle de 178 800 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2014 de la Ville.

Par la présente délibération, il est proposé de soutenir 78 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives durant les vacances d'hiver, de printemps, d'été et d'automne, en leur accordant les subventions suivantes :

Code Asso	Noms Associations	Nature	Montant
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	P	3 000 €
1011	Bozendo Montpellier	P	500 €
3823	Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	P	2 000 €
5167	Génération Tae Kwon Do	P	1 500 €
3659	Montpellier Agglomération Tae Kwon Do	P	4 000 €

1746	Montpellier Haedon Kumdo	P	2 000 €
3015	Montpellier Viet vo dao	P	500 €
5223	Montpellier agglo Athlétic Méditerranée	P	3 000 €
769	Montpellier Badminton Club	P	1 500 €
1417	MUC Baseball (les Barracudas)	P	1 500 €
2139	ASPTT Montpellier (basket)	P	2 000 €
72	Croix d'Argent Basket	P	2 500 €
5635	Gorée Basket Club	P	1 000 €
3568	Montpellier Basket Mosson	P	2 500 €
702	Montpellier Beach Volley	P	1 500 €
3634	Ecole de bowling	P	3 500 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	P	2 500 €
864	Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	P	3 000 €
1113	Claquettes en vogue	P	2 500 €
3845	Centre des arts du cirque BALHAZAR	P	3 000 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	P	3 000 €
3160	Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	P	1 900 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	P	3 000 €
2275	Keep kula	P	1 200 €
5697	Line Service	P	500 €
1771	Odysseum Bowling Club Montpellier	P	2 500 €
5722	Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs (Peps)	P	400 €
406	Echecs club Montpellier	P	2 500 €
3081	Bleu Vertige	P	3 000 €
2954	Scalata Nature	P	3 000 €
919	MUC Escrime	P	600 €
1187	Arceaux Montpellier	P	2 800 €
4806	ASC Paillade Mercure	P	2 900 €
4875	AS Celleneuve	P	1 200 €
2139	ASPTT Montpellier (football)	P	1 500 €

931	Association St Martin Gazelec	P	2 000 €
102	FC Petit Bard	P	1 900 €
2608	RC Lemasson Montpellier	P	2 000 €
1420	Stade Lunaret	P	3 000 €
4701	Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	P	2 000 €
4171	Profession Sport et Loisirs 34	P	1 500 €
5002	Mosson Full Contact	P	2 900 €
3367	Génération Millénaire	P	2 000 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	P	2 900 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	P	1 900 €
4291	Sport insertion jeunes Montpellier	P	1 900 €
963	CEP Montpellier gymnastique	P	2 500 €
1891	Montpellier GRS	P	3 000 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	P	1 500 €
967	MUC Handball	P	2 500 €
2260	Montpellier Club Handisport	P	1 000 €
3914	Montpellier Agglomeration Hockey club	P	2 700 €
5683	Ecole Judo Montpellier Agglomération (EJMA)	P	1 500 €
1682	JK Judo 34	P	1 900 €
4547	La Maison du Judo	P	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	P	1 800 €
2139	ASPTT Montpellier (natation)	P	3 000 €
788	Montpellier Paillade Natation	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (omnisports)	P	4 000 €
1813	AXE SPORT	P	1 700 €
1935	Les Chevaliers de la Gaule	P	3 000 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	P	2 200 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	P	1 800 €
4643	Montpellier Funny Riders	P	3 000 €
4555	Roll'School	P	500 €
1403	Sarbacane de l'Hérault	P	1 500 €

4380	Aqualove	P	2 500 €
4265	Association Attitude	P	2 500 €
3131	MUC Skate Board	P	2 900 €
842	Spéléo Club Alpin	P	1 500 €
4720	Agglo. Montpellier Sport Orientation 34	P	1 500 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	P	2 000 €
2139	ASPTT (tennis)	P	2 000 €
1541	Montpellier tennis de table	P	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	P	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	P	2 000 €
1230	ASBAM Volley Ball	P	3 500 €
914	AS Croix d'Argent Volley	P	3 000 €
		Total	169 000 €

Ces sommes représentant un montant de 169 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
 - De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 169 000 € ;
 - D'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**108- Mise à disposition des installations sportives
et locaux associatifs à l'association MUC Volley Ball
Autorisation de signer la convention
Approbation de la redevance minorée**

Madame le Maire :

Dans le cadre de son soutien au développement des clubs sportifs de Montpellier, la Ville met à disposition de l'association MUC Volley Ball, le Palais de Sports Pierre de Coubertin pour l'organisation des compétitions et manifestations inhérentes au Championnat de Pro A dans lequel évolue le club.

Conformément aux dispositions du Code du Sport, une convention doit fixer les conditions d'utilisation, sans exclusivité, du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour ce club, durant la saison sportive.

En contrepartie de cette mise à disposition et au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du MUC Volley Ball, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constitue une subvention en nature, dont le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013 fixant les tarifs 2014 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- mise à disposition de l'équipement à usage de l'équipe professionnelle : 20 heures par semaine x 40 semaines x 48.90 € = 39 120 €.

Il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Montpellier Volley Université Club	Avenue de Naples	39 120 €	9 090 €	30 030 €

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin à l'équipe professionnelle de l'association MUC Volley Ball moyennant une redevance annuelle de 9 090 € taxes et charges comprises;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 30 030 €, montant qui sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

109- Mise à disposition de locaux associatifs
Approbation de redevances minorées
Autorisation de signer les conventions d'occupation
du domaine public et privé

Madame le Maire :

Dans le cadre de la mise à disposition auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 décembre 2014.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif

ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Domaine public :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
Football Club Petit Bard	Stade Bel Air Av. P. Rimbaud	11 835 €	35,00 €	11 800 €
Association Omnisport Montpellier Figuerolles	Rue du Mas de Merle	25 670 €	35,00 €	25 635 €
Montpellier Pétanque Saint Martin	151 impasse du Mas d'Argeliers	9 112,50 €	35,00 €	9 077,50 €
Stade Lunaret Nord	Rue Max Mousseron	7 200,00 €	35,00 €	7 165,00 €
TOTAL :		53 817,50 €	140,00 €	53 677,50 €

Domaine privé :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	aide annuelle en nature
As Val de Croze Kick Boxing	Place Fourrier	15 730,00 €	35,00 €	15 695,00 €
TOTAL :		15 730,00 €	35,00 €	15 695,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 69 372,50 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, le Conseiller Spécial délégué aux sports, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur ROUMEGAS revient en séance.

110- Mise à disposition de locaux associatifs
Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2014
Approbation de la redevance minorée

Madame le Maire :

Dans le cadre du soutien au développement des associations, la Ville de Montpellier a attribué par délibération en date du 21 juillet 2003, des locaux à l'ASPTT Montpellier, afin de lui permettre d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché aux activités de l'ASPTT Montpellier, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année fixée à 4 692 €.

Afin d'assurer la pérennité de l'action de cette association, il est nécessaire de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2014.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ASPTT Montpellier	Centre Sportif Léon Cazals, 237 route de Vauguières	9 315 €	35 €	9 280 €

L'ASPTT Montpellier devra donc s'acquitter en 2014 d'une redevance totale de 4 727 € (soit 35 € au titre du loyer annuel minoré et 4 692 € au titre des charges locatives).

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n° 4 à la convention d'occupation proposée à l'association ASPTT Montpellier moyennant un loyer minoré ;
- de dire qu'en contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2014 d'une redevance de 4 727 € (soit 35 € au titre du loyer minoré et 4 692 € au titre des charges locatives) ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 9 280 €, montant qui sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BOYER et Monsieur ARAGON reviennent en séance.

111- Règlement intérieur, présidence déléguée et constitution du bureau du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)

Cédric SUDRES :

Ville internationale depuis son origine, Montpellier possède une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ses résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein d'une instance représentative, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

La création de ce CCRE résulte d'une volonté ancienne de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpelliérain, d'impliquer et de faire participer les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

Cette démarche a été impulsée par l'adoption au Conseil municipal du 26 mars 2012 d'une délibération instaurant le principe de création du CCRE, dont l'assemblée constituante s'est réunie le 26 mars 2013 sous la présidence de M. Cédric SUDRES, conseiller municipal délégué au CCRE.

Le CCRE de la Ville de Montpellier est composé d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne et extra-communautaires, résidant à Montpellier depuis au moins 5 ans, majeurs, qui avaient déposé leurs candidatures au début de l'année 2013.

Le CCRE de la Ville de Montpellier est membre du Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Réseau-Cofracir) qui fédère à ce jour les Conseils des résidents étrangers des villes d'Aubervilliers, Creil, Grenoble, Les Ulis, Lille, Montpellier, Reims, Roubaix, Saint-Denis, Strasbourg, Toulouse et de Villeurbanne.

Le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers s'est doté de son règlement intérieur ci-joint voté à l'unanimité lors de l'assemblée plénière du 22 novembre 2013.

Conformément à son règlement intérieur, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers a procédé lors de son assemblée plénière du 24 janvier 2014, à l'élection de :

- sa présidente déléguée : Mme Adama KANTE ;
- son bureau composé des 14 membres suivants : Mme Maïram BA, Mme Renate BACKHUS-DECHAVANNE, M. Balla DIEYE, M. Salah IBRA, M. Guy KOMBO, Mme Victoria METHERELL, M. Michel QVISTGAARD, Mme Yaël NOWENSTERN, M. Patrick OMBANDJA, Mme Viviana ROCCA, M. Fabio ROJAS, M. Bachir SANGARE, M. Michael SPRATT et M. Sotirios VALTETSIOTIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le règlement intérieur, la présidence déléguée et la constitution du bureau du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers de la Ville de Montpellier.

Pour : 49

Contre : 6

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Cédric SUDRES : Merci Madame le Maire. Une délibération importante, mes chers collègues ce soir nous vous proposons au vote le règlement intérieur d'une structure de fonctionnement du Conseil consultatif des résidents étrangers de Montpellier. Nous soumettons également au vote les membres de ce bureau et la Co-présidence du CCRE. Je tenais à souligner, avant de vous parler du fond de cette affaire, la présence ce soir d'Adama KANTE, Co-présidente délégué du CCRE, et de Salah IBRA, qui sont tous deux présents ce soir dans la salle et qui sont aussi le symbole de ces résidents étrangers qui s'engagent dans notre ville, qui s'engagent car ils aiment Montpellier, et qui sont le reflet de cette citoyenneté de résidence chère à vous Madame le Maire, ici ce soir présents parmi nous. *[applaudissements]*

Je terminerai en citant les 14 prénoms de ce premier bureau du CCRE, mais juste avant de citer ces 14 prénoms, car je crois à la force des symboles, car certes ce bureau du CCRE est lié au Conseil consultatif des résidents étrangers, donc lié à votre mandat Madame le Maire, et c'est avec une certaine émotion et une certaine fierté que je voulais vous dire Madame le Maire, que derrière cette délibération qui peut paraître aujourd'hui anodine en n'étant que le règlement intérieur du Conseil consultatif des résidents étrangers, je voulais Madame le Maire, en tant que petit conseiller municipal avec cette petite délégation à la lutte contre les discriminations et à la lutte pour l'égalité des droits, vous dire la fierté que j'ai eue de travailler avec vous, l'honneur que j'ai eu de travailler avec vous, avec l'ensemble de l'équipe du Conseil municipal pour faire avancer ces valeurs de lutte contre les discriminations, ces valeurs d'égalité, ces valeurs de vivre-ensemble. Madame le Maire, c'est aujourd'hui le dernier Conseil municipal de ce mandat et vous avez été une personne de valeurs, de conviction, de force, qui vous êtes engagée dès le début de ce mandat sur la question de la lutte contre l'homophobie, sur la question de l'égalité, sur la question du mariage pour tous lorsque peu d'élus, même au niveau national, voulaient faire bouger les lignes. Vous avez su entendre le travail des associations LGBT, le travail de ce réseau citoyen qui était au cœur de notre ville, parce que vous avez ces convictions fortes de tolérance, de valeurs liées au respect et à la place de chacun, quelle que soit sa différence.

Aujourd'hui dans cette salle sont présents Vincent et Bruno, que vous avez mariés dans cette ville. Mme le Maire, tout à l'heure vous avez fait ce discours dont je crois qu'il est important lorsque l'on arrive au terme d'un mandat, pour poser les choses. Vous resterez aussi dans l'histoire de cette ville. Vous resterez dans le cœur de beaucoup de personnes, dans l'histoire de cette ville, dans l'histoire des Montpelliérains pour avoir également conduit votre ville avec cette équipe, dans un combat qui n'était pas gagné d'avance : le mariage pour tous. Vous avez su y participer, vous y avez mis toute votre conviction.

Je suis au-delà de cette délibération du Conseil consultatif des résidents étrangers, mais cela est intimement lié, car vous avez aussi porté ce Conseil consultatif des résidents étrangers. Il fallait là aussi du courage politique. Seul huit villes en France ont mis en place un Conseil consultatif des résidents étrangers. Vous avez été, Madame le Maire, la neuvième ville en France en mettant en place le CCRE, à croire à cette citoyenneté de résidence, à croire que les résidents étrangers à Montpellier, plus de 40 000 résidents étrangers d'une trentaine de nationalités, ont leur place dans le débat public, dans la citoyenneté.

C'est pourquoi je terminerai en citant ces 14 prénoms, ces 14 premiers membres du bureau du Conseil consultatif des résidents étrangers, car il s'agit d'une première pierre qui a été posée. Nous verrons ce que feront les prochaines équipes, le ou la prochaine Maire. Ce projet a été porté par votre équipe Madame le Maire et restera à votre crédit. Je citerai ces 14 prénoms des membres du CCRE, ces 14 résidents étrangers à qui nous avons amélioré la parole : Adama, Maïram, Renate, Balla, Salah, Guy, Victoria, Michel, Yaël, Patrick, Viviana, Fabio, Bachir, Michael et Sotirios qui sont les premiers membres du bureau du CCRE. Soyez-en remerciée, Mme le Maire. *[applaudissements]*

Madame le Maire : Je vous remercie pour vos propos et j'en profite pour remercier les membres du CCRE ici présents et qui m'ont offert ces magnifiques roses rouges. Je suis convaincue que quiconque vit dans une ville depuis plus de cinq ans a le droit d'exprimer ce qu'il pense. Je l'ai toujours dit, je suis pour le droit de vote aux élections locales des étrangers vivant depuis plus de cinq ans sur le territoire.

112- Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE :

I – Créations de postes :

Filière administrative :

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : Création de quatre postes

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : Création de deux postes

Filière animation :

Animateur principal de 2^{ème} classe : Création de deux postes

Animateur : Création de seize postes dont un poste à temps non complet (82.63%)

Filière Technique :

Agent de maîtrise : Création de cinq postes

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux : Création de trois postes

II – Suppressions de postes :

Filière animation :

Animateur : suppression d'un poste

Adjoint d'animation de 1^{ère} classe : Suppression de six postes

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : Suppression de onze postes dont un à temps non complet (82,6%)

II - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Cohésion Sociale :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/03/2014 sur des fonctions de Chef de projet Politique de la Ville. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

113- Signature de la Convention cadre avec le Centre de Gestion 34

Serge FLEURENCE :

L'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit que « les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés, et, le cas échéant établir des listes d'aptitude communes avec ces collectivités et établissements pour l'application de l'avant-dernier alinéa de l'article 39. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit. »

A ce titre, la ville de Montpellier confiait, par le biais d'une convention par opération, l'organisation des concours et examens qui en relevaient, au centre de gestion 34.

Par délibération en date du 30 novembre 2012, le Conseil d'Administration du CDG 34 a décidé d'abroger les modalités administratives et financières en vigueur et de mettre en place une convention cadre qui simplifie le partenariat et comporte notamment les dispositions suivantes :

- Aucune facturation ne sera appliquée sur les concours et examens professionnels de catégories A et B transférés et pour lesquels le CDG 34 perçoit une compensation financière du CNFPT.
- Suppression du principe d'une convention par opération : les postes déclarés par la ville seront pris en compte au titre du recensement des besoins effectués par le service concours en fin d'année.
- Facturation des concours de catégorie C et des concours de la filière médico-sociale sur la base du coût de chaque lauréat, à chaque nomination de lauréats issus de la liste d'aptitude du concours ou à la date d'établissement de la liste des lauréats d'examen pour ceux relevant de la collectivité.

Cette convention permet l'allégement des procédures : une seule convention au lieu d'une par opération et la prise en compte automatique des besoins de postes de la ville à pourvoir par voie de concours ou examen, recensés annuellement par le CDG 34.

Cette convention prendra effet pour l'année 2014 et dès l'année 2013 pour toutes les opérations dont la première épreuve s'est déroulée au cours de cette année.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

114- Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

Serge FLEURENCE :

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (titre 1 – chapitre 2) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique et le décret d'application n°2012-1293 du 22 novembre 2012 créent pendant une durée de 4 ans des modes de recrutement réservés donnant accès au statut de fonctionnaire, pour les agents non titulaires sous certaines conditions.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emploi, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il appartient à l'organe délibérant, **après avis du comité technique paritaire**, d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Les membres du conseil municipal, réunis en séance le 25 mars 2013, avaient approuvés ce programme pluriannuel pour une mise en œuvre au cours de l'année 2013.

Certains agents non titulaires éligibles au dispositif de la loi Sauvadet n'ayant pu être nommés au cours de l'année 2013 pour des motifs indépendants de leur volonté, il est proposé de reconduire, les concernant, ce dispositif en 2014 afin de leur permettre d'accéder à l'emploi titulaire.

En conséquence, et vu l'avis du Comité Technique Paritaire, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire, ci-joint, qui sera mis œuvre au cours de l'année 2014

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

115- Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit

Serge FLEURENCE :

La Direction du Protocole de Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil Municipal du 16 décembre 2013 a validé lors de sa séance une *grille tarifaire* pour les salles municipales.

Il vous est demandé aujourd'hui de vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 16 décembre 2013 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, d'intérêt local ou national et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur.

Il vous est donc demandé de vous prononcer sur la gratuité pour les associations, structures ou demandeurs privés hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans les comptes du bénéficiaire.

A cet effet, 4 tableaux sont joints en annexe décrivant le nom du demandeur, la salle et le type de mise à disposition et le montant valorisable.

Nous vous proposons:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 129 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 336 250 € (Direction du Protocole)
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit pour 7 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 175 365 € (Direction du Protocole)
- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 7 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4 500 € (Maison des Relations Internationales)
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit pour 10 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18 800 € (Maison des Relations Internationales)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs votés lors du Conseil Municipal du 16 décembre 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Serge FLEURENCE : Nous attribuons des salles gratuitement à des associations caritatives et ensuite à d'autres associations qui n'entrent pas dans ce créneau et qui demandent également l'attribution de salles. Nous allons également répondre favorablement à leur demande, sauf que nous tariffions car il s'agit d'un avantage que nous pouvons dire « en nature », cette redevance en nature doit figurer dans leurs comptes lorsqu'ils font le bilan financier de leurs activités. Vous avez eu dans le dossier les associations auxquelles nous pouvons accorder ces salles. Beaucoup sont dans le Protocole, d'autres pour les Relations internationales. Vous allez voir dans le dossier pour chacune de ces salles le total de la facturation à l'année pour ces salles. Cela est gratuit mais figure tout de même à titre d'avantage en nature dans leur bilan.

116- Marché n° OG832111 relatif à "Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art" Autorisation de signer l'avenant n°2

Serge FLEURENCE :

Une consultation n° 3D0173 a été lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen ouvert dans le but de relancer le marché « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art ».

Cette consultation a été déclarée sans suite au motif que les candidats n'ont pas respecté les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie des critères (cohérence entre prix et mémoire technique) d'analyse rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin d'assurer la continuité du service public et compte tenu des difficultés rencontrées dans le lancement du nouveau marché, et ce malgré la prise d'un avenant n°1 prolongeant la durée du marché de janvier à mars 2014, il y a lieu, en attendant l'attribution du futur appel d'offres, de prolonger la durée du marché actuel, assuré par la société Ciel Vert, de 3 mois supplémentaires d'avril à juin 2014.

Le montant maximum des prestations à bons de commande n'est pas atteint ; quant aux prestations à prix forfaitaire, le montant de l'avenant n°2 s'élève à 218 747, 43 € HT hors révisions de prix, soit une augmentation de 8, 84 % du montant initial total du marché.

Le montant cumulé des deux avenants s'élève à 437 494, 86 € HT soit une augmentation de 17, 68%.

Le nouveau montant total du marché est porté à 3 062 464, 86 € HT.

Lors de sa séance du 21 janvier 2014, la Commission d'Appels d'Offres a approuvé l'avenant n°2 relatif à la prolongation pour 3 mois –avril, mai et juin 2014- de ce marché dont le prestataire est la société Ciel vert.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-D'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 2 au marché n° 0G832111 en cours « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**117- Marché public à Appel d'Offres ouvert relatif à la location, la pose,
l'entretien, l'approvisionnement et la dépose de deux sanitaires publics à
entretien automatique
Autorisation de signer le marché**

Serge FLEURENCE :

La Ville de Montpellier a souhaité équiper de deux sanitaires publics à entretien automatique le centre-ville de Montpellier et plus précisément l'esplanade Charles de Gaulle. Ces sanitaires seront utilisables à l'année et également lors de grandes manifestations se tenant sur ce site telles que les Hivernales et les Estivales;

La Ville a de ce fait décidé de lancer un appel d'offres européen ouvert, conformément aux articles 33 3°al et 57, 59 du Code des Marchés Publics, en vue de confier à une entreprise les prestations en question.

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique pour une durée de 10 ans ferme à compter de la notification du marché.

Les prestations à fournir sont soumises à la procédure des marchés à prix global et forfaitaire.

Ce marché comprend également des prestations occasionnelles : déplacement de WC standard ou PMR à la demande qui fera l'objet de bons de commande sur la base du bordereau de prix unitaires du marché.

Conformément au Règlement de Consultation, l'analyse des offres a été effectuée selon les critères suivants :

- Prix des prestations : pondération 40
- Valeur technique : pondération 60

Lors de sa séance du 4 février 2014, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à la société JCDECAUX FRANCE– sise 17, rue Soyer, 92523 Neuilly/Seine cedex - dont l'offre correspond le mieux aux attentes de la Ville telles que décrites dans le cahier des charges en vue de réaliser ces prestations pour un montant global et forfaitaire de 367 600, 00 € HT sur les 10 ans du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Serge FLEURENCE : Je me permets juste d'insister car il s'agit d'une demande très justifiée de nombreux habitants et habitantes de Montpellier, et même de touristes, d'installer des toilettes publiques gratuites sur l'espace public, et nous avons un programme d'implantation d'une vingtaine de toilettes publiques dont les premières vont être implantées, si vous votez cette délibération, sur l'esplanade Charles DE GAULLE où se déroulent beaucoup de manifestations, puisque vous avez pu constater que nous avons dégagé au grand plaisir des Montpelliérains la Place de la Comédie et que maintenant, l'essentiel des manifestations se feront sur l'esplanade Charles DE GAULLE, ce qui nécessite un équipement tel que des toilettes publiques gratuites.

M. DOMERGUE : Je voulais vous féliciter à ce sujet mais il aura fallu du temps.

118- CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON -TaM/Transport de l'Agglomération de Montpellier - Rapport d'observations définitives

Max LEVITA :

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant la gestion de la SAEM Transports de l'Agglomération de Montpellier sur les exercices 2006 et suivants, en tant que collectivité actionnaire de cette société.

En application de l'article L.243-5, et conformément aux dispositions combinées des articles R.241-17 et R.241-21 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de la SAEM Transports de l'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants, ainsi que du débat relatif à ce rapport ;
- autoriser Madame le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Max LEVITA : Mes chers collègues, vous avez eu connaissance de ce rapport. Il traite des métiers, en particulier de table, concernant la gestion du réseau bus tramway. L'harmonisation des différents modes de transport, la gestion de la gare routière et du stationnement automobile, la location et les gardiennages de vélo avec l'opération Vélomag. Il n'y a pas d'observation particulière de la Cour régionale des comptes à relever. S'il y avait des questions, j'essaierai d'y répondre, aidé par mon camarade Robert SUBRA.

Francis VIGUIE : Je vais intervenir sur les affaires 118 et 119 puisque nous sommes tout d'abord sur la question de la TAM. *[Mme le Maire : Nous en sommes là à 118, M. VIGUIE.]* Voulez-vous que j'intervienne deux fois ? Il ne semble y avoir une cohérence entre les deux interventions et ce que je vais dire, si vous me le

permettez, je pense que tout le monde gagnera du temps, d'autant plus que nous sommes en fin de mandat. Nous sommes intervenus un certain nombre de fois sur la question des délégations de service public, et je souhaite donc pouvoir redire à cette occasion que nous souhaitons que la TAM soit une régie publique. Nous voyons aujourd'hui que Transdev, Véolia prennent un poids important dans ce cadre, ce qui pour nous n'est pas une bonne chose. Nous sommes pour qu'une ville maîtrise totalement sa tarification, et nous souhaitons aller vers la gratuité. Nous pensons que la Région ou le Département ont fait des pas avec le billet à un euro. Nous devrions tout de même réfléchir sur ce genre de choses, puisque ce sont des sommes importantes pour les familles et les personnes qui les utilisent, et nous voulons inverser les tendances, plutôt que d'avoir des augmentations, aller vers des réductions de coûts, en tout cas pour les plus démunis, les jeunes et avec une gratuité désormais. Y compris sur les questions des parkings qui reviennent ensuite, nous sommes pour des délégations de service public. Il nous semble qu'une ville doit maîtriser ses places de parking, ses tarifs, tout cela participant d'une politique globale des déplacements en ville.

Gérard LANNELONGUE : Je n'ai pas tout à fait la même lecture que M. LEVITA de ce rapport de la Cour des comptes. Il ressort de ce rapport que la TAM est tout de même gérée avec un certain laxisme. Je cite rapidement, je liste. Les frais de personnel augmentent beaucoup plus vite que le chiffre d'affaires. En termes de gestion, cela ne peut pas durer très longtemps sans créer du déficit. L'absentéisme est très important. À l'image de la collectivité, des deux collectivités car je pourrais citer également l'agglomération, en tout cas de la mairie, car un taux d'absentéisme particulièrement important y avait déjà été relevé. Les tarifs pratiqués par la TAM sont supérieurs à la moyenne des agglomérations de plus de 200 000 habitants. Enfin, la vitesse dite « commerciale » a ralenti. Nous pourrions penser à la lecture de ce rapport qu'il y a lieu d'entreprendre un plan d'action sur l'ensemble de ces thématiques que je viens de lister, de sorte que la TAM puisse adopter une gestion un peu plus vertueuse. Je suggérerai à l'équipe qui en sera en charge, à la fin du mois de mars, que cela devra passer par un contrat d'objectifs clair et volontariste qui devra être signé par les deux collectivités qui sont majoritaires.

Robert SUBRA : C'était mon jour, comme tout dernier jour. En ce qui concerne M. VIGUIE, j'aurais tenté, tout le long du mandat, de lui expliquer certaines choses, mais de toute façon, comme ses paroles sont très dogmatiques et n'ont rien à voir avec la réalité, il faut bien voir que tout est possible si nous parlons des tarifs. Nous pouvons le mettre à un euro, gratuit, ou même payer les voyageurs pour qu'ils rentrent dans les tramways, pourquoi pas. Tout est possible. La réalité économique est quelque peu différente. Tout d'abord Véolia n'est pas dans le capital de la TAM. A ma connaissance, au capital figurent la Ville, l'Agglomération, et Transdev qui est égale à 100 % de la Caisse des dépôts et consignations. Il n'y a plus Véolia. Deuxièmement, lorsque nous faisons une tarification, encore faut-il que cette tarification serve un projet. Je dis cela également pour M. LANNELONGUE, à mon avis vous avez besoin de lunettes car le rapport, vous l'avez lu en travers, vous n'avez retenu que ce qui vous intéressait, coupé du reste. Lorsque nous faisons une tarification, c'est afin d'apporter à la population un service de qualité et effectivement, nous ne pouvons constater que ce service est rendu que si des personnes empruntent les tramways ou le bus. En l'occurrence, si nous regardons la fréquentation de notre réseau, qui est un des réseaux les plus importants en termes de tramways de France, nous nous apercevons qu'il va toujours en progressant, notamment depuis la mise en service en 2012 des lignes trois et quatre avec plus de 300 000 voyageurs par jour.

Nous n'en sommes pas à Montpellier à faire des tarifs attractifs pour remplir les autobus ou certains trains. Que ce soit le syndicat départemental des transports dont je suis membre, ils ont tout à fait raison, tant qu'à faire un bus pour faire le trajet entre A et B ou un train pour faire le trajet entre C et D, autant le remplir et faire en sorte que par la tarification nous apportions du monde. Ce n'est pas du tout notre cas.

De plus, je crois que tout le monde l'oublie et certains l'oublie volontairement, le chiffre d'affaires de TAM est d'à peu près 100 M€, M. LANNELONGUE. Les investissements ne sont pas compris, car ils sont financés par l'Agglomération, que ce soit pour les tramways ou les bus. Les recettes représentent environ 30 à 35 M€. Ce qui veut dire que la collectivité finance déjà 65 M€, ce qui est énorme mais tout à fait comparable à des villes, qu'elles soient gérées par la Droite ou par la Gauche, comme Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Grenoble, ou Tours. La comparaison n'est certes pas raison, mais en l'occurrence elle permet de se situer. Or, puisque tout le monde parle d'un tarif emblématiques, le tarif un voyage, à Montpellier, je crois qu'il vaut 1,40 €. Il est un des plus bas de France. Regardez la RATP qui est une régie si je ne me trompe. Ils sont déjà à 1,50 €, au-dessus de nous, pour un service tout à fait comparable.

Nous avons non seulement un des tarifs les plus bas, mais il ne représente que 7 à 8 % des utilisateurs. La plupart des utilisateurs ne prennent pas le ticket un voyage, sauf les touristes peut-être. Cela fait 10 fois que je dis, je désespère. Lorsque vous prenez un demandeur d'emploi, celui-ci peut voyager autant qu'il veut pour 3,50 € par mois. La tarification de Montpellier est une tarification sociale. Chaque année, l'Agglomération, nous en l'occurrence, dépense 12 M€ pour les tarifs sociaux. Le problème est que nous pouvons faire mieux. *[interjection]* Si je peux terminer. Il faut bien voir que nous pouvons imaginer une tarification plus solidaire. Nous sommes en train d'y réfléchir. Nous travaillons actuellement avec Strasbourg et Grenoble pour faire évoluer nos tarifications. En exemple, une famille très aisée arrive sur Montpellier, le mari travaille, est très aisé, la femme est au chômage, et donc en tant que demandeur d'emploi, elle va payer 3,50 €. Est-ce juste, je n'en sais rien. Nous allons essayer actuellement, avec Grenoble, Strasbourg, et Nantes, nous sommes plusieurs à travailler pour regarder l'ensemble du ménage. Il s'agit d'ores et déjà d'une tarification sociale bien évidemment. Nous pouvons faire tout ce que nous voulons en plus, mais je crois qu'une bonne chose est arrivée et que dans tous les cas cela répond à une demande du public car nos trams et bus sont pleins, ce qui prouve par ailleurs la qualité du réseau.

J'ai lu le rapport de TAM, et j'ai même écouté ceux qui l'ont rédigé, la Cour des Comptes. À ma grande surprise, nous n'avons reçu que des félicitations. Effectivement, nous avons eu des observations à un moment donné sur les Vélomagg qui étaient chers. Nous avons précisé qu'il s'agissait du début du Vélomagg. Pourquoi les Vélomagg étaient-ils chers au début ? Lorsque nous avons fait l'appel d'offres, nous avons trois concurrents. Clear Channel, Decaux, et Transdev. Nous arrivions en moyenne à 3000 € par an et par vélo. Decaux et Clear Channel se payaient sur la publicité. Or Mme le Maire, vous et votre prédécesseur avez limité la publicité à Montpellier. Ainsi sur le vélo, nous ne pouvons pas nous payer sur la publicité, et donc nous payions plein pot. Nous avons fait un système bancal qui a réussi moyennement, qui a eu tout de même le mérite de lancer l'appel, et nous sommes arrivés depuis sur des vélos qui nous reviennent à 1200 € par an, ce qui est tout à fait raisonnable par rapport aux autres. Ce n'est certes pas Vélib', mais cela marche très bien et nous avons aujourd'hui à peu près 1000 vélos sur le fonctionnement longue durée de trois mois, et sur le reste entre 200 et 400 commandes de vélos de courte utilisation.

Je crois que dans tous ces domaines... *[interjection]* Sur les salaires ? D'abord sur les augmentations tarifaires, je vous ferai remarquer que depuis fort longtemps, nous n'avons pas augmenté ni même répercuté la hausse de la TVA. Je n'en décide pas, l'Assemblée en décide sur proposition du Président. Nous n'avons pas augmenté. Certaines villes ont augmenté de 15 %. Montpellier n'a pas augmenté.

En ce qui concerne les salaires de TAM, je vais demain les informer pour dire qu'effectivement la Droite pense qu'ils ont des salaires trop importants, et qu'ils ne font rien. Je vais leur dire, je pense qu'ils seront ravis. Je ne suis pas du monde des transports mais je peux vous dire une chose : conduire un bus est déjà très difficile. Cela consiste à recevoir des gens parfois difficiles car ils sont âgés et ont des colis, ils le font avec beaucoup de soin, à 99,99 % ils le font bien. Conduire un tram est encore plus difficile, car celui-ci ne s'arrête pas instantanément et en cas de problème, Dieu sait que lorsqu'ils passent Place de la Comédie il y a de tout, des passants, des skates... le tram n'a qu'une seule solution, une barre jetée au sol pour freiner.

Je crois que nous pouvons nous féliciter d'avoir une bonne équipe de TAM et je peux vous assurer que la Cour régionale des comptes nous l'a dit et écrit : nous pouvons nous féliciter d'avoir cette entreprise. Je n'y suis pour rien, je ne suis pas dans le processus, de plus je suis éphémère. Depuis longtemps, cette entreprise travaille bien, développe beaucoup la formation, est sans arrêt en création d'emplois, car la question était également posée. Beaucoup d'emplois ont été créés. Pourquoi ? Trois pages plus loin, c'est expliqué. Nous avons mis en service la ligne 3 et la ligne 4. Beaucoup d'emplois ont été créés puisque nous sommes passés de 30 contrôleurs à 80 contrôleurs, mais pas seulement : il s'agit également de créations pour que lorsque le chauffeur est en difficulté, des brigades arrivent le plus vite possible pour porter secours. Tout cela est fait. J'ai vu au cours de ma carrière souvent la Cour des comptes, y compris la cour nationale. Je peux vous assurer que cette fois j'étais très détendu. Je ne pensais pas même que nous en parlerions ce soir, si ce n'est pour féliciter le personnel de TAM. Merci. *[applaudissements]*

Christian DUMONT : Je voudrais rebondir sur ce que vient de dire M. SUBRA qui en l'espèce a véritablement un culot de commissaire lorsqu'il parle des salariés de la TAM, car il oublie de noter à travers le rapport de la Chambre régionale des comptes les différents contentieux qui ont eu lieu. Un contentieux a eu lieu en 2008, où 280 salariés ont dû saisir le Conseil des Prud'hommes de Montpellier, qui leur a donné raison sur le problème de la prime de pénibilité. Aujourd'hui, ne venez pas nous parler M. SUBRA pour dire que les salariés de la TAM, si la Droite devait passer, auraient un sort différent. Nous agirions différemment. Nous

pouvons comprendre dans ces conditions qu'à Montpellier, les différents secteurs des travaux publics ne marchent pas. Lorsque vous refusez une prime de 400 € par salarié pour cette prime de pénibilité, nous pouvons comprendre le manque de motivation, l'absentéisme. Ne venez donc pas nous donner de leçons sur la gestion des salariés dans vos secteurs et au niveau de la TAM. Nous respecterons les salariés, et les salariés ne seront pas forcés d'aller aux Prud'hommes pour demander une prime de pénibilité.

Robert SUBRA : Il faut être solide, et s'attendre à tout. Pour refaire l'histoire, ce n'est pas parce que nous gérons l'entreprise à Gauche avec un cœur social que nous sommes obligés de faire n'importe quoi. Si les salariés ont des syndicats, c'est également pour se défendre. Nous sommes en discussion permanente, de temps en temps nous nous affrontons avec les syndicats. Le résultat est que l'entreprise fonctionne, même si de nombreux préavis de grève sont déposés. Nous en discutons et regardons. Je répondais surtout à M. LANNELONGUE qui disait que nous donnions n'importe quoi à des gens qui ne faisaient rien. Voilà ce que je dénonçais. Effectivement, nous dirigeons, nous ne sommes pas là pour ouvrir les poches et donner l'argent du contribuable. Ces choses sont faites sérieusement par une entreprise qui est en un sens bien gérée. Pour finir sur l'anecdote de M. DUMONT, cette vieille histoire date de la ligne 2. Vous nous sortez donc des choses d'il y a 10 ans. Pourquoi pas. *[interjection]* M. DUMONT, voulez-vous une prime ? Il s'agissait d'une prime liée à la mise en service de la ligne 2. *[Madame le Maire : Pourriez-vous vous calmer ? M. SUBRA, terminez votre intervention s'il vous plaît.]* Cette prime avait été accordée à une partie du personnel, notamment le personnel qui est au centre de contrôle, dans la partie de la mise en service de la ligne 2 qui avait été assez complexe car pour la première fois, deux lignes se recouvraient. Une autre partie du personnel l'a demandée, le Directeur général de l'époque n'avait pas accepté et effectivement ils sont allés aux Prud'hommes et ont gagné. Ils n'ont gagné que partiellement, car seule une partie du personnel l'a obtenu et non pas les 1200 agents de TAM. Je veux bien que vous ressortiez des choses pareilles, mais il faut voir la satisfaction du public. Si TAM ne fonctionnait pas, si le matériel était mauvais, s'ils n'étaient pas à l'heure, il n'y aurait personne dans le tram. Nous en entendrions parler tous les jours. Je ne suis là que de passage, mais je constate simplement qu'un personnel avec une bonne formation maintient bien l'entreprise, qui est bien encadrée, et je crois qu'elle donne satisfaction au public Montpelliérain et aux habitants de Montpellier et de l'agglomération. C'était le but recherché, merci pour eux.

119- Communication au Conseil Municipal du compte- rendu retraçant l'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux pour l'année 2013

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier a créé une Commission Consultative des Services Publics Communaux par arrêté en date du 8 juillet 1994, dans le cadre de la Commission de concertation de la population intitulée « Montpellierr au quotidien », elle-même créée en 1987.

La loi 2002-276 du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité a instauré de nouvelles dispositions relatives à cette commission, lesquelles sont reprises à l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales et sont entrées en vigueur le 28 février 2003.

Par délibération du 12 juillet 2002, la Ville a décidé de mettre en oeuvre ces modifications par anticipation et de remplacer en conséquence le règlement intérieur de la commission existante par un nouveau règlement.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ainsi instituée, est actuellement présidée par le représentant de Madame le Maire, M. FLEURENCE. Elle comprend cinq représentants du Conseil Municipal, et cinq représentants d'associations d'usagers.

Cette Commission a pour mission d'examiner :

- les rapports annuels des délégataires de services publics ;
- les bilans d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette Commission est obligatoirement consultée pour avis par le Conseil Municipal sur :

- tout projet de délégation de service public ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, article L.1413-1, il convient de présenter à l'assemblée délibérante, un état annuel des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

En 2013, la CCSPL s'est réunie le 5 février 2013 pour donner son avis sur la création de la délégation de service public d'exploitation du futur parc de stationnement Nouveau Saint Roch.

Elle s'est ensuite réunie le 20 septembre 2013 pour examiner l'ensemble des rapports des délégataires de service public pour l'exercice 2012 ainsi que le bilan d'activité du parking de l'hôtel de Ville exploité en régie dotée de l'autonomie financière.

Lors de ces réunions la commission a procédé à :

1 / La consultation pour la création de la délégation de service public d'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint-Roch.

Le parking devrait ouvrir début 2015, il sera situé dans le futur quartier Nouveau Saint-Roch, dans le secteur de la gare (pôle multimodal), à proximité immédiate de l'Ecusson et de la Place de la Comédie, en bordure de la zone piétonne.

Il s'agira d'un parking public en élévation de 9 niveaux comprenant environ 800 places.

Le parking sera destiné à la clientèle du Pôle d'Echange Multimodal, des commerces, des bureaux, du programme immobilier, mais aussi à la clientèle de proximité qui utilise les autres équipements du quartier. Il permettra également une dépose minute pour les clients voyageurs du train.

La délégation de service public sera conclue pour une durée de 15 ans.

La commission réunie le 5 février 2013 émet un avis favorable.

2 / L'examen des rapports des délégataires de services publics pour l'exercice 2012

- Rapport du délégataire de service public concernant la crèche Joséphine Baker :

La Ville de Montpellier a confié à la Mutualité Française Hérault Petite Enfance la gestion de la crèche Joséphine Baker pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1er septembre 2012.

La crèche Joséphine Baker est un établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

En 2012, pour les 4 premiers mois d'activité et sur l'accueil collectif seul, le nombre d'enfants inscrits est de 98 dont 55% à temps complet (> 4 jours par semaine soit 7 demi-journées).

En 2012, pour les 4 premiers mois d'activité et sur l'accueil collectif seul, la Crèche J. Baker, gérée par la Mutualité Française Hérault, enregistre un résultat négatif de 19,676 K€.

- Rapport du délégataire de service public concernant le réseau de chaleur et de froid :

La Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone pour une durée de 30 ans à compter du 1er janvier 1986 et prolongée par avenants jusqu'au 31/12/2022.

En 2012, les ventes de chaleur sont en hausse de 13% (84 443 MWh contre 74 821 en 2011) reflétant surtout l'évolution météorologique.

Les ventes de froid baissent de 5% (37 617 MWh contre 39 755 en 2011). Cette baisse s'explique notamment par un été plutôt frais.

Au 31 décembre 2012, Le résultat net avant impôt de RMCF s'élève à 1 774 K€ en 2012, contre 2 202 K€ en 2011.

- Rapport du délégataire de service public concernant la fourrière automobile :

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile pour une durée de 6 ans à compter du 01/01/2012.

L'année 2012 est la première année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile.

Le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 10 376 contre 11 925 en 2011 soit une diminution de 14,92 %.

8 986 véhicules sont entrés en fourrière, incluant 2 039 procédures pour la police nationale et 6 947 pour la police municipale, contre un total de 10 460 en 2011. 1 307 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place, 8 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

75 réquisitions ont été annulées avant intervention effective de la fourrière.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,27 % en 2012 contre 99 % en 2011.

- Rapport des délégataires de service public concernant les parcs de stationnement :

La Ville de Montpellier a confié la gestion de 9 parcs de stationnement à des sociétés.

Pour l'année 2012, le montant total des redevances versées à la Ville par les délégataires s'élève à 1839.7 K€, comme défini ci-dessous :

Dénominations DSP	Délégataire	Nombre de places	CA 2012 (K€)	Redevances (K€)	
				2011	2012
Parking Antigone - Nbre d'or	TaM	252	328,4	125,2	123,5
Parking Arc de triomphe	EFFIA	471	969,3	287,4	287,4
Parking Arceaux	TaM	200	408,3	175,4	175,0
Parking Comédie	TaM	824	3 129,9	1 236,1	1 110,9
Parking Foch Préfecture - Marché aux Fleurs	Vinci Park	685	1 854,8	42,4	42,9
Parking Laissac	TaM	250	599,0	240,0	100,0

Parking Peyrou Pitot	Vinci Park	519	740,3	0,0	0,0
Total			8 030,0	2 106,5	1 839,7

Pour l'année 2012, le montant total des compensations versées par la Ville aux délégataires s'élève à 520.8 K€, comme défini ci-dessous

Dénominations DSP	Délégataire	Nombre de places	CA 2012 (K€)	Compensation (K€)	
				2011	2012
Parking Europa	TaM	600	1 153,9	-413,4	-454,8
Parking Gambetta	TaM	482	919,2	-181,9	-66,0
Total			2 073,1	-595,3	-520,8

3 / L'examen du bilan du Parking de l'Hôtel de Ville exploité en régie dotée de l'autonomie financière

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement le marché de gestion du parking Hôtel de Ville à Montpellier, pour une durée de 5 ans, prenant effet à compter du 12 octobre 2011 jusqu'au 12 octobre 2016.

Le parking est situé sous le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier, avec un accès public rue Germaine TILLION, et un accès privatif rue Chélia. L'ouvrage est composé de 682 places réparties sur quatre niveaux.

Le parc ainsi que le bureau d'accueil sont ouverts 24h/24, tous les jours de l'année.

Au 31 décembre 2012, le Parking Hôtel de Ville enregistre un résultat comptable de 465 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce compte rendu.

Le Conseil prend acte.

120- Report d'affectation de subventions votées en 2013

Max LEVITA :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2013, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 016 326 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

Thématique santé :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT	F	3 000 €	3 000 €
5444	SOCIETE FRANCAISE D ETUDE ET TRAITEMENT DES BRULURES	P	1 200 €	1 200 €
578	AVENIR SANTE	P	3 600 €	3 600 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	P	6 000 €	6 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	F	5 000 €	5 000 €
			TOTAL	18 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 17563, nature 6574, chapitre 925

Thématique Jeunesse Ville étudiante :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1458	OLYMPIQUE DU PETIT BARD FUTSAL	P	1 500 €	1 500 €
3294	ASSOCIATION LES ZICONOFAGES (AZ)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1937, nature 6574, chapitre 924

Thématique Petite Enfance :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	I	150 000 €	150 000 €
			TOTAL	150 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21433, nature 20422, chapitre 900

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	P	7 500 €	2 250 €
			TOTAL	2 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1963, nature 6574, chapitre 925

Thématique Action Internationale et Jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €	300 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	1 500 €	1 500 €
1679	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES CROUS	P	2 000 €	2 000 €
2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	P	200 €	200 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	F	200 €	200 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	2 800 €	2 800 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	F	50 000 €	10 000 €
5880	FEMINATELIERS ROSE ET MIEL DE FLEURS	P	600 €	600 €
			TOTAL	17 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920

Thématique Droit au Logement :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE	F	2 665 €	2 665 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €	2 700 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	2 700 €	2 700 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €	2 700 €
			TOTAL	10 765 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 16191, nature 6574, chapitre 928

Thématique Egalité des Droits et des Devoirs:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
3633	FORUM FRANCAIS POUR LA SECURITE URBAINE	P	800 €	800 €
			TOTAL	800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1398, nature 6574, chapitre 925

Thématique Exclusion:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F	1 000 €	1 000 €
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	P	1 500 €	1 500 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	F	350 €	350 €
			TOTAL	2 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1966, nature 6574, chapitre 925

Thématique Sport:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
25	CLUSTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	P	990 €	990 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	F	70 000 €	14 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	P	1 200 €	1 200 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	1 500 €	1 500 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	F	3 400 €	3 400 €
964	MUC LUTTE	P	2 000 €	2 000 €
964	MUC LUTTE	P	2 000 €	2 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €	6 500 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €	2 000 €
1768	MECENAT CHIRURGIE CARDIAQUE	P	12 000 €	3 600 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F	1 500 €	1 500 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	F	500 €	500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	P	1 200 €	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	P	4 000 €	1 200 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	P	9 000 €	2 700 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	P	4 500 €	1 350 €
4265	ATTITUDE	P	1 080 €	1 080 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	4 200 €	4 200 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	14 550 €	14 550 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	3 000 €	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	F	45 000 €	9 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	62 500 €	18 750 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F	50 000 €	50 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	95 000 €	95 000 €
5890	CLUB DES INTERNATIONAUX DE FOOTBALL CIF	P	10 000 €	10 000 €
			TOTAL	253 220 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924

Thématique Montpellier Territoire Numérique :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
4549	EMBRUN	P	5 000 €	1 500 €
5604	SCHARFFE François	p	1 500 €	1 500 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	25 000 €	25 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	4 000 €	1 200 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	50 000 €	25 000 €
5590	CLUB BUSINESS LR 34	P	3 000 €	3 000 €
5902	AMAR Raphael	P	5 000 €	5 000 €
5881	COWORK'IN MONTPELLIER	P	3 500 €	3 500 €
			TOTAL	65 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21364, nature 6574, chapitre 920

Thématique Réussite Educative :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	1 890 €	1 890 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	1 000 €	1 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	P	4 000 €	1 200 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	P	27 172 €	27 172 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	2 000 €	2 000 €
1035	OCCE CRDEP 34	P	1 000 €	1 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	P	12 100 €	3 630 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	3 500 €	1 050 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	1 500 €	1 500 €
1281	KAINA	P	3 500 €	1 050 €
1281	KAINA	P	1 050 €	1 050 €
1329	COLLEGE ESCHOLIER DE LA MOSSON	P	2 000 €	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	P	1 200 €	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	P	4 000 €	1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	3 000 €	3 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	5 000 €	1 500 €
1902	ASSOCIATION SAINTE ANNE	P	500 €	500 €
2737	SWING GUM ENFANCE	P	4 500 €	1 350 €
3818	CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE - CRDP	P	1 100 €	1 100 €
4034	AGIR LIRE COORDONNER INTERVENIR - ALCI34	F	2 500 €	2 500 €
5011	CANTAR E DANSAR	F	7 000 €	7 000 €
5011	CANTAR E DANSAR	F	68 000 €	68 000 €
5446	CREACTION	P	1 200 €	1 200 €
5446	CREACTION	P	4 000 €	4 000 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	P	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	157 092 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1495, nature 6574, chapitre 922

Thématique Vie Associative :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC	F	1 200 €	1 200 €
2785	ZEPETRA	P	1 000 €	1 000 €
5883	COLLECTIF DES QUARTIERS SOLIDAIRES CQS CA	F	6 000 €	6 000 €
1878	COMITE DE MONTPELLIER D'ENTRAIDE MEMBRES LEGION D'HONNEUR	P	1 500 €	1 500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F	1 500 €	1 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F	1 500 €	1 500 €
5777	UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE L'HERAULT - UD CSF 34	F	1 500 €	1 500 €
5900	MOUVEMENT RURAL DE L'HERAULT FDFR34	P	3 000 €	3 000 €
			TOTAL	17 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920

Thématique Culture et Patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	P	7 000 €	2 100 €
2621	MAISON 2 LA CHANSON	P	8 000 €	8 000 €
3746	ASSOCIATION UN'IONS	P	20 000 €	20 000 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	F	50 000 €	10 000 €
5736	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE FRANCE	P	20 000 €	4 000 €
5878	RESEAU EN SCENE LANGUEDOC-ROUSSILON	P	50 000 €	15 000 €
			TOTAL	59 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1596, nature 6574, chapitre 923

Thématique Cohésion sociale :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
64	ADAGES CA64!	F	11 500 €	11 500 €
71	LPROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	P	4 000 €	1 200 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	P	7 000 €	2 100 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	P	3 880 €	3 880 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	P	6 000 €	1 800 €
1161	CIA - COMPAGNIE INTERNATIONALE ALLIGATOR	P	5 000 €	1 500 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	P	11 000 €	3 300 €
1281	KAINA	P	10 000 €	3 000 €
1281	KAINA	P	4 000 €	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	P	5 500 €	1 650 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	P	3 200 €	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	P	4 000 €	1 200 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	P	4 000 €	1 200 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	P	4 000 €	1 200 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR	P	4 000 €	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	P	6 000 €	1 800 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	P	4 000 €	1 200 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	P	4 500 €	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	P	7 000 €	2 100 €
4163	VIA VOLTAIRE	P	6 000 €	1 800 €
4388	LE PASSE MURAILLE	P	10 000 €	3 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	P	5 000 €	5 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	P	5 000 €	5 000 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	P	4 000 €	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	5 000 €	1 500 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 500 €	2 850 €
4908	FACE HERAULT	P	4 000 €	1 200 €
4955	MUSIQUES SANS FRONTIERES	P	4 000 €	1 200 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	P	4 500 €	1 350 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	P	8 000 €	2 400 €
5765	COLLECTIF RUE PIERRE CARDENAL	F	4 000 €	2 000 €
5895	COMASOR	P	2 500 €	2 500 €
	LES 4 CHEMINS	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	79 240 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21498, nature 6574, chapitre 925

CODE	STRUCTURE		ACCORDE	A REPORTER
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34		225 000 €	68 166 €
			TOTAL	68 166 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 16306, nature 65733, chapitre 925

Thématique Solidarité :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	1 500 €	1 500 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES ENTREPRISES	F	20 000 €	10 000 €
			TOTAL	11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21497, nature 6574, chapitre 925

Thématique Finances :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	20 000 €	10 000 €
1863	MEDIA FORMA SUD	P	10 000 €	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	P	6 810 €	2 043 €
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	50 000 €	10 000 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES	P	10 000 €	3 000 €
			TOTAL	28 043 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 18891, nature 6574, chapitre 920

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	P	500 €	500 €
	CIRAD (CONGRES E-SOVE 2012)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 17566, nature 6574, chapitre 920

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
474	ASSOCIATION LA GERBE	I	50 000 €	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	I	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21433, nature 20422, chapitre 900

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2013 ;
- D'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

121- Attributions de subventions Exercice 2014

Max LEVITA :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération ;

- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Deux modèles de convention (selon le type de subvention : fonctionnement ou projet) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en deux catégories :

- Subvention de fonctionnement (F) pour la gestion des activités courantes de l'association ;
- Subvention pour un projet (P) pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition ...

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de l'exercice 2014 et se répartissent comme suit :

1) Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	P	TEMPS DES JARDINS EN LANGUEDOC ROUSSILLON	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	F		2 000 €
4031	ETAT DES LIEUX	F		500 €
5343	LA HUERTA LIBRE	F		500 €
5667	LE VOILE DE NEPTUNE	P	FETE DE LA BIODIVERSITE	500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	P	FETE DE LA BIODIVERSITE	500 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	F		3 000 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	P	JARDIN DE LA REINE	500 €
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	F		1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	P	SEVE 2014	3 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	F		500 €
344	TERRE NOURRICIERE	F		1 500 €
			Total	14 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

2) Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
1005	ARTISANS DU MONDE	F		200 €
1057	ASSIANA	P	JAPAN MATSURI OUTDOOR	400 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	F		300 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMEENNE COMITE HERAULT	P	PROJET DE COOPERATION CULTURELLE A MONTPELLIER ET PROJET DE SOLIDARITE AU VIETNAM	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	ECHANGES LITTERAIRES MEDITERANEENS AMERIQUE LATINE	200 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	SEMAINE CULTURELLE	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	REGARDS SUR LE CINEMA DE COLOMBIE. GRAN CARIBE ET AMERIQUE DU SUD 8EME EDITION	300 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	P	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	400 €
4826	ASSOCIATION COLONIA ESPAGNOLA DE MONTPELLIER	F		200 €
2229	ASSOCIATION COOPERATIVE SENS DE VIE	P	CARNAVAL DE LA BIODIVERSITE FES	750 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	P	JEUNESSE EN ARABESQUES	3 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	F		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	P	"FILLES DE..."	500 €
548	EURO-GRECE FRANCE	F		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	P	MANIFESTATION CULTURELLE ET ARTISTIQUE DANS LE CADRE DU JUMELAGE	700 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE FAM	F		500 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	F		500 €
4816	I DILETTANTI	F		300 €
3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	P	EXPOSITION PEINTURE. MAISON RELATIONS INTERNATIONALES	200 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	F		200 €

5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	P	WEEKEND MONTPELLIER/BETHLEEM	300 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	P	SINAI SHOW	300 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F		15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	F		20 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	F		8 500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	P	COLLOQUE "DROITS ET SOUVERAINETE ALIMENTAIRE"	1 400 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	F		500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	P	LA GRANDE VIREE COUNTRY CHANTEUSE GYLAINE TANGAY	500 €
5748	RACINES SUD	F		1 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	TOURNOI INTERNATIONAL VILLES JUMEELES	3 000 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE STU	F		2 500 €
459	TERRE DES HOMMES FRANCE TDHF	F		300 €
3	UNICEF	F		700 €
Total				66 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

3) Attributions de subventions dans le cadre de la santé :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	F		3 000 €
1803	AFM COORDINATION TELETHON AFM	F		1 000 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	P	GROUPES DE PAROLES ET SOUTIEN POUR PARENTS DE JEUNES ENFANTS	1 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	F		1 000 €

132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	F		800 €
5638	ARCOPRED	F		1 500 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		1 000 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L HERAULT	P	UN BEBE UN LIVRE	800 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	F		4 000 €
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES - AFFDO	F		30 000 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	F		2 000 €
578	AVENIR SANTE	F		4 000 €
578	AVENIR SANTE	P	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
1024	CHEMINS DES ALLIANCES	F		300 €
1956	COMITE FEMININ 34	F		1 500 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	F		5 000 €
5803	ENTREE DE SECOURS	F		1 500 €
4120	EPILEPSIE FRANCE	F		1 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	PROGRAMME PERSONNALISE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES FEMMES ATTEINTES DE CANCER	5 000 €
5726	FRANCE ADOT 34	F		500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	F		1 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT CA3527!	F		300 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	F		300 €
1480	INFO DON 34	F		700 €
155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	F		2 000 €

723	JALMAV CRERSI	F		2 000 €
657	LA CORDEE	F		2 500 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	F		500 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	F		1 500 €
233	MA VIE	P	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITEES PHYSIQUES ADAPTEES	2 500 €
4242	MEDECINS DU MONDE	F		1 000 €
1734	MUSIKA	F		1 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F		1 500 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	F		4 500 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	F		1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	F		4 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	F		3 000 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	F		1 300 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	F		2 000 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	F		2 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	F		25 000 €
Total				137 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

4) **Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	F		500 €

1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	F		1 200 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE LABAS	F		1 200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	F		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	F		400 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	F		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	F		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	P	CARNAVAL LOU CLAPAS	300 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	F		1 200 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	F		1 000 €
2198	ANFANOMA - FRANCAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE MER	F		1 200 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	F		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	P	AUBESSION D ARTISTES	700 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	F		500 €
3791	ASSOCIATION A L'ECOUTE SAINT MARTIN PRES D'ARENES	F		500 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	F		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	P	FEE DE QUARTIER	700 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	F		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	P	EQUIPEMENT DE L ASSOCIATION EN INFORMATIQUE ET INTERNET	700 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	F		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	P	EXPOSITION PHOTO UNE MEILLEUR CONNAISSANCE CATALAN	500 €

1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	F		500 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	ANTIGONE DES PEINTRES	400 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	F		1 500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	F		13 000 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	F		600 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	F		1 500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	F		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	P	CARNAVAL	700 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	F		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	F		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	P	CINEMA DE QUARTIER EN PLEIN AIR ET REPAS	700 €
1029	CENTRE 665	F		12 500 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	F		500 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	F		1 200 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	F		400 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		20 000 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	F		300 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	P	TOURNOI ANNUEL INTER CLUBS	300 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	F		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	P	EDITION PLAQUETTE	500 €
5578	COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	F		500 €

1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	F		300 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	SOUTIEN SCOLAIRE	200 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	CARNAVAL	250 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	FETE DE NOEL	300 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	VIDE GRENIER	100 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	APRES MIDI FEUX	150 €
5789	COMITE DE QUARTIER CITE ASTRUC	F		500 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	F		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	F		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	F		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	P	ANIMATION ET SUIVI QUALITE DU MARCHE DE PRODUCTEUR	1 000 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	F		700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	P	VOEUX 2014/ REPAS QUARTIER	500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	F		500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	P	FETE DU QUARTIER	250 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	F		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	P	FETE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	700 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	F		500 €
5717	COMITE DE QUARTIER HAUTS DE BOUTONNET	F		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	F		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	P	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	200 €

4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	F		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	P	"LES AMOUREUX DE CANDOLLES FONT LEURS PRINTEMPS"	700 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	F		500 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	F		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	F		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	P	FETE DE LA SAINT JEAN	700 €
396	COMITE DE QUARTIER POMPIGNANE - LES AUBES	F		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMs	F		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	F		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	FETE DE LA MUSIQUE	700 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST	F		500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	F		500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	F		500 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	F		500 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F		1 500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	F		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	F		500 €
3846	CONFLUENCES.	P	INTERNATIONAL DE LA GUITARE DANS LES MAISONS POUR TOUS	5 000 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	F		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	P	AGIR AVEC ART	500 €
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	F		1 550 €

296	JASMIN D'ORIENT	F		800 €
296	JASMIN D'ORIENT	P	VOYAGE EN FAMILLE A PORT AVENTURA	700 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	F		2 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F		2 150 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	F		3 000 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	F		1 200 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	F		3 000 €
121	MAJORETTES IMPERIALES DE MONTPELLIER	F		3 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	F		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	P	FAITES DU SPORT	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	P	ATELIER D ECRITURE	500 €
3940	MARE NOSTRUM	F		500 €
3940	MARE NOSTRUM	P	ANIMATION MUSICALES DANS LE QUARTIER	700 €
428	MOUVEMENT DE LA PAIX - COMITE DE MONTPELLIER	F		500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	F		500 €
434	MOUVEMENT UNIFIE DES RAPATRIES	F		1 200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	F		500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	P	FESTIVAL D OUTRE MER 2014	700 €
4203	OPIFAC	F		500 €
1014	ORANIE 83	F		1 200 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	F		500 €

5624	OVALIE PROVIDENCE	P	FETE DE QUARTIER: VIDE GRENIER + CONCERT	700 €
5703	PLAYM'HERAULT	P	RASSEMBLEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL DE COLLECTIONNEURS DE PLAYMOBILS	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	F		1 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	P	51 ANNIVERSAIRE DES ACCORD D'EVIAN	1 000 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	TROC TON TROC	500 €
5746	VOIX DE GARAGE	P	2 EME CARREFOUR DES ARTS	700 €
Total				127 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

5) **Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
3328	ADIL DE L'HERAULT	F		36 000 €
2096	ASSO. INDEPENDANTE AIDE CITOYENNE PAR LE SOCIAL ET LE LOGEMENT AIAC	F		1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER VILLE	9 000 €
3259	CONCORDA LOGIS	F		33 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	F		2 100 €
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F		7 300 €
1347	ECOHABITONS	F		600 €
4908	FACE HERAULT	P	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LOGEMENT	1 900 €
2309	HABITER C'EST CHOISIR	P	DEVELOPPEMENT PROJET HABITAT PARTICIPATIF	1 000 €
4904	HABITER ENFIN	F		1 000 €
Total				93 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

6) **Attributions de subventions dans le cadre de la jeunesse et ville étudiante :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
290	ARGOS	P	SYAGES E ATELIERS "HELP! A L'EMJ	2 500 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	P	ACCES DES JEUNES A LA VIE DE LA CITE	1 500 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	F		2 800 €
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	F		1 200 €
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	P	ASSEMBLEE GENERALE	300 €
5370	ENV AGROTECH	P	COLLOQUE ENV AGROTECH LE 5.02.2014	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	F		4 300 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	P	SEMAINE DES ARTS AU PETIT BARD	1 000 €
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	F		30 000 €
4488	MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE	F		1 500 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	F		250 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	POUR AVOIR LE CHOIX, INSCRIS TOI !	250 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	F		2 900 €
4867	SOS JEUNES	F		9 800 €
4867	SOS JEUNES	P	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
586	UEAM UNEF	F		5 800 €
5904	AS paillade	P	TOURNOI DE FOOT -MOSSON	1000 €
			Total	67 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

7) **Attributions de subventions dans le cadre du droit des femmes et de la petite enfance :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	F		15 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	P	INTERVENTIONS EGALITE FILLES GARCONS EN ECOLE ELEMENTAIRE MONTPELLIER	3 000 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	F		2 500 €
5377	CICADE	P	LIEU RESSOURCE	1 500 €
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	F		8 900 €
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F		2 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	F		300 €
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE	F		1 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	F		2 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	P	COLLECTION LIVRES NUMERIQUES ENFANTS SOURD	300 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	F		4 000 €
3075	FAMILLE RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'HERAULT	P	FAVORISER LA MIXITE SOCIALE. PREVENTION ET APPUI AUX FAMILLES FRAGILES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	F		4 300 €
3901	HALTE POUCE	P	ACCUEIL SPECIFIQUE, DES LE PLUS JEUNE AGE DANS LA VIE SOCIALE	2 114 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	F		1 000 €
4770	RIROLI	F	ACCUEIL SPECIFIQUE, DES LE PLUS JEUNE AGE DANS LA VIE SOCIALE	600 €
Total				49 514 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

8) **Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
2037	ANIMA	P	TIME OUT	2 000 €
3421	APEDYS HERAULT	F		800 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	F		1 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	F		1 100 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	F		11 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE- ANNE	P	CARNAVAL ET FÊTE DE L'ECOLE LAMARTINE	500 €
5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	P	ORCHESTRE POUR CARNAVAL + DEGUISEMENT ET GOUTER	500 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	F		1 400 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	P	JEUNESSE EN ARABESQUES	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	P	ACTIONS CLASSES DE VILLE	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	P	MOSSON AU FIL DES SAISONS	2 500 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	F		1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	P	FESTIVAL DU FILM D EDUCATION	3 000 €
3777	CITE CITOYENNE	F		2 000 €
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	F		3 500 €
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	P	LE SCIENCE TOUR AU PETIT BARD	1 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	F		800 €
1330	COMITE DE L'HERAULT D'EDUCATION POUR LA SANTE	P	INTERVENTION EDUCATIVE POUR LA SANTE EN MILIEU SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE	3 000 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	DAJEF Dispositif d'Accompagnement des Jeunes vers l'Emploi et la Formation	2 500 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	P	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	2 600 €

3461	CONVERGENCES 34	F		1 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	REUSSITE EDUCATIVE	6 000 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	JUMELAGE BEN SOUDAI	1 000 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	PIQUE NIQUE REPUBLICAIN	1 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	F		2 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	P	MEDIATION ET REMEDIATION	500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	F		7 500 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	P	FESTIVAL JEUNE PUBLIC FEVRIER 2014	7 000 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR GFEN LANGUEDOC.	F		1 000 €
3012	INTERNATIONAL EDUCATION ASSOCIATION OF MONTPELLIER OUTBOUND	F		500 €
1281	KAINA	P	ESPACE DE CREATION AUDIOVISUEL DE PROXIMITE	3 500 €
5305	LA MAISON THEATRE	F		500 €
4388	LE PASSE MURAILLE	P	ATELIER JEUNESSE	1 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F		6 000 €
5483	LES AMIS DE JULES	F		400 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	F		300 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	P	CAFE JUIN 2014 COMEDIE DU LIVRE	450 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	P	DECOUVERTE DE LA MUSIQUE D AMERIQUE DU SUD	500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUIZIERE	P	ANIMATIONS SCOLAIRES	1 300 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	F		5 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	F		2 500 €

1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	PREVENIR POUR EDUQUER	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	F		400 €
919	MUC ESCRIME	P	INTERVENTION ECOLE LAMARTINE	2 300 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	F		1 000 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	TRIER C'EST PAS SORCIER	400 €
344	TERRE NOURRICIERE	P	BIEN MANGER AFFAIRE POUR TOUS	1 000 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	P	PRIX DE LA LAICITE	200 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	F		750 €
5385	ZADIGOZINC	P	DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL DES 0-16ANS AU CAFE DES ENFANTS	3 500 €
Total				106 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

9) **Attributions de subventions dans le cadre des anciens combattants et de l'écomobilité :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	F		200 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	F		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	F		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE FNACA	F		1 220 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	F		200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	F		500 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	P	RENOVATION DES TOMBES ET STELES DES SOLDATS MORTS POUR LA FRANCE	892 €

Total	3 612 €
--------------	----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	F		6 000 €
Total				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928.

10) Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	P	RENCONTRES MONDIALES DU LOGICIEL LIBRE 2014	30 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	F		2 250 €
1641	MONTPEL'LIBRE	P	SALON + CARTOPARTIES	1 750 €
5573	CNRS	P		50 000 €
Total				84 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

11) Attributions de subventions dans le cadre de animal dans la ville :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	F		3 000 €
5170	SOS NATURE	F		1 000 €
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	F		2 000 €
Total				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

12) Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion :

2110	A COEUR OUVERT	F		5 000 €
4703	AMICALE DU NID	F		2 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F		1 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	F		10 000 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	F		350 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34 CSS 34	F		7 500 €
1664	L'AVITARELLE	F		85 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F		7 500 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR	F		60 000 €
666	SECOURS CATHOLIQUE	F		14 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	F		34 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F		25 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	P	MOBILITE PAR LA CULTURE	2 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	F		300 €
			Total	253 650 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

13) Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4529	AIDE AUX PERSONNES EN DIFICULTES	F		2 750 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	F		4 000 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES LA PASQUIERE	F		2 000 €

2800	ASSOCIATION NOUAS	F		8 000 €
1742	ASTREE	F		1 500 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	F		10 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		3 000 €
4279	JOSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	F		1 300 €
618	LA CLE DES CHANTS	F		500 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	F		500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F		6 000 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR	F		1 500 €
4163	VIA VOLTAIRE	F		18 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	F		2 000 €
Total				61 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

14) **Attributions de subventions dans le cadre de l'économie des ressources du patrimoine :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	F		1 500 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	P	SENSIBILISATION SCOLAIRE A L'ARCHITECTURE	3 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F		1 200 €
Total				5 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

15) **Attributions de subventions dans le cadre de la cohésion sociale :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
------	-----------	------	---------------	---------

2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	F		5 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	AGORA DES PROJETS	1 500 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	F		4 500 €
5765	COLLECTIF RUE PIERRE CARDENAL	F		4 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR CYDM	F		3 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	F		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	P	GELY 2014	3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	F		1 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	P	POLE ARTISTIQUE SOCIAL ET SOLIDAIRE	1 000 €
5446	CREACTION CIE CREACTION	P	EXPIDITION REVES# 2 SUITE ET FIN	3 500 €
4908	FACE HERAULT	F		5 000 €
4908	FACE HERAULT	P	FACE CITE	3 000 €
1853	FEMMES ACTIVES LANGUEDOC ROUSSILLON	F		1 000 €
4478	IDENTITES ET PARTAGE	P	SEMAINE CULTURELLE BERBERE	2 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	F		3 500 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	P	JOURNAL D HECTOR	500 €
429	RAIPONCE	F		3 200 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	F		1 500 €
Total				47 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925.

16) Attributions de subventions dans le cadre de l'emploi et du développement économique et commercial :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE -	F		2 500 €
1196	BGE MONTPELLIER	P	CITESLAB	4 000 €
2245	CLUB ENTREPRENARIAT RESSOURCES LANGUEDOC ROUSSILLON	P	INCUBATEUR SOCIAL	1 000 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	P	MARKHETON DE L EMPLOI 2014	2 800 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	F		4 000 €
4908	FACE HERAULT	P	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	3 000 €
4908	FACE HERAULT	P	FACE ENERGIE SPORT	3 000 €
5331	MILLENERGIES + 2500 euro pas saisi	F		7 500 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	P	DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI A DOMICILE	10 000 €
5840	ACAM	F		1 000 €
5840	ACAM	P	PRESERVATION DE LA NATURE ET ACTIVITES COMMERCIALES SUR LES MARCHES	1 000 €
211	ARS FABRIC	F		6 000 €
5704	ASSOCIATION DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	F		2 500 €
5704	ASSOCIATION DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	P	CREATION D' UN SITE D INFORMATION ET DE SERVICE A LA VENTE	2 500 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	F		300 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD	P	ANIMATION INAUGURATION MARCHÉ PORT MARIANNE	1 200 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F		1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	F		1 200 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERCANTS	F		1 500 €
249	UFC QUE CHOISIR	F		1 000 €

		Total	57 000 €
--	--	--------------	-----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

17) Attributions de subventions dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU ADFI	F		800 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	F		10 000 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	F		518 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	F		5 000 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F		4 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F		4 800 €
5751	CONTACT HERAULT	F		500 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		8 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	F		1 500 €
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	F		5 000 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	F		1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	P	1 ER PRIX PISTE EDUCATION ROUTIERE	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	F		3 000 €
			Total	44 918 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

18) Attributions de subventions dans le cadre des finances :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	F		3 500 €

248	ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS - AFOC	F		1 100 €
240	CFDT UNION LOCALE	F		4 700 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE FSU 34	F		2 800 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	F		1 400 €
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	F		450 €
237	UNION LOCALE CGT	F		4 700 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	F		2 800 €
1273	UNITE POLICE SNPT	F		850 €
392	UNSA EDUCATION 34 - FEN 34	F		2 800 €
Total				25 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	Type	Thématique	Montant
64	ADAGES	F	Petite enfance	7 500 €
		F	Solidarité	5 000 €
		F	Jeunesse	1 000 €
Total				13 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

19) **Attributions de subventions dans le cadre du handicap :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4861	AMETHYSTE	F		5 000 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	F		10 000 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	F		2 400 €

2136	ASSOCIATION GROUPE D ENTRAIDE MUTUEL GEM LESSEPS	P	PORTES OUVERTES DU GEM-FÊTE DES VOISINS DU 30 MAI 2014	800 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	F		3 000 €
3246	ATELIER HANDICAP HABITAT	F		1 000 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES	F		800 €
4652	CAP HORIZON	F		500 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	P	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	12 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	F		10 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	F		10 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	P	ACCESSIBILITE	1 400 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	F		5 000 €
5180	GHANDIS	F		500 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	P	ASSEMBLEE GENERALE JUIN 2014	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	P	ACTIONS POUR CREER DU LIEN ENTRE PERSONNES	400 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	F		1 000 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	F		400 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	P	ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES ADAPTES AUX MALENTENDANTS	300 €
5475	UNION DES SENIORS SOURDS MONTPELLIER HERAULT	F		500 €
1058	APF34	F		15 500 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	P	PROMOTION COMMUNICATION	1 000 €
Total				82 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925.

20) **Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :**

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
5400	A.K SPORT (EX : GRINGO TOP TEAM)	F		11 500 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	F		500 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	F		500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	F		14 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	P	TOURNOI REGIONAL DE FOOTBALL	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	F		39 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	F		69 300 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	F		6 000 €
5565	ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE MONTPELLIER OUTRE MER	F		500 €
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	F		3 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F		1 500 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	F		2 500 €
3088	ASSOCIATION LOISIRS FIGUEROLLES	F		1 000 €
95	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	F		1 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F		15 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	F		7 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	P	ORGANISATION DE TOURNOI ANNUEL	3 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX- ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	F		27 800 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX- ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	P	L'ASBAM AU COLLEGE	500 €

2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F		3 200 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	F		12 500 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F		4 000 €
3081	BLEU VERTIGE	F		3 900 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	F		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	F		1 950 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS ACC	F		7 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	F		31 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	F		2 900 €
4748	CHEMIN DES CIMES	P	TSI GALEM	3 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	F		450 €
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	F		4 800 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	F		2 250 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F		1 500 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	F		3 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	F		11 800 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	F		27 000 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	F		450 €
5610	DES FOULEES VOUS	P	COURSES SOLIDAIRES, JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT	500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	F		7 300 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	P	CHESSATHLON 2013/2014	1 900 €

3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	F		2 450 €
4897	ENERGIE PAILLADE	F		1 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	F		2 250 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	F		1 950 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	P	GRAND PRIX DE BOULISTE DE MONTPELLIER	8 000 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F		223 000 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	F		9 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	F		39 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	F		5 900 €
5635	GOREE BASKET CLUB	F		1 000 €
3649	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE SECTION D'ALCO	F		380 €
5698	INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	P	CEINTURE MONDIALE DE CHAUSSEFIGHT	4 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	F		1 450 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	F		500 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	P	CHALLENGE HERNANDEZ	500 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	F		3 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	F		2 900 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	P	20 KM DE MONTPELLIER 2014	3 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	F		1 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	F		3 500 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	F		2 900 €

5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	F		95 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	F		2 800 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	F		6 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	F		9 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	P	CENTRE DE FORMATION	2 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	F		7 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	P	LA TNJ MONTPELLIERAINE	3 000 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	F		2 500 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F		1 500 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	P	MBC TOUR	900 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	F		4 800 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	F		16 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	P	CEV BEACH MASTERS	6 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	F		1 000 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	F		19 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	F		3 500 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	P	CHACUN SA FOULEE	2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE- KAYAK	F		5 800 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	F		2 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	F		70 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F		13 000 €

284	MONTPELLIER INLINE	F		1 000 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	F		4 800 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS.	F		8 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	F		2 900 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSPM	F		3 700 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F		12 000 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	F		10 500 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F		118 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	F		112 000 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	F		500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	F		27 000 €
5734	MONTPELLIER XIII	F		10 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	F		4 000 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	F		3 000 €
919	MUC ESCRIME	F		21 300 €
926	MUC OMNISPORTS	F		86 000 €
917	MUC VOLLEY-BALL	F		19 000 €
794	OCCITANIE PETANQUE	F		1 500 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	F		3 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F		10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	P	TOURNOI NATIONAL ET INTERNATIONAL + ECHANGES	3 000 €

2320	RIMBAUD PETANQUE	F		2 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	F		1 500 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	F		12 500 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	TOURNOI INTERNATIONAL DE FOOTBALL	10 000 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	F		1 200 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F		95 000 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	F		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	P	ORGANISER LE CHALLENGE EN SOUVENIR B.GASSET	450 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	F		1 800 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES SIJM 34	F		1 200 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	F		950 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	F		950 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	F		8 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	F		26 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	P	TOURNOI OPEN	1 950 €
3534	UNION MONTPELLIERAINE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT ET DE LA CULTURE	F		2 900 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	F		500 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	P	DEVELOPPEMENT VOLLEY JEUNES LICENCIES	250 €
Total				1 556 280 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **2 907 824 €**
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types, ainsi que les conventions spécifiques, annexées à la présente délibération ;

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

122- TARIFS 2014

Compléments et précisions

Max LEVITA :

Par délibération n° 2013/616 en date du 16 décembre 2013, la Ville de Montpellier a délibéré sur les tarifs applicables en 2014.

Il convient d'apporter quelques compléments et précisions sur les tarifs votés d'une part (I) et de proposer le vote d'un nouveau tarif relatif au livre projet urbain (II).

I – Compléments et précisions apportés sur les tarifs votés :

1-1 : Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille. La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux lorsqu'un enfant, en situation de handicap est à la charge de la famille. Dans ce cas, le taux d'effort applicable est celui auquel la famille pourrait prétendre si elle avait un enfant supplémentaire.

Tarif horaire = Taux horaire x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

➤ Taux applicables pour 2014

Le barème national pour 2014 venant d'être publié, les nouveaux taux applicables sont reportés dans le tableau ci-dessous. Dans la délibération du 16 décembre 2013, les taux 2013 étaient donnés à titre indicatif dans l'attente de publication du barème national.

	Taux horaire	Tarif plancher 2014	Tarif plafond 2014
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,38 €	2,89 €
2 enfants	0,05%	0,31 €	2,41 €
3 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,31 €	2,41 €
2 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Famille non affiliée au régime CAF ou SNCF	Tarifs majorés de 50 %		
Famille non domiciliée à Montpellier	Tarifs majorés de 10 %		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € (0.05% x 2 200€).

Par ailleurs, il est précisé que la Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans les cas suivants :

- La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur.
- Un enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance. La tarification à appliquer correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.
- Un enfant accueilli dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil général de l'Hérault peut bénéficier, d'autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

L'ensemble des modalités indiquées à l'article 1-1 ci-dessus annulent et remplacent les dispositions initialement votées dans la délibération du 16 décembre 2013.

2-1 : Les salles municipales et de matériel:

- **Les salles des Maisons Pour Tous & Centre de Ressources Darwin**

Salles pour activités ponctuelles - Maison Pour Tous & Centre de Ressources Darwin	Tarifs 2014
1/2 journée salle de - 60 personnes	55,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110,00 €
Journée salle de - 20 personnes	55,00 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110,00 €
Journée salle de + 60 personnes	220,00 €
Week-end réunions et assemblées	110,00 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110,00 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220,00 €
Caution location	150,00 €

Il est juste précisé que les tarifs ci-dessus tels que votés lors du conseil du 16 décembre dernier s'appliquent également au Centre de Ressources Darwin.

3-1 – Nouveau tarif relatif au livre projet urbain :

Les conclusions du projet urbain Montpellier 2040 ont été soumises au débat du Conseil Municipal lors de sa séance du 16 décembre 2013.

L'ensemble des rapports d'études produits à l'occasion de cette démarche ainsi que la synthèse débattue en conseil ont été rassemblés dans une édition limitée. Les premiers exemplaires de cette édition seront mis à la disposition des contributeurs et diffusés auprès des établissements d'enseignement dispensant des formations dans le domaine de l'urbanisme (notamment l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III).

Comme tout document administratif, cette édition sera par ailleurs disponible sur demande, mais fera l'objet d'un tarif spécifique de 25 euros l'unité.

Projet Urbain Montpellier 2040	Unité	Tarifs 2014
Livre Projet Urbain Montpellier 2040	1 exemplaire	25,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les compléments et précisions aux tarifs 2014 ;
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

123- Cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France

Max LEVITA :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à l'Association des Maires de Grandes Villes de France par le versement d'une cotisation.

Il est proposé de confirmer noter adhésion à cet organisme pour l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'accepter le versement de la cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France pour un montant de 33 962,37 €;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920, nature 6281;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

124- Achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment.

Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment.

Cet appel d'offres ouvert n° 3D0319 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est sans minimum et sans maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est composé de 9 lots répartis comme suit :

<i>Lots</i>	<i>Désignations des lots et descriptifs des besoins</i>	Montants estimatifs € HT sur la durée initiale (1an)	Montants estimatifs € HT totaux sur la durée totale (4 ans)
1	Bois et dérivés (panneaux CTBX/CP, mélaminés, portes, blocs portes, lattés, bois pleins, plinthes, parquets, bois de charpente autoclaves, bois exotiques et autres produits bois..)	70 000	280 000
2	Peintures bâtiment (Peintures acryliques, laques de finition à l'eau, peintures sol, enduits plastiques extérieurs de finition et autres peinture bâtiment....)	25 000	100 000
3	Peintures naturelles bâtiment (Peintures acryliques, laques de finition à l'eau, produits naturels de traitement du bois, décapants etc....)	5 000	20 000
4	Matériaux, fournitures et produits de construction, de rénovation, d'entretien, et d'aménagements intérieurs et extérieurs (Agglos ciments, briques, tuiles, placo, carreaux de plâtre, siporex, colles diverses, ciments divers, produits type « SIKA », dallages et revêtements extérieurs, enduits, carrelages, faïences, évacuations, aérations, toiture, isolation et autres produits et fournitures de décoration intérieurs..).	15 000	60 000
5	Fournitures d'agencement et de décoration intérieure, lasures et peintures techniques à l'eau. (Moquettes, accessoires, colles pour revêtements muraux, enduits et crépis intérieurs, lasures d'imprégnation et de finition professionnelles, vernis spécifiques, peintures anticorrosion en phase aqueuse, peintures de sous couche, plinthes PVC, sols souples, sols stratifiés, dalles plafond, tapis de sol, seuils de porte et autres fournitures et produits d'agencement et de décoration intérieure..)	15 000	60 000

<i>Lots</i>	<i>Désignations des lots et descriptifs des besoins</i>	Montants estimatifs € HT sur la durée initiale (1an)	Montants estimatifs € HT totaux sur la durée totale (4 ans)
6	Agrégats (sables de rivière, carrière, graviers, concassés, sables de mornas, recoupes et autres agrégats...)	10 000	40 000
7	Verres et dérivés (verres, miroirs et accessoires et autres produits verre..).	20 000	80 000
8	Aérosols peintures (Bombes de traçage à la machine)	2 000	8 000
9	Produits plastiques (plexiglas, polycarbonates, pvc et autres produits plastique..).	5 000	20 000

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans 2015, 2016 et 2017.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **le lot 1** :

- Prix des prestations 50%
- Valeur technique 30%
- Délai réduit de livraison 15%
- Développement durable 5%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 2, 3 et 5** :

- Prix des prestations 60%
- Valeur technique 20%
- Délai réduit de livraison 15%
- Développement durable 5%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 4, 6, 7 et 9** :

- Prix des prestations 80%
- Délai réduit de livraison 20%

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **le lot 8** :

- Prix des prestations 60%
- Valeur technique 30%
- Délai réduit de livraison 10%

La commission d'appel d'offres du 21 janvier 2014 a attribué ce marché pour **les lots** :

<i>Lots</i>	<i>Sociétés</i>
1	ARNAUD BOIS 2634 avenue de Maurin GAROSUD 34 070 MONTPELLIER

<i>Lots</i>	<i>Sociétés</i>
2	Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée
3	Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée
4	Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée
5	Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée
6	Infructueux et sera relancé sous forme de procédure adaptée
7	COULEURS DE TOLLENS 57 rue du LATIUM 34 000 MONTPELLIER
8	Sans suite et sera relancé sous forme de procédure adaptée
9	BAURES PROLIANS 462 rue de l'industrie BP 61178 34 009 MONTPELLIER CEDEX 01

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits au budget fonctionnement, natures 60632 et 60628, tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

125- Achat de produits de droguerie. Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de produits de droguerie.

Cet appel d'offres ouvert n° 3D0325 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est passé sans minimum et avec maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le marché est composé de 6 lots répartis comme suit :

<i>Lots</i>	<i>Désignations des lots</i>	Montants annuels maximum en € HT sur la durée initiale (1an)	Montants totaux maximum en € HT sur la durée totale (4 ans)
1	Savons lessives aérosols	90 000	360 000
2	Entretien cuisine	70 000	280 000
3	Accessoires ménagers	90 000	360 000
4	Papier toilettes	70 000	280 000
5	Produits ecolabel	30 000	120 000
6	Sacs plastique	50 000	200 000

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2015, 2016 et 2017).

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour **les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6** :

- Prix des prestations **60%**
- Valeur technique **40%**

La commission d'appel d'offres du 4 février 2014 a attribué ce marché pour :

- **Les lots 1, 3, 4 et 5** à la société COLDIS ZAC du plan 230 avenue du Counoise 84 320 Entraigues sur Sorgue,
- **Le lot n° 2** à la société HPC Z.A. Les Cousteliers 85 rue de la Bandido 34 160 Castries,
- **Le lot n° 6** a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme de procédure adaptée.

Pour la Ville de MONTPELLIER, les crédits sont inscrits au budget fonctionnement, nature 60631, tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e) à signer le marché avec les entreprises retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

Pour : 55

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

126- Cession des matériels et des véhicules

Max LEVITA :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Cession des véhicules : DEMA

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules et au renouvellement 2013 de la flotte, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113 route départementale 613 34 740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

2) Cession des matériels : Parc DARWIN

Suite à l'état de vétusté de ces matériels du parc Zoologique de Montpellier, il convient de céder ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

D'autoriser les ventes aux enchères, par le Centre 113, des véhicules du Service Parc Auto.

D'autoriser les ventes aux enchères, par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE, des matériels du Parc DARWIN.

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

127- SERM – Petit Bard – Garantie d'emprunt Ville de Montpellier - Prêt PRU 2014 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Madame le Maire :

Dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine basée sur un programme d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, de désenclavement du secteur et de revalorisation de l'image du quartier Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), la SERM souhaite

réaliser un prêt PRU de **5 M€** auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

Prêt pour le financement de l'opération **Petit Bard** selon les caractéristiques suivantes :

- Montant : 5 M€,
- Durée de la période d'amortissement : 2 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 1.85% au 1er février 2014)
- Taux annuel de progressivité des échéances : de 0% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A),
- Simple Révisabilité des taux d'intérêt: en fonction de la variation du taux du livret A
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 5 000 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de :
la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 000 000 € de garantie,

aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Ne prennent pas part au vote : 9

>Les administrateurs de la SERM : Madame DANAN, Messieurs FLEURENCE (+procuration), LEVITA, PASSET, DUFOUR, GELY (+procuration) (Agglomération), Jacques MARTIN (Conseil Général)

Adopté à l'unanimité.

128- Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (EMMA)

Participation financière de la Ville

Abroge et remplace la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013

Serge FLEURENCE :

Lors de la séance du 7 octobre 2013, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au projet EMMA, ainsi que le versement de 100 000€ à l'Agglomération de Montpellier. Or la participation financière doit être versée au maître d'ouvrage, c'est-à-dire à Transdev Montpellier.

Par conséquent, la présente délibération a pour objectif d'abroger et de remplacer la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013, en proposant un versement de subvention à Transdev Montpellier et non à l'Agglomération de Montpellier.

Dans un souci d'optimisation de l'utilisation des différents services liés au transport et à la mobilité, les collectivités souhaitent mettre à la disposition des usagers un support unique facilitant l'usage de ces services : informations, système de paiement, interopérabilité.

Pour ce faire, l'Agglomération de Montpellier a lancé en 2010 le projet EMMA (Espace Multimodal de Montpellier Agglomération).

Ce projet se décline en 4 objectifs stratégiques :

- Rendre accessible à tous les publics, l'offre en transport collectif, par l'utilisation d'outils utilisant les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication,
- Favoriser une politique globale de maîtrise des déplacements par le développement intégré des modes alternatifs à la voiture particulière,
- Accroître et développer la lisibilité du service public de transport grâce à la mise à disposition de moyens modernes d'information,
- Renforcer la présence de services publics de transport dans les quartiers (« agences de mobilité » dans les Maisons d'Agglomération, Maisons pour Tous, mairies annexes,...).

Deux catégories d'utilisateurs pourront utiliser la plateforme :

- le « *Grand Public* » : il sera possible aux usagers de la Ville de Montpellier, de Montpellier Agglomération et ultérieurement de la Région Languedoc-Roussillon d'accéder aux services de mobilité, de manière simple depuis internet, via l'agence numérique, ou depuis les « agences de mobilité ».

Ainsi, les services suivants seront accessibles :

- Une information générale sur les différents services existants
- Une aide à l'évaluation du besoin et assistance au choix du service et de la tarification associée.
- La mise en place d'un contrat simple ou combiné Transports collectifs/Autopartage/Vélopartage,
- La possibilité de chargement ou rechargement de l'ensemble des services tarifaires (transports en commun, Vélomag', autopartage, P+tram, parkings de Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) en ouvrage et pour les abonnés,
- Suivi individualisé des consommations et achats et réception d'informations personnalisées sur un compte personnel,
- L'information et alertes individualisée des différents services.

- Certains « *employeurs* » (publics et parapublics) auront également accès à ces services.

Grâce à la mise en place du compte-client « Groupe » multiservices et multi-bénéficiaires, l'entreprise pourrait gérer, via un espace entièrement sécurisé, les prestations mobilités de ses salariés :

- Demande de renouvellement d'abonnement,
- Suivi des bénéficiaires Plan Déplacements Entreprise,
- Achat de titres pour des déplacements professionnels,
- Gestion de la facturation.

Mise en œuvre du projet :

Pour pouvoir bénéficier de ces services, l'utilisateur devra préalablement souscrire au contrat « mobilité ». Il disposera d'un support unique qui prendra la forme soit d'une carte, soit d'une clé USB.

La mise en œuvre du projet EMMA se fera en trois grandes phases :

La phase 1 débute en 2014 avec le lancement du service EMMA dans les espaces mobilités TaM et du contrat de mobilité regroupant les transports collectifs, le vélo et le stationnement en ouvrage en post paiement. Les clients multimodaux ou monomodaux, ayant souscrits ou non un contrat de mobilité EMMA, seront inscrits dans le système central TaM, gestionnaire d'EMMA.

Ainsi, il sera possible d'accéder, avec un même support (carte ou clé USB) aux services suivants :

- Transports en commun
- Services Mobilité : stationnement P+R, Vélopartage (Vélo magg'), Autopartage (en partenariat avec Modulauto), covoiturage,...
- Services de stationnement en ouvrage exploités par TaM

La phase 2 sera opérationnelle en décembre 2014. Cette étape sera marquée par l'ouverture de l'espace numérique EMMA. C'est à partir de cette étape que des formules tarifaires combinées seront proposées. Des propositions de formules tarifaires devront être adoptées par les autorités organisatrices au plus tard en novembre 2014. C'est également à cette date que le parking sur voirie rentrera dans le dispositif via le système paybyphone mise en place par la Ville de Montpellier en amont.

A partir du 1er avril 2015, des bornes de rechargement seront installées dans des lieux publics majeurs de l'Agglomération (Centre Régional des Œuvres Universitaire et Scolaires (CROUS), pôle emploi, Caisse d'Allocations Familiales (CAF)...). Dans un second temps et grâce à l'espace numérique EMMA, les clients pourront s'inscrire aux services des collectivités et opérateurs qu'ils souhaitent utiliser en fonction de leurs besoins.

Il sera également possible, via cette plateforme, de faire des demandes de droits à réduction, valables pour un ou plusieurs des services des collectivités et des opérateurs.

EMMA est aussi un label, qui pourra être identifié sur les cartes donnant accès à EMMA, sur les sites des partenaires par un lien vers l'espace EMMA et sur les supports de communication grand public et institutionnels. Une campagne de communication est en cours de finalisation pour un lancement commercial de la phase 1 en avril 2014

Financements :

L'estimation prévisionnelle du projet s'élève à 4 540 790€. EMMA fait partie du programme intégré FEDER 2007-2013 (Fonds Européen de Développement Régional).

Assiette pour le FEDER 4 540 790€

Assiette pour le financement EcoCité 3 905 790€

EcoCité (35%) 1 367 026€

FEDER – PUI 1 000 000€

TaM/Transdev 600 000€

Véolia Transdev 454 000€

Ville de Montpellier 100 000€

Montpellier Agglomération 1 019 764€ (dont subvention Région Languedoc-Roussillon sollicitée)

TaM et Transdev Montpellier sont les maîtres d'ouvrage de ce projet. Equival prendra en charge la maîtrise d'œuvre du projet.

La Ville de Montpellier est convaincue du bien fondé de ce projet, qui va permettre de faciliter l'accès aux transports en commun, mais aussi de réduire la part de la voiture individuelle, ce qui est en cohérence avec la Plan Local de Déplacements mis en œuvre progressivement depuis 2010.

Il s'agit donc de prévoir un budget de 100 000€ pour l'ensemble du projet EMMA.

La participation financière sera inscrite sur le budget suivant :

nature : 2041582 fonction : 908241 ligne : 23042

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'abroger et de remplacer la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013 par la présente ;
- d'associer la Ville au projet EMMA ;
- d'approuver le versement, à Transdev Montpellier, d'une subvention de 100 000€ ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

129- Avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement «FOCH-PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS » et « ARC DE TRIOMPHE »

Philippe THINES :

Par délibération n° 2012 / 579 du 17 décembre 2012, la Ville a confié la gestion des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe à EFFIA Stationnement dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Le contrat a pris effet le 15 février 2013 pour se terminer le 31 décembre 2025.

Durant cette exploitation, il est apparu nécessaire de compléter et de préciser l'article 8 de la Convention relatif aux places en amodiation dans le cadre d'un avenant. Il s'agit de l'avenant n°1.

Dans le cadre de cet avenant, les parties conviennent de préciser et de réajuster les conditions et le nombre de places en amodiation du contrat de DSP pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

La Convention prévoyait 291 places de stationnement en amodiation, situées dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, dont :

- 186 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places au niveau -4 et 95 places au niveau -5), accessibles uniquement aux détenteurs d'emplacements amodiés ;
- et 105 sous la place du Marché aux Fleurs qui fonctionnent en foisonnement.

L'intégralité des contrats arrivait à échéance le 14 février 2013, après la signature de la Convention.

L'exploitation commerciale de ces places n'a pas été confiée au délégataire. Elle est du ressort de la Ville qui gère leur mise à disposition auprès des usagers moyennant le paiement d'une redevance.

Effia stationnement, délégataire, se charge toutefois de leur entretien, l'amodiatrice lui versant une participation au titre des charges d'exploitation du parc.

Sur cette base, 64 contrats tripartites d'amodiation ont été conclus au 1^{er} novembre 2013.

Considérant ce nombre de contrats, les places des amodiatrices seront concentrées au niveau -5 du parking Foch-Préfecture, sous la Place des Martyrs de la Résistance qui compte 95 emplacements, afin de délimiter physiquement le stationnement amodié par rapport aux places publiques

De plus, pour répondre aux demandes en amodiations, les 31 places encore disponibles au niveau -5 du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs sont conservées par la Ville de Montpellier afin d'être amodiées ultérieurement. Ces places seront mises à disposition par la Ville dans les conditions évoquées plus haut (contrats tripartite Ville/ EFFIA/ Amodiatrice).

La Ville estime ne pas pouvoir amodier les 196 places restantes. Elle souhaite que lesdites places soient donc intégrées dans le contrat de délégation de service public conclu avec EFFIA Stationnement.

Le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, d'une capacité globale de 685 places, dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux fleurs, compte donc à présent 590 places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013 et 95 emplacements amodiés situés au niveau -5 sous la Place des Martyrs de la Résistance.

Les amodiations qui étaient situées sous la place du Marché aux Fleurs (105 places) et au niveau -4 sous la place des Martyrs de la Résistance (91 places), soit 196 emplacements, deviennent donc des places publiques exploitées par EFFIA Stationnement dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu le 11 février 2013.

La Convention porte donc à présent sur un nombre total de 1136 places (685 places dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et 451 places dans le parking Arc de Triomphe) dont 1041 publiques exploitées par EFFIA Stationnement et 95 en amodiation exploitées par la Ville.

Sur le plan financier, la suppression de places amodiées constitue un manque à gagner significatif pour l'exploitant puisqu'il n'en percevra plus les charges versées par les amodiatrices.

A l'inverse, les quelques abonnements qui découleront de la mise en exploitation des places supplémentaires ne généreront qu'une augmentation de recette marginale dans un contexte général de baisse de fréquentation des parkings de centre-ville.

Ces places supplémentaires constitueront une amélioration du service public pour répondre à des périodes aléatoires de fortes affluences (périodes de fêtes, soirées,...), celles-ci ne produisant que des recettes peu

significatives. En conséquence, la mise en exploitation des anciennes places amodiées ne paraît pas affecter l'équilibre financier de la Délégation de Service Public.

Toutefois, en l'absence de recul suffisant permettant d'établir un bilan prévisionnel précis, cet avenant prend acte qu'un bilan de l'exploitation sera effectué en février 2015 pour aboutir à un éventuel réajustement de la redevance en fonction des résultats d'exploitation.

S'il est constaté que le basculement de ces places amodiées n'entraîne pas d'effets favorables sur l'exploitation du parking, la Ville se réserve le droit de les reprendre en amodiation.

Sous réserve des éléments ci-dessus indiqués, l'application des autres dispositions contractuelles de la Convention demeure inchangée, ces dernières étant pleinement applicables entre les Parties.

Il est donc proposé au Conseil de valider l'avenant n°1 du contrat de DSP pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer avec EFFIA Stationnement l'avenant n°1 et tout document se rapportant à cette affaire

Pour : 53

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Philippe THINES : Simplement pour informer que nous allons avoir 196 places supplémentaires en offre aux clients et personnes qui viendront au centre-ville, comme quoi nous faisons attention à ce que nous demandent les commerçants.

Marc DUFOUR : Merci de me donner la parole. Nous arrivons au terme de ce dernier Conseil municipal de la mandature, il me revient l'honneur au nom du groupe centriste, Modem, radicaux de Gauche de votre majorité de m'adresser à vous pour rappeler par quelques mots les grands enseignements que nous retirons de ce mandat passé à vos côtés. Permettez-moi, Madame le Maire, de vous dire tout d'abord ma fierté, et celle de mes collègues et membres du groupe d'avoir travaillé sous votre autorité. En ce qui me concerne, il s'agissait de mon premier mandat d' élu, et je découvrais il y a six ans ce monde nouveau avec un peu d'appréhension, tant des choses m'avaient été dites sur certaines pratiques du monde politique, sur la difficulté de s'y exprimer, et sur la qualité des personnels municipaux.

J'ai découvert dans mes fonctions d'adjoint que vous m'avez délégué un nouveau champ d'action que j'ai appris à aimer, et j'ai pu constater que vous teniez les engagements de réelle délégation vous aviez annoncés en début de mandat. Nous avons donc bénéficié d'une véritable capacité d'action dans nos domaines respectifs, et dans le cadre d'une politique réellement définie et arrêtée collégialement. Merci Madame le Maire au nom de tous les membres de mon groupe pour cette confiance dont vous nous avez honorés.

Merci à tous ceux de mes collègues élus qui ont su jouir de cette liberté pour agir et travailler avec nous. Merci à tous ceux qui ont été à la hauteur de cette confiance pour œuvrer réellement et ensemble dans l'intérêt des Montpelliérains. Concernant les équipes municipales avec lesquelles il nous a été donné de travailler, je tiens à vous assurer que nous avons trouvé beaucoup de compétences, de sérieux et d'engagement au travail assortis de sens réel de la responsabilité et du service public. Nous sommes encore une fois bien loin des caricatures que véhiculent parfois des rumeurs infondées. Qu'ils soient remerciés pour leur engagement à nos côtés tout au long de ce mandat.

Concernant notre action collective, je ne crois pas qu'il convienne aujourd'hui d'établir un bilan. Je suis néanmoins convaincu que l'histoire le fera et que les Montpelliérains retiendront que la première femme Maire de Montpellier aura su changer la nature profonde des relations entre les citoyens de cette ville et leurs élus. Vous avez fait, Mme le Maire, tomber des barrières et su introduire de l'humanité, si je peux me permettre de

l'humanisme, dans la gestion des affaires de la cité. Mettre de l'humain dans l'urbain fut plus que votre formule. Elle a contribué à apaiser la ville, sans nuire à son image, à son dynamisme. Nous avons également découvert en vous une femme de décision, jamais dans l'affrontement mais également jamais dans le renoncement, ni à vos idées, ni à vos valeurs.

La décision d'acquérir les terrains de l'Armée, prise à votre seul niveau et contre beaucoup de vos adjoints collaborateurs, démontre votre qualité de visionnaire et vos talents de négociatrice, puisque aujourd'hui le poumon vert que constitue le Parc Montcalm, et nous l'avons vu ce soir, est un des enjeux stratégiques de la campagne électorale. Vos choix en matière d'urbanisme, le choix de la Cité du corps humain, la défense du cœur de ville, le développement de la démocratie directe et des Conseils consultatifs sont autant de marques de votre politique municipale dont les Montpelliérains seront reconnaissants. C'est également au niveau des problèmes sociétaux dans votre qualité de femme, de mère de famille, et de médecin, que vous avez su par vos choix conforter Montpellier comme la première ville de France en matière de tolérance, de fraternité, d'égalité, et de liberté. Avant la loi, vous avez su interpellé la France sur cette question fondamentale pour les libertés individuelles et pour l'égalité des citoyens. Vous avez inspiré la loi et permis à notre pays de retrouver sa place parmi les pays européens qui avaient déjà traduit dans leur législation nationale cette évolution sociologique importante. Ainsi Montpellier a été grâce à vous la première ville de France où étaient unis par le mariage deux personnes du même sexe. Cette image nationale gagnée par la ville grâce à votre engagement et à votre action et en dehors de toute considération politique, vous positionnera dans un avenir proche comme l'un des grands Maires qui ont construit l'histoire de Montpellier. Certains l'ont fait en construisant des routes, d'autres avec des monuments, vous l'avez fait surtout avec le cœur.

La politique est un monde difficile et cruel, et la logique des appareils est souvent éloignée des valeurs que nous venons de citer. Votre fin de mandat a souffert comme vous-même de choix politiques très éloignés parfois de l'intérêt général et des valeurs démocratiques que vous défendez. Vous avez su avec courage traverser ces épreuves sans rien laisser paraître, comme si ces attaques ne vous atteignaient pas. Je sais, parce que vous m'avez honoré de votre amitié, combien en réalité vous en avez souffert, et c'est avec d'autant plus d'admiration que nous saluons les décisions personnelles que vous avez prises. Merci Madame le Maire, merci Hélène pour cette leçon de courage et d'humilité, cette leçon de tolérance et de respect de l'autre que vous nous avez transmise en fin de mandat. Au nom de l'ensemble des membres du groupe centriste et en mon nom personnel, recevez chère Hélène l'expression de notre gratitude et de notre fierté d'avoir pu défendre à vos côtés, au sein de votre majorité, notre idéal démocratique et républicain. *[applaudissements]*

Michel PASSET : Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si je respecte profondément le mandat d'élus que nous donne le suffrage universel, je respecte encore plus le mandat que chacun se donne à soi-même, celui de militant. Ce mandat repose sur des valeurs, des engagements : d'abord, et principalement, nous faisons un choix. Nous décidons de nous engager. Au-delà des responsabilités que nous pouvons avoir, que nous pouvons bien ou moins bien assumer, des réalisations auxquelles nous contribuons, militer, c'est vivre pour des idées. Vous ayant connue comme conseillère municipale adjointe et Maire, je sais, Hélène MANDROUX, que vous faites partie de ceux qui vivent pour des idées. Ce que vous avez donné à cette ville, c'est d'abord cela. Je sais que vous ne militez pas pour être élue, mais que vous acceptez d'être élue pour mieux militer. Samedi, un chanteur était consacré, sa chanson « Formidable » est sur toutes les lèvres. Hélas, je ne suis pas certain que nous vivions au niveau politique, au niveau social, au niveau économique une époque formidable. Dans ces moments-là, nous ne devons pas plier, mais lutter. Au nom du groupe communiste, des cinq camarades qui ont travaillé avec plaisir avec vous, acceptez Madame le Maire cette citation : « Il faut aller à l'idéal en passant par le réel. » Jean Jaurès. *[applaudissements]*

Jean-Louis GELY : Madame le Maire, mes chers collègues, à l'heure de la fin de ce mandat je voulais également au nom du groupe socialiste, citoyens et apparentés, unir ma voix avec celle de mes collègues Présidents de groupe, et peut-être le faire à partir d'une petite anecdote personnelle. Je me souviens qu'un beau jour d'avril 2008, car il faisait beau ce jour-là, je me souviens de la météo, Hélène MANDROUX m'a confié une délégation qui m'a surpris. Nous en avons souri à plusieurs reprises par la suite. J'en avais été interloqué, mais en même temps j'ai toujours coutume de dire que lorsque nous nous engageons, et ce sera un peu le même mot que celui de Michel PASSET et de Marc DUFOUR, personne ne nous y force et nous sommes aptes à assurer toutes les responsabilités que l'exécutif nous confère.

Il est vrai que les personnes extérieures ont souvent l'impression qu'il s'agit d'un cadeau, d'un arbitrage entre les élégances. Pas du tout. Hélène MANDROUX, j'en atteste et je pense que tous les collègues qui ont été

dans la même situation que moi peuvent l'attester aussi, a joué son rôle d'exécutif qu'elle incarne entant que Maire et ce faisant, attribuant ces délégations particulières aux membres de sa majorité qu'elle avait désignés pour cela, elle a d'une part accordé une forme de confiance, et en même temps il y avait en répondant de l'exigence de la part des impétrants que nous sommes. En cela, je voulais la remercier. J'ai dit tout à l'heure dans mon intervention sur le plan de la délégation qui me concerne, que j'ai apprécié d'avoir toujours un soutien invariable à un objectif, la réussite éducative, que je crois nous avons partagé du début à la fin de ce mandat.

Bien sûr, de l'animation a eu lieu dans cette période. Nous ne pouvons l'éluder. Avec le recul, une fois les passions apaisées, nous nous disons deux choses. Tout d'abord, cette animation est le fruit de la démocratie. Lorsque nous voyons le nombre de pays qui subissent une dictature, nous devons savoir nous réjouir de cette démocratie. Par ailleurs, qu'elles qu'aient été les contradictions d'un moment et leur force, cela ne saurait jamais altérer à mes yeux ce qui compte autant pour moi qu'un mouvement collectif ou qu'un rapport de force, je veux dire l'équation personnelle des individus. Il s'agit pour moi d'une chose aussi importante que tout le maelström dans lequel nous nous trouvons tous plus ou moins engagés. Nous devons savoir relativiser les événements, distinguer la posture publique et les comportements privés.

Nous pourrions tous et chacun faire le bilan par délégation et globalement, je crois que nous n'en avons pas à rougir, mais cet exercice est plutôt celui de la campagne. Ce n'est pas cela que je veux évoquer aujourd'hui. J'entends insister ici en rendant hommage à Mme le Maire, et en y associant tous mes collègues du groupe socialiste, que nous avons œuvré honnêtement et résolument pour le bien commun.

Nous achevons six années de mandature, et j'aimerais saluer les 10 années d'exécutif qu'a assurées Hélène MANDROUX à la tête de cette collectivité, ce qui n'est pas rien même si nous avons l'habitude depuis la libération dans cette ville de longs, très longs, certains diront peut-être de trop longs mandats. Comme toujours selon la formule convenue, en se tournant vers le passé, nous regardons vers l'avenir. Nous garderons en souvenir le meilleur, campagne électorale de 2008 comprise, qui était une belle campagne. Nous avons eu des moments chaleureux, des moments compliqués, de la complicité, de la complexité, de l'amitié, de la diversité, bref, de l'humanité. Je voudrais, Madame le Maire, chère Hélène, saluer votre humanité ainsi que l'énergie que vous avez déployée au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains, et au moment de nous séparer à l'échelle de cette assemblée, au nom de mes collègues du groupe socialiste, que je préside, je voulais vous en remercier. Tous ici s'accorderont sur la passion, une passion partagée que vous avez pour notre ville. Je dirais en conclusion : puisse cette passion qui s'exprime diversement selon les caractères et les tempéraments être le témoin intangible qui se transmet d'une équipe à une autre équipe. Pour tout cela, merci.
[applaudissements]

Jacques DOMERGUE : Madame le Maire, je n'avais pas prévu de parler, j'étais sur le point de quitter ce Conseil municipal. Étant donné que les différents Présidents de groupes se sont exprimés, je voudrais vous traduire ce que nous avons vécu pendant ce mandat, en tant que seul représentant de l'opposition puisque maintenant les Verts risquent ou espèrent passer dans une nouvelle majorité. Je dois rendre hommage au fait que vous nous avez respectés. Vous nous avez respectés et vous nous avez donné chaque fois que nous en avons eu la possibilité le droit de nous exprimer. Ce n'était pas l'usage en vigueur dans ce Conseil municipal avant vous. Je crois que vous avez rétabli cette espèce d'équité.

Il est habituel de ne dire que des choses agréables, donc rassurez-vous, je ne vais pas être dissonant. Je regretterai simplement que vous ne soyez pas allée au bout de votre logique dans le respect de l'opposition. Nous avons parlé d'une intégration de l'opposition dans les rangs de l'Agglomération. Vous auriez là aussi été précurseur. Cela aurait peut-être été moins remarqué que le mariage pour tous, mais cela aurait été une avancée. Les Verts espéraient un moment que vous les intégreriez aussi. Depuis, ils essaient de se faire intégrer, voire désintégrer mais aujourd'hui, ce n'est pas une oraison funèbre. Madame le Maire, vous partez aujourd'hui avec d'autres horizons.

L'opposition que je représente a toujours été à vos côtés lorsque vous étiez malmenée. Il est bon d'avoir des propos d'une sincérité relative, parfois hypocrite, mais lorsque cela a été difficile, nous étions présents. Lorsque votre féminité a été mise à mal, nous avons été présents. Aujourd'hui vous partez vers d'autres horizons, j'espère que vous allez trouver la solution pour les déserts médicaux, ce n'est pas une mince tâche. Nous sommes encore là, et comme vous l'avez vu, j'étais en train de partir et je suis revenu car je tenais à vous adresser cet hommage au nom du groupe que nous représentons aujourd'hui de l'UMP et des non-inscrits.
[applaudissements]

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, merci de me donner la parole. Effectivement, je n'étais pas prévenu de ce moment. Je vais me joindre puisque nous avons l'occasion de dire un mot et, au nom de l'ensemble du groupe, vous remercier pour l'exercice de ce mandat. Vous le savez, jusqu'à la fin du mandat nous ne faisons pas partie de la majorité. Nous n'avons pas pu le faire. Vous aviez manifesté la volonté que nous le fassions, mais cela n'a pas été possible. Je fais la part des choses dans tout cela, le bilan n'est pas à faire maintenant, mais dans ce bilan je crois qu'il existe une part de responsabilité collective et pas seulement une responsabilité personnelle. Nous devons bien analyser tout cela. Je voulais simplement dire que je partage tous les points de vue qui ont exprimé votre humanité. Je crois que vous avez exercé votre mandat sans agressivité et sans méchanceté, en tout cas nous avons travaillé ensemble, lorsque vous étiez première adjointe j'étais second adjoint, nous étions assis côte à côte, nous étions amis et je dois dire que nous sommes restés amis même lorsque j'étais dans le groupe d'opposition. J'espère que nous resterons amis quoi que vous fassiez dorénavant. Merci au nom du groupe écologiste et Gauche alternative, et merci au nom de l'ensemble des électeurs écologistes pour qui, je crois, vous avez su continuer certaines idées que nous avons lancées, et d'autres que vous avez apportés par vous-même, même si nous n'avons pas été satisfaits à 100 %, mais c'est bien normal. Merci pour tout ce que vous avez fait, et bonne continuation. Au revoir. *[applaudissements]*

Francis VIGUIE : Jean-Louis ROUMEGAS vient de parler, mais comme nous sommes beaucoup intervenus durant ce mandat, nous souhaitons dire un mot également. Nous avons participé à tous les Conseils municipaux. Nous avons essayé de développer une orientation avec, nous le pensons, une certaine cohérence. Nous vous remercions de nous avoir donné la parole à tout moment. Cela a été noté, ce qui n'a pas toujours été le cas, comme nous en avons fait l'expérience amère de notre côté. En gros, nous avons pu trouver dans le cadre de ce Conseil municipal un cadre démocratique. Nous avons pu développer nos argumentations et nos idées, et nous pensons que cela est positif, y compris à l'échelle d'une ville puisque nous représentons un courant politique qui s'exprime par ailleurs, car la vie politique ne se limite pas à un Conseil municipal. Évidemment, le débat démocratique contient des choix et des orientations différentes. Nous n'avons pas souhaité entrer dans la majorité, nous serons sur une liste différente de bon nombre de personnes qui sont dans cette salle, mais il s'agit là aussi d'un enjeu important dans un moment politique en France où les enjeux sont extrêmement importants. Je pense en tout cas pour beaucoup d'entre nous qu'il s'agit d'une des périodes où les enjeux sont les plus forts et les plus importants. Je pense que nous sommes à un seuil assez décisif aujourd'hui, entre le monde d'hier et le monde de demain, sur ce qui sera conservé, ce qui ne le sera pas, quels seront les enjeux. En tout cas nous continuerons à défendre nos idées et nous espérons que d'autres continueront à les défendre avec nous. Nous vous remercions en tout cas pour le cadre démocratique respecté. *[applaudissements]*

Jules NYSSSEN : Mme le Maire, l'administration est habituellement silencieuse dans les Conseils municipaux mais en votre qualité de Présidente de cette assemblée, vous êtes également le chef de l'administration. Vous avez rappelé tout à l'heure au début de ce Conseil municipal le bilan qui est le vôtre et celui de votre équipe. Ce bilan est mis en œuvre grâce à une administration. Au nom de l'ensemble de ses membres, je tenais à vous remercier pour ce que vous nous avez permis de faire au nom de l'intérêt général et du service public. *[applaudissements]*

Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL : Madame le Maire, je n'ai rien préparé comme vous le voyez, la Présidente du groupe étant absente, je m'exprime en mon nom propre. Je souscris à ce qui a été dit par mes collègues avant moi. Je tiens juste à vous remercier de votre confiance et pour tout ce que nous avons fait pour l'intérêt général sous votre directive et sous votre autorité. Merci pour le respect que vous nous avez manifesté lors d'échanges que nous avons eu auparavant. Je vous l'ai dit en présence de Christiane FOURTEAU, nous sommes élus mais nous sommes en CDD. Il faut privilégier les relations humaines qui doivent être un CDI. Voilà ce que je privilégierai votre égard, Mme le Maire. Merci pour tout. *[applaudissements]*

Madame le Maire : Merci, je pense que je vais moi aussi vous dire merci. Je ne peux que souscrire à ce qui a été dit. Je ne peux pas dire que je ne suis pas d'accord. Je crois vous avoir dit ce que j'avais réellement à vous dire en début de ce Conseil municipal. Je crois que les valeurs sont importantes. Retenez surtout une chose. Je crois en l'avenir de Montpellier. Pour moi, c'est essentiel. Montpellier est une ville extraordinaire qui mérite de continuer sur les valeurs qui sont les siennes. Montpellier n'est pas n'importe quelle ville, ce n'est pas Nîmes ni Béziers. Montpellier a des valeurs. Nous devons revendiquer absolument que nous sommes à

Montpellier. Nous devons continuer à porter ces valeurs et bien évidemment, pour celles et ceux d'entre vous qui siégeront la prochaine fois dans cette salle, c'est-à-dire début avril, je leur souhaite bon vent et surtout de perpétuer les valeurs de cette ville auxquelles je crois profondément. Merci à vous tous et à vous toutes.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

Numéro de la décision **Synthèse de la décision**

2013/0151	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de tampons bois et mécaniques" à la société EFTG pour un montant maximum de commandes de 50 000.00 € HT. C'est un marché unique à bons de commande passé pour 4 ans à compter de sa notification.
2013/0223	La Commune de Montpellier décide de défendre ses intérêts dans le contentieux l'opposant à madame COLAS Laurence.
2013/0248	Il s'agit d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage chargé de nous assister dans la rédaction du cahier des charges de notre futur SIRH à la société ATEXO CONSEIL pour un montant de 91900.62 € HT et pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et 12 mois pour la tranche conditionnelle.
2013/0339	La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 16 Septembre 2013 au 28 Juin 2014, pour un montant de 24 428.25 € T.T.C.
2013/0353	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une durée de deux ans.
2013/0354	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2013/0355	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et HERAULT NETWORKS, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2013/0356	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUTOT Magali.
2013/0357	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes « Archives Municipales », il est nécessaire d'apporter des modifications à l'acte initial, en créant un fonds de caisse, en reprenant les encaissements autorisés, et les règles relatives à cette régie.
2013/0358	De conclure un avenant de report de l'étude de requalification urbaine de la Cité Paul Valéry, pour une durée de 6 mois, dans l'attente de retenir un cabinet spécialisé en concertation.
2013/0359	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL CITYA COGESIM.
2013/0360	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Manifestations Culturelles, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie d'avances, en

	élargissant les dépenses autorisées.
2013/0361	Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché prestation de service de nettoyage professionnel d'articles textiles, à la société EDANCO pour un montant maximum de commandes de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique, à bons de commandes, passé pour une durée de 2 ans à compter de la date de notification.
2013/0362	Modification des conditions tarifaires des polices d'assurances n° OR 203 583 et OR 203 448 Y par application d'une majoration de 5%.
2013/0363	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL AVEM
2013/0364	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Sabrina NASRI
2013/0365	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux BROUWERS
2013/0366	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de désordres Crèche La Petite Sirène
2013/0367	De conclure une convention de coproduction du spectacle Des-Amours avec l'association Théâtre en Mouvement, pour un montant de 20 000 €, dans le cadre de la saison 2013-2014 du Théâtre Jean Vilar.
2013/0368	Théâtre Jean Vilar De conclure une convention de coproduction avec la Compagnie U Structure Nouvelle pour un montant de 20 000 € HT, dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar.
2013/0369	D'attribuer le marché de réalisation d'une émission délocalisée sur le thème des Hivernales à la société Médias du Sud pour un montant de 18 620 € HT.
2013/0370	Suite à la résiliation de l'entreprise ID métal du marché de construction de la salle de boxe Jean Farré, le lot 4 (Serrurerie : Menuiseries extérieures – Alu) a été attribué à l'entreprise CICIARELLI pour un montant de 60 307.69 € HT.
2013/0371	De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne avec l'association Nouveau Sainte Anne pour l'organisation de trois salons.
2013/0372	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle L'Attentat de Y. Khadra, pour un montant de 15000 € HT, dans le cadre de la saison 2013-2014 du Théâtre Jean Vilar.
2013/0373	D'attribuer le marché pour les campagnes de capture et de stérilisation de pigeons, et d'effarouchement d'étourneaux à l'entreprise SA SACPA pour un montant de 9 960 € HT par an. Ce marché étant reconductible 3 fois, le montant total pour les 4 années est de 39 840 € HT.
2013/0374	De conclure une convention de mise à disposition des oeuvres de Linda Mac Cartney, pour l'exposition Linda Mac Cartney, It's not only rock n'roll au Pavillon Populaire, avec Linda Enterprises Limited, pour un montant de 35 000 €.

2013/0375	D'attribuer le marché de «Création et certification de réseaux cuivre, contrôle qualité de lignes Télécom (RNIS, DSL) » à la société EURL G. METRAL pour une durée de deux ans, un montant minimum de 20 000 € HT et maximum de 80 000 € HT.
2013/0376	D'attribuer le marché à bons de commande concernant les travaux et la maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION pour un montant maximum de 85 000,00 € HT.
2013/0377	Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 ME auprès de La Banque Postale pour une durée d'un an à compter du 7 janvier 2014.
2013/0378	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Archives Municipales, et afin de respecter la réglementation, il est nécessaire de modifier les informations figurant dans la Décision.
2013/0379	Dans le cadre de la procédure de dialogue compétitif concernant l'aménagement du barrage du lac des Garrigues, une prime de 10 000 € H.T. est attribuée aux candidats retenus ayant participé au dialogue jusqu'à la remise des offres.
2013/0380	De conclure un avenant afin d'adapter le marché selon le niveau de jeu et le projet de développement économique 2013/2014 du Montpellier Handball, et ainsi, de formaliser la prestation spécifique auprès d'opérations localement adaptées et ainsi d'augmenter le montant du contrat de prestations de service Club de Haut Niveau de l'EUSRL Montpellier Handball, pour un montant de 18 092 € HT, soit de porter le montant du contrat à 138 706 € HT.
2013/0381	La Ville de Montpellier décide de confier la mission d'AMO Médiation pour la Cité du Corps Humain à Melle Emilie Guldner concepteur-auteur de projets de médiation scientifique pour un montant total de 29 000.00 € HT
2013/0382	Attribution d'un marché à procédure adaptée: Conception et commissariat général 2014-2015 des expositions du Pavillon Populaire, pour un montant de 20 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais.
2013/0383	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat.
2013/0384	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire des travaux de démolition au 168 impasse d'Arcole.
2013/0385	La Ville décide de passer un avenant à la Mission de maîtrise d'oeuvre de la construction de la salle Farré, afin d'intégrer un niveau de contraintes supplémentaires liées au réaménagement des espaces publics, pour un montant de 6 650 € HT.
2013/0386	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/GUEMAR Fathia.
2013/0387	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant de régularisation concernant la période du 01/01/13 au 11/12/13 qui prévoyait le paiement d'une prime de 12 499.65€.
2013/0388	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Emilie IBANEZ.

2013/0389	<p>D'attribuer un marché public pour le renouvellement des 3 contrats d'assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : protection juridique des agents et des élus (Compagnie CFDP Assurances, pour une prime annuelle de 2309.71 € TTC) - Lot 2 : tous risques expositions (Compagnie Axa Art, pour une prime annuelle forfaitaire de 319.34 € HT pour les expositions permanentes et une prime annuelle de 192.05 € HT pour la mise à disposition d'œuvres) - Lot 3 : individuelle accident (Compagnie Albingia, pour une prime annuelle de 6 373.24 € TTC)
2013/0390	D'attribuer le marché de fourniture de mobilier pour la Cité des Métiers à ESPACE LR pour un montant de : Tranche ferme : 24 800,17 € HT + Tranche conditionnelle : 1 855 € HT.
2013/0391	La Ville de Montpellier décide de reconduire la convention avec l'association "Tennis Club Paillade" relative à la mise à disposition des terrains de tennis la Paillade pour une redevance, de 645 € pour l'année 2014.
2013/0392	La Ville de Montpellier décide de passer une convention avec le Montpellier Herault Sport Club relative à la mise à disposition du parking Heidelberg pour une redevance, de 1140 € pour l'année 2014.
2013/0393	La Ville de Montpellier décide de reconduire la convention avec l'association "Centre Equestre de Montpellier Grammont" relative à la mise à disposition du Centre Equestre de Grammont pour une redevance, de 3110 € au titre de l'année 2014.
2013/0394	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Malbosc avec M. Hance, suite à une demande d'extension d'une maison d'habitation, pour un montant de 7 920 €.
2013/0395	La Ville de Montpellier décide de reconduire les conventions avec l'association ASPTT concernant la mise à disposition des tennis du complexe sportif Léon Cazal et des tennis du complexe sportif de Grammont pour une redevance, respectivement, de 3 630 € et 3 220 € au titre de l'année 2014.
2013/0396	D'attribuer le marché de prestations techniques des voeux 2014 pour la communication de la ville à la société Scenexpo pour un montant minimum de 10 000 € et maximum de 75 000 € HT.
2013/0397	D'adopter l'avenant n° 1 au marché de «Maintenance et prestations plateforme XFRAME» avec la société TELEBIG pour un montant de 2 385 € HT, portant le montant total du marché à 51 000 € HT.
2013/0398	De conclure un avenant au marché « Mission de contrôle technique pour rénovation intérieure avec traitement acoustique du Rockstore », dans le cadre de la rénovation du Rockstore et de la découverte de vestiges archéologiques, pour un montant de 2 400 € HT.
2013/0399	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des dépenses ponctuelles pour le compte des urgences des différents services de la Ville qui ne cessent de se diversifier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'avance de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et d'élargir les dépenses autorisées.
2013/0400	De contracter un emprunt de 1.5 millions d'euros auprès du Crédit Coopératif dans le cadre du financement des investissements prévus au Budget Primitif 2013 selon résultats de l'appel d'offres réalisé le 27/5/2013 en deux tours de table.
2014/0003	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Local jardinier du Parc Petit Bois de la Colline.
2014/0004	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de transport d'oeuvres

	d'art pour l'exposition Dernières Nouvelles de l'Ether à la Panacée, pour un montant de 23 635.00 € HT.
2014/0005	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Direction Départementale de la Sécurité Publique pour une durée de dix ans.
2014/0006	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ José GARCIA.
2014/0008	Exercer le droit de priorité sur la cession des parcelles appartenant à l'Etat sises 359 rue de Fontcouverte cadastrées HZ 243 et 245 de 78 m ² , pour un montant de 1€, parcelles d'ores et déjà aménagées en trottoir.
2014/0009	Vu la nécessité de fonctionnement dans les établissements de la petite enfance, il convient de transformer les régies des haltes-garderies et le Jardin d'enfant en régie de recettes et d'avances, et d'intégrer les R.A.M, en simple régie d'avance. Il convient également d'uniformiser le montant de l'avance pour l'ensemble des établissements de la petite enfance.
2014/0010	Nécessité, par mesure de sécurité, de mettre en place un 2ème point de collecte pour les recettes du marché Mosson par la société Brinks titulaire du marché; demande d'autorisation de signer l'avenant n°1 augmentant de 400 € HT - soit 13, 65% - le montant annuel initial du marché pour les 5 derniers mois restants sur sa durée d'exécution totale (fin marché mai 2014).
2014/0011	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée: location de films pour le cinéma Nestor Burma, pour un montant maximum de 55 000 € HT pour l'année 2014 aux différents distributeurs de films présents sur le marché.
2014/0012	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Nouveau St Roch, entre la Ville, CIRMAD et la SERM en vue du projet de complexe hôtelier (lot 1) pour un montant de 1 752 367 €.
2014/0013	La Ville de Montpellier décide d'attribuer à la société IREC SAS un marché sans publicité ni mise en concurrence référencé, pour un montant de 22 455,33 € HT comprenant 7 131 € HT pour le logiciel et 15 324,33 € HT de maintenance sur la période 2014/2016.
2014/0015	Secrétariat Général - Service Courrier : Considérant que la régie a une activité limitée, et suite au contrôle de la Trésorerie Municipale, il a été préconisé de ramener le maximum de l'avance autorisée à 150 euros.
2014/0016	D'attribuer le marché concernant l'achat et la pose d'une cellule de refroidissement rapide et d'une marmite de cuisson pour la préparation des repas des restaurants scolaires : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : entreprise SOLANREF pour un montant de 34659.60 € HT - Lot 2 : entreprise SALAGER SERRA pour un montant de 39 750 € HT
2014/0017	Vu la nécessité de porter le fonds de caisse de 20 euros à 120 euros, il convient de modifier la Décision relative aux droits de stationnement de la TAM, tout en reprenant les règles relatives à la régie.
2014/0018	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Viviane GREL
2014/0020	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association Les Arceaux Figuerolles Ensemble

2014/0025	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Iond POPESCU
2014/0026	D'attribuer le marché de services à bons de commande sans minimum et un montant maximum de 5 000,00 Euros H.T. pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois portant sur un lieu de dépôt pour animaux domestiques ou sauvages à l'association S.O.S NATURE

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22h 30.
